



CORSICA PRUSPETTIVA 2050

4 SCÉNARIOS POUR LE FUTUR DE LA CORSE

4 SCENARI PER A CORSICA À LONG'ANDÀ



Avertissement :

Ce rapport est le résultat d'un travail exploratoire mené par le laboratoire de prospective de l'Assemblée de Corse en collaboration avec 50 experts.

La lecture de ces scénarios peut se faire de la page 60 à la page 97. Ils ne sont pas exclusifs de la production d'autres visions du futur qui pourraient être construites par le laboratoire de prospective en collaboration avec les acteurs du territoire dans les mois à venir.

« Prenez le changement par la main avant qu'il ne vous prenne par la gorge »

W. S. Churchill



RÉDACTEURS : Cabinet de la Présidence de l'Assemblée de Corse, Secrétariat général de l'Assemblée de Corse

DIRECTION DE LA PUBLICATION : Présidence de l'Assemblée de Corse

CITATION D'USAGE : Assemblée de Corse, 2025. *Corsica Pruspettiva 2050, 4 scénarios pour le futur de la Corse*, 187 pages.

DATE DE PUBLICATION : Janvier 2025

© Assemblée de Corse, 2025

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
I. ORGANISATION DES TRAVAUX ET MÉTHODOLOGIE	7
II. DIAGNOSTIC ET CONSULTATIONS PRÉLIMINAIRES.....	11
2.1. Le diagnostic de temps 0.....	11
2.2. Le regard des personnalités qualifiées	13
2.3. Le regard de l'OCDE	14
2.4. Les conférences citoyennes	16
2.5. Les visions du CESECC et de l'Assemblea di a Giuventù	23
III. ENJEUX, TENDANCES ET INCERTITUDES À L'HORIZON 2050 POUR LA CORSE	25
3.1. Aperçu général des 5 enjeux principaux et des variables clés.....	25
3.2. Tendances et incertitudes de chaque variable.....	27
3.3. Quelques données chiffrées.....	31
3.4. Hypothèses d'évolution par variable formulées par le groupe d'experts.....	49
3.5. Micro-scénarios par enjeu.....	54
IV. SCÉNARIOS	60
Scénario 1 : Croissance non durable, tensions et repli.....	61
Scénario 2 : Croissance appauvrissante et adaptations subies.....	71
Scénario 3 : Repositionnement stratégique global mais polarisé	80
Scénario 4 : Compétences et innovations au service d'un développement territorial durable.....	89
CONCLUSION ET PERSPECTIVES.....	98
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	99
ANNEXES	116
Annexe 1 : Les visions du CESECC et de l'Assemblea di a Giuventù.....	117
Annexe 2 : Le premier tableau morphologique	123
Annexe 3 : Le deuxième tableau morphologique	127
Annexe 4 : Les micro-scénarios	128

INTRODUCTION

Lancée fin 2022 par la Présidente de l'Assemblée de Corse, la démarche *Corsica Pruspettiva 2050* mène une réflexion de long terme sur les transformations susceptibles de façonner l'avenir du territoire à l'horizon d'une génération. Elle intervient dans un contexte d'accélération des mutations climatiques, démographiques, sanitaires, géopolitiques, technologiques, économiques et sociales.

En croisant ces dynamiques, *Corsica Pruspettiva 2050* propose une lecture des changements à l'œuvre et des effets combinés qu'ils peuvent produire à l'échelle de l'île, afin d'éclairer les décisions politiques de long terme en proposant une vision globale des évolutions possibles, au-delà des seuls signaux conjoncturels.

Pour l'Assemblée de Corse, l'ambition est quadruple :

- renforcer la compréhension des changements et enjeux à venir ;
- élargir la focale pour voir plus loin et plus global ;
- éclairer la complexité du territoire par une approche systémique dépassant la segmentation classique par politique publique ou par secteur ;
- contribuer à une lecture partagée et objectivée des réalités à l'œuvre.

Cette prospective vise ainsi à construire un outil d'aide à la décision à destination des élus de l'Assemblée de Corse, afin de mieux appréhender l'impact des grandes tendances globales de long terme ou des chocs exogènes sur l'île. Elle participe également au renforcement de l'expertise interne de l'Assemblée de Corse, en consolidant une compréhension fine des dynamiques extérieures et de leurs interactions avec les spécificités insulaires, afin d'accompagner des décisions stratégiques inscrites dans la durée.

Corsica Pruspettiva 2050 est pilotée par un laboratoire de prospective composé d'un représentant par groupe politique de l'Assemblée de Corse, de six personnalités qualifiées ainsi que d'un représentant par instance consultative de l'Assemblée (CESECC et Assemblea di a Giuventù). Elle a fait appel à plusieurs dizaines d'experts corses, français et européens en fonction des thématiques et enjeux traités, dans le cadre d'entretiens, de groupes de travail, ou de conférences publiques.

MEMBRES DU LABORATOIRE DE PROSPECTIVE

ANGELINI Jean-Christophe

Membre du groupe *Avanzemu*

BATTESTINI Serena

Membre du groupe *Core in Fronte*

CHIARELLI-LUZI Vannina

Membre du Conseil Exécutif

COGNETTI-TURCHINI Catherine

Membre du groupe *Un Soffiu Novu*

FAURE Paul

Membre de l'Assemblea di a Giuventù

FILIPPI Charles-Henri

Président d'Evercore France

GHIONGA Pierre

Membre du groupe *Un'Altra Strada*

GIULIANI Jean-Dominique

Président de la Fondation Robert Schuman

LE MAO Ghjuvan Santu

Membre du groupe *Fà Populu Inseme*

LESCHI Didier

Directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration

LUCIANI Antonia

Membre du groupe *Fà Populu Inseme*

LUCIANI Saveriu

Membre du groupe *Avanzemu*

MANTEI Christian

Président d'Atout France

MAUPERTUIS Marie-Antoinette

Présidente de l'Assemblée de Corse

MUSELLI Marc

Professeur de physique énergétique à l'Université de Corse

NICOLI Marie-Jeanne

Présidente du CESECC

QUASTANA Paul

Membre du groupe *Core in Fronte*

RIOLACCI Florian

Membre de l'Assemblea di a Giuventù

SAVELLI Jean-Michel

Membre du groupe *Un Soffiu Novu*

SIMEONI Gilles

Président du Conseil Exécutif

SIMONI Sébastien

Président de Good Barber, de CampusPlex et de FemuQuì S.A.

TERRIGHI Charlotte

Membre du groupe *Un'Altra Strada*

VINCIGUERRA Alexandre

Membre du Conseil Exécutif

I. ORGANISATION DES TRAVAUX ET MÉTHODOLOGIE

Les travaux de Corsica Pruspettiva 2050 ont été structurés en cinq étapes, avant d'aboutir à la formalisation des quatre scénarios présentés dans ce document.

Tout d'abord, les personnalités qualifiées ont eu la tâche de cadrer la démarche, en apportant, sous forme de notes présentées à l'Assemblée de Corse en juillet 2023, leur regard sur les enjeux pour la Corse de demain. Dans le même temps, une synthèse de l'ensemble des documents, études, et rapports réalisés, a permis de construire un état des lieux rassemblé dans un document unique, intitulé le « temps 0 ». Pour compléter ce premier diagnostic d'un regard international, un partenariat a été noué avec l'OCDE¹, aboutissant, en janvier 2024, à la publication de la première étude consacrée à la Corse de cette institution. Ce travail a permis d'éclairer la position de l'île dans le nouvel environnement mondial et de mieux identifier les facteurs déterminant son attractivité. Ces premières analyses se sont ainsi attachées à étudier la situation actuelle, tout en ouvrant des pistes d'évolution.

Dans un deuxième temps, et sur le fondement de ces travaux, le laboratoire de prospective a identifié cinq enjeux structurant pour l'avenir insulaire : le changement climatique, le développement humain, les dynamiques économiques, fractures et continuités du territoire, les connectivités et mobilités, et enfin, les dynamiques institutionnelles.

Ces 5 enjeux ont par la suite été déclinés en 24 variables clés plus précises, et chacune d'entre elles a fait l'objet d'une fiche dédiée, intégrant les tendances en cours et les incertitudes qu'elles portent. Une analyse structurelle a permis de hiérarchiser ces variables en fonction de leur influence et de leur dépendance dans le système global. Cette classification repose sur une grille croisée évaluant les relations entre les variables, à partir desquelles sont calculés des indices d'influence et de dépendance. Les variables clés, c'est-à-dire celles à la fois fortement influentes et dépendantes, constituent les leviers prioritaires de la réflexion prospective.

Ces fiches par variable, et les interdépendances qui les unissent, ont été rassemblées dans un document unique, nommé « le socle prospectif », présenté à l'Assemblée de Corse en octobre 2025.

La troisième étape a consisté à réunir les visions de la société civile (à travers le CESECC) et des jeunes (Assemblea di a Giuventù). Des ateliers de travail ont été menés, au cours desquels les participants ont à la fois échangé sur un certain nombre de thématiques et ont été invités à répondre à un questionnaire sur le caractère « souhaitable », la

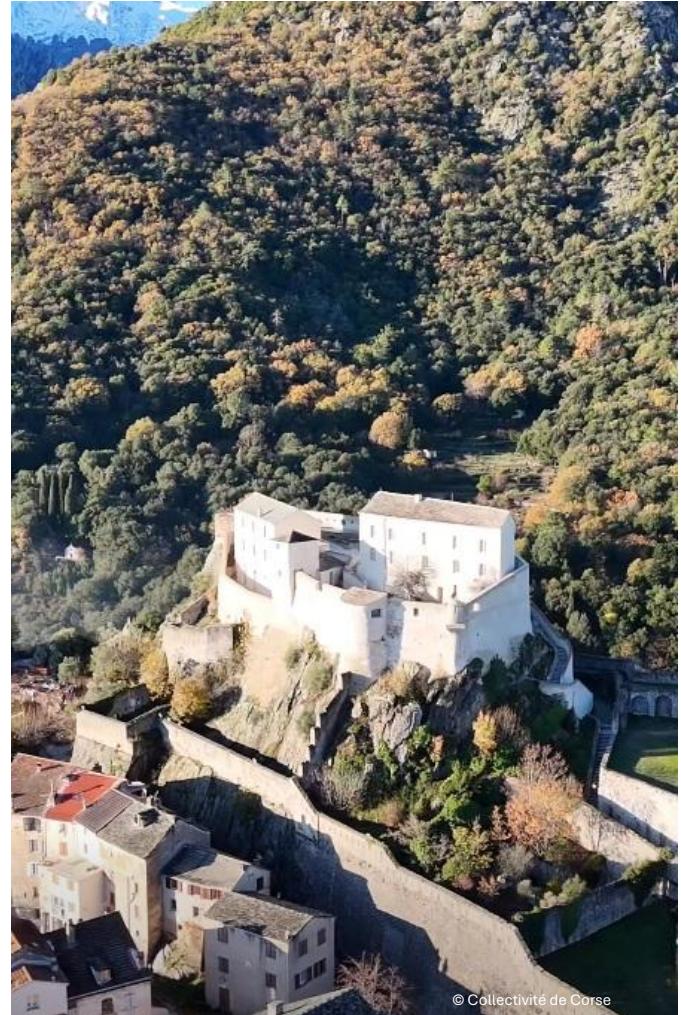
¹ OCDE, 2024. *Diagnostic de l'attractivité de la Corse dans le nouvel environnement mondial*, en collaboration avec l'Assemblée de Corse, 34 p.

probabilité et l'impact sur le bien-être d'une soixantaine d'hypothèses. Cela a permis de faire émerger des points de consensus et de dissensus.

Dans un quatrième temps, des hypothèses d'évolution des variables ont été construites par la consultation de 50 experts au cours d'entretiens semi-directifs (cf. liste en partie 3.4.). A partir de ces hypothèses synthétisées, des ateliers ont été organisés afin d'élaborer des micro-scénarios par enjeu. Pour ce faire, la méthode des scénarios a été mobilisée. Cette méthode vise à construire des représentations cohérentes et contrastées de futurs possibles, incluant des trajectoires souhaitables et non souhaitables. Ces scénarios permettent d'explorer le champ des possibles en structurant la réflexion autour de combinaisons plausibles d'hypothèses sur les évolutions des variables.

Pour cela, la méthode utilisée repose sur l'analyse morphologique, inspirée par les travaux de M. Godet² et correspondant à l'une des approches mobilisées par le Plan Bleu³. L'analyse morphologique emboîtée vise à explorer les futurs possibles en examinant l'ensemble des combinaisons issues de la décomposition du système considéré. Elle est utilisée pour élaborer des scénarios, en suivant une démarche progressive qui consiste à décomposer le système en différents niveaux (sous-systèmes, composantes, variables), puis à recomposer ces éléments pour imaginer diverses configurations à venir qui constitueront les scénarios globaux.

Cette dernière étape d'élaboration des scénarios a été réalisée lors d'un atelier avec le laboratoire de prospective. La méthode utilisée est identique à celle de l'étape précédente.



Citadella di Corti, 2025

² Godet, M., 2007. *Manuel de prospective stratégique*, Tome 2, 3ème édition, L'Art et la méthode, Dunod.
Godet, M., 2007, « Méthode des scénarios », *Futuribles*, Novembre 1983.

³ Grenon, M., et Batisse, M. 1989. *Le Plan Bleu : avenir du bassin méditerranéen*, Plan Bleu.
Benoit, G., et Comeau, A., 2005. *Méditerranée : Les perspectives du Plan Bleu sur l'environnement et le développement*. Editions de l'Aube, Plan Bleu.
MED 2050, 2025. *La Méditerranée à l'horizon 2050, Une prospective du Plan Bleu*, sous la direction de Jacques Theys, Denis Lacroix et Khadidja Amine, Plan Bleu, 2025, Marseille, 220 pages.

La méthode des scénarios

Extrait de : Godet Michel, « Méthode des scénarios », *Futuribles*, Novembre 1983 ; et de Godet Michel, *Manuel de prospective stratégique*, tome 2, l'Art et la méthode, 3^{ème} édition, Dunod, 2007.

« La méthode des scénarios s'efforce précisément de concevoir les futurs possibles et d'explorer les cheminements qui y conduisent en vue d'éclairer l'action. »

« La méthode des scénarios comprend trois étapes : la construction de la base et, à partir de cette base, le balayage du champ des possibles et la réduction de l'incertitude, et enfin l'élaboration de scénarios qui conduisent à l'établissement de prévisions par scénarios. »

L'analyse morphologique

Extrait de : Lamblin, Véronique, *Prospective and Strategic Foresight Toolbox*, « L'analyse morphologique. Une méthode pour construire des scénarios prospectifs », *Futuribles*, Avril 2018.

« L'analyse morphologique vise à explorer de manière systématique les futurs possibles, à partir de l'étude de toutes les combinaisons des divers éléments issus de la décomposition d'un système. L'objectif de l'analyse morphologique est de mettre en évidence des procédés ou des produits innovants à partir de la décomposition en fonctions, variables clefs et hypothèses d'évolution de ces variables (ou solutions) ; mais aussi de construire des scénarios prospectifs à partir de la décomposition du système étudié en variables clefs et en hypothèses possibles d'évolution de ces variables. »

L'analyse morphologique emboîtée

Extrait de : Lamblin, Véronique, *Prospective and Strategic Foresight Toolbox*, « L'analyse morphologique. Une méthode pour construire des scénarios prospectifs », *Futuribles*, Mars 2018, d'après MED 2050, La Méditerranée à l'horizon 2050, Une prospective du Plan Bleu, sous la direction de Jacques Theys, Denis Lacroix et Khadidja Amine, Plan Bleu, 2025, Marseille, 220 pages.

« Dès que le nombre de variables du système prospectif excède une petite dizaine, il est très difficile de construire un enchaînement d'hypothèses (avec une hypothèse par variable) en une seule fois. Un système de 20 à 30 variables, voire plus, est très fréquent dans des exercices de prospective (...) ; or, combiner 30 hypothèses en une seule fois s'avère trop difficile.

Dans ce type de cas, il est conseillé d'assembler les différentes variables en groupes, appelés composantes du système prospectif. Par exemple, on cherchera à construire quatre à cinq composantes à partir d'un système de 30 variables (...). Un tableau morphologique est construit pour chaque composante (...) selon les mêmes principes que dans une analyse morphologique classique. La combinaison des hypothèses permet de construire des scénarios par composante appelés micro-scénarios.

Les micro-scénarios sont donc des scénarios partiels sur une composante du système de variables, c'est-à-dire sur un groupe de variables. Il s'agit de travailler composante par composante, la dynamique de chacune dépendant de l'évolution des variables clefs. Et pour chacune des composantes, trois à sept micro-scénarios sont construits ; souvent l'un tendanciel et les autres contrastés. Une fois que les micro-scénarios par composante ont été élaborés, il faut examiner leurs combinaisons possibles dans un tableau morphologique global pour construire des scénarios globaux (...). Cette technique de l'emboîtement des variables en composantes permet de ne pas se limiter à un nombre réduit de variables et de gagner ainsi en profondeur et en précision dans les scénarios (...). »

Étapes du processus d'élaboration des scénarios



II. DIAGNOSTIC ET CONSULTATIONS PRÉLIMINAIRES

2.1. Le diagnostic de temps 0

Dans le cadre de ses travaux programmatiques, le Conseil Exécutif de Corse a piloté la réalisation de diagnostics territoriaux suivant une approche sectorielle : Programmation Pluriannuelle de l'Energie, Ecunumia 2030, Schéma Directeur de l'autonomie, PADDUC, etc. À ces travaux de diagnostics pilotés par la Collectivité de Corse, peuvent être ajoutés ceux des observatoires régionaux (Observatoire du Développement Durable, Corsica Statistica, Observatoire Régional de l'Énergie et des Gaz à Effet de Serre de l'AUE, ...), nationaux (INSEE), ou européens (Eurostat), qui dressent des états des lieux réguliers des variables socio-économiques et environnementales du territoire.

Le diagnostic de temps 0, adopté à la session de l'Assemblée de Corse le 27 juillet 2023, a été construit à la fois par capitalisation et synthèse de ces travaux.

Ce premier diagnostic représente une analyse de la situation actuelle et des perspectives de développement de la Corse en abordant différentes thématiques majeures telles que la démographie, l'économie, le tourisme, le bien-être et la cohésion sociale, les connectivités, le foncier et l'immobilier ainsi que l'environnement. Ainsi, les défis et opportunités pour la Corse en 2050 ont pu être mis en exergue.

En termes de démographie, la population corse a augmenté plus rapidement que celle du reste de la France métropolitaine exclusivement grâce à son solde migratoire. Avec le plus faible taux de fécondité de France, la population est également la plus vieillissante, ce qui pose et posera des défis notamment en termes d'économie, d'emploi, de santé, bien que la migration extra-insulaire compense en partie le manque de main-d'œuvre.

Concernant l'économie corse, bien qu'elle soit dynamique au regard de l'évolution de son PIB, elle reste très dépendante du tourisme et de l'emploi public. Une très grande majorité des biens consommés sont importés ce qui impacte négativement la balance commerciale. Malgré un taux de chômage assez faible, de fortes disparités de revenus sont à noter. Celles-ci s'expliquent en grande partie par des revenus issus d'activités non salariées ou du patrimoine, illustrant une économie de rente et patrimoniale qui n'est pas nécessairement le signe d'un véritable dynamisme économique. La Corse est la région de France métropolitaine ayant le plus fort taux de pauvreté qui s'explique à la fois par des surcoûts liés à l'insularité, un revenu médian faible, une économie saisonnière et une population vieillissante.

Le tourisme est le principal moteur de l'économie corse. La part de la consommation touristique représente plus d'un tiers dans le PIB régional. Plusieurs dynamiques sont en œuvre dans le secteur des meublés touristiques : une croissance de l'offre et de la demande de logements avec une augmentation des prix, un étalement de la saison, notamment sur les ailes de saisons, un raccourcissement de la durée des séjours et des

disparités territoriales. La hausse de ces meublés touristiques génère des externalités négatives, à la fois environnementales (pollution, congestion, etc.) et sociales (hausse des prix de l'immobilier).

Malgré une progression notable au fil des années, la Corse reste marquée par un niveau de développement humain inférieur à la moyenne nationale et par une pauvreté importante, touchant notamment les retraités et les travailleurs indépendants. Le vieillissement de la population, l'isolement croissant des personnes âgées et la vétusté de nombreux logements accentuent les fragilités sociales. Si l'accès aux soins est globalement satisfaisant, des déséquilibres territoriaux persistent. Le marché du travail souffre d'un faible niveau de qualification, de la saisonnalité et de difficultés d'insertion des jeunes, bien que la formation constitue un levier essentiel pour répondre aux besoins économiques. La recherche est essentiellement portée par l'université et quelques structures spécialisées. La recherche privée demeure limitée à quelques TPE et reste très dépendante des financements publics. Sur le plan culturel, la langue corse est fortement valorisée sur le plan identitaire, même si son usage quotidien recule.

En termes de connexions, la Corse est bien connectée par voie aérienne et maritime avec six ports et quatre aéroports. Cependant, les infrastructures internes de transport en commun sont insuffisamment développées, entraînant une forte dépendance à la voiture personnelle. Cela a des répercussions en termes de consommation énergétique avec une hausse de l'importation de carburants. Concernant la connectivité numérique, de nombreuses améliorations ont été réalisées permettant à près de 85% des logements d'avoir un accès au très haut débit.

Les questions foncières et immobilières sont particulièrement prégnantes. Le territoire corse connaît un fort étalement urbain autour d'Ajaccio et Bastia et une urbanisation littorale sous pression. L'accès au logement y est devenu particulièrement difficile pour une partie importante de la population, en raison de la hausse des prix, de la spéculation, de la forte demande extérieure et de la hausse de la part des résidences secondaires, notamment dans les zones touristiques et proches des bassins d'emploi. Cette dynamique renforce le sentiment de dépossession des habitants et réduit la capacité des ménages à se loger à des prix abordables.

Sur le plan environnemental, la Corse jouit d'un patrimoine naturel exceptionnel mais fragile, marqué par une forêt abondante, une biodiversité riche et des milieux variés soumis à de fortes pressions. L'extension du maquis liée au recul des pratiques agricoles, la sécheresse et la montée des températures accentuent les risques d'incendie, de dégradation des habitats et de disparition d'espèces animales. Les milieux marins et d'eau douce sont également affectés par le changement climatique, qui entraîne une régression des herbiers, l'arrivée d'espèces thermophiles et la diminution des débits. Le littoral est particulièrement exposé à la montée du niveau de la mer et aux submersions, ce qui fragilise les infrastructures et les espaces naturels. Bien que la qualité de l'eau demeure globalement bonne, la ressource est vulnérable à la variabilité climatique et aux tensions entre les différents usages.

2.2. Le regard des personnalités qualifiées

Au-delà de cet état des lieux initial, de premières notes de cadrage prospectives ont été produites et proposées par les différentes personnalités qualifiées sur les thématiques de l'énergie, du tourisme, de l'économie, du numérique ou encore de l'Europe et de la géopolitique. Marc Muselli a ainsi abordé les enjeux énergétiques et climatiques, Jean-Dominique Giuliani a analysé les questions européennes et géopolitiques, Christian Mantei a traité des perspectives dans le secteur du tourisme, Sébastien Simoni a exploré les évolutions technologiques et Charles-Henri Filippi a apporté son expertise sur les domaines économiques et financiers.

Ces contributions ont permis de mettre en lumière les grandes mutations à venir pour la Corse à l'horizon 2050. Marc Muselli souligne les impacts du changement climatique, en insistant sur la nécessité d'anticiper ces bouleversements en renforçant la résilience climatique, en développant les énergies renouvelables et en adaptant l'urbanisme. Sur les enjeux géopolitiques et européens, Jean-Dominique Giuliani met en avant le rôle stratégique que la Corse pourrait jouer en Méditerranée, notamment en termes de sureté maritime. Il souligne que la Corse doit anticiper la réorientation des priorités budgétaires européennes en développant des projets tournés vers l'environnement, l'innovation maritime et numérique. Christian Mantei propose une réflexion sur l'avenir du tourisme en Corse en distinguant quatre scénarios prospectifs. Il insiste sur l'importance de protéger et valoriser le patrimoine naturel et culturel tout en adaptant l'offre touristique aux nouvelles attentes des voyageurs, notamment en matière de durabilité et de mobilité. Sébastien Simoni met en avant les opportunités offertes par les nouvelles technologies, comme la robotisation des transports, l'énergie décarbonée, et la révolution numérique. Pour lui, la technologie offre de grandes opportunités de transformation et pour en profiter, une ressource humaine qualifiée est indispensable. Pour finir, Charles-Henri Filippi met en évidence que les transformations globales peuvent devenir des leviers d'opportunité pour la Corse grâce à ses atouts environnementaux, énergétiques, culturels et numériques, à condition de savoir les mobiliser. La réussite de cette adaptation exige de relever plusieurs défis majeurs : consolider l'État de droit, accroître l'autonomie financière, renforcer le tissu entrepreneurial, créer une véritable économie de la connaissance, renforcer la cohésion insulaire en réduisant les inégalités et mettre en œuvre un meilleur partage de la rente foncière en permettant une captation partielle de cette rente par le public.

Trois réunions se sont tenues en mars, avril et mai 2023, pour approfondir ces sujets et proposer dans un second temps, aux autres collèges et conformément aux engagements pris fin 2022, une sélection de thématiques-clés à explorer : le changement démographique, le développement humain, les dynamiques économiques, fractures et continuités du territoire, les connectivités et les dynamiques institutionnelles.

2.3. Le regard de l'OCDE

Pour enrichir ce diagnostic de l'existant, l'Assemblée de Corse a noué un partenariat qui a conduit à la réalisation de la première étude de l'OCDE sur la Corse, publiée en 2024 en anglais, en français et en corse.

Cette étude vient donner une dimension internationale au temps 0 produit en interne et présenté à l'Assemblée de Corse en juillet 2023. S'inscrivant dans le projet de repenser l'attractivité régionale dans le nouvel environnement global, elle a pour objectif d'aider les décideurs publics à mieux comprendre la position de l'île dans ce contexte mouvant, notamment en termes de qualité de vie, de connectivité, de logement et plus généralement de toute composante pouvant former l'attractivité du territoire. Elle repose sur une analyse quantitative multifactorielle, favorisant une comparaison internationale et sur une approche qualitative donnant voix aux acteurs du territoire. L'OCDE a en effet réalisé, courant juin 2023, en collaboration avec la Présidence de l'Assemblée de Corse, une série de visites de terrain et de séminaires avec des acteurs représentatifs du territoire (élus, chefs d'entreprise, agriculteurs, fonctionnaires d'Etat et territoriaux, acteurs de la formation, investisseurs, etc.).

Ce travail s'articule autour de cinq axes élaborés de manière comparative avec d'autres territoires de l'OCDE :

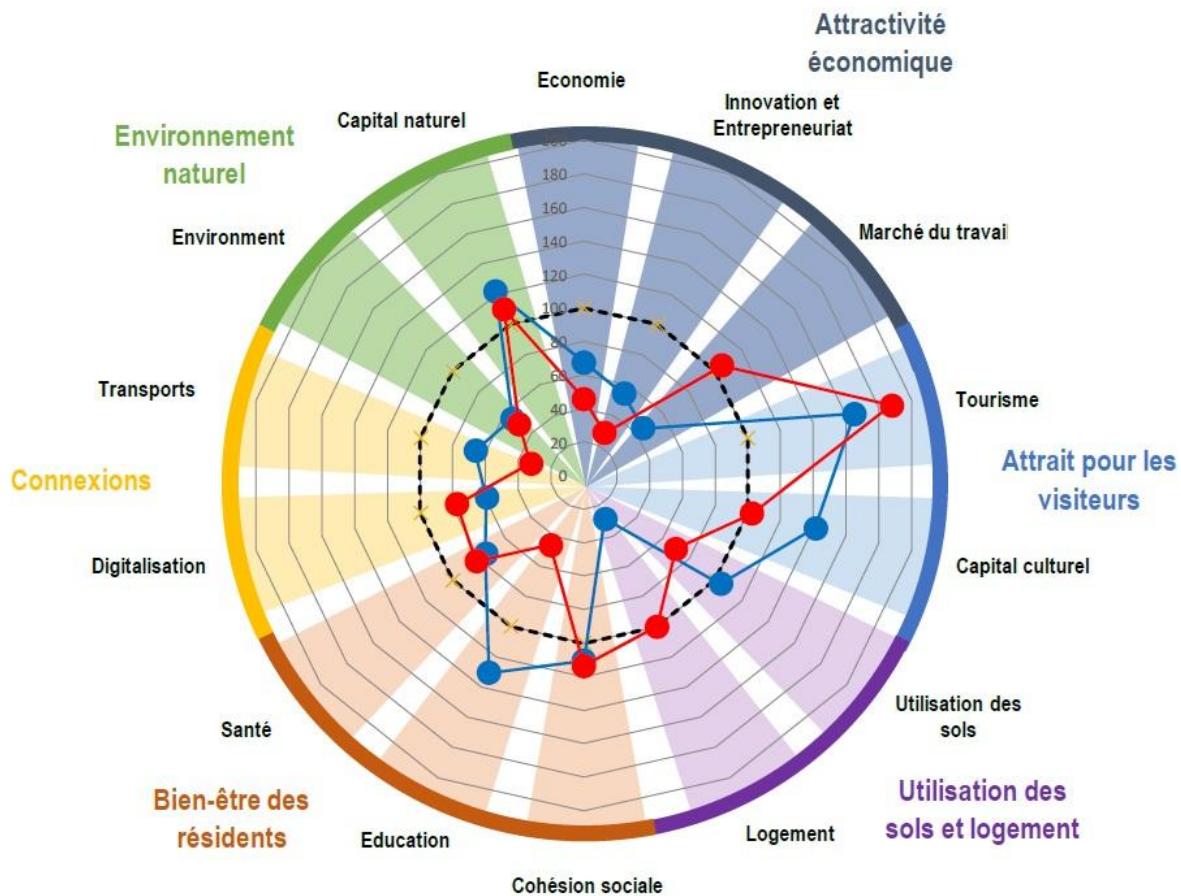
- Un panorama de la position de la Corse dans le monde, fondé sur un échantillon de régions insulaires européennes dans le but de comparer la performance de l'île par rapport à ses homologues dans des domaines clés de l'attractivité, notamment sur le plan environnemental, économique et socio-culturel ;
- Une « boussole » d'attractivité, élaborée à partir de cinquante indicateurs comparables à l'échelle internationale. Cette boussole ne se limite pas aux indicateurs strictement économiques et offre une vision systémique de l'attractivité qui recouvre six grands domaines : Attractivité économique, Connectivité, Attraits touristiques, Environnement naturel, Bien-être des résidents et Foncier – Logement ;
- Un tour d'horizon des politiques influençant l'attractivité à l'œuvre en Corse ;
- Une analyse de la gouvernance et des mécanismes de coopération ;
- En conclusion, des considérations pour l'action publique, et des exemples internationaux pour les étayer.

Si le diagnostic de l'OCDE souligne la bonne performance de la Corse sur un certain nombre d'indicateurs comme la forte cohésion sociale ou la qualité du capital naturel, il met aussi en lumière des défis :

- La transition démographique, en évoquant l'importance de répondre aux enjeux induits par le vieillissement de la population, en actionnant notamment des dispositifs permettant de maintenir les jeunes corses sur le territoire, ou de faciliter le retour de ceux partis.

- La transition climatique et ses impacts actuels et futurs sur des secteurs stratégiques pour la Corse, comme le tourisme ou l'agriculture. L'OCDE précise que répondre à ces défis peut également révéler des opportunités telles que la désaisonnalisation de l'activité touristique et son soutien dans des territoires de l'île aujourd'hui peu fréquentés, ou la mobilisation de nouveaux investisseurs pour accompagner le déploiement des énergies renouvelables.

Cette étude permet aux acteurs du territoire de disposer d'un état des lieux synthétique, transversal, et d'inspiration internationale. L'intégralité du rapport de l'OCDE est à retrouver au lien suivant : [Rapport OCDE](#).



Boussole d'attractivité de la Corse, Rapport OCDE, p. 6

2.4. Les conférences citoyennes

Le rapport d'information de juillet 2023 a marqué le lancement d'un cycle de conférence autour des cinq enjeux identifiés par le laboratoire de prospective. Les conférences publiques visent d'une part à partager avec les Corses des visions du futur, apportées par des intervenants de haut niveau, de Corse comme d'ailleurs, et d'autre part à nourrir les travaux de Corsica Pruspettiva d'une participation citoyenne, incarnée par le débat avec le public suivant chaque conférence.

En deux ans, sept conférences se sont tenues au musée de Bastia et ont permis la réunion d'une centaine de participants à chaque séquence, issus des mondes politiques, associatifs, institutionnels, économiques et citoyens.

Dynamiques démographiques : enjeux globaux et projections locales, 25 juillet 2023

Le choix de la démographie pour lancer ces travaux n'était pas neutre. Centrale par ses impacts (finances publiques, emploi, santé, identité, ...), prévisible par ses déterminants (espérance de vie, taux de natalité, de mortalité), tout en étant profondément sensible aux chocs externes et aux mutations globales (changement climatique, conflits), la démographie est la thématique de prospective par excellence.

Pour tenter de saisir ces facteurs dans leur complexité, le programme de la conférence est parti du plus global pour resserrer, au fil des interventions, la focale, s'organisant ainsi en trois temps. Ainsi François Gemenne (professeur à l'université de Liège, à Sciences Po, et auteur principal pour le GIEC), a décrit les grandes tendances de la démographie mondiale, notamment sous l'effet du climat, avant que Sébastien Oliveau (Université Aix-Marseille, directeur de DémoMed) ne décrive les dynamiques à l'œuvre dans le bassin méditerranéen, et qu'Antonin Bretel (INSEE) ne propose une vision projetée de la démographie corse en 2070.



 **Adaptation au changement climatique : risques et opportunités pour les villes et le rural, 19 janvier 2024**

Cette conférence a présenté un regard croisé entre villes et espaces ruraux, illustrant par là que si les impacts du changement climatique sont variés selon la typologie de nos territoires, tous seront concernés.

Pour éclairer ces débats, cinq personnalités, issus de la haute fonction publique, de la prévision météorologique ou du monde universitaire, sont intervenues. Sophie Szopa (vice-présidente de l'Université Paris-Saclay, coordinatrice et auteure principale d'un chapitre d'un rapport du GIEC) a décrit les impacts du changement climatique à l'échelle mondiale, Patrick Rébillout (Météo-France en Corse) les projections imaginables en 2050 en Corse, Yann Françoise (Ville de Paris) les enjeux propres aux territoires urbains, et Jean-Marc Touzard (INRAE Montpellier) et Laurent Julhia (INRAE Corse) les défis posés à la viticulture et à l'agrumiculture.



 **Connectivités et Transport : des réseaux mondiaux, des enjeux insulaires, 29 avril 2024**

Sous les effets combinés – et parfois contradictoires – des transitions démographiques, technologiques et climatiques, les transports connaissent des mutations majeures. Ce cadre complexe invite les décideurs publics, comme les opérateurs de transport et les citoyens, à percevoir leurs évolutions et leurs usages dans toute leur dimension systémique et intermodale, et non plus en silo. Ainsi Marc Barthélémy (CEA) a pu détailler sa vision des transports selon la physique des systèmes complexes, Mallory Trouvé (Forum International des Transports) les scénarios d'évolutions des transports mondiaux, Margaux Tharaux (OCDE, membre de la mission d'étude en Corse) leur implication pour les îles, et Tristan Casabianca et Thomas Laniesse (AUE) l'état des mobilités internes en Corse.



➡ **Les mutations du travail: trajectoires d'hier, tensions d'aujourd'hui, opportunités de demain, 26 novembre 2024**

Philippe Askenazy (ENS, Institute for Labor Economics) s'est attaché à construire une rétrospective du travail depuis 30 ans, avant de dresser les défis de demain. Marie Cianelli-Colonna, de la Collectivité de Corse, et Andrea Colonna, de l'entreprise Jellysmack, se sont concentrés sur deux enjeux forts pour la Corse en matière de travail : le vieillissement de la population d'une part, et les mutations technologiques d'autre part. A priori aux antipodes, ces deux thématiques, au croisement d'autres tendances lourdes du territoire, sont autant porteuses de risques que d'opportunités pour le marché du travail insulaire. Le débat avec le public a par la suite été ouvert par Frédéric Mortini (ARACT) associé au montage de la conférence, et Jean-Ange Leca (AFPA).





✚ Pauvretés et inégalités : présentes et à venir, 25 février 2025

Avec le plus fort taux de pauvreté de France métropolitaine, et une importante dispersion des revenus malgré une augmentation continue du PIB, la Corse semble s'être inscrite dans une dynamique de « croissance appauvrissante ». Transversale aux questions évoquées lors des quatre précédentes conférences, la pauvreté revêt différentes définitions, et différentes réalités, qui peuvent être esquissées par les statistiques, théorisées par les sciences sociales, et appréhendées par le terrain.

Nicolas Duvoux (sociologue, Président du Conseil national de lutte contre l'exclusion et la pauvreté), a ainsi présenté les définitions possibles de la pauvreté, et de leur évolution ces dernières années, en proposant d'aller au-delà de la pauvreté monétaire, pour l'élargir conceptuellement à une impossibilité à se projeter positivement dans l'avenir.

La réalité de ces enjeux a ensuite été déclinée à la Corse, du point de vue des statistiques par Christophe Basso (Directeur de l'INSEE), puis du terrain par François Pernin (président de la coordination inter-associative de lutte contre l'exclusion), avant d'ouvrir le débat aux acteurs des mondes associatif, institutionnel et politique présents dans la salle.



✚ Intelligence artificielle : algorithmes, enjeux, solutions, 16 juillet 2025

L'intelligence artificielle présente le paradoxe d'être un objet encore mystérieux bien que largement débattu. Cette conférence visait à repositionner au cœur du débat ce que recouvre le terme galvaudé aujourd'hui d'intelligence artificielle, les nouveaux défis, environnementaux, éthiques, sociétaux, qu'elle pose, comme les opportunités qu'elle ouvre.

François Fleuret (Université de Genève, Meta), a ainsi proposé à cette séquence une entrée technique du fonctionnement de l'ensemble de technologies que l'on appelle intelligence artificielle, pour les démystifier, avant qu'elles ne soient traduites en enjeux et en défis pour la société par Lucile Sassatelli (Université Côte d'Azur), puis en réalités concrètes, pour des startup des industries culturelles et créatives par Jérôme Battistelli (Armada Studios), ou des PME déjà bien implantées par Adrien Angeli (Zeendoc).



✚ La Méditerranée en 2050 : de l'ONU à la Corse, six scénarios pour le futur, 12 novembre 2025

Cette septième conférence a été consacrée aux défis de l'espace méditerranéen à l'horizon 2050. Denis Lacroix (Plan Bleu) et Eloïse Leguérinel (Plan Bleu) ont présenté le rapport MED2050, troisième exercice de prospective du Plan Bleu, publié en 2025, qui dresse les perspectives de la Méditerranée à l'horizon 2050. Ce rapport met notamment en évidence des tendances méditerranéennes majeures en écho direct avec la

prospective corse : par exemple, la hausse des températures en Méditerranée qui devrait dépasser les +2°C dès 2040 pour atteindre +2,3°C en 2050, entraînant une élévation du niveau de la mer d'environ 40 cm. Parallèlement, la population des pays méditerranéens continuerait de croître de 20% à 30% pour atteindre entre 630 et 690 millions d'habitants en 2050 (contre environ 520 millions aujourd'hui), plus de la moitié de cette population et des activités pouvant se concentrer sur le littoral d'ici le milieu du siècle (contre 30% à 40% actuellement) avec des conséquences économiques, sociales, environnementales sans précédent.

Au-delà de leur contribution au débat public, ces conférences ont constitué un espace privilégié de collecte d'informations. Elles ont fourni davantage de matière à l'élaboration des scénarios en nourrissant et enrichissant les hypothèses d'évolution sur lesquelles repose leur élaboration.



INTERVENANTS DES CONFÉRENCES

ANGELI Adrien

Directeur IA chez Zeendoc

ASKENAZY Philippe

Directeur de recherche en économie au CNRS, ENS, Institute for Labor Economics

BARTHÉLÉMY Marc

Directeur de recherche en physique théorique au CEA

BASSO Christophe

Directeur régional de l'INSEE Corse

BATTISTELLI Jérôme

Fondateur et PDG d'Armada Studios

BRETEL Antonin

Directeur régional adjoint de l'INSEE Corse

CIANELLI-COLONNA Marie

Directrice de l'autonomie à la Collectivité de Corse

CASABIANCA Tristan

Chargé d'études à l'Agence d'Aménagement Durable, d'Urbanisme et d'Énergie de la Corse (AUE)

COLONNA Andrea

Vice-Président IA chez Jellysmack

DUVOUX Nicolas

Professeur de sociologie à l'Université Paris 8, Président du Conseil national de lutte contre l'exclusion et la pauvreté

FLEURET François

Professeur en informatique à l'Université de Genève et chercheur chez Meta

FRANÇOISE Yann

Directeur-adjoint de la transition écologique et du climat à la Ville de Paris

GEMENNE François

Professeur de sciences politiques à l'université de Liège, à Sciences Po et auteur principal pour le GIEC

JULHIA Laurent

Ingénieur de Recherche à l'INRAE Corse

LACROIX Denis

Secrétaire général du Plan Bleu, Co-auteur du Rapport de prospective MED2050

LEGUÉRINEL Eloïse

Plan Bleu

LANIESSE Thomas

Chargé d'études à l'Agence d'Aménagement Durable, d'Urbanisme et d'Énergie de la Corse (AUE)

OLIVEAU Sébastien

Maître de conférences à Université Aix-Marseille en démographie, directeur de Démomed

PERNIN François

Président de la coordination inter-associative de lutte contre l'exclusion

REBILLOUT Patrick

Directeur de Météo-France en Corse

SASSATELLI Lucile

Professeur en informatique à l'Université Côte d'Azur

SZOPA Sophie

Vice-présidente de l'Université Paris-Saclay, coordinatrice et auteure principale d'un chapitre d'un rapport du GIEC

THARAUX Margaux

Analyste politique à l'OCDE

TOUZARD Jean-Marc

Directeur de recherche à l'INRAE à Montpellier

TROUVÉ Mallory

Analyste et modélisateur des politiques de transport à l'OCDE

2.5. Les visions du CESECC et de l'Assemblea di a Giuventù

En juillet 2025, deux ateliers de travail ont réuni le bureau du Conseil économique, social, environnemental et culturel de Corse (CESEC) et la conférence des présidents élargie de l'Assemblea di a Giuventù, afin de recueillir les représentations du futur de la Corse à l'horizon 2050. Ces ateliers visaient à nourrir une réflexion collective sur les trajectoires possibles du territoire. Quatre fictions prospectives ont été mobilisées comme supports de discussion : elles ne constituaient ni des scénarios prédictifs ni des trajectoires arrêtées, mais des dispositifs destinés à faire réagir les participants et à révéler leurs perceptions du futur. Les hypothèses détaillées et les résultats chiffrés associés sont présentés en [annexe 1](#).

Les échanges ont fait apparaître un noyau dur d'évolutions jugées probables, indépendamment de leur caractère souhaitable. Les dégradations climatiques figurent au premier rang : les hypothèses liées à l'augmentation des températures, à la multiplication des vagues de chaleur, des sécheresses et des événements extrêmes sont considérées comme probables par près de 90% des participants, tout en étant unanimement rejetées en termes d'acceptabilité. De la même manière, la persistance d'une économie peu diversifiée est jugée probable par plus de 80% des répondants, alors même qu'elle est très largement perçue comme non souhaitable. Ces résultats traduisent un sentiment partagé de continuité des tendances actuelles, perçues comme difficiles à infléchir à politique inchangée.

La pression foncière et immobilière constitue un autre exemple emblématique de ce décalage : elle est unanimement jugée non souhaitable, mais considérée comme probable par une très large majorité des participants. Les mobilités suivent une logique comparable : la prédominance de la voiture individuelle est jugée probable par plus de 80% des répondants, alors même qu'elle est très largement rejetée, en particulier chez les jeunes. Plus largement, plusieurs vulnérabilités sociales sont perçues comme appelées à se renforcer : l'augmentation de la pauvreté est jugée probable par près de 87% des participants et la persistance des inégalités sociales par environ 75%, malgré un rejet quasi unanime de ces trajectoires.

Les ateliers mettent également en lumière des différences de perception mesurables, sans pour autant dessiner de clivages irréconciliables. Sur les mobilités, par exemple, la « non-souhaitabilité » des déplacements majoritairement automobiles est exprimée par 100% des jeunes, contre environ deux tiers des membres du CESEC, illustrant une sensibilité plus marquée aux enjeux de transition dans les usages quotidiens. Les questions démographiques constituent un autre point de nuance : le ralentissement de la croissance de la population ou un solde migratoire défavorable sont jugés probables par plus de 60% des participants, mais suscitent des niveaux de préoccupation variables selon les profils, certains y voyant un risque existentiel pour la société corse, d'autres les articulant davantage aux enjeux de qualification, d'emploi et de cohésion sociale.

Les divergences apparaissent également dans l'appréciation du réalisme des transformations. La transition énergétique, bien que très largement souhaitée, n'est jugée probable que par environ la moitié des répondants. Il en va de même pour la structuration de filières économiques stratégiques ou la montée en compétences de la population active, perçues comme nécessaires mais incertaines. À l'inverse, certains scénarios de rupture, pourtant jugés souhaitables, sont considérés comme peu crédibles à court ou moyen terme, traduisant une forme de prudence collective quant à la capacité réelle de transformation du territoire.

Enfin, les ateliers révèlent une attente forte mais lucide vis-à-vis de l'action publique. Si des leviers comme la révision du PADDUC sont jugés probables par une majorité des participants (environ 75%), d'autres instruments structurants – logement abordable, décarbonation des transports, rééquilibrage territorial – sont souvent perçus comme incertains, malgré un consensus clair sur leur nécessité. Cette tension entre souhaitabilité et probabilité constitue l'un des enseignements majeurs des ateliers.

En définitive, ces travaux mettent en évidence une représentation du futur marquée moins par des visions opposées que par un diagnostic partagé de risques élevés et de marges de manœuvre contraintes. Les calculs de probabilité révèlent une conscience aiguë des trajectoires spontanées à l'œuvre, tandis que les écarts d'appréciation soulignent des sensibilités différencierées sur les priorités et le rythme des transformations. Ces éléments ont vocation à nourrir la construction des scénarios prospectifs, en intégrant pleinement les risques jugés crédibles et les leviers identifiés comme stratégiques, bien qu'incertains.



Réunion avec l'Assemblea di a Giuventù



Réunion avec le CESECC

III. ENJEUX, TENDANCES ET INCERTITUDES À L'HORIZON 2050 POUR LA CORSE

3.1. Aperçu général des 5 enjeux principaux et des variables clés

À l'issue de ces travaux, le laboratoire de prospective a retenu cinq enjeux pour le territoire corse qui constituent la base des analyses présentées dans ce document :

- Changement climatique et environnement
- Développement humain
- Dynamiques économiques, fractures et continuités du territoire
- Connectivités et mobilités
- Dynamiques institutionnelles

Ces enjeux ont été déclinés en 23 variables (devenues 24) socio-démographiques, économiques et environnementales considérées comme clés pour le territoire.

Chacune de ces variables a fait l'objet d'une étude détaillée et a donné lieu à une « fiche-variable » présentant de manière synthétique les évolutions passées, les tendances en cours de la variable considérée.

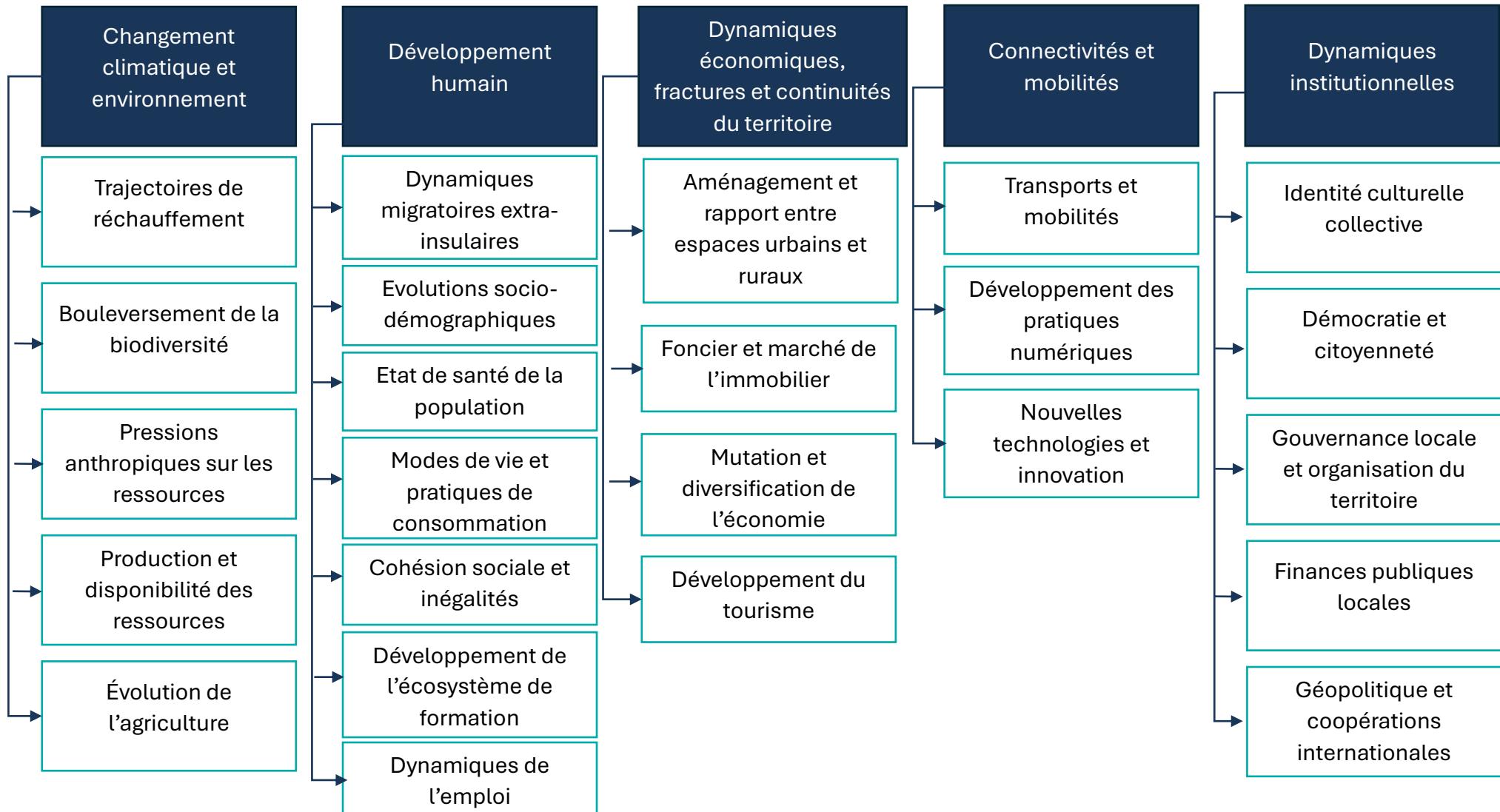
Ces variables étant interdépendantes, une analyse structurelle a été réalisée afin d'identifier et de détailler les liens d'influence et de dépendance entre elles. L'analyse structurelle avait deux objectifs complémentaires : réaliser une représentation suffisamment exhaustive du système étudié et déterminer les variables les plus impactantes.

L'intégralité de ce document a été présentée à la session de l'Assemblée de Corse des 1^{er} et 2 octobre 2025 et est à retrouver sur le site au lien suivant : [Socle prospectif](#)

Sont présentées ci-après :

- la cartographie des variables clés retenues par enjeux ;
- leurs valeurs chiffrées lorsqu'elles sont connues au temps 0 ;
- leurs tendances qualitatives et quantitatives ;
- les incertitudes qui persistent.

Déclinaison des 5 enjeux en 24 variables



3.2. Tendances et incertitudes de chaque variable

L'étude des variables a permis de faire émerger des tendances mais également des incertitudes. Ces éléments ont été confirmés par les entretiens qui ont été menés par la suite auprès d'experts.

Tout d'abord, en matière de grandes tendances, certaines devraient être particulièrement impactantes. Nous pouvons notamment relever :

- Le changement climatique qui engendrera, par ailleurs, des perturbations dans de nombreux domaines : hausse des températures et multiplication des évènements extrêmes, élévation du niveau de la mer, risques pour la biodiversité, tensions accrues sur les ressources.
- Les évolutions démographiques, avec une augmentation de la population, mais également un vieillissement marqué, susceptible d'entraîner des difficultés à plusieurs niveaux : diminution de la main-d'œuvre disponible, impacts sur la santé, etc.
- Le contexte mondial qui se durcit avec davantage de conflits internationaux et une demande de sécurité croissante, liés à l'accès aux ressources stratégiques et pouvant entraîner des conséquences économiques importantes (migration, tourisme, hausse des prix, etc.).
- Le renforcement des phénomènes d'urbanisation et de littoralisation, avec une hausse continue des prix et des difficultés accrues d'accès aux logements, aggravant les inégalités sociales.

De nombreuses incertitudes persistent également quant à l'évolution possible de certaines variables :

- De possibles nouvelles conflictualités en Méditerranée, avec une intensification des enjeux de sûreté maritime et un renforcement de l'intérêt géostratégique de la Corse, susceptibles de modifier l'ampleur des migrations.
- L'émergence et le développement de nouvelles technologies, qui pourraient bousculer les modes de vie et impacter différents domaines tels que la santé, le transport ou l'agriculture.
- En matière économique, l'évolution du tourisme et la diversification vers de nouveaux secteurs demeurent également particulièrement incertaines, de même que l'évolution des finances publiques à l'horizon 2050.

Tendances et incertitudes de chaque variable

Enjeux	Variables	Tendances	Incertitudes
Changement climatique et environnement	Bouleversement des écosystèmes	<ul style="list-style-type: none"> • Housse des températures et des contrastes saisonniers • Sensibilité accrue aux risques naturels • Elévation du niveau de la mer • Migration des étages de végétation • Diminution de la biodiversité et augmentation des espèces invasives • Fermeture des milieux 	
	Pressions anthropiques sur les ressources	<ul style="list-style-type: none"> • Tension sur la ressource en eau • Congestion des sites naturels • Pollution de l'ensemble des ressources naturelles • Artificialisation et dégradation de la qualité des sols 	
	Production et disponibilité des ressources énergétiques	<ul style="list-style-type: none"> • Croissance des besoins énergétiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Bascule du mix énergétique vers le développement de sources d'énergie renouvelables • Décroissance des besoins de consommation • Développement de réseaux de froid
	Évolution de l'agriculture	<ul style="list-style-type: none"> • Accentuation des fragilités agricoles • Changements de pratiques et de produits cultivés • Vieillissement des exploitants et difficultés de transmission 	<ul style="list-style-type: none"> • Bouleversement des pratiques agricoles • Nouvelles dynamiques agricoles permises par les avancées de la biotechnologie
Développement humain	Dynamiques migratoires extra-insulaires	<ul style="list-style-type: none"> • Solde migratoire positif mais qui se stabilise 	<ul style="list-style-type: none"> • Ampleur des migrations en provenance du bassin sud-méditerranéen • Héliotropisme accru
	Evolutions socio-démographiques	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite de la croissance démographique malgré un solde naturel négatif • Dynamique globale de vieillissement • Taux d'isolement élevé 	<ul style="list-style-type: none"> • Hétérogénéisation des modes de vie
	Etat de santé de la population	<ul style="list-style-type: none"> • Davantage de maladies dues au vieillissement • Augmentation des maladies chroniques • Augmentation des maladies et troubles psychiatriques 	
	Modes de vie et pratiques de consommation	<ul style="list-style-type: none"> • Attentes croissantes de consommation locale en circuit-courts ou pratiques de consommation collaboratives • Attentes d'authenticité et de qualité environnementale • Standardisation des habitudes de consommation • Croissance de la production de déchets 	
	Cohésion sociale et inégalités	<ul style="list-style-type: none"> • Demande croissante de sécurité • Accentuation des inégalités socio-économiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Dynamisme du secteur associatif

Enjeux	Variables	Tendances	Incertitudes
Développement humain	Développement de l'écosystème de formation		<ul style="list-style-type: none"> • Adéquation entre les formations professionnelles proposées localement et les besoins de main d'œuvre • Renforcement d'un écosystème de formation et de R&D
	Dynamiques de l'emploi	<ul style="list-style-type: none"> • Tensions sur les métiers du <i>care</i> • Diminution générale de la main-d'œuvre disponible • Créations d'emplois dans des domaines nouveaux et en développement sur le territoire 	<ul style="list-style-type: none"> • Baisse du nombre d'emplois dans la fonction publique
Dynamiques économiques, fractures et continuités du territoire	Aménagement et rapport entre espaces urbains et ruraux	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des phénomènes d'urbanisation et de littoralisation • Désertification de territoires centraux enclavés • Étalement urbain contraint avec un déséquilibre dans le potentiel de développement territorial 	
	Foncier et marché de l'immobilier	<ul style="list-style-type: none"> • Difficultés des populations locales à se loger face à des prix de vente et des loyers trop élevés • Augmentation du nombre de résidences secondaires • Spéculation immobilière 	<ul style="list-style-type: none"> • Evolution des taux d'intérêt
	Mutation et diversification de l'économie	<ul style="list-style-type: none"> • Verdissement et décarbonation de l'économie • Digitalisation de l'économie 	<ul style="list-style-type: none"> • Diversification vers de nouveaux secteurs d'activité • Solde de la balance commerciale • Attractivité des investissements directs étrangers en baisse
	Développement du tourisme	<ul style="list-style-type: none"> • Dépendance croissante de l'économie au secteur du tourisme • Désaisonnalité du tourisme 	<ul style="list-style-type: none"> • Croissance du tourisme • Acceptabilité du développement du tourisme
Connectivités et mobilités	Transports et mobilités	<ul style="list-style-type: none"> • Forte dépendance à une infrastructure de transport insuffisante en capacité • Dépendance quotidienne à la voiture • Demande croissante de mobilité • Développement des liaisons entre l'île et les régions limitrophes • Fiscalité environnementale davantage contraignante nécessitant des investissements importants 	<ul style="list-style-type: none"> • Accentuation des phénomènes d'immobilité des individus liés au développement des nouvelles technologies
	Développement des pratiques numériques	<ul style="list-style-type: none"> • Accroissement des pratiques dématérialisées dans les administrations • Réduction progressive de la fracture du numérique • Délocalisation des lieux de travail et de vie avec le développement massif de pratiques de télétravail 	<ul style="list-style-type: none"> • Utilisation de l'IA

Enjeux	Variables	Tendances	Incertitudes
Connectivités et mobilités	Nouvelles technologies et innovation	<ul style="list-style-type: none"> • Emergence et développement de nouvelles technologies offrant de nouvelles approches de la mobilité et un désenclavement territorial • Approfondissement de l'automatisation et de la digitalisation dans les métiers des services 	
Dynamiques institutionnelles	Identité culturelle collective	<ul style="list-style-type: none"> • Réhabilitation du patrimoine historique et culturel • Affirmation de l'identité corse • Développement d'une nouvelle forme d'identité corse reposant sur des pratiques modernes et traditionnelles 	<ul style="list-style-type: none"> • Intégration dans l'écosystème des îles méditerranéennes et renforcement des échanges et projets culturels
	Démocratie et citoyenneté	<ul style="list-style-type: none"> • Structuration de la société civile en associations et mouvements • Alignement des résultats électoraux sur les dynamiques nationales 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de pratiques mafieuses • Accroissement de la méfiance à l'égard des institutions nationales et locales et désintérêt pour la politique
	Gouvernance locale et organisation du territoire	<ul style="list-style-type: none"> • Préférence pour les dynamiques locales au détriment des approches top-down 	<ul style="list-style-type: none"> • Lente décentralisation des compétences territoriales • Plus grande autonomie accordée à la Corse
	Finances publiques locales	<ul style="list-style-type: none"> • Baisse des ressources publiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Baisse des transferts sociaux • Affirmation d'une économie mixte public/privé • Réduction des bases fiscales • Evolution à la hausse des taux de fiscalité
	Géopolitique et coopérations internationales	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation des tensions internationales • Augmentation des préoccupations sécuritaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation du degré d'intégration régionale • Intensification des enjeux de sureté maritime et renforcement de l'intérêt géostratégique de la Corse • Augmentation des capacités à capter les financements de l'UE pour ses projets • Nouvelles conflictualités méditerranéennes, voire mondiales

3.3. Quelques données chiffrées⁴

Afin d'objectiver l'analyse, nous synthétisons dans le tableau suivant l'ensemble des variables clés mobilisées dans l'étude, ainsi que des indicateurs permettant de les mesurer. Lorsque la variable d'intérêt n'est pas directement observable ou qu'elle ne fait pas l'objet d'une mesure standardisée, nous recourons à des proxies (indicateurs indirects).

Chaque entrée du tableau précise (i) la variable, (ii) l'indicateur/proxy associé, (iii) l'intervalle temporel, (iv) la source des données, (v) les valeurs clés, ainsi que (vi) les projections des tendances (lorsque cela est possible).

Ce tableau fournit une base de référence à partir de laquelle il est possible de se projeter et de structurer notre démarche prospective. Il permet de décrire l'état initial et les évolutions probables et d'objectiver les tendances en cours. Il nous invite également à améliorer notre ressource informationnelle et notre capacité à faire réaliser des simulations à la suite de ce travail. Ces informations seront mobilisées par la suite pour aider à construire les scénarios, en faisant varier les hypothèses relatives aux trajectoires des indicateurs.



A Paglia Orba

⁴ Ce travail, comme beaucoup d'autres, a buté sur le manque de données chiffrées, consolidées et interopérables. Cette lacune appelle d'ailleurs à un renforcement des capacités de recueil et traitement informationnel de la Collectivité de Corse.

Variables	Indicateurs	Intervalle temporel	Source des données	Valeurs clés	Projections des tendances
Bouleversement des écosystèmes	Evolution de la température moyenne annuelle	1956-2022	Météo France, DRIAS	+ 1,3 degré d'écart entre la normale 1951-1980 et la normale 1991-2020	+ 2,7°C en moyenne à horizon 2050
	Pluviométrie (cumul annuel des précipitations)	1956-2023	Météo France, DRIAS	8 milliards de m ³ par an entre 1960 et 2023	De +10 à -30 mm d'écart de cumul de précipitation annuel (en moyenne) à horizon 2050
	Nombre d'incendies	2000-2022	Data Corsica (CdC)	13 408 incendies entre 2000 et 2022 (583 en moyenne par an) : 865 en 2000 et 397 en 2022	Tendance à la forte baisse
	Niveau des nappes phréatiques	2010-2025	Info sécheresse	Niveau modérément bas en Corse du Sud et modérément haut en Haute-Corse (avril 2025)	Tendance à la baisse des recharges des nappes phréatiques
	Population exposée au risque submersion marine	2017	BRGM /CEREMA (Géorisques)	4,8% de la population en Haute-Corse et 3,7% en Corse du Sud exposés au risque submersion marine en 2017	Augmentation du niveau de la mer de 60 cm à horizon 2100
Pressions anthropiques sur les ressources	Changement d'occupation des sols	1982-2023	Agreste – enquête Teruti	Pour l'année 2013, la surface de sols artificialisés était de 4 181 ha. Pour l'année 2023, la surface de sols artificialisés était de 5 226 ha soit une hausse de 1,37% en moyenne annuelle sur 10 ans	Tendance à la hausse et fortement dépendant de la révision du PADDUC
	Densité de population	1968-2022	INSEE (recensement de la population)	23,6 habitants au km ² en Corse en 1968 (80,3 en France) 30 habitants au km ² en Corse en 1999 (95,1 en France) 40,5 habitants au km ² en Corse en 2022 (107,1 en France)	Tendance à la hausse

Variables	Indicateurs	Intervalle temporel	Source des données	Valeurs clés	Projections des tendances
Pressions anthropiques sur les ressources	Pollution de l'air	2007-2023	Qualit'air, OREGES	ZAR Aiacciu : 13,41% de la population exposée au dépassement de la valeur limite en 2019. ZAR Bastia : 2,58% de la population exposée au dépassement de la valeur limite en 2019. ZR : 35,25% de la population exposée au dépassement de la valeur limite en 2019.	Tendance à un accroissement général des problèmes de pollution atmosphérique
	Pollution de l'eau	2021	CEREMA	47% des masses d'eau superficielle sont jugées de « très bon état écologique », 41% dans un « bon état écologique », 10% environ dans un « état moyen » et le reste, environ 1% dans un « état écologique médiocre ».	Risque d'intrusion saline rendant la ressource impropre à la consommation humaine. Tendance à une concentration des pollutions dans la ressource en eau.
Production et disponibilité des ressources énergétiques	Production annuelle locale d'électricité renouvelable	2016-2020	OREGES-AUE	2016 : Eolien (33 GWh), solaire (157 GWh), hydraulique (471 GWh), biogaz (9 GWh) 2020 : Eolien (11,3 GWh), solaire (238 GWh), hydraulique (500 GWh), biogaz (6,3 GWh)	Tendance à la hausse
	Part des énergies renouvelables dans la production d'énergie	2016-2020	OREGES-AUE	30,5% en 2016, 45,5% en 2020	Tendance à la hausse

Variables	Indicateurs	Intervalle temporel	Source des données	Valeurs clés	Projections des tendances
Évolution de l'agriculture	Superficie Agricole Utilisée	1970-2023	AGRESTE	166 747 ha en 2020, 166 591 ha en 2023	Tendance à la baisse
	Nombre d'exploitations agricoles	1970-2024	AGRESTE	8 884 en 1970, 2 936 en 2020	Tendance à la baisse jusqu'en 2010 puis relativement stable
	Nouvelles installations	2019-2023	DRAAF Corse (Chiffres clés de l'agriculture corse, 2024)	136 en 2019, 82 en 2023	Tendance à la baisse
	Nombre de producteurs bio	2010-2020	DRAAF Corse	Près de 27% de producteurs bio en 2021	Tendance à la hausse
	Âge des agriculteurs	2010-2020	DRAAF - AGRESTE	Âge moyen de 50 ans et 5 mois en 2020. 448 chefs et coexploitants de moins de 35 ans en 2020, soit 183 de plus qu'en 2010.	Augmentation de l'âge médian
Dynamiques migratoires extra-insulaires	Solde migratoire	1975-2025	INSEE - OMPHALE	Entre 2015 et 2025, +3 900 personnes par an	Environ + 2 533 par an
	Nombre d'arrivants	1975-2021	INSEE	7 100 en 2016, 7 700 en 2020	En progression
	Nombre de départs	1975-2021	INSEE	4 200 en 2013, 4 800 en 2020	En progression
	Nationalités des arrivants	2016-2021	INSEE	1100 étrangers en 2016 : 58% proviennent d'Europe contre 47% au niveau national. 895 étrangers (dont 60% d'européens) en 2020	Tendance à la baisse
Evolutions socio-démographiques	Population	1975-2025	INSEE	327 283 en 2015 360 200 en 2025	383 000 habitants en 2050 selon les projections OMPHALE de l'INSEE (hypothèse centrale)

Variables	Indicateurs	Intervalle temporel	Source des données	Valeurs clés	Projections des tendances
Evolutions socio-démographiques	Âge moyen	1975-2022	INSEE	40 ans en 1975 (basé sur des classes d'âge de 5 ans pour 1975) 40,5 ans en 1999 44 ans en 2018 44,5 ans en 2022	52 ans en 2070 selon les projections OMPHALE de l'INSEE
	Taux de croissance de la population	1968-2025	INSEE	1% entre 2016 et 2022 0,8% entre 2024 et 2025 Hausse de 75,46% entre 1968 et 2025 soit un taux de croissance annuel moyen de 0,97%	0,18% de croissance moyenne annuelle à l'horizon 2070
	Nombre de naissances	1975-2024	INSEE	2 489 en 1975, 2 866 en 2015 et 2 400 en 2025	2 390 en 2050 selon les projections OMPHALE de l'INSEE
	Nombre de décès	1975-2024	INSEE	2 617 en 1975, 3 106 en 2015 et 3 500 en 2025	5 060 en 2050 selon les projections OMPHALE de l'INSEE
	Taux de fécondité	2018-2025	INSEE	1,87 en 2018 1,8 en 2023 1,19 en 2025	Constant jusqu'en 2070 selon les projections OMPHALE de l'INSEE
	Espérance de vie à la naissance	1999-2024	INSEE	82,7 ans pour les femmes et 75,5 ans pour les hommes en 1999 85,8 ans pour les femmes et 81,6 ans pour les hommes en 2024	EDV Femmes : 90 ans en 2070 EDV Hommes : 87,5 ans en 2070

Variables	Indicateurs	Intervalle temporel	Source des données	Valeurs clés	Projections des tendances
Evolutions socio-démographiques	Indice de vieillissement	2016-2021	INSEE	1,2 personne de plus de 65 ans pour 1 jeune de moins de 20 ans en 2021 (1,09 en 2016)	2,4 personnes plus de 65 ans pour 1 jeune de moins de 20 ans à horizon 2050
	Types de ménage	2010-2021	INSEE	Ménage d'une seule personne : 30,1% en 2010, 32,8% en 2021 Couple sans enfant : 26% en 2010, 26,9% en 2021 Couple avec enfant(s) : 27,6% en 2010, 25,4% en 2021 Famille monoparentale : 11,4% en 2010, 12,3% en 2021	
Etat de santé de la population	Densité de médecins généralistes	2012-2023	INSEE	154 médecins généralistes pour 100 000 hab. en 2012, 159 en 2023	
	Densité de médecins spécialistes	2012-2023	INSEE	142 médecins spécialistes pour 100 000 hab. en 2012, 164 en 2023	
	Nombre de médecins - Spécialistes et généralistes	2007-2018	INSEE	949 en 2007, 1 023 en 2018	
	Dépendance des plus âgés	2015	INSEE	2015 : Sur 92 750 personnes de + de 60 ans, 14 936 sont dépendants soit 16,1% des + de 60 ans. Au total, 16,1% de personnes de plus de 60 ans étaient dépendants en 2015.	2030 : Sur 127 879 personnes de + de 60 ans, 20 975 sont dépendants soit 16,4% des + de 60 ans. Au total, 16,4% de personnes de plus de 60 ans seront dépendants en 2030.

Variables	Indicateurs	Intervalle temporel	Source des données	Valeurs clés	Projections des tendances
Etat de santé de la population	Usages quotidiens de tabac et des usages réguliers d'alcool et de cannabis à 17 ans	2005-2017	Observatoire français des drogues et tendances addictives	Tabac : 33% en 2005 (33% en France métropolitaine) et 31% en 2017 (25,1% en France métropolitaine) Alcool : 12% en 2005 (12% en France métropolitaine) et 10% en 2017 (8,4% en France métropolitaine) Cannabis : 3% en 2005 (10,8% en France métropolitaine) et 3% en 2017 (7,2% en France métropolitaine)	En légère baisse
	Nombre de bénéficiaires de traitement par agonistes opioïdes en ville pour 100 000 habitants âgés de 15 à 64 ans	2024	Observatoire français des drogues et tendances addictives	398 en Corse pour 100 000 habitants de 15 à 64 ans (contre 310 pour la France métropolitaine)	
	Accidents mortels avec alcool	2017	Observatoire français des drogues et tendances addictives	29,4% en Corse pour 100 accidents mortels au taux d'alcoolémie connu (contre 30,2% pour la France entière)	
	Infractions à la législation sur les stupéfiants pour ventes et usages/reventes	2020	Observatoire français des drogues et tendances addictives	27,4% en Corse pour 10 000 habitants de 15 à 74 ans (contre 38,8% pour la France entière)	
	IVG pour 1 000 femmes de 15-49 ans	2020-2024	DREES	17% en Corse en 2020 (contre 14,9% pour la France métropolitaine) 18,8% en Corse en 2024 (contre 16,7% pour la France métropolitaine)	Tendance à la hausse

Variables	Indicateurs	Intervalle temporel	Source des données	Valeurs clés	Projections des tendances
Modes de vie et pratiques de consommation	Prix à la consommation	2015 et 2022	INSEE	En 2022, les prix à la consommation des ménages sont supérieurs de 7 % par rapport à ceux de France de province (contre 3,6% en 2015).	Tendance à la hausse
	Nombre de labels locaux	2021	ODARC	16 produits en AOP (dont 9 pour le vin), 5 produits en IGP (dont 1 label rouge), 1 AOC et 7 démarches en cours (5 IGP et 2 AOP)	
	Evolution du nombre de points de vente de commerce de détail et d'artisanat commercial pour 1000 habitants	2015 et 2020	INSEE	Evolution entre 2015 et 2020 : -7,4% en Corse du Sud et -8,6% en Haute-Corse	Tendance à la baisse
	Production de déchets	2017-2024	SYVADEC Observatoires de déchets ménagers)	687 kg/hab. en 2017 632 kg/hab. de déchets ménagers assimilés en 2024	Augmentation projetée de + 27% de kg de déchets d'ici 2033 (Plan territorial de Gestion des Déchets de la Collectivité de Corse)
	Taux de tri	2017-2024	SYVADEC (Observatoires de déchets ménagers)	26% de taux de tri en 2017 39% de taux de tri en 2024	Tendance à la hausse
Cohésion sociale et inégalités	Taux de pauvreté	2006-2021	INSEE	19,3% en 2006, 18,1% en 2021	Stable
	Taux de scolarisation	2010-2021	INSEE	43,5% des jeunes de 18 à 24 ans scolarisés en 2010, 43% en 2015 et 43,2% en 2021	Stable

Variables	Indicateurs	Intervalle temporel	Source des données	Valeurs clés	Projections des tendances
Cohésion sociale et inégalités	Revenu médian	2002-2021	INSEE	12 660€ en 2002, 22 390€ en 2021	Tendance à la hausse
	Ecart de salaires nets horaires moyens entre les femmes et les hommes	2015-2021	INSEE	-14,8% en 2015, -12,4% en 2021	Légère réduction des disparités salariales femmes-hommes
Développement de l'écosystème de formation	Nombre d'organismes de formations	2025	Ministère du travail (Liste Publique des Organismes de Formation)	440 organismes (tous types de formations confondus, associations et formateurs indépendants) dont 49 de plus de 10 formateurs (écoles, collèges et lycées non comptabilisés)	
	Nombre de formations proposées à l'université de Corse	2025	Université de Corse AERES (HCERES)	69 diplômes en 2012, 130 diplômes en 2025	Tendance à la hausse
	Nombre d'étudiants à l'Université de Corse	2025	Université de Corse Ministère de l'Éducation nationale	3 509 étudiants en 2000 5 100 étudiants en 2025	Tendance à la hausse
	Nombre d'organismes de formations en apprentissage	2023	DREETS (DARES) CARIF OREF	22 organismes	
	Nombre de contrats d'apprentissage (organisme habilité à dispenser des formations en alternance sous contrat d'apprentissage)	2019-2023	INSEE	1 920 apprentis en 2019, 2 865 en 2023 soit un taux d'évolution annuel sur 5 ans de 7,6% (contre 17,8% en France métropolitaine)	Tendance à la hausse

Variables	Indicateurs	Intervalle temporel	Source des données	Valeurs clés	Projections des tendances
Dynamiques de l'emploi	Evolutions de l'emploi salarié total	2017-2025	INSEE	109 299 salariés au 1 ^{er} trimestre 2011 129 355 salariés au 1 ^{er} trimestre 2025 (soit un taux de croissance annuel de 1,13% entre 2011 et 2015)	Tendance à la hausse
	Taux de chômage	2017-2024	INSEE	9% au 4e trim. 2017, 6,4% au 4e trim. 2024	Tendance probable à la baisse en moyenne
	Création d'entreprises	2012-2024	INSEE	627 au 1 trim. 2012, 1 126 au 4e trim. 2024	Tendance à la hausse
	Défaillances d'entreprises	1990-2024	INSEE	52 au 1 trim. 1990, 105 au 4e trim. 2024	Tendance à la hausse
Aménagement et rapport entre espaces urbains et ruraux	Nombre d'habitants dans les pôles urbains	2007-2021	INSEE	7 aires d'attractions, 286 606 habitants dans ces aires (pôles + couronnes) en 2017 soit 85,6% (149 025 dans les pôles uniquement soit 44,5%) Evolution à la hausse +1,16% entre 2007 et 2017	Tendance à la hausse
	Consommation d'espace NAF (naturels, agricoles et forestiers)	2011-2022	https://mondiagartif.beta.gouv.fr/project/20893/tableau-de-bord/consommation?level_conso=SCOT	245,1 ha d'espaces NAF consommés en 2011, 159,17 en 2020, 282 ha en 2022 2 134,88 ha d'espaces NAF consommés de 2011 à 2020	
	Artificialisation des sols	2000-2018	CEREMA (à partir des Fichiers fonciers)	16 426 ha artificialisée en 2000 (soit 1,9%) 22 712 ha artificialisée en 2018 (soit 2,6%) Soit un taux de croissance annuel moyen de 1,72%	Tendance à la hausse

Variables	Indicateurs	Intervalle temporel	Source des données	Valeurs clés	Projections des tendances
Foncier et marché de l'immobilier	Logements vacants	2009-2021	INSEE	8 084 logements sont vacants en 2009 soit 3,96% du parc immobilier. 8 353 logements sont vacants en 2020 soit 3,2% du parc immobilier (contre 8,2 % en France)	En baisse mais taux très faible
	Prix de l'immobilier au m ²	2020-2025	DVF https://explore.data.gouv.fr/fr/immobilier?onglet=carte&filtre=tous&code=2A&level=departement&lat=41.87305&lng=9.00954&zoom=9.00	En Corse du Sud : Juillet 2020 : Prix de vente médian de 3 254€/m ² Juin 2025 : Prix de vente médian de 4 107€/m ² Prix de vente médian sur 5 ans : 3 942 €/m ² En Haute-Corse : Juillet 2020 : Prix de vente médian de 2 772€/m ² Juin 2025 : Prix de vente médian de 2 557€/m ² Prix de vente médian sur 5 ans : 3 018 €/m ²	Tendance à la hausse
	Nombre de résidences secondaires	1968-2021	INSEE	6 552 en 1968 (8,6%), 97 483 en 2021 (37,3%)	Très forte hausse
	Nombre de logements sociaux	2007-2024	DREAL	11 868 logements sociaux au 1er janvier 2017. 16 027 logements sociaux au 1er janvier 2024. Taux de croissance annuel de 3,8%	Tendance à la hausse
Mutation et diversification de l'économie	Evolution de la part des emplois relevant du secteur de l'industrie	2011-2023	INSEE	10,1% en 2011, 5,5% en 2020 et 5,8% en 2023	
	Evolution de la valeur ajoutée régionale relative à l'industrie	2000-2023	INSEE	8,2% en 2000, 6,9% en 2020, 6,5% en 2021	Tendance à la baisse

Variables	Indicateurs	Intervalle temporel	Source des données	Valeurs clés	Projections des tendances
Mutation et diversification de l'économie	Evolution du chiffre d'affaires par secteurs	2017-2023	INSEE	+0,1% construction, +1,4% activités spécialisées scientifiques et techniques, +2,3% activités immobilières, +2,4% transport et entreposages, +4,1% commerce et Réparations automobiles, +5,8% hébergement et restauration, +6,6% industrie manufacturière, +6,8% activité de services administratifs et de soutien et +5,8% autres secteurs entre 2022 et 2023	
	Part de seniors parmi les chefs d'entreprises (60 ans et plus)	2022	INSEE	22,6% des dirigeants d'entreprises contre 16,3% en France métropolitaine	Probablement à la hausse
	PIB en euros par habitant	1990-2023	INSEE	19 276 en 2003, 25 503 en 2013 30 300 en 2023, soit un taux de croissance annuel moyen de 2,18% sur 20 ans et de 1,58% sur 10 ans	Tendance à la hausse avec un ralentissement
Développement du tourisme	Part de la consommation touristique dans le PIB régional	2011-2017	INSEE	31 % en 2011, 39% du PIB en 2017	Hausse de la spécialisation touristique
	Nombre de lits touristiques (en hébergements collectifs)	1996-2024	ATC	112 350 lits touristiques en 1996, 145 000 en 2024	Tendance à la hausse
	Nombre de nuitées (en hébergements collectifs)	2005-2024	ATC- UMR LISA - INSEE	6,6 millions en 2005, 9,9 millions en 2024	Tendance à la hausse
	Nombre d'arrivées (résidents inclus)	2021-2024	ATC	4 millions en 2024, -0,6% par rapport à 2021 (dont 3,5 millions de touristes)	

Variables	Indicateurs	Intervalle temporel	Source des données	Valeurs clés	Projections des tendances
Développement du tourisme	Evolution du nombre d'annonces sur les plateformes de location saisonnière	2014-2020	ESTATE	20 059 annonces en Airbnb et Homeway en 2017, 28 188 en 2019 et 28 382 en 2020 +7% par an pour Homeway et + 26% par an pour Airbnb entre 2014 et 2020	Tendance à la hausse
Transports et mobilités	Empreinte carbone	2020-2021	Carbo https://www.hellocarbo.com/region/corse-2021/	9,66 tCO2e/habitant en 2020 dont 22% dû aux transports et 19% aux logements (9,996 tCO2e/habitant en France) 10,1 tCO2e/habitant en 2021 dont 22% dû aux transports et 19% aux logements (9,52 tCO2e/habitant en France)	Tendance à la hausse
	Intensité carbone	2021-2025	https://app.electricitymaps.com/map/5y/yearly	351 gCO ₂ eq/kWh en 2021 (61 gCO ₂ eq/kWh en France) 476 gCO ₂ eq/kWh en 2025 (32 gCO ₂ eq/kWh en France)	Tendance à la hausse
	Motifs des déplacements quotidiens	2019	AUE	27 % travail ; 23% loisirs ; 21% achats ; 16% accompagnement et 13% autres	
	Nombre de déplacements par jour	2019	AUE	1 051 879 déplacements par jour	
	Mode de déplacement	2019	AUE	66% en voiture, 27,2% à pied, 3,2% en transports en commun, 2,5% en deux roues motorisés, 0,5% à vélo et 0,6% autres	
	Nombre de liaisons maritimes	2024	CCI de Corse	17 liaisons maritimes entre la France ou l'Italie et la Corse, avec 3,997 millions de passagers en 2024	
	Nombre d'aéroports desservis (Air Corsica)	2024	Air Corsica	17 aéroports (France et Europe)	

Variables	Indicateurs	Intervalle temporel	Source des données	Valeurs clés	Projections des tendances
Développement des pratiques numériques	Part du territoire corse connecté au réseau Internet	2020-2024	ARCEP https://www.arcep.fr/cartes-et-donnees/nos-cartes/visualisations-ma-connexion-internet.html	99% du territoire en 2024 (81,9% éligibles à la fibre), 97,3% en 2020 (33,7% éligibles à la fibre)	
Développement des pratiques numériques	Taux d'équipement des ménages	2011-2014-2016-2019- 2021	Hub Corsica	En 2021, 98% des foyers sont équipés en smartphone (36% en 2011), 86% en ordinateur portable (71% en 2011 pour tout type d'ordinateur), 62% en tablette et 37% en ordinateur fixe	Tendance à la hausse
	Usage d'internet	2011-2014-2016-2019- 2021	Hub Corsica	En 2021, 83% utilisent internet, 89% ont déjà fait une demande administrative dématérialisée, 59% ont pris un rendez-vous médical via leurs outils numériques, 34% télétravail (56% pour de la e-administration en 2011)	Tendance à la hausse
	Taux d'illectronisme	2019	INSEE	26,3% en 2019 (contre 16% en France métropolitaine)	
Nouvelles technologies et innovation	Brevets publiés	2017-2024	INPI	14 en 2021 (sur 14 339 au total en France) 19 en 2022 (sur 12 627 au total en France) 7 en 2023 (sur 12 562 au total en France) 4 en 2024 (sur 13 139 au total en France)	
	Dépenses en R&D	2022	INSEE	27 millions d'euros (organismes publics) et 10 millions d'euros (entreprises) en 2022	

Variables	Indicateurs	Intervalle temporel	Source des données	Valeurs clés	Projections des tendances
Identité culturelle	Taux de personnes bilingues	2022	Rapport sociolinguistique de la Collectivité de Corse	30% des Corses se déclarent bilingues, 13% affirment parler et comprendre le Corse, 20% disent bien le comprendre et le parler un peu (données déclaratives)	
	Nombre de classes bilingues (1er degré)	2020-2021, 2023-2024	Académie de Corse	Sur 1 242 classes, 558 classes bilingues (45%) et 16 classes immersives (1,3%) en 2020/2021. En 2023/2024, 53% des élèves dans le 1er degré sont scolarisés dans des classes bilingues	
Démocratie et citoyenneté	Taux de participation aux élections municipales	2001 ; 2008 ; 2014 ; 2020	Ministère de l'Intérieur, INSEE	59,2% au 1er tour en Haute-Corse et 56,4% au 1er tour en Corse du Sud en 2020 (44,5% au niveau national) 68,59% au 2nd tour en Haute-Corse et 75,43% en Corse du Sud en 2020 (41,6% au niveau national)	
	Taux de participation aux élections territoriales	2017 ; 2021	Ministère de l'Intérieur	57,08% au 1er tour en 2021 (33,3% au niveau national) 58,91% au 2nd tour en 2021 (34,7% au niveau national)	
	Taux de participation aux élections législatives	2002 ; 2007 ; 2012 ; 2017 ; 2022 ; 2024	Ministère de l'Intérieur, INSEE	44,6% au 1er tour et 45,5% au 2nd tour en Corse en 2022 (47,5% au 1 ^{er} tour et 46,2 % au niveau national) 63,9% au 1er tour et 66,9% au 2nd tour en Corse 2024 (66,7% au 1 ^{er} tour et 66,6% au 2 nd tour au niveau national)	

Variables	Indicateurs	Intervalle temporel	Source des données	Valeurs clés	Projections des tendances
Démocratie et citoyenneté	Taux de participation aux élections présidentielles	2002 ; 2007 ; 2012 ; 2017 ; 2022	Ministère de l'Intérieur	62,7,6% au 1er tour et 60,8% au 2nd tour en Corse en 2022 (73,7% au 1 ^{er} tour et 72 % au 2 nd tour au niveau national)	
	Nombre d'atteintes à la probité	2016-2023	Agence Française Anticorruption	Plus de 6 infractions en moyenne par an pour 100 000 habitants entre 2016 et 2023 (1,1 au niveau national)	
	Nombre d'associations citoyennes	2011-2022	CRESS	Entre 9 500 et 10 000 associations actives en 2022 (plus de 500 nouvelles associations par an entre 2011 et 2022)	
Gouvernance locale et organisation du territoire	Nombre de communes	-	INSEE	360 communes (236 en Haute-Corse et 124 en Corse du Sud)	
	Organisation du territoire	-	INSEE	Depuis 2017, 19 établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), 2 communautés d'agglomération (CA) et 17 communautés de communes (CC)	

Variables	Indicateurs	Intervalle temporel	Source des données	Valeurs clés	Projections des tendances
Gouvernance locale et organisation du territoire	Evolution des compétences de la Collectivité de Corse	1982-2025	Assemblée de Corse	<p>1982 : statut particulier et création de l'Assemblée de Corse (et non plus conseil régional).</p> <p>1991 : Création de la Collectivité Territoriale de Corse avec des compétences en matière de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Développement économique et social avec les transports, les aides à l'économie, la formation. - Promotion de l'identité, par la valorisation de la langue et de la culture corses, la protection du patrimoine, et la préservation de l'environnement naturel. <p>2002 : Compétences renforcées avec le « processus de Matignon » : transfert de la propriété et de la gestion des forêts domaniales, des ports et aéroports principaux, du chemin de fer, des ouvrages hydrauliques, de biens culturels et universitaires, etc.</p> <p>2018 : Création de la Collectivité de Corse : fusion de la Collectivité de Corse et des 2 conseils départementaux.</p>	

Variables	Indicateurs	Intervalle temporel	Source des données	Valeurs clés	Projections des tendances
Finances publiques locales	Budget de la Collectivité de Corse	2024-2025	Collectivité de Corse	1,423 milliard au budget primitif en 2024 1,371 milliard au budget primitif en 2025	
	Dette de la Collectivité de Corse	2024-2025	Collectivité de Corse	1,044 milliard en 2024 1,118 milliard en 2025	
Géopolitique et coopérations internationales	Valeurs des importations de l'étranger	2023	Douanes	1,8 milliard d'€ d'importations	
	Valeurs des exportations de l'étranger	2023	Douanes	300 millions d'€ d'exportations	
	Taux de couverture du commerce extérieur	2023	Calcul à partir des données des douanes	16,67%	
	Solde de la balance commerciale	2023	Calcul à partir des données des douanes	-1,5 milliard	
	Montant du Programme de collaboration FEDER-FSE + 2021-2027 Europa Corsica	2021-2027	Europa Corsica	117 millions €, dont 105 millions € de crédits FEDER (Fonds Européen de Développement Régional) et 12 millions € de crédits FSE (Fonds Social Européen)	

3.4. Hypothèses d'évolution par variable formulées par le groupe d'experts

Afin d'explorer les futurs possibles de chacune des variables, 50 entretiens ont été menés auprès d'experts. Au cours de ces entretiens, il leur a été demandé quelles étaient les trajectoires possibles de chaque variable à l'horizon 2050. En général, deux à quatre hypothèses d'évolution ont été émises par les personnes interrogées. Ces hypothèses ont été synthétisées et ont permis de construire le tableau morphologique suivant. L'analyse morphologique menée, par la suite, permet d'explorer les futurs possibles du système, par la combinaison des hypothèses associées à ses variables.

Variables	Hypothèse 1	Hypothèse 2	Hypothèse 3	Hypothèse 4
Trajectoires de réchauffement	Valeurs minimales de la trajectoire de réchauffement	Valeurs médianes de la trajectoire de réchauffement	Valeurs maximales de la trajectoire de réchauffement	
Bouleversement de la biodiversité	Stabilité de l'état de biodiversité	Accélération de l'érosion de la biodiversité	Dégénération de la biodiversité	
Pressions anthropiques sur les ressources	Gestion planifiée des ressources	Contradiction croissante entre pressions anthropiques et production de normes environnementales	Exploitation intensive des ressources et montée des conflits	
Production et disponibilité des ressources énergétiques	Energies renouvelables optimisées : production locale, stockage, sobriété et efficacité énergétiques	Mix énergétique renouvelable et dépendance persistante aux importations énergétiques non renouvelables	Renforcement de la production et de la consommation d'énergies non renouvelables	
Évolution de l'agriculture	Déclin agricole dû au climat, aux normes et à la concurrence	Une agriculture stable mais fragile	Renforcement de la résilience agricole et de la souveraineté alimentaire	
Dynamiques migratoires extra-insulaires	Flux d'entrées élevés avec des arrivants peu qualifiés et des réfugiés	Faible nombre d'arrivants	Nombre d'arrivants plus faible mais avec des profils plus qualifiés par des politiques d'attractivité ciblées	Arrivées importantes issues de régions françaises et retour de la diaspora

Variables	Hypothèse 1	Hypothèse 2	Hypothèse 3	Hypothèse 4
Evolutions socio-démographiques	Déclin démographique et pressions sur les systèmes sociaux	Vieillissement accéléré et fragilisation du marché du travail	Croissance démographique portée par la natalité et les migrations	
Etat de santé de la population	Prévention et coordination renforcées du système de santé autour d'un CHU	Défis structurels et organisationnels d'un CHU insulaire	Vieillissement, maladies chroniques et accès inégal aux soins	
Modes de vie et pratiques de consommation	Consommation standardisée et dépendance accrue aux importations	Frugalité et réappropriation productive du territoire	Consommation contrainte par le pouvoir d'achat et dépendance à la grande distribution	
Cohésion sociale et inégalités	Hausse générale de la pauvreté	Des inégalités encore fortes mais atténuées par des actions locales de solidarité	Réduction de la pauvreté par l'action publique forte et concertée	
Développement de l'écosystème de formation	Manque d'attractivité et fuite des talents	Anticipation des besoins et économie fondée sur la connaissance	Masse critique de capital humain et développement territorial	
Dynamiques de l'emploi	Transformation de l'emploi par la technologie et le télétravail	Tensions sur le marché du travail et adaptation par la formation et les organisations	Recomposition de l'emploi et précarité	
Aménagement et rapport entre espaces urbains et ruraux	Déséquilibres territoriaux aggravés par l'étalement urbain et l'absence de coordination	Métropolisation institutionnalisée des villes d'Ajaccio et de Bastia	Planification territoriale stratégique coordonnée et revitalisation des villages	
Foncier et marché de l'immobilier	Hausse des prix fonciers et immobiliers et aggravation des inégalités d'accès au logement	Régulation du marché immobilier pour favoriser les logements permanents	Valorisation des espaces naturels et des terres agricoles	Captation et valorisation de la rente foncière par la puissance publique
Mutation et diversification de l'économie	Économie peu diversifiée et dépendante	Spécialisation ciblée et dynamique ascendante endogène	Diversification économique	

Variables	Hypothèse 1	Hypothèse 2	Hypothèse 3	Hypothèse 4
Développement du tourisme	Tourisme stable mais affaibli par un modèle vieillissant	Repositionnement vers une clientèle à fort pouvoir d'achat	Décroissance du tourisme	Croissance du tourisme
Transports et mobilités	Développement de l'offre externe mais dépendance accrue à la voiture	Réduction des connexions extérieures	Transition vers des mobilités durables	
Développement des pratiques numériques	Retard numérique et surcoûts pour l'économie	Transition numérique et isolement social	Transformation numérique et développement local	
Nouvelles technologies et innovation	Retard technologique et enjeux de souveraineté	Dépendance technologique externe et déficit de compétences locales	Tournant stratégique vers l'intelligence artificielle	
Identité culturelle collective	Fragmentation identitaire et repli	Evolution vers une identité plurielle ancrée dans la mémoire et le dialogue	Uniformisation culturelle et appauvrissement du lien social	
Démocratie et citoyenneté	Renouveau démocratique par une participation citoyenne élargie	Défaillance des institutions et réponses associatives	Fragilisation de la confiance dans les institutions et déclin civique	
Gouvernance locale et organisation du territoire	Réorganisation de l'action publique et recomposition du bloc communal	Recentralisation et fragilisation de la confiance locale	Renforcement de l'autonomie et consolidation des capacités décisionnelles locales	Redistribution des compétences et gouvernance territoriale
Finances publiques locales	Raréfaction des finances publiques	Réorientation des cibles fiscales	Décentralisation fiscale	
Géopolitique et coopérations internationales	Recomposition mondiale et vulnérabilités méditerranéennes	Perte de cohésion de l'UE et isolement accru de la Corse	Diplomatie environnementale méditerranéenne	Rôle stratégique accru de la Corse dans un contexte sécuritaire tendu

LISTE DES EXPERTS CONSULTÉS POUR LA FORMULATION DES HYPOTHÈSES

ALBERTINI Jean-Louis
Président du MEDEF Corse

ALBERTINI Philippe
Directeur général de la CCI de Corse

BALZACQ Thierry
Professeur en science politique à Sciences Po et chercheur au CERI-Sciences Po

BEAUGEARD Emeric
Responsable régional Conseil PACA, groupe SCET

BENEDETTI Roxane
Directrice du développement Résilience des territoires, groupe SCET

BERNARD-LEONI Vannina
Ingénierie culturelle, directrice de publication de la Rivista Robba

BIANCHINI Marie-Pierre
Directrice par intérim de l'Office du Développement Agricole et Rural de Corse (ODARC)

BONICEL Patrick
Responsable du Centre Météorologique de Corse

CASABIANCA Anne
Ingénierie, chargé d'études socio-économiques à l'Agence du Tourisme de la Corse (ATC)

CASABIANCA Tristan
Chargé d'études à l'Agence d'Aménagement Durable, d'Urbanisme et d'Énergie de la Corse (AUE)

CASAMATTA Georges
Chargé de recherches au CNRS en science économique

FABIANI Jean-Louis
Professeur de sociologie à l'EHESS

FARINEAU Marie-Odile
Directrice réseau SCET

LAMAND Thomas
Directeur développement territorial, groupe SCET

LANIESSE Thomas
Chargé d'études à l'Agence d'Aménagement Durable, d'Urbanisme et d'Énergie de la Corse (AUE)

LESCHI Didier
Directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration

LINALE Thomas
Président de l'association Corsica Diaspora

MARTINETTI Antoine
Ingénieur infrastructures à l'Université de Corse

MATTEI Jacques
Trésorier de l'association Corsica Diaspora

MORTINI Frédéric
Directeur régional de l'Agence Régionale pour l'Amélioration des Conditions de Travail (ARACT)

MURACCIOLE Jean-Philippe
Directeur du centre de Haute-Corse de l'AFPA

MUSELLI Marc
Professeur de physique énergétique à l'Université de Corse

NOBLET Sandrine
Maître de conférences en science économique à l'Université de Corse

ORSINI ANTOINE
Maître de conférences, Habilité à Diriger les Recherches en hydrobiologie à l'Université de Corse

OTTAVI Pascal
Professeur à la retraite en cultures et langues régionales à l'Université de Corse et membre du collectif « Femula Campà »

PAPAZIAN Laurent
Professeur en médecine, médecin intensiviste à la réanimation du centre hospitalier de Bastia

FAZI André Maître de conférences en science politique à l'Université de Corse	PERENEY Benjamin Président d'AFLOKKAT
FILIPPI Charles-Henri Président d'Evercore France	PERNIN François Médecin, président de la Coordination interassociative de Lutte contre l'Exclusion (CLE) en Corse
FILIPPI Jean-Baptiste Chargé de recherches au CNRS en informatique	PIERI Xavier Président du Dispositif d'Appui à la Coordination-DAC Via Salute
FURT Jean-Marie Maître de conférences, Habilité à Diriger les Recherches en sciences de gestion à l'Université de Corse	PRUNETTI Dominique Maître de conférences, Habilité à Diriger les Recherches en science économique à l'Université de Corse
GIANNONI Sauveur Maître de conférences, Habilité à Diriger les Recherches en science économique à l'Université de Corse	RENUCCI Robin Acteur, fondateur et président de l'association L'ARIA (Association des Rencontres Internationales Artistiques)
GILORETTI Benjamin Directeur délégué à l'aménagement et l'urbanisme à l'Agence d'Aménagement Durable, d'Urbanisme et d'Énergie de la Corse (AUE)	ROUVELLOU Alice Chargée de mission, groupe SCET
GIULIANI Jean-Dominique Président de la Fondation Robert Schuman	SANGUINETTI Sampiero Ancien rédacteur en chef du journal télévisé de Corse et du magazine télévisé Mediterraneo et écrivain
GRAZIANI Françoise Professeure à la retraite en littérature comparée à l'Université de Corse	SEMPASTOUS Vincent Maître de conférences en droit public à l'Université de Corse
GUIDONI Guillaume Fondateur du cabinet de conseil en analyse économique Gécodia	SIMEONI Ghjuvan'Carlu Président et fondateur de FemuQuì Ventures
HUBSCHER Timothée Directeur Planification et Résilience des Territoires, groupe SCET	SIMONI Sébastien Président de Good Barber, de CampusPlex et de FemuQuì S.A.
HUYSEN Arnaud Directeur régional adjoint par intérim de l'INSEE Corse	SZOPA Sophie Directrice de recherche au CEA et au Laboratoire des Sciences du Climat et de l'Environnement en modélisation de la chimie atmosphérique
INNOCENTI Éric Maître de conférences en informatique à l'Université de Corse	TERRIER Jérôme Directeur général des services à la mairie de Bastia

3.5. Micro-scénarios par enjeu

La méthode des scénarios vise à construire des représentations cohérentes et contrastées de futurs possibles, incluant des trajectoires souhaitables et non souhaitables. Ces scénarios permettent d'explorer le champ des possibles en structurant la réflexion autour de combinaisons plausibles d'hypothèses sur les évolutions des variables.

La méthode utilisée pour construire les scénarios repose sur l'analyse morphologique, inspirée des travaux de Michel Godet⁵ et correspondant à l'une des approches mobilisées par le Plan Bleu⁶. L'analyse morphologique vise à explorer les futurs possibles en examinant l'ensemble des combinaisons issues de la décomposition d'un système. Elle est utilisée pour élaborer des scénarios, en suivant une démarche progressive qui consiste à décomposer le système en différents niveaux (variables, composantes, sous-systèmes), puis à recomposer ces éléments pour imaginer diverses configurations futures qui constitueront les scénarios globaux.

Dans le cadre de notre étude prospective, compte tenu du nombre important de variables, des micro-scénarios seront réalisés à l'échelle des enjeux, puis recombinés pour obtenir les scénarios globaux. Trois à six micro-scénarios validés par enjeu ont été réalisés avec des experts, basés sur leur cohérence et leur plausibilité.

Différentes étapes ont été mises en œuvre à cet effet :

- À partir des tendances et incertitudes identifiées dans les fiches variables, plusieurs hypothèses d'évolution sont construites pour chaque variable (généralement trois à quatre par variable). Pour cela, des entretiens ont été réalisés avec des experts de chaque thématique. L'ensemble de ces hypothèses ont formé un premier tableau morphologique ([Annexe 2](#)).
- Pour chaque enjeu, les hypothèses relatives aux variables sont combinées entre elles. Par exemple, un enjeu comprenant quatre variables avec trois hypothèses par variable génère 81 combinaisons possibles. Ces combinaisons constituent des micro-scénarios.

Cette étape s'accompagne d'un travail de réduction de l'espace morphologique en introduisant des contraintes d'exclusion et de compatibilité. Cette réduction permet d'identifier des micro-scénarios qui seraient rejettés en raison de leur manque de pertinence et de cohérence. Pour cela, des ateliers de travail ont été menés avec des

⁵ Michel Godet est docteur en sciences économiques, professeur au conservatoire national des arts et métiers et titulaire de la chaire de prospective industrielle. Il est l'auteur de plusieurs publications sur les méthodes de prospectives.

⁶ Le Plan Bleu, Centre d'analyse et de prospective rattaché au Plan d'Action pour la Méditerranée de l'ONU, a publié en 2025 le rapport MED2050, troisième exercice de prospective qui dresse les perspectives de la Méditerranée à l'horizon 2050.

experts, mobilisés selon leur champ de compétence, afin d'obtenir des scénarios robustes.

Dix ateliers de travail (deux par enjeu) ont été menés avec des experts de chaque thématique afin de co-construire des micro-scénarios robustes qui serviront de base à la construction des scénarios globaux. Pour chaque enjeu, un premier atelier a consisté à valider les hypothèses du tableau morphologique. Un second atelier par enjeu a permis de construire les micro-scénarios présentés dans la suite du document.

22 micro-scénarios ont été conçus. Ces derniers sont à retrouver en intégralité dans [l'annexe 4](#) et sont résumés dans les tableaux suivants :

Enjeu 1 : Changement climatique et environnement					
	Hypothèses retenues des variables				
	Trajectoires de réchauffement	Bouleversement de la biodiversité	Pressions anthropiques sur les ressources	Production et disponibilité des ressources énergétiques	Évolution de l'agriculture
Micro-scénario 1 : Mal-adaptation et vulnérabilités environnementales	Valeurs maximales de la trajectoire de réchauffement	Dégradation de la biodiversité	Exploitation intensive des ressources et montée des conflits	Renforcement de la production et de la consommation d'énergies non renouvelables	Déclin agricole dû au climat, aux normes et à la concurrence
Micro-scénario 2 : Résilience et adaptation face au changement climatique	Valeurs minimales de la trajectoire de réchauffement	Stabilité de l'état de biodiversité	Gestion planifiée des ressources	Energies renouvelables optimisées : production locale, stockage, sobriété et efficacité énergétiques	Renforcement de la résilience agricole et de la souveraineté alimentaire
Micro-scénario 3 : Vulnérabilité et tensions face au changement climatique	Valeurs médianes de la trajectoire de réchauffement	Accélération de l'érosion de la biodiversité	Contradiction croissante entre pressions anthropiques et production de normes environnementales	Mix énergétique renouvelable et dépendance persistante aux importations énergétiques non renouvelables	Une agriculture stable mais fragile

Enjeu 2 : Développement humain							
	Dynamiques migratoires extra-insulaires	Evolutions socio-démographiques	Etat de santé de la population	Modes de vie et pratiques de consommation	Cohésion sociale et inégalités	Développement de l'écosystème de formation	Dynamiques de l'emploi
Micro-scénario 1 : Croissance démographique et vulnérabilités sociales	Flux d'entrées élevés avec des arrivants peu qualifiés et des réfugiés	Croissance démographique portée par la natalité et les migrations	Défis structurels et organisationnels d'un CHU insulaire	Consommation contrainte par le pouvoir d'achat et dépendance à la grande distribution	Hausse générale de la pauvreté	Manque d'attractivité et fuite des talents	Recomposition de l'emploi et précarité
Micro-scénario 2 : Recul démographique et adaptation du travail	Faible nombre d'arrivants	Déclin démographique et pressions sur les systèmes sociaux	Vieillissement, maladies chroniques et accès inégal aux soins	Consommation standardisée et dépendance accrue aux importations	Des inégalités encore fortes mais atténuées par des actions locales de solidarité	Manque d'attractivité et fuite des talents	Tensions sur le marché du travail et adaptation par la formation et les organisations
Micro-scénario 3 : Renforcement des compétences et mutation productive	Nombre d'arrivants plus faible mais avec des profils plus qualifiés par des politiques d'attractivité cibles	Vieillissement accéléré et fragilisation du marché du travail	Prévention et coordination renforcées du système de santé autour d'un CHU	Frugalité et réappropriation productive du territoire	Des inégalités encore fortes mais atténuées par des actions locales de solidarité	Anticipation des besoins et économie fondée sur la connaissance	Tensions sur le marché du travail et adaptation par la formation et les organisations
Micro-scénario 4 : Croissance démographique et développement territorial	Arrivées importantes issues de régions françaises et retour de la diaspora	Croissance démographique portée par la natalité et les migrations	Prévention et coordination renforcées du système de santé autour d'un CHU	Consommation standardisée et dépendance accrue aux importations	Réduction de la pauvreté par l'action publique forte et concertée	Masse critique de capital humain et développement territorial	Transformation de l'emploi par la technologie et le télétravail
Micro-scénario 5 : Attractivité du territoire par la cohésion, la santé et l'innovation	Nombre d'arrivants plus faible mais avec des profils plus qualifiés par des politiques d'attractivité cibles	Vieillissement accéléré et fragilisation du marché du travail	Prévention et coordination renforcées du système de santé autour d'un CHU	Consommation contrainte par le pouvoir d'achat et dépendance à la grande distribution	Réduction de la pauvreté par l'action publique forte et concertée	Anticipation des besoins et économie fondée sur la connaissance	Transformation de l'emploi par la technologie et le télétravail
Micro-scénario 6 : Transformation territoriale et capital humain	Nombre d'arrivants plus faible mais avec des profils plus qualifiés par des politiques d'attractivité cibles	Vieillissement accéléré et fragilisation du marché du travail	Prévention et coordination renforcées du système de santé autour d'un CHU	Frugalité et réappropriation productive du territoire	Des inégalités encore fortes mais atténuées par des actions locales de solidarité	Masse critique de capital humain et développement territorial	Transformation de l'emploi par la technologie et le télétravail

Enjeu 3 : Dynamiques économiques, fractures et continuités du territoire				
	Aménagement et rapport entre espaces urbains et ruraux	Foncier et marché de l'immobilier	Mutation et diversification de l'économie	Développement du tourisme
Micro-scénario 1 : Aggravation des équilibres territoriaux et de la pression foncière dans une économie toujours portée par le tourisme	Déséquilibres territoriaux aggravés par l'étalement urbain et l'absence de coordination	Hausse des prix fonciers et immobiliers et aggravation des inégalités d'accès au logement	Économie peu diversifiée et dépendante	Croissance du tourisme
Micro-scénario 2 : Diversification économique et décroissance du tourisme dans un contexte de métropolisation institutionnalisée	Métropolisation institutionnalisée des villes d'Ajaccio et de Bastia	Régulation du marché immobilier pour favoriser les logements permanents	Diversification économique	Décroissance du tourisme
Micro-scénario 3 : Planification, captation de la rente foncière et repositionnement du tourisme	Planification territoriale stratégique coordonnée et revitalisation des villages	Captation et valorisation de la rente foncière par la puissance publique	Spécialisation ciblée et dynamique ascendante endogène	Repositionnement vers une clientèle à fort pouvoir d'achat
Micro-scénario 4 : Métropolisation, valorisation des espaces naturels et transition vers tourisme haut de gamme	Métropolisation institutionnalisée des villes d'Ajaccio et de Bastia	Valorisation des espaces naturels et densification des espaces urbanisés	Spécialisation ciblée et dynamique ascendante endogène	Repositionnement vers une clientèle à fort pouvoir d'achat
Micro-scénario 5 : Diversification économique dans le cadre d'une planification stratégique et d'une régulation foncière et immobilière	Planification territoriale stratégique coordonnée et revitalisation des villages	Régulation du marché immobilier pour favoriser les logements permanents ET Captation et valorisation de la rente foncière par la puissance publique	Diversification économique	Repositionnement vers une clientèle à fort pouvoir d'achat

Enjeu 4 : Connectivités et mobilités			
	Transport et mobilités	Développement des pratiques numériques	Nouvelles technologies et innovation
Micro-scénario 1 : Isolement et dépendance numérique et technologique	Réduction des connexions extérieures	Retard numérique et surcoûts pour l'économie	Retard technologique et enjeux de souveraineté
Micro-scénario 2 : Amélioration technologique et limites structurelles	Développement de l'offre externe mais dépendance accrue à la voiture	Transition numérique et isolement social	Dépendance technologique externe et déficit de compétences locales
Micro-scénario 3 : Souveraineté technologique et transition numérique	Transition vers des mobilités durables	Transformation numérique et développement local	Tournant stratégique vers l'intelligence artificielle

Enjeu 5 : Dynamiques institutionnelles					
	Identité culturelle collective	Démocratie et citoyenneté	Gouvernance locale et organisation du territoire	Finances publiques locales	Géopolitique et coopérations internationales
Micro-scénario 1 : Crise de confiance et repli identitaire	Fragmentation et repli identitaire	Fragilisation de la confiance envers les institutions et déclin civique	Recentralisation et fragilisation de la confiance locale	Raréfaction des finances publiques	Recomposition mondiale et vulnérabilités méditerranéennes
Micro-scénario 2 : Autonomie renforcée et identité plurielle	Evolution vers une identité plurielle ancrée dans la mémoire et le dialogue	Renouveau démocratique par une participation citoyenne élargie	Renforcement de l'autonomie et consolidation des capacités décisionnelles locales	Décentralisation fiscale	Diplomatie environnementale méditerranéenne
Micro-scénario 3 : Elargissement de l'autonomie dans un cadre de tensions sécuritaires	Evolution vers une identité plurielle ancrée dans la mémoire et le dialogue	Renouveau démocratique par une participation citoyenne élargie	Redistribution des compétences et gouvernance territoriale	Décentralisation fiscale	Rôle stratégique accru de la Corse dans un contexte sécuritaire tendu
Micro-scénario 4 : Affaiblissement institutionnel et fragmentation sociale	Fragmentation et repli identitaire	Défaillances des institutions et réponses associatives	Réorganisation de l'action publique et recomposition du bloc communal	Raréfaction des finances publiques	Perte de cohésion de l'UE et isolement accru de la Corse
Micro-scénario 5 : Recomposition des puissances mondiales, recentralisation et affaiblissement identitaire	Uniformation culturelle et appauvrissement du lien social	Défaillances des institutions et réponses associatives	Recentralisation et fragilisation de la confiance locale	Réorientation des cibles fiscales	Recomposition mondiale et vulnérabilités méditerranéennes

IV. SCÉNARIOS

Les scénarios ont été construits avec le laboratoire de prospective par la combinaison des micro-scénarios en tenant compte de leurs contraintes d'exclusion et de compatibilité.

Il en résulte ainsi les quatre scénarios suivants :

- **Scénario 1 : Croissance non durable, tensions et repli**
- **Scénario 2 : Croissance appauvrissante et adaptations subies**
- **Scénario 3 : Repositionnement stratégique global mais polarisé**
- **Scénario 4 : Compétences et innovations au service d'un développement territorial durable**



Falaises de Bunifaziu

SCÉNARIO 1 : CROISSANCE NON DURABLE, TENSIONS ET REPLI

Résumé du scénario :

La Corse entre dans une spirale de vulnérabilités cumulatives : les chocs externes (recomposition géopolitique, tensions en Méditerranée, climat plus extrême) se combinent à une action publique non concertée du global au local, laissant le territoire subir plus que piloter sa trajectoire.

La dégradation de l'habitabilité devient un fait structurant : hausse de la température atteignant +2,7°C, multiplication d'épisodes extrêmes (chaleur, sécheresse, incendies), tensions et conflits d'usage sur l'eau, risques sanitaires, atteintes fortes aux écosystèmes. Dans ce contexte, les réponses apportées restent dispersées et peuvent relever de mal-adaptations (grands barrages, usines de dessalement, urbanisation mal maîtrisée) qui aggravent les déséquilibres.

L'économie demeure peu diversifiée et très dépendante des importations, transports et d'une énergie encore carbonée, avec un tourisme toujours de masse et saisonnalisé : la recherche de gains de court terme accentue les externalités négatives (logement, eau/énergie, déchets, inégalités territoriales). De fait, si les conditions de vie se détériorent, les conditions de visite se maintiennent, et la baisse de l'attractivité résidentielle n'impacte ici que peu l'attractivité touristique. La Corse devient un lieu de visite plus que de vie.

La trajectoire est par conséquent marquée par un recul démographique : solde migratoire modestement positif (+2 000/an) mais insuffisant pour compenser un solde naturel négatif, conduisant à un déclin démographique (325 000 habitants) et à un vieillissement accentué par l'exode des jeunes.

Cela produit des effets systémiques (pénuries de main-d'œuvre, départs massifs à la retraite non remplacés, baisse de l'initiative privée), tandis que la santé se dégrade (pression sur un système sous-dimensionné, absence de réponse structurelle aboutie).

Sur le plan politique et social, les marges financières se réduisent, la recentralisation progresse comme réflexe aux tensions sécuritaires en Europe, la défiance s'installe et la société se fragmente, impliquant replis identitaires et affaiblissement culturel. L'aménagement est dominé par une faible régulation pour endiguer les externalités négatives du tourisme : étalement urbain malgré le déclin démographique, tension foncière et ségrégation socio-spatiale. Enfin, un retard technologique (réseaux, compétences, souveraineté des données) limite l'anticipation et la résilience.

Ce scénario se distingue principalement par un état de dégradation globale des conditions de vie, un déclin démographique et une tendance au repli et à la défiance. L'adaptation est absente ou mal orientée et l'île perd en capacité à maintenir ses fonctions vitales (eau, santé, cohésion, compétences).

Scénario 1 « Croissance non durable, tensions et repli » : les faits stylisés

1	Recomposition mondiale et vulnérabilités méditerranéennes	13	Fragmentation identitaire, repli, tensions entre groupes sociaux, hypotrophie culturelle et transmission insuffisante de la langue
2	Hausse de la température moyenne de +2,7°C avec de nombreux évènements extrêmes	14	Baisse de la population (environ 325 000 hab.) avec une baisse de la natalité et des nouveaux arrivants moins nombreux (solde aux alentours de 2 000 pers.)
3	Dégénération générale de la biodiversité	15	Des inégalités encore fortes mais atténuées par des actions locales de solidarité
4	Exploitation intensive des ressources et conflits d'usage	16	Vieillissement, maladies chroniques, accès inégal aux soins, absence de nouvelles structures de soins
5	Renforcement de la production et de la consommation d'énergies non renouvelables	17	Formation insuffisante, manque d'attractivité et fuite des talents
6	Déclin agricole dû au climat, aux normes et à la concurrence	18	Manque de main d'œuvre, tensions sur le marché du travail obligeant à s'adapter par la formation et la réorganisation
7	Économie peu diversifiée et dépendante du tourisme et des services publics générant peu de valeur ajoutée locale	19	Déséquilibres territoriaux aggravés par l'étalement urbain et l'absence de coordination
8	Croissance du tourisme avec des impacts inégalement répartis sur le territoire	20	Hausse des prix fonciers immobiliers et aggravation des inégalités d'accès au logement
9	Consommation standardisée et dépendante des importations	21	Développement de l'offre externe mais dépendance accrue à la voiture
10	Raréfaction des finances publiques et baisse des investissements publics	22	Retard numérique et surcoûts pour l'économie
11	Recentralisation et fragilisation de la confiance locale	23	Retard technologique et enjeux de souveraineté
12	Déclin de la culture civique et des pratiques démocratiques		

Dans ce scénario, sous l'effet conjugué du changement climatique, d'une recomposition géopolitique et d'une action publique insuffisante, la Corse s'installe dans une trajectoire de vulnérabilités cumulatives dans laquelle les conditions de vie des résidents se dégradent tant sur les plans environnemental, politique et social.

Cette dégradation engendre progressivement un déclin démographique, aux conséquences économiques, sociales et culturelles fortes.

Cadre global géopolitique et climatique

Au niveau de la géopolitique mondiale, une recomposition progressive de la hiérarchie des puissances mondiales s'opère. La Chine tend à dépasser les États-Unis pour s'imposer comme première puissance globale, grâce à la qualité de la formation de ses élites et à ses avancées majeures dans les technologies de pointe. Sur le plan militaire, elle renforce considérablement son arsenal et développe une stratégie de déni d'accès dans les zones jugées stratégiques. De plus, la Chine et les États-Unis (entre autres pays) participent activement à la militarisation de l'espace extra-atmosphérique, notamment à travers le déploiement de satellites armés. L'absence d'un cadre juridique international strict dans ce domaine accroît d'autant les risques d'escalade en cas de conflit. Face à cette nouvelle bipolarité, les États membres de l'Union européenne adoptent une posture de non-alignement stratégique. Cette neutralité vise à préserver leur unité interne afin de mieux affronter les défis globaux, comme le changement climatique et les migrations associées. Dans ce contexte, la Méditerranée apparaît particulièrement vulnérable face à l'intensification des déplacements de population, qu'il s'agisse des flux migratoires ou du tourisme de masse. Ces mouvements exercent une pression croissante sur des territoires déjà fragiles.

Le changement climatique accentue encore cette vulnérabilité en mettant en évidence le problème de l'eau, une ressource abondante mais mal gérée, qui pourrait pourtant devenir un atout stratégique. Ainsi, sans la mise en place de coopérations à l'échelle méditerranéenne, ces dynamiques se cumulent et provoquent une série de tensions locales et régionales. La Corse se trouve ainsi dans une situation où elle subit les évolutions plutôt que de disposer des moyens de maîtriser son propre développement.

Dans ce contexte global, le changement climatique accentue les risques à l'échelle insulaire. En 2050, la température moyenne mondiale a augmenté d'environ +2°C par rapport à la période 1900-1930, et cette tendance devrait se poursuivre jusqu'à +3°C en 2100. En Corse, le réchauffement, plus marqué, atteint +2,7°C en 2050 et pourrait culminer à +4°C d'ici la fin du siècle. Les vagues de chaleur sont devenues nettement plus fréquentes et plus intenses, avec jusqu'à 19 jours par an dépassant 35°C et près de 111 nuits tropicales supérieures à 20°C. Les précipitations annuelles, comprises entre 700 et 1750 mm, se concentrent sur quelques épisodes intenses (4 à 6 jours de pluies remarquables), entrecoupés de périodes prolongées de sécheresse pouvant atteindre 238 jours de sol sec. Cette aridification progressive entraîne une augmentation significative du risque d'incendie, avec jusqu'à 60 jours par an de sensibilité météorologique élevée. L'augmentation des températures de l'eau de mer et de l'eau

douce a entraîné une réduction significative de la biodiversité, marquée par une mortalité accrue de nombreuses espèces (peuplements coralligènes, phytoplancton, etc.). Par ailleurs, l'élévation des températures a favorisé la prolifération d'espèces non indigènes à caractère invasif, telles que certaines méduses, qui perturbent les équilibres écologiques existants. Dans les milieux d'eau douce, la diminution des débits moyens annuels et la précocité des étiages ont profondément modifié le comportement et le cycle biologique des espèces sensibles, comme la truite, dont une partie pourrait disparaître en raison de conditions devenues défavorables. De plus, l'élévation du niveau marin accentue la mortalité des herbiers de Posidonie, entraînant la perte d'habitats essentiels pour de nombreuses espèces aquatiques. Concernant la biodiversité terrestre, le dessèchement progressif des milieux affecte particulièrement les zones humides et les écosystèmes forestiers, réduisant la croissance végétale et la fécondité de la flore. Cette diminution de la production primaire limite, d'une part, la ressource alimentaire disponible pour la faune et augmente, d'autre part, le risque d'incendie. La modification des conditions environnementales a ainsi privé certaines espèces de leurs milieux de développement optimaux, provoquant une hausse de la mortalité. L'élévation des températures de 2 à 3°C entraîne un déplacement en altitude des étages de végétation, favorisant l'expansion des étages méditerranéens au détriment de l'étage alpin, dont la disparition menace de nombreuses espèces endémiques.

Impacts sur les ressources

Ces évolutions biophysiques se traduisent directement par une mise sous tension des ressources, en particulier de l'eau.

La Corse poursuit une mobilisation intensive de ses ressources naturelles (eau, sites naturels, littoral), entraînant congestion, pollution et multiplication des conflits d'usage entre tourisme, agriculture, résidents et environnementalistes. Cette surexploitation se poursuit malgré le déclin démographique, dans la mesure où les modes de consommation individuelle sont de plus en plus énergivores, l'habitat individuel se développe, et le tourisme maintient de forts pics saisonniers.

Insuffisamment régulée, la gestion et la consommation des ressources accentuent les tensions territoriales et environnementales, avec des risques sanitaires et sociaux accrus. L'augmentation de la température des eaux favorise l'émergence de maladies tropicales (bilharziose, cyanobactéries), tandis que la baisse de la qualité de l'eau potable touche déjà des dizaines de milliers de personnes. La « double peine » (paiement des infrastructures et achat d'eau en bouteille) alimente un sentiment d'injustice sociale. Sans régulation publique forte et gouvernance adaptée (comité de bassin, SAGE, Projet de Territoire pour la Gestion de l'Eau - PTGE, Agence de l'eau Corse), la situation risque de basculer vers une mal-adaptation, où les solutions choisies (grands barrages, dessalement, urbanisation mal maîtrisée) pérennissent, voire aggravent, les déséquilibres existants.

Ces contraintes se répercutent particulièrement sur l'énergie et l'agriculture, deux secteurs particulièrement exposés. La persistance de la dépendance aux énergies

fossiles, accentuée par une demande énergétique mondiale en constante croissance, conduit à une augmentation de la production et de la consommation d'énergie non renouvelable. Malgré les efforts engagés en faveur de la transition énergétique, les contraintes économiques, technologiques ou géopolitiques freinent le déploiement massif des énergies renouvelables. Bien que cela permette de répondre à court terme aux besoins énergétiques des entreprises, des transports et des ménages, cela se fait au prix d'une augmentation des émissions de gaz à effet de serre et d'une pression accrue sur les ressources naturelles. L'agriculture connaît un déclin significatif de sa production et de sa viabilité économique en raison de plusieurs facteurs : la crise climatique affectant les rendements agricoles, la réduction des aides de la PAC au profit de mesures environnementales, la pression accrue des espèces invasives et des maladies émergentes (comme le HLB ou la cicadelle africaine), ainsi que la concurrence à la fois de produits importés à bas coût ne respectant pas les normes sanitaires et environnementales européennes et celle des autres régions qui ont un climat plus propice à certaines cultures.

Économie et politique

Au niveau économique, ces fragilités sont accentuées par un modèle de développement toujours peu diversifié, fortement exposé aux chocs, et marqué par un vieillissement de la population accéléré par le déclin démographique et l'exode des jeunes. L'économie corse est toujours largement fondée sur le tourisme, la construction et les services publics, avec une orientation dominante vers la consommation plutôt que vers la production. Ce modèle entraîne une forte dépendance aux importations et aux transports, fragilisant la résilience du territoire face aux chocs extérieurs (économiques, climatiques, etc.). Le poids élevé de l'emploi public compense partiellement le manque d'initiative productive privée, mais contribue aussi à rigidifier le tissu économique local. Cette configuration relève pour partie d'une économie résidentielle, alimentée par les revenus externes issus du tourisme, des retraités au poids croissant du fait du vieillissement, et de la fonction publique, qui soutiennent la consommation mais génèrent peu de valeur ajoutée locale. Cette économie entretient une dynamique de dépendance vis-à-vis des revenus importés et alimente une spécialisation dans les activités de service et de construction, souvent peu innovantes et fortement exposées à la conjoncture. En l'absence d'un changement structurel, cette configuration limite les perspectives de création de valeur, d'autonomie économique et d'adaptation aux transitions (écologique, numérique, énergétique). Si l'attractivité résidentielle de la Corse diminue, l'attractivité touristique demeure : les conditions de visite se dégradent moins que les conditions de vie, les mobilités internationales croissent, le tourisme de proximité s'affirme et l'intérêt du consommateur pour les destinations insulaires se renouvelle. Cette dynamique s'inscrit toutefois dans la continuité du modèle existant, dominé par la saison estivale, le littoral et une offre centrée sur l'hébergement, la restauration et les loisirs balnéaires. L'augmentation du nombre de visiteurs profite à court terme à l'activité économique, soutenant l'emploi saisonnier et la consommation locale, mais renforce la dépendance du territoire à un secteur exposé aux aléas conjoncturels et climatiques. Les effets de cette croissance restent inégalement répartis. La massification touristique

accentue les tensions sur les prix du logement, la consommation d'eau et d'énergie, ainsi que les nuisances environnementales, nourrissant les tensions sociales et les débats autour de son acceptabilité. Les modes de vie continuent de reposer majoritairement sur une économie de consommation davantage que de production, caractérisée par une forte standardisation des pratiques : recours accru à l'e-commerce, dépendance aux importations, déclin du commerce de proximité et uniformisation de l'offre. Ce modèle, déjà bien ancré, tend à se renforcer, tandis que les initiatives visant à promouvoir des alternatives locales ou durables peinent à s'imposer, révélant une résistance au changement de ces habitudes de consommation. Par ailleurs, ces modes de vie aggravent le retard de tri et de traitement des déchets ; la production augmente et impose davantage d'exportations vers le continent.

La transition vers un nouveau modèle demeure toutefois limitée par un contexte institutionnel, fiscal et démocratique marqué par des marges d'action réduites.

L'incertitude budgétaire s'accroît et se traduit par des coupes dans les dépenses publiques, en l'absence d'un renforcement du système fiscal. Cela traduit un affaiblissement progressif de l'État, dont les marges financières se réduisent. Les choix budgétaires se font au détriment des investissements publics notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation ou encore de l'environnement.

Au niveau politique, pour opérationnaliser la réduction de la dépense publique, une recentralisation s'opère à travers l'imposition de normes contraignantes et la mise en place de mécanismes incitatifs tels que les labellisations et les contractualisations, renforçant ainsi l'influence directe de l'État sur les décisions territoriales. Cette évolution traduit également une forme d'inertie institutionnelle face à l'aggravation des déséquilibres financiers, où l'État intervient de manière compensatoire renforçant progressivement sa tutelle sur des collectivités moins autonomes financièrement et peinant à assurer seules la continuité de l'action publique. Dans ce cadre, les institutions locales sont perçues comme moins efficaces, alimentant une méfiance croissante quant à leur capacité à répondre aux enjeux locaux. La confiance publique dans les mécanismes démocratiques est fragilisée, alimentée par la perception d'une opacité croissante des décisions. Ce processus favorise un déclin progressif de la culture civique et des pratiques démocratiques, parallèlement à une montée de l'individualisme au sein de la société. Les dynamiques collectives tendent alors à s'effacer au profit d'intérêts privés et de logiques consuméristes mettant en péril la citoyenneté et la confiance entre citoyens. La participation aux processus décisionnels s'en trouve réduite, vidant progressivement de leur substance les mécanismes démocratiques et limitant la capacité des institutions à représenter véritablement l'ensemble de la société. Dans certains secteurs, cette érosion renforce le champ d'une intensification de pratiques mafieuses, nourrissant elle-même la défiance citoyenne.

Démographie et société

Dans la société corse, ces tensions finissent par se traduire en fractures sociales et en recul démographique. Le solde migratoire est relativement faible (2 000 par an), marqué

par des arrivées de population moins nombreuses et des départs croissants de jeunes. Cela est en partie imputable aux conditions climatiques sur l'île qui détériorent son attractivité résidentielle, bien que n'impactant pas l'attractivité touristique.

Avec un prolongement de la baisse de la natalité (environ 1,19 enfants par femme), accompagné de faibles gains en espérance de vie, la Corse enregistre ainsi une baisse de sa population, celle-ci s'établissant à environ 325 000 habitants. Ses impacts, en particulier induits par le vieillissement accéléré de la population, sont importants : pénuries de main-d'œuvre, notamment dans le secteur social alors que les besoins liés à l'autonomie ne cessent de croître, problématique des systèmes publics de santé, et vagues massives de départs à la retraite non remplacés.

Dans les villages, en particulier, cette pénurie d'assistance sociale détériore les conditions de vie des séniors, limite leur capacité de maintien à domicile, et rompt ainsi une partie du lien social.

La société corse se trouve profondément fragmentée sous l'effet conjugué de tensions sociales, économiques et territoriales. Face à cette dislocation du tissu social, certains groupes ont adopté des replis identitaires, perçus comme les derniers refuges d'une mémoire en voie d'effacement. Ce phénomène a affaibli la cohésion sociale en entretenant des oppositions irréconciliables, nourries par une perte de sens et une instrumentalisation politique de l'identité. Dans le domaine culturel, un affaiblissement de la création culturelle s'observe, au profit d'un repli sur un patrimoine de plus en plus méconnu et réduit à un simple sentiment d'appartenance. Le patrimoine et les activités religieuses sont devenus les principaux ingrédients de l'offre touristique, tandis que l'absence de politiques publiques culturelles a renforcé la folklorisation de l'identité et l'entre-soi. La pratique de la langue s'est stabilisée dans des usages partiels, des usages symbolique, culturel et identitaire mais sans capacité à assurer un renouvellement complet des locuteurs. La langue a gardé un espace d'existence sociale mais minoré et sans transmission suffisante, demeurant dans une zone intermédiaire entre résistance et effacement.

Même si la pauvreté reste une réalité en Corse, notamment à cause du coût de la vie et de la faiblesse des revenus, leur impact est limité par la solidarité locale. Les actions menées sur le terrain s'inscrivent comme le dernier rempart à un déclassement total d'une partie de la population. Ces initiatives de résilience sociale montrent que le territoire dispose, malgré toutes ses difficultés, de ressources et d'une capacité d'adaptation face aux difficultés économiques. Concernant la santé de la population, certaines maladies tendent à s'accentuer, tandis que l'allongement, même relativement faible, de l'espérance de vie, entraîne une hausse des pathologies liées à l'âge. Dans le même temps, les inégalités sociales et territoriales continuent de conditionner l'accès aux soins, l'exposition aux maladies et les comportements alimentaires. Par ailleurs, le risque lié aux consommations de drogues et aux conduites addictives constitue un facteur aggravant de vulnérabilité, notamment chez les jeunes et les publics les plus précaires. Les effets du changement climatique altèrent la santé physique et mentale de la population, particulièrement chez les plus jeunes. En l'absence de CHU et face à des

besoins croissants, l'état de santé de la population se dégrade, en particulier chez les personnes les plus précaires. Ce phénomène est aggravé par les difficultés d'accès aux soins, tant intra qu'interrégionales et par les privations sociales qui engendrent des situations de renoncement. L'arrivée, même relativement faible, de nouvelles populations et la fréquentation touristique exercent une pression supplémentaire sur un système de santé sous-dimensionné. Le vieillissement, conjugué aux départs massifs à la retraite des médecins, accroît la dépendance et limite l'accès aux soins. De plus, les comportements liés à la sédentarité et aux mauvaises habitudes alimentaires renforcent la prévalence de maladies chroniques telles que l'obésité, le diabète et les pathologies cardiovasculaires. Les infrastructures hospitalières et médico-sociales (EHPAD, hôpitaux, maisons de santé) restent insuffisantes. La Corse connaît une dégradation progressive de l'état de santé de sa population, marquée par des inégalités territoriales accrues entre zones urbaines saturées et zones rurales sous-équipées. L'île s'expose au risque d'un véritable décrochage sanitaire si aucune réforme structurelle n'est engagée.

Dans ce contexte, l'offre de formation peine à gagner en attractivité, ce qui entraîne une accentuation de la fuite des talents, en particulier parmi les meilleurs bacheliers. Cette dynamique prive le territoire d'une partie de son capital humain le plus qualifié et contribue à fragiliser ses perspectives de développement économique. Le départ massif des étudiants vers des pôles universitaires extérieurs limite la capacité de la Corse à constituer une masse critique de diplômés sur place, affaiblit le renouvellement des élites locales et accentue la dépendance vis-à-vis des compétences importées. Cette situation creuse davantage l'écart entre l'île et les grands centres de formation et freine l'émergence d'un modèle économique fondé sur la connaissance et l'innovation. Certains secteurs d'activité connaissent une demande croissante en emplois mais peinent à recruter en raison du manque de main-d'œuvre qualifiée et d'une offre de formation insuffisante. Le vieillissement de la population accentue ces tensions avec une réduction de la part d'actifs disponibles. Près d'un tiers des actifs actuels en Corse auront cessé leur activité aux alentours des années 2030. Des transformations organisationnelles seront nécessaires pour faire face à cette raréfaction des ressources humaines. Pour pallier ce manque de main-d'œuvre, deux solutions sont exploitées. D'une part, l'adaptation de l'offre de formation pour mieux correspondre aux besoins du marché du travail et leviers de rééquilibrages opérationnels et à la digitalisation. La réorganisation des processus de travail passe par la polyvalence des salariés et l'optimisation des ressources disponibles.

Aménagement du territoire

À l'échelle territoriale, ces déséquilibres se matérialisent dans l'aménagement du territoire, l'accès aux marchés foncier et immobilier et les mobilités.

En l'absence de politiques coordonnées entre les territoires, les dynamiques et stratégies disjointes à l'œuvre se sont poursuivies, aggravant les déséquilibres territoriaux. Les zones rurales continuent de se dépeupler en raison d'un accès insuffisant aux ressources essentielles (eau, énergie, infrastructures routières), tandis que les zones urbaines concentrent les flux migratoires internes et climatiques, accentuant la pression sur les

infrastructures et le foncier. Les territoires sont en concurrence croissante, chacun tendant à défendre ses propres intérêts au détriment d'une vision partagée et d'une complémentarité territoriale, celle-ci profitant essentiellement aux deux grands pôles urbains. Face aux prix élevés de l'immobilier en centre-ville, la périurbanisation et l'étalement urbain se sont renforcés, générant une forte dépendance à la voiture individuelle, une hausse de la consommation énergétique, une congestion accrue et une artificialisation continue des sols, en contradiction avec les objectifs de l'objectif ZAN. Dans ce contexte marqué par l'absence de stratégie énergétique et de planification territoriale intégrée, chacun agit à son échelle, sans cohérence d'ensemble, ce qui limite la mise en place de solutions durables (mobilités propres, production d'énergies renouvelables, infrastructures partagées). Les services publics et équipements deviennent des points de tension, les charges de centralité pesant sur quelques communes sans rééquilibrage fiscal adapté. La gestion reste réactive, souvent cantonnée à l'échelle communale, y compris face à des enjeux majeurs tels que le recul du trait de côte, nécessitant une anticipation à un plus grand échelon. Enfin, la pression foncière et le manque de logements adaptés ont renforcé la ségrégation socio-spatiale et les inégalités d'accès aux services. La forte augmentation des prix du foncier et de l'immobilier, alimentée par la demande en résidences secondaires, les locations touristiques de type Airbnb et une préférence marquée pour l'habitat individuel, ont progressivement rendu le logement inaccessible pour une large part de la population, tant en location qu'en accession. Cette situation freine l'installation de nouvelles populations, notamment les jeunes actifs et contribue au recul démographique. De plus, la pression foncière s'intensifie du fait de l'activité touristique qui réduit progressivement le parc de logements disponibles. En l'absence de documents d'urbanisme et de leviers de rééquilibrages opérationnels entre le résidentiel primaire et secondaire, ces tensions s'aggravent. Dans les zones attractives, les constructions se poursuivent en continuité du bâti existant, accentuant l'étalement urbain et la consommation d'espace, dans un contexte de rareté croissante du foncier. Une logique de marché prévaut, marquée par une stratégie opportuniste plus qu'anticipatrice. Les sols sont toujours perçus comme des espaces potentiels de développement avec une volonté d'aller au maximum de ce que permet le cadre réglementaire en matière de sobriété foncière. Le faible renouvellement du parc immobilier aggrave la pénurie de logements disponibles et renforce les inégalités d'accès au logement.

Au niveau des transports, le paradoxe d'une attractivité résidentielle en baisse et d'une attractivité touristique en croissance continue entraîne le développement de l'offre de transport aérien durant la saison. Ainsi, les compagnies sous délégation de service public jouent un rôle de stabilisation en maintenant une offre régulière, alors même que les contraintes réglementaires et fiscales continuent de peser sur leur rentabilité. Cette configuration se traduit par une mobilité interne moins fluide ou plus contrainte durant la saison touristique.

Technologie

Enfin, ces difficultés sont amplifiées par un retard technologique qui réduit la capacité d'anticipation et de résilience du territoire.

Un manque d'anticipation dans le déploiement des infrastructures numériques avancées, notamment la 6G, combiné à un maillage territorial insuffisant et à l'absence de solutions de secours telles que les réseaux satellitaires, entraîne des défaillances critiques des réseaux de communication. Ce retard technologique limite le développement de secteurs stratégiques tels que les systèmes énergétiques, l'économie numérique ou les services liés à l'intelligence artificielle. Par ailleurs, l'externalisation du traitement et de l'hébergement des données vers des acteurs extérieurs soulève toujours d'importants enjeux de souveraineté, de cybersécurité et de protection des données personnelles. En l'absence d'investissements suffisants en recherche, développement et formation, la Corse ne dispose pas des compétences locales nécessaires pour maîtriser et valoriser ces technologies, accentuant ainsi une dépendance technologique et intellectuelle. Ce déficit fragilise l'autonomie des individus et des institutions face aux grandes mutations économiques et sociétales induites par la transformation numérique. La Corse ne parvient pas à s'approprier les nouvelles technologies et les innovations majeures qui se développent ailleurs, en raison d'un manque d'anticipation, de formations adaptées et d'une diffusion insuffisante des outils numériques. Ce retard numérique se traduit par une marginalisation progressive du territoire dans l'émergence et la fourniture de nombreux services innovants. Par ailleurs, cette situation accroît les coûts pour les entreprises et les collectivités, tout en limitant la capacité de la Corse à participer pleinement aux transformations globales.



Cità d'Aiacciu

© Ad Thiry - Pexels

SCÉNARIO 2 : CROISSANCE APPAUVRISSANTE ET ADAPTATIONS SUBIES

Résumé du scénario :

La Corse ne s'effondre pas, mais suit une trajectoire aggravant progressivement les déséquilibres territoriaux. Les tendances actuelles se prolongent et s'intensifient : la croissance économique se maintient, mais elle est appauvrissante (polarisation accrue, dispersion des revenus, hausse des inégalités) et nourrit une dépendance renforcée au tourisme.

Le climat se dégrade également, mais ses impacts territoriaux sont légèrement plus nuancés que dans le scénario 1 par des politiques d'adaptation. Néanmoins, ces dernières restent strictement réactives, contraintes et non planifiées, souvent imposées par la mise en conformité aux normes nationales/européennes (eau, assainissement, environnement). Ces ajustements ont un coût social et ne transforment pas le modèle : ils évitent le décrochage immédiat mais laissent une vulnérabilité croissante aux chocs.

La différence la plus structurante avec le scénario 1 tient à la dynamique démographique : la Corse connaît une forte hausse de population qui la porte à 420 000 habitants, sous l'effet d'un solde migratoire élevé (+4 000/an) et de gains d'espérance de vie. Mais cette croissance est déséquilibrée : arrivée de populations souvent peu qualifiées, concentrée dans les pôles urbains, ce qui alimente l'étalement périurbain, la saturation progressive des infrastructures et des transports et renforce la tension sur logement/foncier (résidences secondaires, locations touristiques, habitat individuel).

La pauvreté, y compris des travailleurs, progresse, la consommation reste dominée par la grande distribution, et le tissu social s'affaiblit. En réponse, une fiscalité plus redistributive permet de maintenir le socle de financement des politiques sociales, mais la dépendance budgétaire aux orientations nationales demeure, et la recentralisation par normes/contractualisations progresse, produisant un sentiment d'affaiblissement démocratique institutionnel partiellement compensé par des dynamiques associatives. La santé connaît une amélioration structurelle (création d'un CHU, maisons de santé, prévention), mais la forte croissance démographique maintient des tensions persistantes.

Du côté du numérique, la couverture fibre est quasi généralisée et le réseau est plus résilient, mais le territoire reste freiné par le coût, la souveraineté des données et le manque de compétences (IA), avec un bénéfice ambivalent (services facilités mais recul du lien social).

Ce scénario se distingue principalement par une croissance démographique et touristique qui tient l'activité mais accroît les inégalités et les tensions d'usage ; l'adaptation existe, mais elle est subie suivant des logiques de conformité, et ne change pas le modèle. Ce n'est pas un scénario de repli, mais de fuite en avant non régulée.

Scénario 2 « Croissance appauvrissante et adaptations subies » : les faits stylisés

- | | | | |
|----|--|----|---|
| 1 | Recomposition mondiale, vulnérabilités méditerranéennes et tensions sécuritaires en Europe | 13 | Solde migratoire élevé : +4 000 personnes par an |
| 2 | Hausse de la température moyenne de +2,7°C avec davantage d'évènements extrêmes | 14 | Défis structurels et organisationnels d'un CHU insulaire |
| 3 | Accélération de l'érosion de la biodiversité | 15 | Hausse générale de la pauvreté |
| 4 | Surexploitation des ressources et conflits d'usage | 16 | Manque d'attractivité et fuite des talents |
| 5 | Économie peu diversifiée et dépendante du tourisme et des services publics générant peu de valeur ajoutée locale | 17 | Consommation contrainte par le pouvoir d'achat et dépendance à la grande distribution |
| 6 | Croissance de la fréquentation touristique | 18 | Diminution de l'emploi public, recomposition de l'emploi et précarité |
| 7 | Mix énergétique renouvelable et dépendance persistante aux importations énergétiques non renouvelables | 19 | Uniformisation culturelle et appauvrissement du lien social |
| 8 | Agriculture stable mais fragile | 20 | Aggravation des équilibres, aménagement éclaté et absence de planification |
| 9 | Fiscalité forte avec réorientation des cibles fiscales permettant de maintenir les dépenses publiques | 21 | Augmentation des prix du foncier et de l'immobilier et difficulté d'accès au logement |
| 10 | Recentralisation de l'Etat et fragilisation de la confiance locale | 22 | Développement de l'offre externe et dépendance accrue à la voiture |
| 11 | Défaillances des institutions et réponses associatives | 23 | Dépendance technologique externe et déficit de compétences locales |
| 12 | Hausse élevée de la population : 420 000 hab. avec des gains en espérance de vie | 24 | Transition numérique et isolement social |

Dans ce scénario, les tendances observées ces dernières années se poursuivent sans inflexion majeure : la croissance économique demeure appauvrissante et génère des inégalités, la pression foncière induite par la dépendance au tourisme se renforce, la croissance démographique engendre un étalement urbain, etc. Face à ces tendances, les seules adaptations réalisées sont subies, isolées et non planifiées.

Cadre global géopolitique et climatique

Comme dans le premier scenario, sur le plan géopolitique, une recomposition progressive de la hiérarchie des puissances s'opère autour de la Chine qui s'impose comme première puissance globale.

En revanche, en Europe, une fragmentation de l'Union n'apparaît pas envisageable, les interdépendances entre États membres restant trop fortes. Conscients de leurs limites à agir seuls, les États membres renforcent leur coopération, en particulier dans les domaines de la sécurité maritime et de la gestion des ressources stratégiques. En Méditerranée, la demande de sûreté maritime s'intensifie tandis que les rivalités géopolitiques persistent, nourries par les conflits, les inégalités entre pays, l'instrumentalisation des flux migratoires et les vulnérabilités climatiques. Dans ce contexte instable, les routes commerciales pourraient être durablement détournées, et la militarisation des îles méditerranéennes s'accentue. La Corse occupe une position géostratégique qui la place au cœur des enjeux de sécurité maritime, notamment avec les bases militaires. Cette évolution a entraîné une recentralisation du pouvoir national, avec un arbitrage budgétaire en faveur des politiques de sécurité au détriment des dotations locales. La Corse est avant tout envisagée comme une base stratégique, dotée d'équipements militaires imposés, sans réelle concertation avec sa population.

Dans le même temps, le changement climatique s'accélère et nécessite des adaptations, de même que dans le premier scénario mais dans des proportions moindres en termes de phénomènes extrêmes. En 2050, la température moyenne mondiale a augmenté d'environ +2°C par rapport à la période 1900-1930, et cette tendance devrait se poursuivre jusqu'à +3°C en 2100. En Corse, le réchauffement, plus marqué, atteint +2,7°C en 2050 et pourrait culminer à +4°C d'ici la fin du siècle. Les vagues de chaleur sont devenues beaucoup plus fréquentes et plus intenses (11 jours dans l'année dépassant 35°C et près de 100 nuits tropicales au-dessus de 20°C). Les précipitations annuelles, comprises entre 640 et 1500 mm, se concentrent sur quelques épisodes intenses (3 à 4 jours de pluies remarquables), entrecoupés de périodes prolongées de sécheresse pouvant atteindre 216 jours de sol sec. Cette aridification progressive entraîne une augmentation significative du risque d'incendies, avec jusqu'à 49 jours par an de sensibilité météorologique élevée.

Cela a pour répercussions de modifier les équilibres écologiques. Les changements climatiques et les modifications progressives des conditions environnementales ont accentué certaines pressions sur la biodiversité, sans pour autant entraîner une dégradation généralisée des écosystèmes. Dans les milieux aquatiques, la hausse des températures et la variation des débits ont modifié la répartition et la dynamique des

populations les plus sensibles, notamment en eau douce ou côtière ; certaines espèces opportunistes ou non indigènes ont profité de ces nouvelles conditions, modifiant localement les équilibres écologiques. En milieu terrestre, l'assèchement progressif de certains habitats et la fréquence accrue des épisodes de sécheresse ont réduit la vitalité de certaines formations végétales, affectant indirectement les espèces qui en dépendent. Ces évolutions se sont traduites par une dégradation modérée mais continue de la diversité biologique, affectant surtout les écosystèmes les plus sensibles.

Impacts sur les ressources

Le modèle de développement économique corse, fondé sur une forte consommation des ressources naturelles (urbanisation littorale, tourisme intensif), entre de plus en plus en contradiction avec les normes nationales et européennes relatives à la préservation de l'environnement. Cette contradiction se manifeste par un retard infrastructurel (assainissement, traitement des eaux de surface, rendement des réseaux), une absence de maîtrise de la ressource (forte évapotranspiration, pressions agricoles et touristiques) et une qualité de l'eau dégradée (intrusions salines, pesticides, substances dangereuses, PFAS, cyanobactéries). Ces défaillances sont accentuées par le changement climatique (perte de 30 % du débit des cours d'eau en 40 ans, réchauffement accéléré des rivières entraînant la disparition d'espèces) et fragilisent la viabilité du modèle actuel. Faute d'anticipation et d'alternative durable clairement définie, ce décalage crée des tensions sociales et territoriales, remet en cause l'avenir agricole et touristique de l'île et accroît la dépendance à des solutions coûteuses ou inadaptées (dessalement, grands barrages, urbanisation mal maîtrisée).

En raison de la mobilisation intensive des ressources naturelles (eau, sites naturels, littoral), de nombreux effets négatifs sont toujours présents comme la congestion, la pollution et la multiplication des conflits d'usage entre tourisme, agriculture, résidents et environmentalistes. Cette surexploitation, bien que connaissant des adaptations de conformité réglementaire, demeure insuffisamment régulée, accentuant les tensions territoriales et environnementales, avec des risques sanitaires et sociaux importants, tandis que la baisse de la qualité de l'eau potable alimente un sentiment d'injustice. Sans une régulation publique qui anticipe l'adaptation avant l'apparition de la contrainte réglementaire, la situation peine à se stabiliser, et implique à chaque durcissement normatif un important cout social.

Économie et politique

Comme dans le scénario 1, le modèle économique, peu diversifié et centré sur le tourisme, la construction et l'emploi public, repose davantage sur la consommation que sur la production, ce qui accentue la dépendance aux importations et aux chocs extérieurs. S'il soutient la demande via une économie résidentielle alimentée par des revenus externes, il génère peu de valeur ajoutée locale et rigidifie le tissu économique.

La Corse connaît toujours une croissance soutenue de la fréquentation touristique, portée par la hausse des mobilités internationales, la montée du tourisme de proximité et le regain d'intérêt pour les destinations insulaires. Cette dynamique s'inscrit toutefois

dans la continuité du modèle existant, dominé par la saison estivale, le littoral et une offre centrée sur l'hébergement, la restauration et les loisirs balnéaires. L'augmentation du nombre de visiteurs profite à court terme à l'activité économique, mais renforce la dépendance du territoire à un secteur exposé aux aléas conjoncturels et climatiques : la massification touristique accentue les tensions sur les prix du logement, la consommation d'eau et d'énergie, ainsi que les nuisances environnementales, alimentant les tensions sociales et les débats autour de son acceptabilité.

Sur le plan énergétique, malgré des efforts de transition, la dépendance demeure forte vis-à-vis des importations, tant pour les carburants fossiles que pour les composants technologiques nécessaires à la production d'énergie solaire ou éolienne. Cette vulnérabilité expose le territoire à des risques d'approvisionnement, notamment en cas de crises géopolitiques ou de perturbations des chaînes logistiques internationales, tandis que les contraintes économiques, technologiques ou géopolitiques peuvent freiner le déploiement massif des énergies renouvelables. L'objectif d'autonomie énergétique reste donc partiel, limité par la taille du marché et la capacité de stockage encore insuffisante.

Sur le plan agricole, certaines filières dynamiques, comme la clémentine ou le vin, bénéficient de labels qui renforcent leur valorisation, mais l'équilibre reste fragile : la dépendance au tourisme, les difficultés à l'export, les enjeux de transmission et la concurrence d'autres régions disposant d'un climat plus favorable constituent des défis persistants. Par ailleurs, l'agriculture risque toujours de connaître une baisse de sa production et de sa viabilité économique sous les effets de la crise climatique, de l'évolution des dispositifs d'aides, de la pression des maladies émergentes et de la concurrence de produits importés à bas coût.

Au niveau politique et fiscal, le maintien d'une fiscalité forte, réorientée vers les foyers les plus riches et le capital, permet de garantir un niveau de dépenses publiques *a minima* constant, tout en préservant, voire en améliorant, le pouvoir d'achat des classes moyennes. Toutefois, les territoires restent dépendants des orientations nationales et leurs finances demeurent fragilisées par l'absence de prise en compte de leurs spécificités. Une recentralisation s'opère ainsi à travers l'imposition de normes contraignantes et la mise en place de mécanismes incitatifs tels que les labellisations et les contractualisations, renforçant l'influence directe de l'État sur les décisions territoriales. Dans ce cadre, les institutions locales peinent à répondre pleinement aux besoins sociaux et citoyens, alimentant un sentiment de vide démocratique. Les dynamiques associatives tentent, tant bien que mal, de pallier ces insuffisances en apportant des réponses souvent partielles et limitées par leurs ressources. Portées par des logiques de solidarité et d'entraide, elles parviennent néanmoins à maintenir vivantes certaines dynamiques collectives et à préserver une forme de cohésion sociale. Ces initiatives deviennent ainsi, malgré leurs fragilités, des espaces privilégiés d'expérimentation démocratique et de reconstruction du lien social.

Démographie et société

Au niveau démographique, la Corse connaît une hausse importante de la population, la population corse s'établissant autour de 420 000 habitants, liée à des gains élevés en espérance de vie et à l'arrivée de populations extérieures. Le solde migratoire est relativement élevé (+4 000 par an) témoignant d'un flux d'entrées important, principalement issus de migrations infranationales. Parmi ces nouveaux arrivants figurent des travailleurs peu qualifiés, souvent employés dans le secteur agricole, tandis que l'île accueille également, de façon transitoire, des réfugiés climatiques ou politiques fuyant des conditions de vie devenues intenables.

Dans le domaine de la santé, la création d'un CHU en Corse marque un progrès symbolique et structurel, visant à réduire la dépendance aux soins hors de l'île et à renforcer l'attractivité médicale. Cependant, la forte croissance de la population implique des périodes de saturation du système régional, et sans réorganisation et coordination plus larges, le CHU produit des effets limités : l'offre de soins reste fragmentée et les tensions sur l'accès aux soins persistent lors des pics de fréquentation touristique. Des progrès notables sont tout de même enregistrés avec un meilleur quadrillage du territoire par des maisons de santé pluridisciplinaires et le développement de la prévention et éducation à la santé dès l'école. Malgré ces avancées, l'état de santé global demeure préoccupant. Les maladies physiques et psychiques tendent à s'aggraver, l'augmentation de l'espérance de vie accentue la dépendance et la progression du nombre de médecins ne compense que partiellement les départs à la retraite. Les inégalités territoriales se renforcent entre zones urbaines saturées et zones rurales sous-équipées, faisant peser un risque de décrochage sanitaire si aucune réforme structurelle n'est engagée.

Sur le plan social, la pauvreté progresse en raison de la hausse du coût de la vie et de la faiblesse des revenus, y compris parmi les travailleurs. Une part croissante de la population peine à couvrir ses besoins essentiels, tandis que les retraités modestes, les familles et en particulier les enfants voient leur situation se dégrader. Cette évolution traduit une fragilisation générale du tissu social, marquée par le recul du pouvoir d'achat et le creusement des écarts entre les classes sociales. La persistance de niveaux de pauvreté élevés alimente un sentiment de déclassement collectif et renforce les tensions sociales et générationnelles. La consommation reste largement tournée vers la grande distribution : d'une part du fait de l'harmonisation de ses pratiques de consommation et, d'autre part par des politiques de compétitivité-prix permises par des rendements d'échelle. Bien que moins chère que la production locale, la grande distribution maintient des prix élevés par rapport au pouvoir d'achat de la population. Les prix plus élevés des produits locaux freinent le recours aux circuits courts et à l'approvisionnement de proximité et limitent le développement d'une production insulaire compétitive.

Au niveau de la formation et de l'emploi, l'offre de formation peine à gagner en attractivité, entraînant une fuite des talents, notamment parmi les meilleurs bacheliers et limitant la constitution d'une masse critique de diplômés sur place. La raréfaction des ressources publiques a entraîné une diminution de l'emploi public, de poids élevé dans l'économie

corse. Cette évolution a engendré des situations de précarité et de sous-emploi. Les travailleurs se sont en grande partie redéployés dans d'autres secteurs eux-mêmes en tension (aide à la personne, bâtiment, ...). Toutefois, ces emplois demeurent moins stables et moins rémunérateurs, ne compensant qu'en partie le recul du secteur public.

La société corse apparaît fortement morcelée, sous l'effet combiné de tensions sociales, économiques et territoriales. Les fractures entre locaux et nouveaux arrivants, entre espaces ruraux et urbains, ainsi qu'entre groupes aisés et populations reléguées, ont alimenté un sentiment de dépossession culturelle. Dans ce contexte de délitement des liens sociaux, certains ont développé des formes de repli identitaire. Cette dynamique a fragilisé la cohésion sociale en cristallisant des oppositions devenues difficiles à dépasser, sur fond d'instrumentalisation politique de la question identitaire.

Dans le domaine culturel, l'extension des logiques globalisées et la domination de modèles standardisés entraînent une dilution des références propres à la Corse. La politique culturelle demeure limitée, centrée sur la langue et la culture corses, mais sans véritable dynamique créative. Les structures existantes sont reproduites à l'identique et la culture réduite à une fonction de divertissement. Ce modèle peu productif a conduit à une uniformisation progressive. La pratique de langue corse est en net recul avec de moins en moins de locuteurs, traduisant une rupture de transmission générationnelle. L'école ne suffit pas à combler le manque avec 630 heures en moyenne consacrées à l'enseignement de la langue corse contre 1000 nécessaires pour « fabriquer » des locuteurs. La langue ne subsiste que comme compétence résiduelle et mémoire collective, réduite à une valeur symbolique, après la disparition de son spectre sonore et de sa substance sociale. En matière de culture, la logique dominante est celle d'une reproduction sociale, plutôt que celle d'une innovation ou d'une création. Le tissu associatif, autrefois moteur de vitalité collective, s'est affaibli et les traditions se sont figées ou vidées de leur sens. La culture est devenue spectacle, perdant sa fonction première d'exercice de la pensée et de lien entre générations. Dans ce contexte, l'identité corse tend à devenir une étiquette désincarnée, déconnectée de la mémoire, de l'histoire et des ancrages concrets. L'homogénéisation, perçue à tort comme modernisation, a appauvri le vivre-ensemble en niant la richesse de la diversité, jusqu'à menacer l'équilibre fragile de la société.

Aménagement du territoire

À l'échelle territoriale, en l'absence de politiques coordonnées entre les territoires, les dynamiques disjointes de développement se poursuivent, aggravant les déséquilibres. Les zones rurales continuent de se dépeupler en raison d'un accès insuffisant aux ressources essentielles (eau, énergie, mobilités), tandis que les zones urbaines concentrent les flux, accentuant la pression sur les infrastructures et le foncier. Les territoires entrent dans une concurrence croissante au détriment d'une vision partagée, la périurbanisation et l'étalement urbain se renforcent, générant une dépendance à la voiture, une hausse de la consommation énergétique, une congestion saisonnière et une artificialisation continue des sols, en contradiction avec les objectifs ZAN. Dans ce contexte marqué par l'absence de stratégie énergétique et de planification territoriale

intégrée, chacun agit à son échelle, sans cohérence d'ensemble, ce qui limite la mise en place de solutions durables.

Au niveau du foncier et du logement, la forte augmentation des prix, alimentée par la croissance démographique, la demande en résidences secondaires, les locations touristiques et la préférence pour l'habitat individuel, rend progressivement le logement inaccessible pour une large part de la population. Dans les zones attractives, la pression foncière s'intensifie alors que l'offre reste limitée par les contraintes réglementaires et par l'absence de documents d'urbanisme opérationnels dans certaines communes. La tension sur les prix se maintient, tandis que le faible renouvellement du parc immobilier agrave la pénurie et les inégalités d'accès au logement.

Dans le domaine des transports, la mise en place de dispositifs incitatifs visant à encourager les opérateurs aériens et maritimes à diversifier leur offre renforce l'attractivité de la Corse comme destination touristique, notamment en s'appuyant sur l'intensification des liaisons avec un hub international de proximité (comme Rome ou Pise), avec des implications possibles sur les délégations de services publics dans un contexte de raréfaction de la ressource publique. Cependant, cette ouverture accrue, sans modification du réseau de transport interne, renforce la dépendance à la voiture individuelle pour les déplacements internes, contribuant à une congestion saisonnière persistante et à une pression environnementale croissante.

Technologie

Enfin, au niveau technologique, le territoire reste freiné par des problèmes de souveraineté, de coût et de compétences. Malgré des anticipations ayant permis la mise en place d'un réseau plus résilient, notamment grâce à un maillage territorial renforcé, des difficultés persistent dans le traitement distribué des données. La délocalisation du traitement des données, conjuguée à une connectivité encore perfectible et à des logiques de marché défavorables, génère des problèmes de souveraineté numérique et de compétitivité. Le coût du mégabit demeure élevé en Corse, à la fois en raison d'une situation quasi monopolistique qui limite la concurrence et du recours persistant à une énergie majoritairement carbonée. Malgré le développement des énergies renouvelables, notamment photovoltaïques, leur part reste insuffisante pour compenser la dépendance aux sources fossiles, ce qui renchérit le coût et limite la durabilité du développement numérique. Dans le même temps, l'insuffisance des formations dans le domaine de l'intelligence artificielle accentue le retard technologique et provoque des tensions sur le marché de l'emploi, faute de compétences disponibles localement. La Corse demeure ainsi dépendante d'innovations conçues ailleurs, sans réelle dynamique de création endogène. Toutefois, le développement du réseau cellulaire, associé à la connexion future aux satellites, offre une perspective prometteuse pour la couverture des zones blanches et l'amélioration de l'accès au numérique sur l'ensemble du territoire.

La Corse bénéficie d'une couverture en fibre optique quasi généralisée, fruit d'un important investissement dans l'aménagement numérique du territoire qui a contribué à généraliser et démocratiser des services numériques et à modifier profondément les

modes de vie. Si cette transition facilite l'accès aux services et améliore la praticité au quotidien, elle s'accompagne d'un recul du lien social local. La fréquentation des commerces de proximité diminue, tout comme les interactions sociales de proximité, ce qui fragilise le tissu social en général. Cette évolution génère, par ailleurs, des risques d'isolement, notamment pour les populations non formées à ces nouveaux outils.



L'Isula Rossa

SCÉNARIO 3 : REPOSITIONNEMENT STRATÉGIQUE GLOBAL MAIS POLARISÉ

Résumé du scénario :

La Corse poursuit une croissance économique et démographique, rendue plus soutenable par une action publique volontariste axée sur l'adaptation climatique et les transitions numériques et sociales.

Le changement climatique accroît les risques (chaleur avec +2,7°C, sécheresses, incendies) et met sous pression les écosystèmes et surtout l'eau, dont la gestion devient un point critique face aux besoins du tourisme, de l'urbanisation et de l'agriculture. L'économie cherche à réduire ses vulnérabilités (énergie importée, stockage, filières agricoles exposées) et se réoriente vers une spécialisation à effet d'entraînement (numérique, industries culturelles et créatives, énergies renouvelables), soutenue par la formation et l'innovation.

La population augmente et atteint 420 000 habitants, majoritaire dû au solde migratoire, mais de manière inégale selon les territoires. Le système de santé se modernise vers une logique plus préventive appuyée par l'IA et de nouvelles infrastructures.

La métropolisation, induite notamment par la croissance démographique, renforce Ajacciu et Bastia, avec des disparités accrues et une fragilisation des zones rurales, tandis qu'une politique de stratégie foncière protège terres agricoles et espaces naturels.

Enfin, le tournant technologique (réseaux, verdissement du mix électrique et réduction de ses coûts pour les entreprises, IA, mobilités durables) progresse, malgré des freins en termes de coût et de dépendances énergétiques. S'il n'est pas anticipé, ce tournant technologique pourrait contribuer à dégrader l'organisation du travail.

Ce scénario se distingue principalement par une forte croissance démographique, une série d'actions publiques fortes (énergie, numérique, santé, formation, mobilité) et par un repositionnement à la fois économique et touristique, dans un contexte de décentralisation politique.

Scénario 3 « Repositionnement stratégique global mais polarisé » : les faits stylisés

- | | | | |
|----|--|----|---|
| 1 | Rôle stratégique accru de la Corse dans un contexte sécuritaire tendu, opportunités de financement de projets à double usage | 13 | Prévention et coordination renforcées du système de santé autour d'un CHU |
| 2 | Hausse de la température moyenne de +2,7°C avec davantage d'évènements extrêmes | 14 | Réduction de la pauvreté par l'action publique forte et concertée |
| 3 | Accélération de l'érosion de la biodiversité | 15 | Consommation standardisée et dépendance accrue aux importations |
| 4 | Pression accrue sur les ressources et conflits d'usage | 16 | Constitution d'une masse critique de capital humain par la formation |
| 5 | Diversification du mix énergétique et dépendance aux importations énergétiques non renouvelables | 17 | Transformation de l'emploi par la technologie et le télétravail |
| 6 | Agriculture stable, fragilisé par le changement climatique et la concurrence | 18 | Renouveau démocratique par une participation citoyenne élargie |
| 7 | Spécialisation économique ascendante autour d'un secteur à fort effet d'entraînement | 19 | Evolution vers une identité plurielle, développement de politiques culturelles et linguistiques |
| 8 | Repositionnement du tourisme vers une clientèle à fort pouvoir d'achat | 20 | Métropolisation institutionnalisée des villes d'Ajaccio et de Bastia |
| 9 | Redistribution des compétences et gouvernance territoriale | 21 | Valorisation et protection des espaces naturels et agricoles et densification des espaces urbanisés |
| 10 | Décentralisation fiscale | 22 | Tournant vers les nouvelles technologies et l'intelligence artificielle |
| 11 | Hausse élevée de la population : 420 000 hab. avec une hausse de la natalité et des gains en espérance de vie | 23 | Transition numérique |
| 12 | Solde migratoire élevé : +4 000 personnes par an | 24 | Développement des mobilités durables (verdissement de la motorisation, navettes et trains électriques...) |

Dans ce scénario, la Corse connaît toujours une croissance économique et démographique significative, mais celle-ci devient plus soutenable grâce à une action publique forte qui a misé sur l'adaptation des transitions numériques et sociales.

Cadre global géopolitique et climatique

De nouveaux enjeux géostratégiques, notamment induits par le changement climatique et la pression induite sur les ressources, accentuent les tensions entre les grandes puissances mondiales. Elles se traduisent par la prolongation d'anciens conflits et l'apparition de nouvelles rivalités (Groenland).

En Europe, le retour des tensions sécuritaires et la résurgence de conflits (russo-ukrainien, israélo-palestinien, etc.) favorisent la montée de politiques étatiques volontaristes. L'Union Européenne ne s'est pas fragmentée, les interdépendances entre États membres restant trop importantes. Un élargissement paraît toujours envisageable. Conscients de leurs limites à agir seuls, les États membres ont été amenés à renforcer leur coopération, en particulier dans les domaines de la sécurité maritime et de la gestion des ressources stratégiques. En Méditerranée, la demande de sûreté maritime s'est intensifiée tandis que les rivalités géopolitiques persistent, nourries par les conflits au Moyen-Orient, l'aggravation des inégalités Nord-Sud et l'instrumentalisation des flux migratoires. Dans ce climat instable, les tensions diplomatiques se multiplient et la militarisation des îles méditerranéennes s'accentuent. Dans ce cadre, la Corse occupe une position géostratégique qui la place au cœur des enjeux de sécurité maritime. Ses infrastructures, les bases de Solenzara et de Calvi, les sémaphores et les ports, sont mobilisés pour répondre à ces besoins accrus. Plutôt que de subir ce positionnement, la Corse en a tiré un avantage stratégique vis-à-vis de l'État et des institutions européennes. Les contraintes sécuritaires sont devenues des opportunités économiques : modernisation des infrastructures portuaires et aéroportuaires, renforcement des capacités de cybersécurité et réorientation des fonds de défense vers des projets à double usage civil et militaire. En développant une stratégie pour attirer les fonds européens, la Corse a su renforcer son rôle au sein de l'Union Européenne et préserver sa capacité à décider localement.

À ce contexte mondial s'ajoute la contrainte du changement climatique, qui impose de nombreuses adaptations à l'échelle locale. En 2050, la température moyenne en Corse a atteint +2,7°C (+4°C d'ici 2100). Par ailleurs, les vagues de chaleur se sont intensifiées et surviennent plus fréquemment, affectant à la fois les températures diurnes et nocturnes. Les précipitations présentent une variabilité accrue, avec une concentration plus marquée sur des épisodes intenses, alternant avec des séquences prolongées de sécheresse.

Impacts sur les ressources

Ces évolutions impactent les équilibres écologiques. Le changement climatique a renforcé les contraintes pesant sur la biodiversité, sans se traduire par un effondrement généralisé du fonctionnement des écosystèmes. En milieux aquatiques, l'augmentation des températures et les modifications du régime hydrologique ont influencé la

distribution, l'abondance et la dynamique de certaines populations sensibles, en particulier dans les systèmes d'eau douce et les zones côtières. Parallèlement, quelques espèces opportunistes, y compris non indigènes, ont bénéficié de ces conditions et ont pu, localement, réorganiser les interactions et les équilibres écologiques. Dans les milieux terrestres, l'aridification de certains habitats, combinée à une intensification des épisodes de sécheresse, a diminué la vigueur de certaines communautés végétales, avec des répercussions indirectes sur de nombreuses espèces animales. L'ensemble de ces évolutions s'est accompagné d'une érosion biologique modérée mais persistante, touchant en priorité les écosystèmes les plus vulnérables.

La pression sur la ressource s'est accentuée. De même que dans le scénario précédent, la trajectoire de développement en Corse repose sur des secteurs fortement consommateurs d'espace et d'eau ce qui place l'île face à un problème de compatibilité avec les exigences nationales et européennes de protection environnementale. Des problèmes d'assainissement et de traitement des eaux persistent alors même que le changement climatique renforce les contraintes existantes (baisse des débits de cours d'eau, intrusions salines, etc.). Les adaptations engagées ne suffisent pas toujours à prévenir l'émergence de tensions sociales et territoriales et la réponse tend alors à s'orienter vers des options lourdes (dessalement de l'eau de mer ou grands barrages) dont les coûts et l'adéquation au contexte insulaire peuvent poser problème.

Démographie et société

Au niveau démographique et social, la Corse connaît une hausse importante de la population, qui atteint environ 420 000 habitants liée à des gains élevés en espérance de vie, à l'arrivée de populations extérieures et à une augmentation de la natalité (1,6 enfant par femme). La redynamisation démographique par la natalité et la jeunesse est due à une combinaison de leviers tels que l'amélioration de l'offre de soins, des réseaux numériques et de transport, le développement du travail à distance dans les zones rurales et une politique active de reconstruction du lien social, visant à favoriser l'acculturation et l'émergence d'un projet commun de société.

Cependant, au regard de cette dynamique démographique, les territoires ne connaissent pas une évolution homogène. La croissance démographique se concentre principalement dans les centres urbains et littoraux, où la natalité est plus élevée et l'attractivité économique renforcée, tandis que l'intérieur de l'île et les zones rurales continuent de se dépeupler et de vieillir, accentuant les disparités territoriales. La Corse présente toujours un solde migratoire positif d'environ 4 000 personnes. Ce solde résulte à la fois d'une hausse des migrations résidentielles issues de régions françaises et au retour d'une partie de la diaspora, avec des niveaux de qualification hétérogènes (qualifiées et peu qualifiées) pouvant engendrer des tensions identitaires.

Malgré ces évolutions, le vieillissement de la population se poursuit, accentuant certaines maladies dues à l'âge et au changement climatique. Face à ces défis, le système de soins s'est profondément transformé, marqué par un passage du curatif vers le prédictif et le préventif, grâce notamment à l'intelligence artificielle et à un

renforcement de l'autonomie des individus. Cette transformation s'accompagne d'une politique ambitieuse de prévention, structurée autour d'un plan régional de santé reposant sur trois piliers (la santé publique, la santé environnementale et la santé au travail) et d'un CHU en lien avec les territoires de proximité. Cette évolution a été possible grâce à une modernisation ambitieuse du système de santé passant par la création d'un CHU, la construction d'un nouvel hôpital à Bastia, le développement de nouvelles infrastructures et la professionnalisation accrue de l'organisation médicale et administrative. Elle a également impliqué de réduire les inégalités d'accès, de repenser la prise en charge des troubles psychiques et d'organiser l'offre autour de parcours coordonnés et personnalisés. L'un des basclements est venu d'un changement de logique dans l'organisation des soins en favorisant la coordination entre professionnels, la transparence dans les échanges d'informations et l'élaboration de parcours de santé personnalisés, grâce notamment à la mise en place d'outils partagés, de dispositifs de coordination efficaces et d'un pilotage centré sur les besoins réels des patients. De plus, les nouvelles technologies, notamment dans le domaine du dépistage biologique et génétique, ont permis un suivi individualisé et précoce des risques sanitaires. Une politique de prise en charge des personnes âgées est également mise en place, visant à développer des structures d'accueil collectif et à favoriser le maintien à domicile.

Ces évolutions ont renforcé l'attractivité de l'île pour les jeunes médecins, stabilisant ainsi les effectifs. Grâce à cette structuration et à ces innovations, la Corse a su absorber la pression démographique et touristique sur les systèmes de santé, tout en maintenant, voire en améliorant, les indicateurs de santé de sa population.

Dans cette logique, l'amélioration de l'accès aux soins, à l'emploi et aux biens de première nécessité, portée par des politiques publiques ciblées, participe d'une logique redistributive renforcée visant à corriger les inégalités d'accès aux ressources essentielles. En favorisant l'autonomie économique des individus et leur pleine participation à la vie sociale de leur territoire, ces mesures contribuent à réduire la pauvreté multidimensionnelle, à renforcer la cohésion sociale et à limiter les fractures entre catégories sociales et territoriales.

Les modes de vie demeurent dominées par un modèle centré sur la consommation et l'accès à des biens standardisés. L'essor des achats en ligne et la dépendance aux flux importés contribuent à homogénéiser l'offre, tandis que les alternatives locales ou plus durables restent limitées et peinent à modifier les comportements. Cela se répercute sur la gestion des déchets avec des volumes qui augmentent plus vite que les capacités de valorisation, ce qui conduit à maintenir leur exportation vers le continent.

En matière de formation, la Corse est parvenue à constituer une masse critique de personnes hautement qualifiées grâce à la formation initiale, la formation continue et les dispositifs de reconversion professionnelle. Elle dispose des ressources nécessaires pour retenir ses forces vives, attirer de nouveaux talents et structurer une économie plus vertueuse. L'existence de filières locales solides joue un rôle déterminant dans la rétention des diplômés. Développer des pôles de compétence dans quelques secteurs stratégiques, tels que la technologie ou la santé et l'agriculture, a favorisé la création

d'une base productive diversifiée et adaptée aux enjeux contemporains. Cela a contribué à réduire la dépendance vis-à-vis du secteur public et à installer durablement la Corse dans une dynamique d'innovation et de compétitivité. Par ailleurs, le développement du télétravail et des nouvelles technologies (numérique, IA, etc.) a redéfini les formes d'emplois et le rapport au travail. Cette évolution favorise l'attraction de nouveaux actifs en Corse, notamment issus de la diaspora, et la constitution d'un écosystème d'entreprises innovantes et de start-ups sur le territoire. Elle permet également de mobiliser une main-d'œuvre qualifiée ne résidant pas sur le territoire, contribuant ainsi à l'ouverture économique et à la diversification des compétences locales. Néanmoins, cette dynamique a renforcé la concentration des emplois dans les pôles urbains.

Dans ce contexte, une transformation culturelle émerge, portée par de grands enjeux sociétaux ou déclenchée par un événement critique. Ce basculement a favorisé une reconfiguration des modes de participation politique, ouvrant de nouveaux espaces d'expression et d'implication citoyenne. Loin de se limiter aux procédures électorales traditionnelles, la participation citoyenne s'est élargie vers davantage de co-construction des décisions publiques. Ce processus a évité le désengagement politique et a renforcé la légitimité des choix collectifs à travers une gouvernance plus inclusive.

En réaction aux dynamiques mondiales d'uniformisation culturelle, une partie de la population corse a engagé un travail de refondation de l'identité, envisagée comme un ensemble d'identités individuelles plurielles s'inscrivant dans une mémoire et un projet partagés. Loin de rejeter la modernité, cette voie propose une synthèse entre traditions et enjeux contemporains, fondée sur une réappropriation collective de la langue, des symboles et des pratiques. L'identité n'est plus perçue comme un héritage figé ou un concept menaçant, mais comme un choix de société, nourri par la diversité, la transmission et l'exercice de la pensée. Ce processus a renforcé la capacité à harmoniser les différences sans les effacer, et à faire société sans nier les désaccords. Une politique linguistique globale, ambitieuse et holistique est menée, dotée de moyens conséquents et appliquée dans les domaines scolaire, public, économique, sportif et culturel. Elle confère à la langue un statut juridique et une coofficialité qui organise les conditions d'un choix effectif pour la population. La promotion systémique de la langue dans tous les espaces de la vie sociale encourage son usage et sa légitimité, tandis qu'un déverrouillage juridique permet une véritable reconnaissance institutionnelle. Cette politique, soutenue par une prise de conscience collective et une volonté politique durable, favorise la transmission intergénérationnelle et a transformé le rapport des locuteurs à leur langue. Par ailleurs, la culture est envisagée comme un levier stratégique, et des politiques culturelles différencieront sont mises en place pour valoriser à la fois la culture corse et la culture en Corse dans une logique de dépassement l'entre-soi. Les pratiques culturelles se sont diversifiées (technologies immersives, jeux vidéo, etc.) et attirent de nouveaux publics. Enfin, le développement d'outils de formation artistique et de filières professionnelles a structuré le secteur autour du triptyque art / science / société dans une perspective d'ouverture internationale.

Économie et politique

Au niveau économique et politique, l'enjeu consiste alors à maintenir une trajectoire de croissance tout en intégrant les différentes contraintes évoquées. Cela exige un repositionnement stratégique.

Sur le volet énergétique, la montée des énergies renouvelables réduit progressivement la part des sources fossiles, mais la dépendance extérieure reste élevée. Cette situation maintient une vulnérabilité aux tensions géopolitiques et aux ruptures logistiques, d'autant que l'autonomie énergétique demeure contrainte par un marché insulaire limité et par des capacités de stockage encore insuffisantes.

Sur le plan agricole, plusieurs filières continuent de s'appuyer sur des labels afin de mieux valoriser leurs productions et sécuriser leurs débouchés. Malgré cela, certaines restent fragiles du fait d'une dépendance à des marchés spécifiques et d'une exposition aux variations de la demande. Par ailleurs, la transmission des exploitations et la concurrence d'autres territoires aux conditions plus favorables constituent des enjeux majeurs.

Face aux limites du modèle économique tourné vers le tourisme et l'économie résidentielle, la Corse décide d'une spécialisation ciblée autour d'un secteur stratégique à fort effet d'entraînement, comme la filière numérique et les industries culturelles et créatives. Ce choix repose sur les ressources spécifiques du territoire et sur des politiques publiques volontaristes en matière de formation, de soutien à l'investissement et de structuration des filières. Cette trajectoire s'appuie sur une démarche ascendante qui valorise les initiatives locales, les savoir-faire endogènes et les dynamiques de coopération entre acteurs publics, privés et associatifs. Les politiques locales favorisent l'activité économique et la prise d'initiatives à travers des dispositifs incitatifs, des infrastructures adaptées et un environnement institutionnel propice à l'expérimentation. L'objectif est aussi d'attirer des entrepreneurs innovants, capables de porter des projets originaux. Cette spécialisation permet de développer des compétences locales de pointe, d'attirer des investissements extérieurs et d'ancrer des activités exportatrices, renforcées par des labels de qualité et des stratégies de marque territoriale. La concentration des efforts autour de cette filière clé génère des externalités positives sur d'autres secteurs (tourisme, artisanat, formation, énergie) et favorise l'émergence d'un écosystème cohérent et attractif.

De plus, le tourisme a dû se réorienter. En effet, en raison du recul de la fréquentation et de la baisse des dépenses unitaires du tourisme, le développement d'une stratégie vers une clientèle à plus fort pouvoir d'achat s'est opéré, ce qui a nécessité des investissements pour atteindre un niveau de qualité attendu par ces segments de niche. Si une partie de la population locale a accueilli favorablement cette évolution, certains professionnels du secteur n'ont pas réussi à s'adapter et ont cessé leur activité. Ce repositionnement a également entraîné une transformation du marché de l'emploi avec des postes moins nombreux, mais plus qualifiés et mieux rémunérés.

Cela a été permis par une répartition plus équilibrée des compétences institutionnelles entre les différentes échelles territoriales, fondée sur le principe de subsidiarité, qui

contribue à une gouvernance publique plus efficace et plus légitime. En confiant aux collectivités locales les responsabilités qu'elles sont les plus à même d'assumer, une plus grande autonomie renforce leurs marges de manœuvre et leur capacité d'adaptation aux spécificités territoriales. Le transfert de compétences s'est opéré à différents niveaux : une autonomie renforcée de la Collectivité de Corse qui lui a permis de produire un certain nombre de lois adaptées aux spécificités insulaires, tandis qu'un élargissement des prérogatives des EPCI et une plus grande latitude accordée aux communes, avec la fusion de certaines d'entre elles, ont favorisé la mise en œuvre d'actions publiques mieux ancrées dans les territoires. Cette décentralisation a été étendue au domaine fiscal avec une maîtrise accrue sur les taux, les assiettes et l'utilisation des recettes. Cette évolution a permis d'orienter les ressources vers les priorités locales et de mener des politiques fiscales différencierées en fonction des besoins des populations locales mais entraînant par ailleurs des disparités entre les territoires.

Aménagement du territoire

Les dynamiques démographiques et sociales se sont traduites par une reconfiguration de l'aménagement territorial. La concentration du développement (résidentiel, économique et en matière de mobilités) dans les pôles urbains d'Ajaccio et de Bastia ont renforcé leurs poids sur les dynamiques territoriales insulaires, qui sont devenus des pôles stratégiques d'attractivité en concentrant les investissements publics et privé, l'innovation, les infrastructures de transport et les services. Cette priorisation sur les deux grands pôles d'accueil de la population et du développement traduit une volonté de structurer la croissance autour de centres dynamiques capables d'irriguer le reste du territoire. Cette stratégie cherche à organiser et à rattacher les territoires environnants à ces pôles. La métropolisation est institutionnalisée et pensée, non seulement au sens d'une concentration fonctionnelle des activités, mais aussi comme un processus d'organisation territoriale (regroupement de collectivités ou de réseaux intercommunaux) qui coopèrent. Elle dépasse les limites strictes des aires urbaines ou des bassins de vie afin de former un réseau connecté. Cependant, cette trajectoire a accentué les déséquilibres territoriaux, avec des pôles urbains où se cumulent investissements, emplois qualifiés, services et infrastructures, tandis que certains territoires ruraux se dépeuplent et vieillissent. Les écarts d'accès aux soins, à la formation, et aux services se creusent, renforçant un sentiment de relégation et de dépendance vis-à-vis des centres. Cette polarisation renforce enfin les tensions sur le foncier et le logement dans les pôles, alors que les zones de l'intérieur se vident et ont une moindre capacité d'attraction.

Au niveau foncier et immobilier, un changement de paradigme place la protection des terres agricoles et des espaces naturels au cœur de la stratégie de protection foncière. Ces espaces se voient attribuer une forte valeur foncière en raison des services qu'ils rendent que ce soient des fonctions écosystémiques, d'alimentation ou de contribution à l'activité touristique. Cette stratégie induit une densification des espaces déjà urbanisés, augmentant les prix du foncier et de l'immobilier dans certaines zones. Cette stratégie repose sur une approche interventionniste mobilisant des outils tels que les baux environnementaux, les préemptions ou encore la création de réserves foncières.

Technologie

Enfin, au niveau technologique, la Corse a réussi à prendre la tournant des nouvelles technologies et de l'intelligence artificielle, soutenue par un réseau numérique fiable, la maîtrise locale des technologies d'apprentissage automatique. Cependant, le coût élevé du mégabit, lié à une faible concurrence et à une dépendance persistante aux énergies fossiles, freine encore la compétitivité et l'attractivité économiques. Appuyée sur des formations spécialisées, des investissements publics et privés en recherche et innovation, cette trajectoire a fait émerger un écosystème numérique territorial dynamique, stimulant l'innovation dans les secteurs clés (mobilité autonome, transport collectif, aviation et navigation bas-carbone) et renforçant la résilience ainsi que l'autonomie stratégique de l'île. La transition numérique de la Corse s'inscrit dans une phase d'accélération portée par l'émergence de nouveaux acteurs et par la diffusion progressive des technologies de pointe. Cette évolution repose sur la capacité du territoire à structurer un écosystème de formation et d'innovation, condition essentielle à l'appropriation du numérique par les entreprises insulaires. Cette dynamique d'innovation technologique s'est accompagnée d'une transformation structurelle des autres secteurs clés du territoire, à commencer par les mobilités. La transition vers des modes de transport plus durables, tant pour les liaisons extérieures qu'intérieures, s'est accélérée sous l'effet combiné des attentes des visiteurs, de l'évolution des normes environnementales et d'une fiscalité écologique plus contraignante. Le recours à l'électrification des quais, le verdissement de la motorisation des navires ou des avions permet de réduire les coûts induits par cette fiscalité et d'en limiter les répercussions sur les prix du transport, mais suppose une production locale d'énergie importante. Cette évolution a nécessité des investissements publics et privés massifs, appuyés sur des mécanismes incitatifs forts pour mobiliser les opérateurs. De plus, l'amélioration des transports locaux, notamment via le développement du réseau ferroviaire électrique et son interconnexion avec des navettes autonomes électriques, a permis de désenclaver certaines zones et de favoriser un tourisme mieux réparti dans le temps et l'espace. Cela a été permis par une intervention publique importante, en particulier en matière de création d'infrastructures ferroviaires et d'acquisitions foncières.



Plage de Purtichju

SCÉNARIO 4 : COMPÉTENCES ET INNOVATIONS AU SERVICE D'UN DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL DURABLE

Résumé du scénario :

Le développement territorial s'organise ici autour d'un changement de moteur économique : la création de valeur repose d'abord sur la qualification, la recherche, l'innovation et le capital humain, plutôt que sur l'augmentation des flux touristiques ou démographiques. Il s'agit donc d'une bifurcation économique majeures.

La population se stabilise autour de 370 000 habitants (dont 34% de personnes âgées de 65 ans), principalement du fait d'une attractivité volontairement sélective, favorisant le retour de la diaspora et l'installation de profils qualifiés, tout en limitant la fuite des talents. Cette trajectoire privilégie la soutenabilité à long terme et rompt avec des logiques d'expansion quantitative qui finissent par fragiliser les équilibres sociaux, fonciers et environnementaux.

Face au changement climatique et à l'élévation des températures (+2,7°C), l'adaptation ne repose pas principalement sur des solutions d'urgence ou des infrastructures imposées, mais sur la montée en compétences, la planification et l'innovation. En s'inscrivant pleinement dans les politiques européennes de transition écologique et en développant des coopérations méditerranéennes, la Corse valorise son capital environnemental comme un avantage stratégique. Les modes de vie évoluent vers davantage de sobriété et de consommation locale, soutenus par des politiques publiques favorisant les circuits courts, la relocalisation productive et une économie de proximité plus résiliente.

L'aménagement du territoire constitue un levier central de cette trajectoire. Une planification renforcée permet de coordonner habitat, mobilités et services, tout en facilitant la revitalisation de villages. La régulation du foncier et de l'immobilier – encadrement des résidences secondaires, maîtrise des locations de courte durée, captation partielle de la rente par les pouvoirs publics – vise à garantir l'accès au logement pour les résidents permanents et à financer des équipements collectifs. Cette approche tranche avec des dynamiques où la pression foncière et l'étalement urbain deviennent des fatalités.

Ces éléments permettent de créer des conditions favorables ouvrant la saisie d'opportunités aux chefs d'entreprises. L'économie se diversifie autour de plusieurs filières complémentaires (agriculture, numérique, culture, santé, économie bleue, transition énergétique), articulées par des politiques de formation et de recherche anticipant les besoins futurs. Le tourisme est intégré à cet ensemble dans une logique de compatibilité environnementale et de montée en qualité. Sur le plan social et culturel, l'identité est pensée comme un facteur de cohésion et d'ouverture, appuyée par des politiques linguistiques et culturelles ambitieuses, favorisant la transmission, la création et l'inclusion.

Cette trajectoire offre un modèle de développement équilibré et durable, dont la principale fragilité réside dans le risque de polarisation sociale par le haut si la montée en compétences du capital humain n'est pas accompagnée de mécanismes redistributifs et d'inclusion des travailleurs moins qualifiés.

Ainsi, ce scénario se distingue principalement par un modèle de développement plus qualitatif basé sur l'investissement dans le capital humain et la recherche, la diversification économique, un aménagement du territoire équilibré et une autonomie renforcée.

Scénario 4 « Compétences et innovations au service d'un développement territorial durable » : les faits stylisés

1	Hausse de la température moyenne de +2,7°C avec davantage d'évènements extrêmes	13	Diversification économique réduisant la vulnérabilité face aux chocs externes
2	Erosion de la biodiversité (espèces, habitats, zones humides...)	14	Repositionnement du tourisme, moins quantitatif et plus qualitatif
3	Pression accrue sur les ressources et conflits d'usage (notamment sur l'eau)	15	Diversification du mix énergétique et dépendance aux importations énergétiques non renouvelables
4	Diplomatie environnementale méditerranéenne et politique environnementale proactive	16	Maintien d'une filière agricole de qualité et valorisée et adaptation des pratiques
5	Renforcement de l'autonomie et consolidation des capacités décisionnelles locales	17	Régulation du marché immobilier et captation et valorisation de la rente foncière par la puissance publique
6	Décentralisation fiscale	18	Développement d'un CHU et coordination de l'offre de soins
7	Planification territoriale stratégique coordonnée et revitalisation des villages	19	Hausse de la population : 370 000 hab.
8	Anticipation des besoins et économie fondée sur la connaissance	20	Solde migratoire modéré avec des profils plus qualifiés par des politiques d'attractivité ciblées et le retour d'une partie de la diaspora
9	Tensions sur le marché du travail et adaptation par la formation et les organisations	21	Limitation de l'aggravation des inégalités grâce à des actions locales de solidarité
10	Tournant technologique appuyé par des formations et des investissements	22	Frugalité et réappropriation productive du territoire
11	Développement d'un écosystème numérique local dynamique	23	Elargissement de la participation citoyenne vers plus de co-construction des décisions publiques
12	Transition vers des modes de transport durables	24	Evolution vers une identité plurielle, développement de politiques culturelles et linguistiques

Dans ce scénario, le développement territorial s'organise d'abord autour de la recherche, des qualifications, de l'expertise et du capital humain, devenus les principaux leviers d'adaptation et de création de valeur.

Cadre global géopolitique et climatique

En 2050, l'élévation de la température moyenne globale est estimée à +2,7°C en Corse et pourrait approcher +4°C en fin de siècle. En complément et de même que dans les scénarios 2 et 3, les épisodes de chaleur extrême tendent à gagner en occurrence et en sévérité, tandis que le régime des pluies devient plus irrégulier, caractérisé par une intensification des épisodes pluvieux et un allongement des périodes sèches. Cette dynamique d'assèchement renforce la vulnérabilité des milieux et accroît le niveau de risque associé aux incendies.

Dans ce cadre, les milieux terrestres et marins ont de plus en plus de mal à absorber ces chocs successifs sans basculer vers des déséquilibres durables. Les évolutions climatiques se traduisent par des effets contrastés sur la biodiversité. Bien qu'elles accroissent la contrainte exercée sur de nombreuses espèces, elles ne conduisent pas à une détérioration uniforme de tous les écosystèmes. Dans les milieux aquatiques, où le réchauffement et les changements du fonctionnement hydrologique influencent certaines populations sensibles, cela entraîne, en eaux douces et côtières, des modifications de composition et de répartition des espèces. Ainsi, des espèces plus tolérantes ou introduites peuvent s'installer et prendre localement une place plus importante, ce qui perturbe les équilibres écologiques locaux. Dans les milieux terrestres, l'aridification et la répétition d'épisodes secs fragilisent la végétation, impactant également les espèces animales qui en dépendent. Au final, l'évolution observée correspond davantage à une érosion lente et continue de la diversité biologique, touchant en priorité les systèmes les plus sensibles aux variations climatiques.

De même que dans le scénario précédent, le modèle économique corse, fortement dépendant de ses ressources naturelles, se heurte de plus en plus aux exigences environnementales nationales et européennes, en particulier pour la gestion de l'eau, encore marquée par des infrastructures insuffisantes et une dégradation de la qualité. Ces fragilités sont amplifiées par le changement climatique, ce qui accentue les conflits d'usage et les tensions sociales, alors même que des solutions techniques existent mais restent sous-mobilisées.

Le contexte international demeure globalement stable, malgré des tensions toujours existantes. La hiérarchie des puissances mondiales reste constante. Les États-Unis conservent leur position dominante tandis que la Chine progresse grâce à ses avancées technologiques et à la formation de ses élites, au prix d'une hausse du coût de sa main-d'œuvre. Dans ce contexte, l'Union européenne renforce son unité en s'affirmant comme l'un des principaux acteurs mondiaux de la transition écologique, grâce à des politiques ambitieuses (environnementales, sécuritaires, etc.) et à une diplomatie environnementale proactive. La Corse s'inscrit pleinement dans ce mouvement. Elle

parvient à mobiliser des programmes européens pour financer ses projets de développement durable, la gestion de ses ressources naturelles et la transition énergétique. Son capital environnemental constitue un avantage comparatif majeur et un levier d'influence à l'échelle méditerranéenne. En s'appuyant sur cette ressource stratégique, elle consolide sa marque identitaire autour de la durabilité et de la préservation du patrimoine naturel et culturel. La Corse joue ainsi un rôle moteur en matière d'environnement en Méditerranée, en tissant des coopérations renforcées avec la Toscane, la Sardaigne et d'autres territoires riverains. Ces partenariats, soutenus par des programmes européens, permettent de capter des financements à la fois publics et privés, de préserver le capital environnemental et de maintenir une bonne qualité de vie.

Démographie et société

Ainsi, au niveau démographique, la Corse connaît une légère hausse de la population, qui atteint environ 370 000 habitants, liée à des gains en espérance de vie et à l'arrivée de populations extérieures et notamment de membres de la diaspora, malgré une baisse de la natalité. Le vieillissement est un phénomène majeur, entraînant une augmentation du nombre de personnes âgées dépendantes. Les besoins en services, en santé et en logement adapté augmentent. Les déséquilibres territoriaux persistent, avec une concentration de la population sur le littoral et un risque de désertification de certaines zones de l'intérieur.

Malgré une pauvreté toujours présente en Corse, liée en particulier au coût de la vie et à des niveaux de revenus modestes, les mécanismes de solidarité et l'action publique contribuent à contenir la progression des inégalités. Cependant, les disparités territoriales sont toujours marquées : accès aux services, mobilité, logement. La dynamique d'attractivité peut accentuer ces écarts si elle n'est pas accompagnée de politiques de redistribution et d'équité territoriale.

Les contraintes climatiques et la dépendance aux importations ont permis de modifier les comportements de consommation. La Corse évolue vers un mode de vie plus frugal, marqué par une consommation plus locale. Les circuits courts se développent, avec l'appui de politiques volontaristes rendant les produits accessibles à tous. La population adopte progressivement des comportements plus sobres, encourageant une réappropriation productive du territoire.

Les évolutions sociétales s'accompagnent d'une transformation des formes de participation politique. L'implication citoyenne tend à s'intensifier au-delà des séquences électorales, via des mécanismes de concertation et de construction partagée des orientations publiques. Cette diversification des modes de participation contribue à limiter le recul de l'implication politique et à renforcer la légitimité des décisions.

La question identitaire et culturelle devient alors un autre pilier de stabilité, à condition d'éviter le repli et de maintenir l'ouverture. Les dimensions identitaires et culturelles constituent, ainsi, un facteur de cohésion. Face aux dynamiques d'homogénéisation culturelle et de fragilisation linguistique, l'identité corse est de plus en plus appréhendée comme une construction d'identités individuelles plurielles s'inscrivant dans une

mémoire et un projet de société partagés. Les politiques linguistiques favorisent la transmission intergénérationnelle et la légitimation des usages dans l'ensemble des espaces sociaux. Par ailleurs, les évolutions juridiques permettent la reconnaissance institutionnelle de coofficialité de la langue. Enfin, la culture est mobilisée comme levier stratégique d'attractivité et de cohésion en privilégiant la création, l'inclusion et les coopérations extérieures.

Gouvernance politique, planification et aménagement du territoire

Au niveau politique, une plus grande autonomie permet de renforcer les marges de manœuvre des collectivités, en leur offrant une capacité accrue d'adaptation aux spécificités locales et une meilleure réactivité face aux besoins des populations. Les institutions locales gagnent en légitimité, réduisant le risque de méfiance citoyenne et consolidant leur rôle dans la prise de décision territoriale. La décentralisation progresse également sur le plan fiscal, en conférant aux institutions une capacité renforcée de pilotage. Elle élargit ainsi les marges de manœuvre locales en permettant d'ajuster la fiscalité aux spécificités territoriales et de financer des priorités définies localement. Cela engendre néanmoins un risque d'accentuation des écarts entre territoires.

Cette gouvernance se traduit territorialement par une planification redevenue centrale, pour rendre cohérents les choix d'aménagement, de mobilité et d'habitat.

Les acteurs territoriaux prennent progressivement conscience des limites d'un développement dispersé et engagent une coordination à toutes les échelles, de l'intercommunal au régional. La Collectivité de Corse renouvelle sa vision stratégique à travers un PADDUC révisé, devenu l'instrument central de la planification territoriale, définissant pour chaque territoire des projets cohérents, interconnectés et intégrés. À l'échelle intercommunale, cette dynamique se traduit par l'émergence de projets structurants dans les domaines des mobilités, de l'habitat et des équipements publics, tout en conciliant densification maîtrisée, respect de la loi ZAN et protection des sols agricoles et naturels. Les ressources sont mutualisées, les charges mieux réparties et les mobilités repensées à travers un maillage de voies piétonnes, de pistes cyclables et d'aménagements partagés, ainsi qu'un recentrage des flux maritimes sur des ports de proximité, desservis par des navettes plus petites, plus fréquentes et moins polluantes.

De plus, la revitalisation des villages devient un axe central de l'aménagement du territoire. Elle s'appuie sur la rénovation et la valorisation des coeurs bâties, la réhabilitation des logements et la mise en place de services essentiels, fixes ou mobiles (santé, formation, commerces, culture). Cette orientation favorise le maintien des populations, renforce l'attractivité locale et soutient une logique de décentralisation, afin de réduire la dépendance aux pôles urbains et de renforcer l'autonomie des territoires ruraux. Le développement de l'agriculture urbaine, périurbaine et insulaire s'inscrit également dans cette stratégie, en valorisant les circuits courts et en avançant vers une souveraineté alimentaire qui contribue à limiter le recours au transport maritime.

La réussite de cette transformation suppose de faire coïncider la planification stratégique avec l'ensemble des actions opérationnelles engagées en aval. Elle dépend de la

capacité collective à traduire les orientations du PADDUC et des documents associés en projets concrets, cohérents et coordonnés. L'enjeu réside ainsi dans une répartition concertée des initiatives sur l'ensemble du territoire, afin que chaque espace, du littoral à l'intérieur, soit à la fois relié, intégré et partie prenante d'une dynamique de croissance partagée. La coordination entre les échelles territoriales conditionne la cohérence, l'efficacité et la durabilité de la transformation engagée.

Économie, développement et capital humain

Le développement territorial s'organise autour de la qualification, de l'expertise et de la valorisation du capital humain, qui devient le moteur principal des choix économiques, sociaux et institutionnels. Ce choix est basé sur une stratégie plus large de diversification économique, conditionnée par la formation du capital humain.

Ainsi, les formations se développent et parviennent à mieux anticiper les besoins futurs, en particulier dans les domaines de l'intelligence artificielle, de la robotique et des compétences pluridisciplinaires. Le territoire s'est engagé dans une transition vers une économie de la connaissance. Répondre uniquement aux besoins immédiats des secteurs traditionnels, comme le tourisme ou l'agriculture, expose à une vulnérabilité accrue, notamment si le tourisme connaît un déclin structurel sous l'effet du climat et des nouvelles normes environnementales. Miser sur les compétences de demain permet d'attirer des étudiants, des chercheurs, et des profils qualifiés. La formation devient alors un moteur central de la transition vers un modèle économique durable et compétitif.

La transformation se reflète également sur le marché du travail, qui se réorganise sous contraintes démographique et technologique.

Plusieurs secteurs voient leurs besoins en emplois augmenter, mais rencontrent des difficultés de recrutement en raison d'une main-d'œuvre insuffisante. Le vieillissement de la population accentue ces tensions avec une réduction de la part d'actifs disponibles. Le marché du travail se transforme avec la diffusion de l'automatisation, la digitalisation et la réorganisation des tâches. La baisse de la main-d'œuvre disponible oblige les entreprises à optimiser les ressources, à renforcer la polyvalence, à utiliser les nouvelles technologies et à avoir recours à de l'automatisation. Les migrations extra-territoriales, même relativement modérées (environ + 2 500) permettent également d'avoir accès à des actifs supplémentaires. Cela est favorisé par des politiques de développement économique, qui soutiennent l'implantation ou le dynamisme de certaines activités qui contribuent à attirer des travailleurs qualifiés et au retour d'une partie de la diaspora.

Cette base de compétences rend possible un tournant technologique. L'évolution s'oriente vers les nouvelles technologies et l'intelligence artificielle, portée par un réseau de connectivité robuste et des compétences locales. La combinaison de formations spécialisées et d'investissements publics et privés en recherche et innovation favorise l'émergence d'un écosystème technologique stimulant des applications notamment dans des secteurs stratégiques (mobilité, et.) et contribuant à la résilience de l'île.

La diffusion de ces technologies s'étend ensuite à l'ensemble de la société et de l'économie, tout en révélant des contraintes de réseau et d'énergie. Ainsi, la structuration d'un écosystème de formation et d'innovation a permis d'accélérer la transition numérique en favorisant la diffusion et l'appropriation de ces nouvelles technologies.

L'innovation technologique entraîne une modernisation des mobilités en Corse, avec une accélération des transports plus durables sous l'effet des attentes touristiques, du durcissement des normes et d'une fiscalité écologique. Le verdissement des liaisons maritimes et aériennes (électrification des quais, motorisations moins carbonées) et le renforcement des transports locaux plus durables (ferroviaire électrique, navettes autonomes) reposent sur d'importants investissements et une forte intervention publique, tout en nécessitant une production locale d'énergie accrue.

Dans ce cadre, la diversification économique constitue un moyen de réduire la vulnérabilité aux chocs externes et d'accroître la création de valeur multi source. La Corse développe une stratégie de diversification économique fondée sur la valorisation simultanée de plusieurs filières : agriculture, économie bleue, tourisme durable, numérique, culture, artisanat, transition énergétique. Cette approche privilégie la création de valeur et repose sur une mobilisation coordonnée des acteurs publics et privés, appuyée par des politiques de formation et d'innovation adaptées aux spécificités locales. Les ressources locales (patrimoine naturel et culturel, énergie, réseaux de proximité) deviennent ainsi de véritables leviers de développement plutôt que de simples atouts à exploiter. Les coûts de transport élevés, souvent perçus comme une contrainte, deviennent un moteur de relocalisation productive. Cela favorise le développement d'une économie de proximité fondée sur la production locale de biens de consommation courante, notamment ceux pour lesquels le coût du transport pèse fortement sur le prix final. Cette dynamique contribue non seulement à créer de la valeur ajoutée, à renforcer la résilience du tissu productif et à réduire la dépendance vis-à-vis des importations.

Le tourisme se réorganise alors comme une composante de cette stratégie, en cherchant une compatibilité plus forte avec les contraintes environnementales.

Face à la diminution de la fréquentation et à la réduction de la dépense moyenne par touriste, le développement d'une stratégie tournée vers une clientèle plus aisée se met en place. Cela nécessite une montée en gamme de l'offre, des investissements dans la qualité et une amélioration des infrastructures. Les emplois deviennent plus qualifiés et mieux rémunérés, bien que moins nombreux. L'offre touristique se restructure autour d'un modèle plus durable, intégré et compatible avec les contraintes environnementales. La rationalisation des flux, notamment internes et externes devient un enjeu central.

Cette diversification demeure toutefois limitée par des dépendances à l'extérieur, à la fois dans les domaines de l'énergie et de l'alimentation.

En matière d'énergie, le mix énergétique s'améliore progressivement, notamment grâce à la montée en puissance des filières renouvelables, à une diversification des sources et à des dispositifs de stockage performants. Toutefois, le territoire demeure structurellement

dépendant d'importations, qu'il s'agisse d'énergies ou d'équipements et composants nécessaires aux infrastructures de production.

L'agriculture s'inscrit dans cette même logique : préserver la valeur ajoutée tout en adaptant les pratiques et en sécurisant les filières. Plusieurs filières reconnues s'appuient sur des labels qui soutiennent leur valorisation, mais les contraintes climatiques imposent des ajustements. Les débouchés restent par ailleurs sensibles aux évolutions de la demande, notamment touristique. Les démarches de labellisation tendent à gagner en flexibilité afin de maintenir le positionnement économique, la protection des ressources et les savoir-faire agroalimentaires, alors que la transmission des grandes exploitations et la concurrence d'autres régions constituent des enjeux croissants. L'adaptation repose de plus en plus sur une diversification vers des productions plus tolérantes à la chaleur, de l'innovation agronomique, ainsi qu'une structuration accrue des filières. Elle s'accompagne également de l'émergence de nouveaux types d'exploitations et du développement de cultures en altitude.

Logements et services

Afin de stabiliser la politique de développement et d'attractivité, des services essentiels, comme l'accès aux services de santé, au logement ou aux infrastructures, sont déterminants pour attirer et retenir le capital humain.

En effet, la croissance démographique pourrait ralentir sous l'effet d'une hausse des prix du foncier et de l'immobilier. C'est pourquoi, des politiques volontaristes sont mises en œuvre afin de réguler le marché et favoriser l'accès au logement pour les résidents permanents, en particulier des jeunes actifs et des ménages à revenus modestes. Parmi ces mesures, la mise en place d'un dispositif combinant outils fiscaux et instruments d'aide à l'accession est exploré. Celui-ci repose sur des critères de revenus ou de patrimoine, permettant de cibler les ménages locaux primo-accédants. Un fonds de garantie pour l'accession à la propriété, financé par une taxe sur les transactions foncières ou les résidences secondaires, facilitent l'emprunt et l'accès à la propriété. Une régulation par l'usage du bien (résidence principale, secondaire ou location touristique) est également instaurée. Ainsi, des taxes majorées sur les transactions ou les propriétés destinées à un usage non résidentiel coexistent avec des incitations ciblées pour les logements occupés à l'année. Sur le marché locatif, la hausse continue des loyers, tirée notamment par la location touristique de courte durée, est contenue par des mécanismes incitatifs et des réglementations ciblées (limitation du nombre de jours de location via les plateformes de type Airbnb, fiscalité différenciée pour les location longue durée). Par ailleurs, une révision du zonage et une planification plus maîtrisée a permis de libérer du foncier constructible, tout en assouplissant certaines contraintes (indivision, terrains agricoles en friche...). Couplée à une densification urbaine, ces dispositifs ont accru l'offre de logements.

L'attractivité dépend aussi de la capacité à redistribuer une partie de la valeur créée et à financer des équipements collectifs, ce qui place la rente foncière au cœur des arbitrages.

Ainsi, concomitamment, une politique de captation partielle et de réinvestissement de la rente foncière par la puissance publique a été mise en place, afin de financer des équipements publics, de soutenir des projets collectifs et de redistribuer une partie de cette rente. Des outils juridiques (préemption, ZAD, participation aux plus-values) sont mobilisés. Toutefois, cette orientation suscite des frictions en matière d'acceptabilité sociale.

Enfin, l'attractivité passe par la qualité des services essentiels, au premier rang desquels la santé, particulièrement dans un contexte de vieillissement de la population.

La Corse modernise son organisation sanitaire en accélérant le passage du curatif vers le prédictif et le préventif. L'intelligence artificielle est intégrée dans l'analyse des risques, la prévention et l'aide à la décision médicale. Une meilleure coordination des acteurs permet de réduire les inégalités d'accès aux soins. Un plan régional de santé est structuré autour de la santé publique, de la santé environnementale et de la santé au travail. Le développement d'un CHU et la structuration de l'offre de soins de proximité contribuent à améliorer l'attractivité médicale et la prise en charge de la dépendance. Ainsi, l'organisation de l'offre de soins est repensée en favorisant la coordination entre professionnels, la transparence dans les échanges d'informations et l'élaboration de parcours de santé personnalisés. Cela a été rendu possible par la mise en place d'outils partagés, de dispositifs de coordination efficaces et d'un pilotage centré sur les besoins réels des patients. En rendant l'île plus attractive pour les jeunes médecins, ces évolutions ont permis de consolider durablement les effectifs et contribué à l'amélioration de l'état de santé de la population.



Liceu marittimu di Bastia

CONCLUSION ET PERSPECTIVES

L'exercice présenté dans ce rapport ne prétend pas dire ce qui arrivera à l'horizon 2050, mais rendre lisibles les futurs possibles du système territorial corse et, surtout, les conditions dans lesquelles ils deviennent plus ou moins probables.

En structurant l'analyse autour de cinq enjeux et de 24 variables, nous avons cherché à identifier les tendances en cours, les interdépendances, les incertitudes et les leviers d'action associés.

Dans cette perspective, Corsica Pruspettiva 2050, à travers une méthodologie éprouvée, a permis d'évaluer les enjeux essentiels pour le futur, de hiérarchiser et de quantifier certaines tendances, d'identifier les ruptures possibles, de recueillir les visions de la société civile et de la jeunesse et de construire quatre scénarios décrivant des trajectoires plausibles.

Les quatre scénarios élaborés dans ce rapport constituent un cadre d'aide à la décision. Ils décrivent des trajectoires contrastées à l'horizon 2050, explicitent les relations entre facteurs explicatifs et résultats observables et identifient des points de bascule susceptibles de modifier rapidement le champ des possibles. Leur lecture montre que les évolutions envisagées résultent moins d'un déterminant unique que d'une configuration de paramètres, en particulier les modalités de gouvernance, les niveaux et orientations d'investissement, ainsi que les conditions d'acceptabilité et de mise en œuvre.

La prolongation de ce travail consiste à décliner les scénarios en chemins de transition. Il est possible d'identifier un ensemble de mesures à la fois urgentes et relativement peu coûteuses qui semblent pouvoir être mises en œuvre quel que soit le scénario. La phase suivante devra alors porter sur l'élaboration et la comparaison de plusieurs chemins de transition, en intégrant explicitement les spécificités locales. Elle visera à expliciter, de manière réaliste, les moyens à mobiliser, ainsi que les opportunités et les contraintes susceptibles d'en conditionner la faisabilité et les effets attendus.

En définitive, ce rapport propose un cadre analytique d'aide à la décision. Il explicite les trajectoires à éviter comme celles à privilégier et identifie les leviers d'intervention à mobiliser dès à présent pour orienter les dynamiques à l'horizon 2050.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Abduljabbar, R., Dia, H., Liyanage, S., et Bagloee, S. A., 2019. « Applications of artificial intelligence in transport: An overview », *Sustainability*, 11(1), 189.
- Acemoglu, D., Naidu, S., Restrepo, P., et Robinson, J. A., 2015. “Democracy, redistribution, and inequality”, in *Handbook of income distribution*, 2, 1885-1966, Elsevier.
- Acemoglu, D., Robinson, J. A., 2006. *The Economic Origins of Dictatorship and Democracy*, Cambridge University Press, New York.
- Agence de l'eau RMC, 2020. Surveillance biologique, qualité des eaux de Méditerranée, Atlas de synthèse, 116 p.
- Agence de la transition écologique (ADEME), 2021. *Transition(s) 2050 : choisir maintenant, agir pour le climat*, Rapport, Coll. Horizons, 37 p. <https://librairie.ademe.fr/recherche-et-innovation/5072-prospective-transitions-2050-rapport.html>
- Aghion, P., et Howitt, P., 2010. L'économie de la croissance, Paris : Economica.
- Agreste, 2021. Chiffres et données, Données régionales : Corse, mai 2021, n°6.
- Agulhon, C., 2005. « Les politiques régionales de formation professionnelle. Du référentiel commun à la politique locale », *Éducation et sociétés*, (2), 279-292.
- d'Albis, H., Boubtane, E., et Coulibaly, D., 2019. “Immigration and public finances in OECD countries”, *Journal of Economic Dynamics and Control*, 99, 116-151.
- Alcidi, C., et Gros, D., 2019. “EU Mobile Workers: A challenge to public finances?” Contribution for informal ECOFIN, Bucharest, 5-6 April, 2019, CEPS Special Report.
- Aldhuy, J., 2004. « Identité, catégorisation socio-spatiale et mobilité : être urbain et se penser rural ? », *Travaux de l'Institut de Géographie de Reims*, 2004, 29(115-118), 45-58.
- Alex, B., Gemenne F., 2016. Impacts du changement climatique sur les flux migratoires à l'horizon 2030, Rapport de l'Observatoire des enjeux géopolitiques de la démographie, n°1, Mai, DGRIS.
- Allègre, G., 2015. « Impact des inégalités sur la croissance : que sait-on vraiment ? Une (brève) revue de littérature », *Revue de l'OFCE*, n° 142(6), 371-385. <https://doi.org/10.3917/reof.142.0371>.
- Antonakakis, N., Dragouni, M., Eeckels, B., et Filis, G., 2016. “Tourism and economic growth: Does democracy matter?”, *Annals of Tourism Research*, 61, 258-264.
- Arambourou, H., Ferrière, S., et Gaillot, A., 2025. « L'eau en 2050 : graves tensions sur les écosystèmes et les usages », *La note d'analyse*, n°156, 16 p.
- Armstrong, B., 2021. “Industrial Policy and Local Economic Transformation: Evidence From the U.S. Rust Belt”, *Economic Development Quarterly*, 35(3), 181-196. <https://doi.org/10.1177/08912424211022822>
- ArcGIS, Climate change impacts in Europe, d'après les données EEA Report Climate change, impacts and vulnerability in Europe 2016, consulté me 31 octobre 2024.

CORSICA PRUSPETTIVA 2050

Assemblée de Corse, 2015. Programmation Pluriannuelle de l'Energie pour la Corse 2016 – 2018 / 2019 -2023.

Assemblée de Corse, 2023, Document d'étape « Corsica Pruspettiva 2050 », Contributions des personnalités qualifiées.

Assemblée de Corse, 2023. Adaptation de la stratégie d'innovation pour les entreprises corses, rapport n°2023/E6/318.

AUE, 2013. Schéma Régional Climat, Air, Energie (SRCAE) de Corse.

AUE, 2019, Enquête déplacements, premiers résultats.

Ausello, N., 2022. « Technologie et usage de la carte foncière : vers une normalisation de la production urbaine ? », *Mappemonde. Revue trimestrielle sur l'image géographique et les formes du territoire*, 133.

Atawao Consulting, 2019. Intelligence artificielle - État de l'art et perspectives pour la France, Rapport final pour le Pôle interministériel de Prospective et d'Anticipation des Mutations économiques (Pipame).

ATC, 2024. Chiffres clés du tourisme 2023.

ATOUT FRANCE, 2012. *Faciliter les mobilités pour enrichir l'expérience touristique*, Paris : Atout France, collection Rendez-vous en ville. 167 p.

ATOUT France, 2023. *Horizons 2040 Construire ensemble les tourismes de demain*, 26 p. https://www.atoutfrance.fr/sites/default/files/2024-01/Synthese_Horizons2040_AtoutFrance_.pdf

Bahl, R. W., Johnson, M., et Wasylenko, M. J., 1980. “A public employment model”, in *Public Employment and State and Local Government Finance*, edited by Roy W. Bahl, Jr., Jesse Burkhead, and Bernard Jump, Jr., Cambridge, MA: Ballinger Publishing Co.

Balicco, L., Broudoux, É., Chartron, G., Clavier, V. et Pailliart, I., 2018. *L'éthique en contexte info-communicationnel numérique Déontologie, régulation, algorithme, espace public*, De Boeck Supérieur, 158 p. <https://doi-org.udcpp.idm.oclc.org/10.3917/dbu.balic.2018.01>.

Bättig, M. B., et Bernauer, T., 2009. “National institutions and global public goods: are democracies more cooperative in climate change policy?”, *International organization*, 63(2), 281-308.

Battisti, M., et Zeira, J., 2018. *Inequality and public policy*, Centre for Economic Policy Research.

Bhargava, V., Dania, A., et Anderson, R., 2010. “The Impact of REOCs and Public Mortgage Finance Companies on the Performance and Volatility of US REITs”, *Journal of Real Estate Portfolio Management*, 16(3), 279-288.

Baum, M. A., et Lake, D. A, 2003. “The political economy of growth: democracy and human capital”, *American journal of political science*, 47(2), 333-347.

Benoit, G., et Comeau, A., 2005. *Méditerranée : Les perspectives du Plan Bleu sur l'environnement et le développement*. Editions de l'Aube, Plan Bleu.

Bertrand, F., Rocher, L., et Melé, P., 2007. *Le changement climatique, révélateur des vulnérabilités territoriales ?*, Doctoral dissertation, UMR CITERES, Université François Rabelais-Tours ; programme « Politiques territoriales et développement durable » (D2RT).

Besley, T., et Kudamatsu, M., 2006. Health and democracy, *American economic review*, 96(2), 313-318.

Bohn, D., Carson, D. A., Demiroglu, O. C., et Lundmark, L., 2023. “Public funding and destination evolution in sparsely populated Arctic regions”, *Tourism Geographies*, 25(8), 1833-1855.

Boissier, F. 2020. « Les territoires face à l'adaptation au changement climatique », *Études*, Septembre (9), 45-56. <https://doi.org/10.3917/etu.4274.0045>

Boudjaaba, F., 2016. « L'attachement à la terre, mythe moderne ? », in Dubet, F. (dir.), *Léguer, hériter*, 105-119, La Découverte. <https://doi.org/10.3917/dec.dube.2016.01.0105>

Bourdin, S. et Torre, A., 2023. « L'économie circulaire, nouveau levier de développement et de transition écologique pour les territoires », *Population & Avenir*, n° 763(3), 4-7. <https://doi.org.udcpp.idm.oclc.org/10.3917/popav.763.0004>.

Bracking, S., et Leffel, B., 2021. “Climate finance governance: Fit for purpose?” *Wiley Interdisciplinary Reviews: Climate Change*, 12(4), e709.

Breton, J-M., 2010. « Tourisme, patrimoine, identité et territoire (ou la « quadrature » du développement touristique durable) », in C. Bataillou (éd.), *Tourismes, patrimoines, identités, territoires* (1-), Presses universitaires de Perpignan. <https://doi.org/10.4000/books.pupvd.34329>.

Brunstein, D., Casamatta, G., et Giannoni, S., 2023. « Hétérogénéité de l'impact du développement d'Airbnb sur le marché immobilier en Corse », in Prunetti, D. Jouve, J. (Eds.). ESTATE – Etude de la SouTenAbilité des recompositions TERRitoriales de la Corse, p. 132-155, Università di Corsica Pasquale Paoli, CNRS, Laboratoire « Lieux, Identités, eSpaces, Activités » (UMR 6240 LISA). <https://doi.org/10.58110/ESTATE-GC92>

Busca, D., 2010, *L'action publique agri-environnementale, La mise en œuvre négociée des dispositifs*, Paris : L'Harmattan.

Bussi, M., 2006. « L'identité territoriale est-elle indispensable à la démocratie ? », *Espace géographique*, 35(4), 334-339.

Cangiano, M., Gelb, A., et Goodwin-Groen, R., 2019. “Public financial management and the digitalization of payments”, in *Public financial management and the digitalization of payments*, Cangiano, Marco, Gelb, Alan, Goodwin-Groen, Ruth. Washington DC: Center for Global Development.

Caron, É., 2021. « Le Big Data fiscal : quelles conséquences pour le contrôle fiscal et les contribuables ? », *Gestion & Finances Publiques*, 6(6), 77-83.

Carrera, J., et de la Vega, P., 2021. “The impact of income inequality on public debt”, *The Journal of Economic Asymmetries*, 24, e00216.

Carter, T., Morrish, M., et Amoyaw, B., 2008. “Attracting immigrants to smaller urban and rural communities: Lessons learned from the Manitoba Provincial Nominee Program”, *Journal of International Migration and Integration/Revue de l'intégration et de la migration internationale*, 9, 161-183.

Casabianca, C., Maupertuis, M-A., Pieri, X., Furt, J-M., 2019. « CRATTO - Coastal Resident Attitude Towards Tourism », *Séminaire annuel 2019 de l'OHM Littoral méditerranéen*, CNRS, OHM Littoral méditerranéen, Mars 2019, Marseille.

CCI, 2023, « Projet de création d'une école inter consulaire tourisme – évènementiel – hospitalité », Délibération AG CCIC n°10, Annexe 1, mars 2023.

CEREMA, 2021. Analyse des effets du changement climatique en Corse. Approche globale et indicateurs pertinents, Rapport final d'étude – Mars 2021, en partenariat avec la DREAL Corse et l'Office de l'Environnement de la Corse.

Charaudeau, P., 2001. « Langue, discours et identité culturelle », *Revue de didactologie des langues-cultures*, 3-4, 341-348.

Chédotal, C., Guillemot, S., Plaud, C. et Sommier, B., 2018. « L'influence de la consommation régionale sur l'identité personnelle : l'exemple de la Bretagne », *Question (s) de management*, (3), 37-51.

Chen, Y. L., 2016. “Identity politics, community participation and the making of new places: examples from Taiwan”, in *Politics, power and community development*, 85-102, Policy Press.

Cingano F., 2014. “Trends in Income Inequality and its Impact on Economic Growth”, OECD Social, Employment and Migration Working Papers, n° 163, OECD.

Clavier, C., 2009. « Les élus locaux et la santé : des enjeux politiques territoriaux », *Sciences sociales et santé*, 27(2), 47-74.

Collectivité de Corse, 2015. Plan d'Aménagement et de Développement Durable de la Corse. Rapport, (2020 dernière modification), Assemblée de Corse. https://www.aue.corsica/Le-Padduc-dans-son-integralite_a47.html.

Collectivité de Corse, 2019, Baromètre Corse numérique, 27 p.

Collectivité de Corse, 2025. Schéma de développement urbain durable, 128 p.

Commission Européenne, 2022, *Garantir le couplage des transitions verte et numérique dans le nouveau contexte géopolitique*, rapport de prospective stratégique, 22p. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A52022DC0289&qid=1658824364827>

Congleton, R. D., 1992. “Political institutions and pollution control”, *The review of economics and statistics*, 74, 412-421.

Corrigan, B., 2008. *Public School Finance and its Effect on the Quality of Education*, Doctoral dissertation, Boston College, College of Arts and Sciences.

Corrocher, N., et Cappa, E., 2020. “The Role of public interventions in inducing private climate finance: An empirical analysis of the solar energy sector”, *Energy Policy*, 147, 111787.

DARES, 2023. « Les Métiers en 2030. Quelles perspectives de recrutement en région ? », janvier 2023, France Stratégie.

Darie, F. C., Miron, A. D., et Ciurea, I. C., 2024. “Geoeconomic Dynamics in a New Economic Global Order from West to East”, in *Proceedings of the International Conference on Business Excellence*, 18(1), 469-481, Sciendo.

David, A., 2019. « Réduire les inégalités Propositions d'agenda pour la coopération internationale. Réduire les inégalités Propositions d'agenda pour la coopération internationale », p. 1-32, Éditions AFD. <https://doi.org/10.3917/afd.anda.2019.01.0001>.

Davis, M., 2019. *Essays In Housing Markets And Public Finance*, Doctoral dissertation, University of Pennsylvania.

Deacon, R. T., 2009. “Public good provision under dictatorship and democracy”, *Public choice*, 139, 241-262.

Detotto, C., Giannoni, S., Prunetti, D. et Tafani, C., 2018. « La valeur identitaire des produits de terroir en Corse », CIST2018 - Représenter les territoires / Representing territories, Collège international des sciences territoriales (CIST), Mars 2018, Rouen, France, 158-162.

Devine-Wright, P., Batel, S., 2017. “My neighbourhood, my country or my planet? The influence of multiple place attachments and climate change concern on social acceptance of energy infrastructure”, *Global Environmental Change*, 47, 110-120.

De Haas, H., Natter, K., et Vezzoli, S., 2018. “Growing restrictiveness or changing selection? The nature and evolution of migration Policies”, *International Migration Review*, 52(2), 324-367.

De Wenden, C-W., 2018. « Frontières, nationalisme et identité politique », *Pouvoirs*, 165(2), 39-49.

De Wenden, C-W., 2019. « Mobilité des humains, déplacement des frontières », *Après-demain*, 51(3), 21-23.

Dezert, J., 2020. « Citizen spot : la stratégie d'inclusion numérique portugaise pour faciliter l'accès aux services publics », *Action Publique. Recherche & Pratiques*, (1), 17-20.

Di Méo, G., 2002. « L'identité : une médiation essentielle du rapport espace/société », *Géocarrefour*, 77(2), 175-184.

Dion, D., Rémy, É. et Sitz, L., 2010. « Le sentiment régional comme levier d'action marketing », *Décisions Marketing*, n° 58(2), 15-26. <https://doi.org/10.3917/dm.058.0015>.

Doignon, Y., 2016. *Le vieillissement démographique en Méditerranée : convergences territoriales et spatiales*. Géographie. Aix-Marseille Université.

Doornbosch, R., et Knight, E. R., 2008. “What role for public finance in international climate change mitigation”, Organisation for Economic Co-operation and Development.

Douay, N., 2018, L'urbanisme à l'heure du numérique. ISTE éditions. Londres.

Douay, N., et Lamker, C., 2023. « Nouvelles technologies, nouveaux outils, nouvelle organisation de la ville : vers une nouvelle planification numérique ? », *Villes et métropoles en France et en Allemagne*, 172-192.

DRAAF Corse, 2023. L'enseignement agricole en Corse, <https://draaf.corse.agriculture.gouv.fr/l-enseignement-agricole-en-corse-a1825.html>.

DRAAF Corse, 2024. L'adéquation structurelle et géographique du logement social corse en 2023, dossier logement social, mai 2024.

DREAL de Corse, 2023. Les mutations foncières et immobilières en Corse, DVF Corse 2010-2020.

DREES, 2019. « Politiques sociales locales », *Les dossiers de la DREES*, n°33, février 2019.

Drevet, J.-F., 2023. « L'Europe face au retour des blocs », *Futuribles*, 455(4), 87-94. <https://doi-org.udcpp.idm.oclc.org/10.3917/futur.455.0087>.

Drevet, J.-F., 2024. « L'Europe est-elle fragile ? », *Futuribles*, 458(1), 95-102. <https://doi-org.udcpp.idm.oclc.org/10.3917/futur.458.0095>.

Drevet, J.-F., 2025. « La Commission européenne et son ambition géopolitique Cas pratique face à trois grands pays voisins », *Futuribles*, 467(4), 87-96. <https://doi.org/10.3917/futur.467.0087>.

Dwyer, M. B., 2013. “Building the politics machine: tools for ‘resolving’ the global land grab”, *Governing Global Land Deals: The Role of the State in the Rush for Land*, 117-140.

Eggerickx, T., Capron, C., Hermia, J.-P., Oris, M., Poulain, M. et. al., 2001. « Démographie, aménagement du territoire et développement durable de la société belge », in : Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles, Leviers d'une politique de développement durable, Interactions entre population, environnement et développement, SSTC/ Bruxelles, 1-17.

Eichengreen, B., 2024. “International finance and geopolitics”, *Asian Economic Policy Review*, 19(1), 84-100.

Ertzscheid, O., 2013. *Qu'est-ce que l'identité numérique ?: Enjeux, outils, méthodologies*, OpenEdition Press.

Esener, S. C., et Karadag, Y., 2017. “Are the tourism led-growth and public expenditure strategies counteract in the long-run: a further investigation on developing countries”, *Journal of Economics Finance and Accounting*, 4(1), 25-36.

Farzin, Y. H., et Bond, C. A., 2006. “Democracy and environmental quality”, *Journal of Development Economics*, 81(1), 213-235.

Fazi, A., 2023. « L'urbanisme en Corse : aperçu d'un domaine sous (haute) tension », in Prunetti, D. Jouve, J. (Eds.). *ESTATE – Etude de la SouTenAbilité des recompositions TERRitoriales de la Corse*, p. 17-44, Università di Corsica Pasquale Paoli, CNRS, Laboratoire « Lieux, Identités, eSpaces, Activités » (UMR 6240 LISA). <https://doi.org/10.58110/ESTATE-SW17>

Fiorio, C. V., Frattini, T., Riganti, A. et al., 2024. “Migration and public finances in the EU”, *Int Tax Public Finance* 31, 635-684, <https://doi.org/10.1007/s10797-023-09787-9>.

Fisher, R. C., 2022. *State and Local Public Finance* (5th ed.), Routledge. <https://doi-org.udcpp.idm.oclc.org/10.4324/9781003030645>.

Fortin, A., 2002. « Territoires de l'identité, territoires de la culture », *Revue Organisations & territoires*, 11(1), 39-42.

Fourny, M. C., 2008. « Identité et aménagement du territoire. Modes de production et figures de l'identité de territoires dans les recompositions spatiales », in Fabrice Thuriot Jean-Claude Nemery, Michel Rautenberg, *Les stratégies identitaires de conservation et de valorisation du patrimoine.*, L'Harmattan, 101-114.

France Stratégie et Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD). 2022. *Prospective 2040-2060 des transports et des mobilités. Vingt ans pour réussir collectivement les déplacements de demain*, 164 p.

France Stratégie et Dares, 2023. *Métiers 2030 - Quelles perspectives de recrutement en Corse ?*, Rapport, 8 p.

Franquesa, J., 2007. « Une valeur foncière d'avenir : l'identité Le cas du centre historique de Palma (Mallorca, Espagne) », *L'Homme & la Société*, 165-166(3), 45-64. <https://doi-org.udcpp.idm.oclc.org/10.3917/lhs.165.0045>.

Fredriksson, P. G., et Neumayer, E., 2013. “Democracy and climate change policies: Is history important?”, *Ecological Economics*, 95, 11-19.

Freeman, G. P., 1995. “Modes of Immigration Politics in Liberal Democratic States” *International Migration Review*, 29(4), 881-902, <https://doi-org.udcpp.idm.oclc.org/10.1177/019791839502900401>.

Freeman, A., 2024. “The Geopolitical Economy of International Inequality”, *Development and Change*, 55(1), 3-37.

Furt, J-M. et Maupertuis, M-A., 2012. « Développement touristique insulaire et qualité de vie des résidents - Island Tourism Development and Quality of Life of its Residents: une analyse critique des indicateurs de tourisme durable », *Études Caraïbennes*, 23, 59-78. <https://www.jstor.org/stable/48784840>.

Furt, J-M., et Michel, F., 2006. *Tourismes et identités*, Editions L'Harmattan, 217 p.

Garner, H., Méda, D., et Senik-Leygonie, C., 2006. « La place du travail dans les identités », *Économie et statistique*, 393(1), 21-40.

Giannoni, S., Brunstein, D., Guéniot, F. et Jouve, J., 2021. “Multichannel distribution strategy of Airbnb hosts”, *Annals of Tourism Research Empirical Insights*, 2(1), p. 100017.

GIEC, 2014. *Changements climatiques 2014*, Rapport de synthèse.

GIEC, 2023. *Changements climatiques 2023*, 6ème Rapport de synthèse.

Giret, J- F., 2015. « Les mesures de la relation formation-emploi », *Revue française de pédagogie*, 23-36.

Giroux, H. A., 2000. *Stealing innocence*, New York, NY: Palgrave.

Glaeser, E. L., Ponzetto, G. A., et Shleifer, A., 2007. “Why does democracy need education?”, *Journal of economic growth*, 12, 77-99.

Glaeser, E. L., 2013. “Urban public finance”, *Handbook of public economics*, 5, 195-256.

Godet, M., 2007. *Manuel de prospective stratégique*, Tome 2, 3ème édition, L'Art et la méthode, Dunod.

Godet, M., 2007, « Méthode des scénarios », *Futuribles*, Novembre 1983.

Goujon, M., et Hoarau, J- F., 2020. « Les îles touristiques à la merci du changement climatique : une évaluation par un indice synthétique de vulnérabilité physique », *Revue d'économie du développement*, 28(1), 69-106.

Gravel, S., 2005. « Culture, santé et ethnicité », *Société civile et citoyennetés*, 27-32.

Grenon, M., et Batisse, M. 1989. *Le Plan Bleu : avenir du bassin méditerranéen*, Plan Bleu.

Gregorio, P. G., 2023. La continuité informationnelle dans les projets BIM, de la conception à la gestion du bâtiment : une analyse du système d'acteurs. Géographie. HESAM Université.

Guilbaud, J., et Le Bec, A., 2025, « La place de la Chine sur la scène internationale à l'horizon 2040 » Conclusion du cycle de travail 2023-2025 du Forum prospectif géopolitique, *Futuribles*, 26 novembre 2025, 24p.

Guivarch, C., et Taconet, N., 2020. « Inégalités mondiales et changement climatique », *Revue de l'OFCE*, n° 165(1), 35-70. <https://doi.org/10.3917/reof.165.0035>.

Gurran, N., 2018. “Global home-sharing, local communities and the Airbnb debate: a planning research agenda”, *Planning theory & practice*, 19(2), 298-304.

Hanusch, F., 2018. *Democracy and climate change*, Taylor & Francis, 308 p.

Haut-commissariat à la Stratégie et au Plan, 2025. *Penser l'avenir du pays dans 10 ans, dans une génération*, Dossier de présentation, 8 p.

Hernandez, F., et Romeyer, B., 2021. « Les ambivalences des politiques locales de déplacements au concret de la conception d'un projet d'espace public : Le cas du Vieux-Port de Marseille », in *RFTM, 3èmes Rencontres Francophones Transport Mobilité*, 25 p.

Herrington, C. M., 2015. “Public education financing, earnings inequality, and intergenerational mobility”, *Review of Economic Dynamics*, 18(4), 822-842.

Highsmith, B., 2019. “The implications of inequality for fiscal federalism (or why the Federal Government should pay for Local Public Schools)”, *Buffalo Law Review*, 67, 407.

Hoeijmakers, M., De Leeuw, E., Kenis, P., et De Vries, N. K., 2007. “Local health policy development processes in the Netherlands: an expanded toolbox for health promotion”, *Health Promotion International*, 22(2), 112-121.

Höglund, J., 2024. “Geopolitics”, in *The American Climate Emergency Narrative. New Comparisons in World Literature*, Palgrave Macmillan, Cham, https://doi-org.udcpp.idm.oclc.org/10.1007/978-3-031-60645-8_5.

Huang, Y., et Liu, Y., 2024. “A critical reflection on tourism geopolitics: research progress and future agenda”, *Tourism Geographies*, 1-17.

Hughes, S., 2015. “A meta-analysis of urban climate change adaptation planning in the US”, *Urban Climate*, 14, 17-29.

Hugonnet, M., Bernard-Mongin, C., 2022. Géographie environnementale du système alimentaire français : tendances et perspectives d'évolution, Document de travail n°16 du Centre d'études et de prospective.

Huré, M., 2022. « La mise en politique des mobilités. Perspectives historiques et enjeux contemporains », in Baldasseroni, L., Faugier, É. et Pelgrims, C. (dir.), *Histoire des transports et des mobilités en France XIXe-XXIe siècle*, 123-134, Armand Colin. <https://doi-org.udcpp.idm.oclc.org/10.3917/arco.balda.2022.01.0123>.

Hyltel-Datagri, 2019. Étude Agrinantes pour Terre-net Média et La France agricole.

Hyndman, J., 2012. “The geopolitics of migration and mobility”, *Geopolitics*, 17(2), 243-255.

INSEE, 2010. « Les inégalités de salaire entre les hommes et les femmes persistent », *Les dossiers de l'économie Corse*, n°3, 25 février 2010.

INSEE, 2018. *Bilan Annuel Du Tourisme - 2017*. Insee Dossier Corse 9.

INSEE, 2023. « Panorama de la pauvreté en Corse : une diversité de situations individuelles et territoriale », Dossier Corse, n°18, octobre 2023.

INSEE, 2024. Chiffres-clés, L'essentiel sur... la Corse, 24 octobre 2024.

INSEE, 2024. Dossier complet, Région Corse.
https://www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=REG-94#tableau-FOR_G1

INSEE, 2024, « Égalité femmes-hommes : les chiffres clés de la Corse », Dossier Corse n°19, Mars 2024.

INSEE, 2025. Tableau de bord de la conjoncture : Corse, décembre 2025,
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/2122216>

INSEE Analyses Corse, 2024. « La silver économie, une filière d'avenir en Corse », n°53, Octobre 2024.

INSEE Analyses Corse, 2020. « Migrations résidentielles : un solde élevé composé majoritairement d'actifs », n°28, 14 janvier 2020.

INSEE Analyses Corse, 2021. « En 2017, la consommation touristique atteint 39 % du PIB en Corse », n°35, décembre 2021.

INSEE Analyses Corse, 2022. « Emplois liés à la présence de touristes en Corse : 43% de croissance entre 2009 et 2018 », n° 40, Mai 2022.

INSEE Analyses Corse, 2025. « En Corse, huit néo-bacheliers sur dix déménagent pour débuter leurs études supérieures », n° 57, mai 2025.

INSEE Analyses Corse, 2025. « D'ici 2050, 40 000 ménages supplémentaires en Corse », n° 59, juillet 2025.

INSEE Conjoncture Corse, 2022. Bilan économique 2021 – Corse.

INSEE Flash Corse, 2018. « Des résidences principales et secondaires en forte croissance », n°32,
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/3571002>.

INSEE Flash Corse, 2019. « Une croissance démographique marquée dans les EPCI périurbains », n°38, 15 janvier 2019.

INSEE Flash Corse, 2023. « En Corse, 347 597 habitants au 1erjanvier 2021 », n° 83, décembre 2023.

INSEE Flash Corse, 2023. « 75 000 personnes en situation d'illectronisme en Corse en 2019 », n°77, 17 avril 2023.

INSEE Focus,2022. « Un tiers des adultes ont renoncé à effectuer une démarche administrative en ligne en 2021 », n°267, 11 mai 2022.

INSEE Focus,2023. « Entre 2015 et 2021, la croissance démographique est deux fois plus élevée dans l'espace urbain que dans le rural », n°316, décembre 2023.

INSEE Références, 2022. « Femmes et hommes, l'égalité en question », édition 2022.

Jabareen, Y. R., 2010. “The politics of state planning in achieving geopolitical ends: The case of the recent master plan for Jerusalem”, *International Development Planning Review*, 32(1), 27-43.

Jansen, S., Savidan, P., Bourguignon, F., et Bouron, J- B., 2023. Questions Internationales : Les inégalités dans le monde, n° 121, La Documentation française.

Joxhe, M., Scaramozzino, P., et Zanaj, S., 2024. “The public finance position of immigrants in Europe: A Quantile Regression Approach”, *Public Finance Review*, 52(2), 182-221.

Kaganova, O, 2010. “Government property assets in the wake of the dual crisis in public finance and real estate: an opportunity to do better going forward?”, *Real Estate Issues*, 35(3), 31-42.

Klausen, J. E., et Sweeting, D., 2004. “Legitimacy and community involvement in local governance”, in *Urban Governance and Democracy*, 224-243, Routledge.

Koebel, M., 2006. *Le pouvoir local ou la démocratie improbable*, Édition du Croquant.

Kuzemko, C., Blondeel, M., Bradshaw, M., Bridge, G., Faigen, E., et Fletcher, L., 2024. “Rethinking Energy Geopolitics: Towards a Geopolitical Economy of Global Energy Transformation”, *Geopolitics*, 1-35.

Laffoley D., Baxter J., Pergent-Martini C., Pergent G., Otero M.M. et Simard F., 2018. *Changement climatique et milieu marin en Corse*, Report Card 2018. IUCN, Gland, Suisse.

Lamblin, V., 2018. “L’analyse morphologique. Une méthode pour construire des scénarios prospectifs », *Prospective and Strategic Foresight Toolbox, Futuribles*, Avril 2018.

Lambooy, J. G., et Boschma, R. A., 2001. “Evolutionary economics and regional policy”, *The Annals of regional science*, 35, 113-131.

Lancaster, K. J., 1966. “A new approach to consumer theory”, *Journal of political economy*, 74(2), 132-157, doi : 10.1086/259131.

Laugaa, M., Pinson, G., et Smith, A., 2023. « Les strates de la smart city : L’institutionnalisation disjointe des politiques urbaines du numérique à Bristol », *Réseaux*, I1-XXXVI.

Laurent, E., 2011. “Issues in environmental justice within the European Union”, *Ecological Economics*, 70(11), 1846 53.

Lebas, A., 2020. « La mobilité de demain : quels enjeux pour nos territoires ? », *Guide Pratique : Tome 4*.

Lefebvre, R., 2012. « La démocratie participative absorbée par le système politique local », *Métropoliques*, n° 29.

Lefevre, K., Ollivier, R., Gross, O., et Ceretti, A. M., 2018. *La démocratie en santé en question(s)*, Presses de l’École des hautes études en santé publique.

Lehner, M., Mont, O., et Heiskanen, E., 2016. “Nudging—A promising tool for sustainable consumption behaviour?”, *Journal of cleaner production*, 134, 166-177.

Leprince, M., et Pourieux, M., 2018. « L’impact des dotations de péréquation sur les dépenses locales : une évaluation sur données communales en France », *Revue d’économie financière*, 4, 107-119.

Lindert, P. H., 2004. *Growing Public: Social Spending and Economic Growth since the Eighteenth Century*, New York; Cambridge University Press.

Lindvall, D., 2021. "Democracy and the challenge of climate change", *International IDEA Discussion Paper 3/2021*.

Lipset, S. M., 1959. "Some social requisites of democracy: Economic development and political legitimacy", *American political science review*, 53(1), 69-105.

Liu, H., et Miao, C., 2024. "Digital geopolitics in a VUCA world: China encounters a new global order", *Global Policy*, 15, 67-83.

Loureiro, S. M. C., et Nascimento, J., 2021. "Shaping a view on the influence of technologies on sustainable tourism", *Sustainability*, 13(22), 12691.

Mabi, C., 2021. « Quel(s) numérique(s) pour la démocratie ? », *Cahiers de l'action*, (1), 89-100.

Maire, S., 2022. « Territoires intelligents : sobriété et discernement numérique », in *Transformation numérique, un défi sociétal et territorial*, Points Fnau, 144 p.

Mangin, G., Marchal, H., et Vincent, S., 2023. « Les formes contemporaines de la mobilité », *Espace populations sociétés / Space populations societies*, 2023/2.

Marschelke, J., 2023. "National Identity", in Sellers, M., Kirste, S. (eds) *Encyclopedia of the Philosophy of Law and Social Philosophy*, Springer, Dordrecht. https://doi-org.udcpp.idm.oclc.org/10.1007/978-94-007-6519-1_324.

Martin, 2019. « Les politiques locales en direction des personnes en perte d'autonomie : appropriation du cadre légal et diversité des pratiques dans le champ médico-social », *Les dossiers de la DREES*, n°33, février 2019.

MED 2050, La Méditerranée à l'horizon 2050, Une prospective du Plan Bleu, sous la direction de Jacques Theys, Denis Lacroix et Khadidja Amine, Plan Bleu, 2025, Marseille, 220 pages.

Melo, P. C., Graham, D. J., et Brage-Ardao, R., 2013, "The productivity of transport infrastructure investment: A meta-analysis of empirical evidence", *Regional science and urban economics*, 43(5), 695-706.

Meltzer, A. M. et Scott, F. R., 1981. "A Rational Theory of the Size of Government", *Journal of Political Economy*, 89, 914-927.

Michael, E., 2001. "Public Choice and Tourism Analysis", *Current Issues in Tourism*, 4(2-4), 308-330, <https://doi.org/10.1080/13683500108667891>.

Mill, J. S., 1869. *On liberty*. Londres : Longman.

Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire et de la forêt, 2022. *Les grands enjeux de l'agriculture numérique : équipements, modèles agricoles, big data* - Analyse n° 171, étude réalisée par le Centre d'études et de prospective.

Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire et de la forêt, 2025. *Une prospective à 2040 pour l'agriculture biologique française*, Analyse n° 221, étude réalisée par le Centre d'études et de prospective.

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche, 2022. Diagnostic territorial de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, STRATER Corse, juillet 2022.

Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer, en charge des relations internationales sur le climat, 2017. « Prix des terrains : une question de localisation. Décroissance des prix avec l'éloignement au centre urbain », Service de l'observation et des statistiques (SOeS), février 2017.

Ministères Transition écologique, Aménagement du territoire, Transports, Ville et logement, 2023. *Trajectoire de réchauffement de référence pour l'adaptation au changement climatique (TRACC)*, 11 décembre 2023, mis à jour le 5 septembre 2025.

Modi, R. K., et Garg, R., 2024. “Exploring Public Investment and GST in India’s Tourism Sector”, in *International Handbook of Skill, Education, Learning, and Research Development in Tourism and Hospitality*, 1-12, Singapore: Springer Nature Singapore.

Moirand, S., 2016. « De l'inégalité objectivisée à l'inégalité ressentie et aux peurs qu'elle suscite : les réfugiés pris au piège de l'identité », *Revista de Estudios da Linguagem*, 26(3), 1015-1046.

Moreno-Izquierdo, L., Ramón-Rodríguez, A. B., Such-Devesa, M J., et Perles-Ribes, J. F., 2019. “Tourist Environment and Online Reputation as a Generator of Added Value in the Sharing Economy: The Case of Airbnb in Urban and Sun- and- Beach Holiday Destinations”, *Journal of Destination Marketing & Management*, 11, p. 53-66, doi: 10.1016/j.jdmm.2018.11.004 retrieve/pii/S2212571X18300131.

Mulley, C., et Nelson, J. D., 2020. “How mobility as a service impacts public transport business models”, *International Transport Forum Discussion Papers*, No. 2020/17, OECD Publishing, Paris.

Mulligan, C. B., Gil, R., et Sala-i-Martin, X., 2004. "Do Democracies Have Different Public Policies than Nondemocracies?", *Journal of Economic Perspectives*, 18(1), 51-74.

Мұсатаева, А.А., Таубаев, А.А., Талимова, Л.А., Берназарова, Р.Д., 2022. “Priorities of the state policy of financing diversification and technological development of the economy of Kazakhstan” doi: 10.52260/2304-7216.2022.2(47).37.

Nasr, C. 2019. « Des coopératives de consommation aux circuits courts alimentaires : le local d'une époque à l'autre », *Économie rurale*, 13-28.

Natale F., Ueffing P., Deuster C., 2023. « Comment la démographie influence-t-elle le changement climatique ? Le cas de l'Europe », *Population et Sociétés*, n° 614.

Nel, P., 2023. “Transnational Inequality and Geopolitics”, *The Palgrave Handbook of Contemporary Geopolitics*, Cham: Springer Nature Switzerland, 1-13.

Nettour, B., et Belbekhari, S., 2022. « L'influence des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) sur le tourisme mondial-CAS AIRBNB », *Economic Researcher Review*, 10(1).

Niedomysl, T., 2007. “Promoting rural municipalities to attract new residents: an evaluation of the effects”, *Geoforum*, 38(4), 698-709.

Ninacs, W-A., 2003. « Empowerment : cadre conceptuel et outil d'évaluation de l'intervention sociale et communautaire. », *La clé : La coopérative de consultation en développement*, 26.

OCDE, 2024. *Diagnostic de l'attractivité de la Corse dans le nouvel environnement mondial*, en collaboration avec l'Assemblée de Corse, 34 p.

Oladimeji, D., Gupta, K., Kose, N. A., Gundogan, K., Ge, L., et Liang, F., 2023. “Smart transportation: an overview of technologies and applications”, *Sensors*, 23(8), 3880.

OMS, 2021. Intégrer la santé dans la planification territoriale et l'aménagement urbain : guide de référence, Genève : ONU-Habitat et Organisation mondiale de la Santé, 108 p.

Orr, J. M., Leider, J. P., Hogg-Graham, R., McCullough, J. M., Alford, A., Bishai, D., et Mays, G. P. 2023. "Contemporary public health finance: varied definitions, patterns, and implications", *Annual Review of Public Health*, 45.

ORTC, 2024. Bilan 2023 du transport en Corse, DREAL de Corse.

Ouboumlik, A., et Touhami, N. O., 2024. « Gestion des finances publiques à l'ère du numérique », *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 5(7), 270-283.

Papagianni, E., Evgenidis, A., Tsagkanos, A., et Megalooikonomou, V., 2024. "Tourism demand in the face of geopolitical risk: Insights from a cross-country analysis", *Journal of Travel Research*, 63(8), 2094-2119.

Parray, W. A., Soudager, M. A., Dada, Z. A., Yasmin, E., et Darzi, T. A., 2024. "Impact of geopolitical risk on tourism demand: evidence from asymmetric NARDL approach", *Journal of Hospitality and Tourism Insights*, 7(5), 2546-2559.

Peltrám, A., et Domácí, J., 2013. "Public Finance and Transport", *Transactions on Transport Sciences*, 6(4), 169.

Peraldi, X., 2007. « Le système de continuité territoriale de la Corse face au défi de la modernisation du service public », *Politiques et management public*, 25(1), 131-150.

Persyn, N., 2017. « Les redéploiements de l'intervention foncière publique locale dans deux agglomérations moyennes », *Métropole*, 20 | 2017, mis en ligne le 15 juin 2017, <https://doi.org/10.4000/metropoles.5442>.

Picon, A., 2018. « Villes et systèmes d'information : de la naissance de l'urbanisme moderne à l'émergence de la smart city », *Flux*, n° 111-112(1), 80-93. <https://doi.org/10.3917/flux1.111.0080>.

Piolle X., 1990. « Mobilité, identités, territoires/ Mobility, identities, territories », *Revue de géographie de Lyon*, 65(3), Regards sur la mobilité socio-spatiale, 149-154.

Pitseys, J., 2017. « Démocratie et citoyenneté », *Dossiers du CRISP*, 88(1), 9-113, <https://doi.org/10.3917/dscrisp.088.0009>.

Plan Bleu, 2017. *Vers un nouvel exercice de prospective sur l'environnement et le développement en Méditerranée : Rapport de benchmark des études existantes*. Rapport Technique. Plan Bleu, Valbonne.

Plan Bleu, 2022. MED 2050 Module 1 - Le socle prospectif, rapport préliminaire.

Pollard, J., 2011. « L'action publique par les niches fiscales L'exemple du secteur du logement », in Bezes, P. et Siné, A. (dir.), *Gouverner (par) les finances publiques*, 263-297, Presses de Sciences Po. <https://doi.org/10.3917/scpo.bezes.2011.01.0263>.

Polyzos, S., et Tsiotas, D., 2020. "The contribution of transport infrastructures to the economic and regional development", *Theoretical and Empirical Researches in Urban Management*, 15(1), 5-23.

- Popescu, A. I. C., 2021. "The geopolitical impact of the emerging technologies", *Bulletin of" Carol I" National Defence University (EN)*, (04), 7-21.
- Povitkina, M., 2018. "The limits of democracy in tackling climate change", *Environmental politics*, 27(3), 411-432.
- Preston, I., 2014. "The effect of immigration on public finances", *The Economic Journal*, 124(580), F569-F592.
- Print, M., 2007. "Citizenship education and youth participation in democracy", *British Journal of Educational Studies*, 55(3), 325–345. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8527.2007.00382.x>.
- Prunetti, D., Detotto, C., Idda, C., Innocenti, E., et Yuheng, L., 2023. « Simulation des conflits liés à l'utilisation des terres en Corse à l'aide d'un modèle à base d'agents », in Prunetti, D. Jouve, J. (Eds.). *ESTATE – Etude de la SouTenAbilité des recompositions TErritoriales de la Corse*, p. 214-246, Università di Corsica Pasquale Paoli, CNRS, Laboratoire « Lieux, Identités, eSpaces, Activités » (UMR 6240 LISA). <https://doi.org/10.58110/ESTATE-JX86>
- Qu, S., et Wang, J., 2024. "Sub-state Actors in International Organizations: Analysis of Local Government Involvement and Influence", *Lex localis-Journal of Local Self-Government*, 22(1), 175-195.
- Quigley, J., 2008. *Local Public Finance*, Berkeley Program on Housing and Urban Policy.
- Rachedi, A., 2021. « La relation formation-emploi », *La Revue des Sciences de Gestion*, n° 312(6), 91-101. <https://doi.org/10.3917/rsg.312.0095>.
- Ramírez, J. Q., Córdova, S. R., Montealegre, V. G., et Sares, B. M., 2024. « Riesgos de las tensiones geopolíticas en los mercados financieros internacionales 2018-2022 », *Revista Ñeque*, 7(19), 477-489.
- Rassat, F., 2017. « Consommer local et s'inscrire dans un territoire » *Terrains travaux*, 31(2), 87-108.
- Ray, M-C., 2019, « Les nouvelles technologies au service de la santé », *Vie publique, parole d'expert*, <https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/38509-nouvelles-technologies-sante>.
- Richter, L. K., 2007. "Democracy and tourism: exploring the nature of an inconsistent relationship", in *Tourism and politics*, 5-16, Routledge.
- Rodrik, D., 1999. "Democracies Pay Higher Wages", *Quarterly Journal of Economics*, 114, 707-738.
- Rokem, J., et Boano, C., 2017. *Urban geopolitics*, Taylor & Francis.
- Rosen, S., 1974. "Hedonic prices and implicit markets: product differentiation in pure competition", *Journal of political economy*, 82(1), p. 34-55. doi : 10.1086/260169.
- Rowe, R., et Stephenson, N., 2016. "Speculating on health: public health meets finance in 'health impact bonds'", *Sociology of health & illness*, 38(8), 1203-1216.
- RTE, 2022, *Futurs énergétiques 2050 – Rapport complet « Futurs énergétiques 2050 : les scénarios de mix de production à l'étude permettant d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050 »*, <https://www.rte-france.com/analyses-tendances-et-prospectives/bilan-previsionnel-2050-futurs-energetiques#Lesdocuments>

- Rusci, S., 2015. "Council tax policies and territorial governance: analysis and outlook of a difficult relationship" *TeMA-Journal of Land Use, Mobility and Environment*, 8(3), 331-346.
- Saarinen, J., 2006. "Traditions of sustainability in tourism studies", *Annals of Tourism Research*, 33(4), 1121-1140.
- SAFER, 2022, Programme pluriannuel d'activités 2022-2028 de la SAFER Corse.
- Salomon, C., 2013. « Intermodalité, billettique et mobilité touristique : l'exemple de l'artecard à Naples », *Téoros*, 32(2), 69-79.
- Sandlin, J. A., Burdick, J., et Norris, T., 2012. "Erosion and experience: Education for democracy in a consumer society", *Review of Research in Education*, 36(1), 139-168.
- Sassi, F, Belloni, A, Mirelman, A. J., Suhrcke, M., Thomas, A., Salti, N., Vellakkal, S., Visaruthvong, C., Popkin, B. M., Nugent, R., 2018. "Equity impacts of price policies to promote healthy behaviours", *Lancet*, 2018 May 19;391(10134):2059-2070.
- Scheve, K., et Stasavage, D., 2009. "Institutions, Partisanship, and Inequality in the Long Run," *World Politics*, 61, 215-253.
- Schiel, R. E., Wilson, B. M., Langford, M., et Faulkner, C. M., 2023. "Democracy and public goods revisited: Local institutions, development, and access to water", *The British Journal of Politics and International Relations*, 25(2), 237-259.
- Short, J., et Kopp, A., 2005. "Transport infrastructure: Investment and planning. Policy and research aspects", *Transport policy*, 12(4), 360-367.
- Sen, A., 1979. *Equality of what?*, vol. 1.
- Slack, E., 2013. "The impact of municipal finance and governance on urban sprawl", Institute on Municipal Finance & Governance, Munk School of Global Affairs, University of Toronto.
- Sorba J-M., 2022. « Autonomie alimentaire : Une utopie réaliste ! », Rivista Robba, https://www.rivistarobba.com/Autonomie-alimentaire-Une-utopie-realiste-_a187.html.
- Steckel, J.C., Jakob, M., Flachsland, C., Kornek, U., Lessmann, K. et Edenhofer, O., 2017. "From climate finance toward sustainable development finance", *WIREs Clim Change*, 8: e437. <https://doi.org.udcpp.idm.oclc.org/10.1002/wcc.437>.
- Stevenson, N., Airey, D., et Miller, G., 2008. "Tourism policy making: The policymakers' perspectives", *Annals of tourism research*, 35(3), 732-750.
- Suprun, A., Petrishina, T., Sadovenko, M., Voloshanyuk, N., et Khodakevich, S., 2021. "Digital Technologies in Finance: Modernity and Prospects", *SHS Web of Conferences*, 100, 01004, EDP Sciences.
- Sweidan, O. D., 2024. "The geopolitics of technology: Evidence from the interaction between the United States and China", *Russian Journal of Economics*, 10(2), 130-150.
- Tafani, C. et Jouve, J., 2023. « Penser l'usage agri-environnemental des sols : un enjeu pour un aménagement durable du territoire », in Prunetti, D. Jouve, J. (Eds.). *ESTATE – Etude de la SouTenAbilité des recompositions TERRitoriales de la Corse*, p. 60-76, Università di Corsica Pasquale Paoli, CNRS, Laboratoire « Lieux, Identités, eSpaces, Activités » (UMR 6240 LISA). <https://doi.org/10.58110/ESTATE-TG55>

Tavares, J., et Wacziarg, R., 2001. "How democracy affects growth", *European economic review*, 45(8), 1341-1378.

Thareau B., Daniel K., 2019. « Le numérique accompagne les mutations économiques et sociales de l'agriculture », *Sciences Eaux & Territoires*, 29(3), 44-49.

Thareau, B., Fabry, M. et Robin, A. 2014. « Lutter contre le changement climatique ou pour son identité professionnelle ? », *VertigO*, 14(3).

Theys, J., et Lacroix, D. 2025. « La Méditerranée à l'horizon 2050, Une prospective du Plan Bleu », *Futuribles*, 467(4), 61-77. <https://doi-org.udcpp.idm.oclc.org/10.3917/futur.467.0061>.

Timotijevic, L., et Breakwell, G-M., 2000. "Migration and threat to identity", *Journal of Community & Applied Social Psychology*, 10(5), 355-372.

Tourbeaux, J., 2011. « L'évolution démographique en Andorre est-elle compatible avec le maintien de son identité culturelle ? », *Espace populations sociétés. Space populations societies*, 2011/2, 279-290.

Uhaldeborde, J. M., 2017. « Les finances publiques locales, ponts d'appui de la politique économique nationale : Une mise en perspective historique (1975-2015) », *Revue française de finances publiques*, 139, 191-204.

Ullah, F., Sepasgozar, S. M., Siddiqui, S. Q., Qayyum, S., Arif, F., Sangi, A. J., et Lodi, S. H., 2017. "An investigation of real estate technology utilization in technologically advanced marketplace", 9th International Civil Engineering Congress (ICEC-2017), « Striving Towards Resilient Built Environment », december 22-23, 2017, Karachi, Pakistan, p. 173-183.

Union Européenne, 2023. Règlement (UE) 2023/851 du Parlement européen et du Conseil du 19 avril 2023 modifiant le règlement (UE) 2019/631 en ce qui concerne le renforcement des normes de performance en matière d'émissions de CO2 pour les voitures particulières neuves et les véhicules utilitaires légers neufs conformément à l'ambition accrue de l'Union en matière de climat (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE).

United Nations Environment Programme, 2024, *Navigating New Horizons: A global foresight report on planetary health and human wellbeing*, Nairobi.

Van Vliet, J., Magliocca, N-R., Büchner, B., et al., 2016. "Meta-studies in land use science: Current coverage and prospects", *Ambio*, vol. 45, 15-28.

Vilmin, T., 2008. *L'aménagement urbain en France : une approche systémique pour construire des stratégies d'aménagement durable*, CERTU, Lyon.

Viltard, Y., 2008. « Conceptualiser la « diplomatie des villes » Ou l'obligation faite aux relations internationales de penser l'action extérieure des gouvernements locaux », *Revue française de science politique*, 58(3), 511-533.

Warner, J., Sebastian, A., et Empinotti, V., 2012. "Claiming (back) the land: the geopolitics of Egyptian and South African land and water grabs", in *Handbook of Land and Water Grabs in Africa*, 223-242, Routledge.

Weill, F., 2024. « La prospective territoriale », *Mondes en développement*, 206(2), 13-30. <https://doi-org.udcpp.idm.oclc.org/10.3917/med.206.0013>.

William, N., Schiettecatte, M., 2024. La révolution du secteur financier et immobilier par la Blockchain : enjeux et conséquences. Louvain School of Management, Université catholique de Louvain, 2024. Prom. : Olieslagers, Ruben. <http://hdl.handle.net/2078.1/thesis:45680>.

Wisthaler, V., 2016. Immigration and Collective Identity in Minority Nations: A Longitudinal Comparison of Stateless Nationalist and Regionalist Parties in the Basque Country, Corsica, South Tyrol, Scotland and Wales (Doctoral dissertation, University of Leicester).

Zhao, J., et Yan, J., 2024. "The impact of public fiscal expenditure on industrial transformation and upgrading: An inverted U-shape evidence from China", *Helijon*, 10(19).

ANNEXES

ANNEXE 1 : LES VISIONS DU CESECC ET DE L'ASSEMBLEA DI A GIUVENTÙ

Afin de recueillir les « représentations du futur » que se donnent les acteurs, deux consultations ont été menées au cours du mois de juillet 2025.

L'objectif était de réunir à la fois des représentants de la société civile et des jeunes afin de discuter de leur vision du futur de la Corse à l'horizon 2050.

Deux focus groups ont été réalisés :

- le premier avec le bureau du CESEC de Corse le 21 juillet 2025 ;
- le second avec les vice-présidents et présidents de groupes et des commissions le 23 juillet 2025.

Le format du focus group a été choisi afin de faire émerger des discussions entre les participants. Au préalable et pour faciliter la démarche, quatre fictions prospectives ont été présentées dans le but d'ouvrir la discussion. Ces fictions sont des récits construits à partir d'hypothèses plausibles ou non.

À la suite des présentations des fictions, les participants ont été invités à remplir un questionnaire pour déterminer le niveau de souhaitabilité, de probabilité et d'impact sur le bien-être de la population de chacune des hypothèses proposées.

Les participants ont ensuite échangé sur les conditions de réalisation de ces fictions et sur les moyens permettant de les éviter, lorsqu'elles ne leur paraissaient pas souhaitables. Des consensus et dissensus ont émergé pour chacune des fictions.

Fiction 1 : Un territoire sous pression

1	Élévation de la température moyenne de +3°C, avec une baisse des précipitations de 15 à 20%	10	Système de santé défaillant (CHU absent, inégalités, désertification)
2	Tension sur les ressources en eau	11	Urbanisation éclatée sans coordination d'ensemble
3	Écosystème fragilisé (espèces invasives, sécheresse, incendie)	12	Pression immobilière (spéculation, rareté foncière)
4	Élévation du niveau de la mer de 32 cm	13	Voiture comme mode de déplacement dominant
5	Baisse de la productivité agricole	14	Économie peu diversifiée, tertiaire hypertrophié, tourisme en mutation
6	Concurrence des importations sur les produits agricoles	15	Besoin en compétences croissant, formation insuffisante
7	Initiatives de micro-fermes, permaculture, circuits courts	16	Numérique peu développé (6G instable, dépendance techno)
8	Population : 327 000 hab., vieillissement accéléré, natalité faible (1,3 enfant/femme)	17	Défiance envers les institutions locales
9	Solde migratoire positif et tensions identitaires/foncières	18	Divisions politiques internes, recentralisation de l'État

Plusieurs points de consensus ont émergé pour cette première fiction qui décrit **un territoire sous pression**.

Tout d'abord, elle est globalement jugée **probable et non souhaitable** pour la majorité des répondants. Concernant les différentes hypothèses évoquées, plusieurs points sont à noter :

- Tous les hypothèses concernant les aspects environnementaux sont jugées non souhaitables mais probables (94%).
- Les initiatives concernant l'amélioration de l'agriculture sont souhaitables (94%) et incertaines (62,5%).
- La baisse de la démographie, malgré un solde migratoire positif est considérée comme non souhaitable (87,5%) et probable (81,3%), de même que les tensions identitaires et foncières (probables et non souhaitables pour 81,3% des répondants).
- L'ensemble des participants considère qu'un système de santé défaillant est non souhaitable (94%) mais reste probable (68,8%).
- Le besoin en compétences croissant avec une formation insuffisante est également jugé probable pour les deux groupes.
- Une urbanisation éclatée sans stratégie d'ensemble est considérée non souhaitable pour 81,3% des répondants, bien que probable (56,3%).
- La pression immobilière est unanimement jugée non souhaitable mais probable.
- Les déplacements majoritairement réalisés en voiture sont considérés comme non souhaitables (100% de jeunes et 66,7% du CESEC) et probables (81,3%).
- Une économie peu diversifiée n'est pas souhaitable pour 90,6% des répondants mais probable pour 81,3% d'entre eux.
- L'hypothèse d'un numérique peu développé est considéré non souhaitable pour 81,3% des répondants
- La défiance envers les institutions locales est considérée comme non souhaitable (87,5%) mais probable (56,3%).
- Il en est de même sur le sujet des divisions politiques internes et de la recentralisation de l'État (non souhaitable à 87,5% et probable à 50%).

Fiction 2 : Dépendances numériques et fractures sociales

1	Hausse de la température moyenne de +2,7°C mais efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour stopper la croissance des températures	10	Fractures sociales croissantes : plus de 40% des actifs se considèrent comme pauvres
2	Perturbations climatiques inévitables à 2050 : stress hydrique, salinisation des nappes, tempêtes destructrices	11	Bouleversement dans le domaine de la santé : l'intelligence artificielle et les technologies de surveillance prédictive ont permis d'anticiper les risques sanitaires, d'individualiser les parcours de soin et de renforcer la prévention
3	Disparition de certaines espèces remplacées par d'autres plus résilientes ou adaptées	12	Inégalités persistantes en matière d'accès aux soins malgré la construction d'un CHU
4	Recomposition des paysages naturels et agricoles en raison du changement climatique	13	Diversification économique vers des secteurs stratégiques : agriculture, énergies renouvelables, technologies en IA financés grâce à des partenariats publics-privés
5	Progression de la transition énergétique : microcentrales hydrauliques, panneaux photovoltaïques couplés à des batteries locales, éoliennes terrestres, rénovations thermiques	14	Formations ciblées répondant à des besoins identifiés en agronomie, climat, cybersécurité, santé numérique
6	Transformation de la mobilité : véhicules électriques et à hydrogène, transports partagés, réseaux ferroviaires rénovés, navettes maritimes propres	15	Augmentation des exportations équilibrant davantage la balance commerciale
7	L'agriculture est redevenue centrale et résiste mieux aux chocs grâce à des innovations soutenues par des subventions	16	Développement de data centers renforçant la souveraineté numérique
8	Hausse de la population qui atteint 418 000 habitants avec une croissance portée par une immigration qualifiée, une augmentation de l'espérance de vie et un taux de natalité de 1,6 enfant par femme	17	Transformation du tourisme : plus qualitatif que quantitatif avec une offre rationalisée et structurée. Hausse des inégalités entre acteurs touristiques
9	Développement du télétravail	18	Révision du PADDUC, outil central de pilotage
		19	Dégradation de la culture civique et de l'engagement collectif

Cette fiction est jugée plus acceptable que la première bien que certaines hypothèses soient toujours non souhaitables. De même que pour la fiction précédente, des points de convergence sont apparus :

- Les perturbations climatiques ainsi que le remplacement de certaines espèces sont à la fois considérés comme non souhaitables (respectivement 94% et 68,8%) et probables (respectivement 87,5% et 75%).
- La progression de la transition énergétique est très majoritairement souhaitée (94%) et jugée probable pour seul 50% des répondants.
- L'amélioration des transports vers de modes plus propres est unanimement souhaitée.
- Il en est de même pour une agriculture redevenue centrale.
- Le développement du télétravail est considéré à la fois comme souhaitable et probable (75%).
- L'augmentation de la pauvreté, bien qu'elle soit unanimement non souhaitée, est jugée probable pour 86,7% des répondants.
- Dans le domaine de la santé, les deux groupes pensent que les nouvelles technologies vont bouleverser le système de santé (souhaitable : 94%, probable : 56,3%) mais que les inégalités vont persister (souhaitable : 94%, probable : 81,3%).
- Une diversification de l'économie vers des secteurs stratégiques est souhaitée (87,5%).
- Une augmentation des exportations équilibrant davantage la balance commerciale est également souhaitée (94%).
- Une formation ciblée répondant à des besoins identifiés est unanimement souhaitée et probable pour 56,3% des répondants.
- Le développement de data centers renforçant la souveraineté numérique est souhaité pour 62,5% des répondants.
- La révision du PADDUC est à la fois souhaitée et probable pour une très large majorité des répondants (respectivement 100% et 75%).
- La dégradation de la culture civique est considérée comme non souhaitable (94%) et probable (75%).

Fiction 3 : Une Corse frugale

1	Hausse des températures de +2,7°C en Corse qui devrait se poursuivre à +4°C jusqu'en 2100	10	Planification territoriale stratégique : densification maîtrisée, limitation de l'étalement urbain, agriculture urbaine et périurbaine...
2	Hausse des vagues de chaleur, des sécheresses agricoles et hydrologiques et des épisodes climatiques extrêmes	11	Peu de croissance de la population, la natalité chute à 1,4 enfant par femme entraînant un fort vieillissement de la population
3	Rééquilibrage progressif vers un mode de vie plus frugal : circuits courts, agriculture locale, sobriété énergétique	12	Faible solde migratoire avec principalement des travailleurs peu qualifiés
4	Exploitations agricoles plus résilientes, adaptées aux nouvelles conditions climatiques	13	Moins d'un habitant sur deux est en âge de travailler
5	Transition énergétique avec des énergies renouvelables appuyée par des systèmes de stockage, des mini-barrages hydrauliques et des îlots énergétiques autonomes	14	La création du CHU n'a pas d'impact réel en raison d'un manque d'attractivité
6	Dépendance technologique	15	Nouvelle identité insulaire mêlant traditions et modernité, intégrant les nouveaux arrivants dans une logique communautaire
7	Absence d'un écosystème local de recherche et de développement	16	Renforcement des pratiques démocratiques porté par un besoin collectif de redonner du sens à l'action publique
8	Effondrement du modèle touristique	17	Montée en puissance de la Chine, militarisation de l'espace, stratégie de non-alignement de l'Europe
9	Réorientation économique vers les productions corses : agriculture, transformation alimentaire, artisanat...		

La troisième fiction « Une Corse frugale » a davantage divisé. Les membres du CESEC la trouvent paradoxale, perçue comme subie et marquée par un retour en arrière avec un risque d'enfermement. Ils y voient une société ancienne et peu réaliste, voire catastrophique, marquée par un repli sur soi. En revanche, les jeunes jugent cette fiction souhaitable mais peu réaliste.

Globalement, cette fiction est jugée plus souhaitable que les deux précédentes mais peu réaliste. Néanmoins, des points de convergence ont émergé :

- La hausse des températures à +2,7°C sans amélioration future est unanimement non souhaitable mais jugée probable (94%).
- Il en est de même pour les vagues de chaleur, sécheresses et épisodes climatiques extrêmes.
- Un mode de vie plus frugal est souhaité par 87,5% des répondants bien qu'incertain.
- Des exploitations agricoles plus résilientes sont jugées souhaitables (100%) bien que moyennement probables (50%).
- La transition énergétique est souhaitée (94%) et incertaine (56,3%).
- La dépendance technologique n'est pas souhaitée mais considérée probable pour 68,8% des répondants.
- L'absence d'un écosystème local de recherche et de développement est unanimement rejetée par tous les répondants mais probable pour 56,3% d'entre eux.
- La réorientation économique vers les productions corses est souhaitée par la quasi-unanimité des répondants (94%).
- Une planification territoriale stratégique est unanimement souhaitée mais incertaine.
- Le ralentissement de la croissance démographique est majoritairement non souhaité (87,5%) bien que probable (62,5%). De même, le faible solde migratoire composé principalement de travailleurs peu qualifiés est non souhaitable (56,3%) et improbable (50%).
- Le fait que moins d'un habitant sur deux sera en âge de travailler est également jugé probable (56,3%) et non souhaitable (87,5%).
- La création du CHU sans impact réel est non souhaitée pour 73,3% des répondants.
- Une évolution de l'identité, intégrant les nouveaux arrivants est souhaitée (68,8%) mais incertaine.
- Le renforcement des pratiques démocratiques est unanimement souhaité.
- La montée en puissance de la Chine, la militarisation de l'espace et la stratégie de non-alignement de l'Europe est jugée probable pour 62,5% des participants.

Fiction 4 : Vers une Corse résiliente

1	Augmentation des températures de +2°C en 2050 avec stabilisation à l'horizon 2100	11	Evolution du système de soin vers une logique préventive, anticipative et coordonnée avec la création du CHU, pivot de cette transformation
2	Stratégie d'aménagement centralisée par la Collectivité de Corse grâce à un PADDUC révisé assurant la cohérence entre développement économique, préservation environnementale et équilibre territorial	12	Des inégalités sociales et territoriales toujours présentes, accentuées par les effets physiques et mentaux du changement climatique
3	Echanges extérieurs recentrés sur des ports de proximité plus propres desservis par des navettes peu émettrices en GES	13	Réseau numérique fiable
4	Système énergétique reposant sur un mix d'énergies renouvelables avec un déploiement important de dispositifs de stockage	14	Émergence d'un écosystème technologique permis par la maîtrise de l'IA et des infrastructures de calcul
5	Mutation de l'agriculture (plus résiliente) avec diversification autour de variétés plus résistantes à la chaleur et /ou cultivées en altitude	15	Formation adaptée aux besoins dans les secteurs à fort potentiel
6	Renforcement de l'autonomie alimentaire grâce à une structuration des filières locales et la recherche et l'innovation	16	Rationalisation des infrastructures de transport et décarbonation de ces transports
7	Hausse de la population qui atteint 420 000 habitants résultant d'une hausse de la natalité (1,6 enfant par femme), d'un gain d'espérance de vie et d'un solde migratoire positif	17	Repositionnement du tourisme sur des segments à fort pouvoir d'achat et étalement de la saison
8	L'immigration choisie a permis d'attirer des compétences stratégiques, notamment dans les domaines du numérique, de la santé et de l'agriculture	18	Transformation culturelle autour d'une identité insulaire moderne et solidaire
9	Développement de logements abordables	19	Participation citoyenne institutionnalisée
10	Développement du télétravail en zones rurales	20	La fusion de communes et la décentralisation fiscale ont permis une meilleure adaptabilité des politiques publiques

Cette dernière fiction est globalement considérée comme souhaitable, mais conditionnée à un changement politique. Elle offre, par ailleurs de nombreuses perspectives positives et des points de convergence :

- De même que pour la fiction 2, la révision du PADDUC est unanimement souhaitée mais probable pour seuls 50% des répondants.
- L'hypothèse d'échanges extérieurs recentrés sur des ports de proximité plus propres desservis par des navettes peu émettrices en GES est très largement souhaitée (94%) mais assez incertaine (58,9%).
- La mutation de l'agriculture (plus résiliente) avec une diversification autour de variétés plus résistantes à la chaleur et /ou cultivées en altitude est unanimement souhaitée.
- Le renforcement de l'autonomie alimentaire grâce à une structuration des filières locales et la recherche et l'innovation est souhaité par 100% des répondants.
- L'hypothèse de hausse de la population à 420 000 habitants est souhaitable pour 78,6% des répondants et relativement incertaine.
- Une immigration choisie semble souhaitable (87,5%).
- 56,3% des répondants considèrent le développement de logements abordables comme non probable bien qu'unaniment souhaité.
- Le développement du télétravail en zones rurales est souhaité par une très large majorité des répondants (87,5%) et est jugé comme probable pour 50% d'entre eux.
- L'évolution du système de soin vers une logique préventive, anticipatrice et coordonnée avec la création du CHU est unanimement souhaitée.
- Considérées comme non souhaitable (94%), les inégalités sociales sont probables pour 75% des répondants.
- La fiabilité du réseau numérique est souhaitable (100%) et probable (56,3%).
- L'émergence d'un écosystème technologique est quasi-unaniment souhaitée (94%).

- La rationalisation des infrastructures de transport et décarbonation de ces transports est à 100% souhaitable mais plutôt incertaine.
- Le repositionnement du tourisme sur des segments à fort pouvoir d'achat et l'étalement de la saison est souhaitable pour 81,3% des répondants.
- Une participation citoyenne institutionnalisée est quasi-unaniment souhaitée (94%).
- La fusion de communes et la décentralisation fiscale permettant une meilleure adaptabilité des politiques publiques est souhaitable pour 81,3% des participants.

Dix points majeurs sont à retenir :

1. La première fiction « Un territoire sous pression », qui est vue comme un prolongement de la situation actuelle, est inacceptable pour la société civile comme pour la jeunesse.
2. Les jeunes considèrent les fictions 2 et 3 comme acceptables sur davantage de points que les membres du CESEC.
3. Une divergence générationnelle peut être notée sur la fiction 3 « Une Corse frugale » : les membres du CESEC y voient un retour en arrière contrairement aux jeunes.
4. La fiction 4 « Une Corse résiliente » est la plus souhaitable mais également celle dans laquelle les hypothèses sont les plus incertaines.
5. Les attentes en matière de politiques publiques internationales, nationales et en particulier locales sont fortes.
6. Les évolutions climatiques sont inacceptables pour tous les participants.
7. Tous s'accordent sur l'importance d'une agriculture permettant une souveraineté alimentaire.
8. Les jeunes sont particulièrement inquiets et pessimistes sur les questions de santé, d'accès aux soins et d'inégalités sociales.
9. Les membres du CESEC considèrent la question démographique comme un enjeu majeur, redoutant une disparition progressive du peuple corse.
10. Les questions de mobilité constituent une préoccupation majeure pour les jeunes.

Les points de convergence de l'ensemble de ces fictions ont été utilisés afin de construire les quatre scénarios. Bien qu'ils ne soient pas tous souhaitables, le fait que certaines hypothèses négatives pour l'avenir soient considérées probables pour les jeunes et la société civile justifie leur prise en compte dans la construction des scénarios, afin d'identifier les risques et mettre en discussion des leviers d'action susceptibles d'en limiter les conséquences. Ainsi, l'ensemble des points de convergence relevés ont été utilisés pour construire les scénarios présentés plus loin dans le document.

ANNEXE 2 : LE PREMIER TABLEAU MORPHOLOGIQUE

Variables	Hypothèse 1	Hypothèse 2	Hypothèse 3	Hypothèse 4
Trajectoires de réchauffement	Valeurs minimales de la trajectoire de réchauffement	Valeurs médianes de la trajectoire de réchauffement	Valeurs maximales de la trajectoire de réchauffement	
Bouleversement de la biodiversité	Stabilité de l'état de biodiversité	Accélération de l'érosion de la biodiversité	Dégradation de la biodiversité	
Pressions anthropiques sur les ressources	Gestion planifiée des ressources	Contradiction croissante entre pressions anthropiques et production de normes environnementales	Exploitation intensive des ressources et montée des conflits	
Production et disponibilité des ressources énergétiques	Energies renouvelables optimisées : production locale, stockage, sobriété et efficacité énergétiques	Mix énergétique renouvelable et dépendance persistante aux importations énergétiques non renouvelables	Renforcement de la production et de la consommation d'énergies non renouvelables	

Variables	Hypothèse 1	Hypothèse 2	Hypothèse 3	Hypothèse 4
Évolution de l'agriculture	Déclin agricole dû au climat, aux normes et à la concurrence	Une agriculture stable mais fragile	Renforcement de la résilience agricole et de la souveraineté alimentaire	
Dynamiques migratoires extra-insulaires	Flux d'entrées élevés avec des arrivants peu qualifiés et des réfugiés	Faible nombre d'arrivants	Nombre d'arrivants plus faible mais avec des profils plus qualifiés par des politiques d'attractivité ciblées	Arrivées importantes issues de régions françaises et retour de la diaspora
Evolutions socio-démographiques	Déclin démographique et pressions sur les systèmes sociaux	Vieillissement accéléré et fragilisation du marché du travail	Croissance démographique portée par la natalité et les migrations	
Etat de santé de la population	Prévention et coordination renforcées du système de santé autour d'un CHU	Défis structurels et organisationnels d'un CHU insulaire	Vieillissement, maladies chroniques et accès inégal aux soins	
Modes de vie et pratiques de consommation	Consommation standardisée et dépendance accrue aux importations	Frugalité et réappropriation productive du territoire	Consommation contrainte par le pouvoir d'achat et dépendance à la grande distribution	
Cohésion sociale et inégalités	Hausse générale de la pauvreté	Des inégalités encore fortes mais atténuées par des actions locales de solidarité	Réduction de la pauvreté par l'action publique forte et concertée	

Variables	Hypothèse 1	Hypothèse 2	Hypothèse 3	Hypothèse 4
Développement de l'écosystème de formation	Manque d'attractivité et fuite des talents	Anticipation des besoins et économie fondée sur la connaissance	Masse critique de capital humain et développement territorial	
Dynamiques de l'emploi	Transformation de l'emploi par la technologie et le télétravail	Tensions sur le marché du travail et adaptation par la formation et les organisations	Recomposition de l'emploi et précarité	
Aménagement et rapport entre espaces urbains et ruraux	Déséquilibres territoriaux aggravés par l'étalement urbain et l'absence de coordination	Métropolisation institutionnalisée des villes d'Ajaccio et de Bastia	Planification territoriale stratégique coordonnée et revitalisation des villages	
Foncier et marché de l'immobilier	Hausse des prix fonciers et immobiliers et aggravation des inégalités d'accès au logement	Régulation du marché immobilier pour favoriser les logements permanents	Valorisation des espaces naturels et des terres agricoles	Captation et valorisation de la rente foncière par la puissance publique
Mutation et diversification de l'économie	Économie peu diversifiée et dépendante	Spécialisation ciblée et dynamique ascendante endogène	Diversification économique	
Développement du tourisme	Tourisme stable mais affaibli par un modèle vieillissant	Repositionnement vers une clientèle à fort pouvoir d'achat	Décroissance du tourisme	Croissance du tourisme

Variables	Hypothèse 1	Hypothèse 2	Hypothèse 3	Hypothèse 4
Transports et mobilités	Développement de l'offre externe mais dépendance accrue à la voiture	Réduction des connexions extérieures	Transition vers des mobilités durables	
Développement des pratiques numériques	Retard numérique et surcoûts pour l'économie	Transition numérique et isolement social	Transformation numérique et développement local	
Nouvelles technologies et innovation	Retard technologique et enjeux de souveraineté	Dépendance technologique externe et déficit de compétences locales	Tournant stratégique vers l'intelligence artificielle	
Identité culturelle collective	Fragmentation identitaire et repli	Evolution vers une identité plurielle ancrée dans la mémoire et le dialogue	Uniformisation culturelle et appauvrissement du lien social	
Démocratie et citoyenneté	Renouveau démocratique par une participation citoyenne élargie	Défaillance des institutions et réponses associatives	Fragilisation de la confiance dans les institutions et déclin civique	
Gouvernance locale et organisation du territoire	Réorganisation de l'action publique et recomposition du bloc communal	Recentralisation et fragilisation de la confiance locale	Renforcement de l'autonomie et consolidation des capacités décisionnelles locales	Redistribution des compétences et gouvernance territoriale
Finances publiques locales	Raréfaction des finances publiques	Réorientation des cibles fiscales	Décentralisation fiscale	
Géopolitique et coopérations internationales	Recomposition mondiale et vulnérabilités méditerranéennes	Perte de cohésion de l'UE et isolement accru de la Corse	Diplomatie environnementale méditerranéenne	Rôle stratégique accru de la Corse dans un contexte sécuritaire tendu

ANNEXE 3 : LE DEUXIÈME TABLEAU MORPHOLOGIQUE

	Micro-scénario 1	Micro-scénario 2	Micro-scénario 3	Micro-scénario 4	Micro-scénario 5	Micro-scénario 6
Changement climatique et environnement	Mal-adaptation et vulnérabilités environnementales	Résilience et adaptation face au changement climatique	Vulnérabilité et tensions face au changement climatique			
Développement humain	Croissance démographique et vulnérabilités sociales	Recul démographique et adaptation du travail	Renforcement des compétences et mutation productive	Croissance démographique et développement territorial	Attractivité du territoire par la cohésion, la santé et l'innovation	Transformation territoriale et capital humain
Dynamiques économiques, fractures et continuités du territoire	Aggravation des équilibres territoriaux et de la pression foncière dans une économie toujours portée par le tourisme	Diversification économique et décroissance du tourisme dans un contexte de métropolisation institutionnalisée	Planification, collectivisation de la rente foncière et repositionnement du tourisme	Métropolisation, valorisation des espaces naturels et transition vers tourisme haut de gamme	Diversification économique dans le cadre d'une planification stratégique et d'une régulation foncière et immobilière	
Connectivités et mobilités	Isolement et dépendance numérique et technologique	Amélioration technologique et limites structurelles	Souveraineté technologique et transition numérique			
Dynamiques institutionnelles	Crise de confiance et repli identitaire	Autonomie renforcée et identité plurielle	Elargissement de l'autonomie dans un cadre de tensions sécuritaires	Affaiblissement institutionnel et fragmentation sociale	Recomposition des puissances mondiales, recentralisation et affaiblissement identitaire	

ANNEXE 4 : LES MICRO-SCÉNARIOS

Enjeu n°1

A. CHANGEMENT CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENT

Trois micro-scénarios ont été élaborés pour cet enjeu.

A.1 LES HYPOTHÈSES

Variables	Hypothèse 1	Hypothèse 2	Hypothèse 3
Trajectoires de réchauffement	Valeurs minimales de la trajectoire de réchauffement	Valeurs médianes de la trajectoire de réchauffement	Valeurs maximales de la trajectoire de réchauffement
Bouleversement de la biodiversité	Stabilité de l'état de biodiversité	Accélération de l'érosion de la biodiversité	Dégénération de la biodiversité
Pressions anthropiques sur les ressources	Gestion planifiée des ressources	Contradiction croissante entre pressions anthropiques et production de normes environnementales	Exploitation intensive des ressources et montée des conflits
Production et disponibilité des ressources énergétiques	Energies renouvelables optimisées : production locale, stockage, sobriété et efficacité énergétiques	Mix énergétique renouvelable et dépendance persistante aux importations énergétiques non renouvelables	Renforcement de la production et de la consommation d'énergies non renouvelables
Évolution de l'agriculture	Déclin agricole dû au climat, aux normes et à la concurrence	Une agriculture stable mais fragile	Renforcement de la résilience agricole et de la souveraineté alimentaire

A.2 LES MICRO-SCÉNARIOS

Changement climatique et environnement	
Micro-scénario 1	Mal-adaptation et vulnérabilités environnementales
Micro-scénario 2	Résilience et adaptation face au changement climatique
Micro-scénario 3	Vulnérabilité et tensions face au changement climatique

A.2.1 Micro-scénario 1 : Mal-adaptation et vulnérabilités environnementales

Micro-scénario 1 : Mal-adaptation et vulnérabilités environnementales	Trajectoires de réchauffement	Bouleversement de la biodiversité	Pressions anthropiques sur les ressources	Production et disponibilité des ressources énergétiques	Évolution de l'agriculture
	Valeurs maximales de la trajectoire de réchauffement	Dégénération de la biodiversité	Exploitation intensive des ressources et montée des conflits	Renforcement de la production et de la consommation d'énergies non renouvelables	Déclin agricole dû au climat, aux normes et à la concurrence

À l'horizon 2050, la température moyenne mondiale aura augmenté d'environ +2°C par rapport à la période 1900-1930, et cette tendance devrait se poursuivre jusqu'à +3°C en 2100. En France, le réchauffement atteindrait environ +2,7°C en 2050 et pourrait culminer à +4°C d'ici la fin du siècle. Les vagues de chaleur deviendront nettement plus fréquentes et plus intenses, avec jusqu'à 19 jours dépassant 35°C et près de 111 nuits tropicales supérieures à 20°C. Les précipitations annuelles, comprises entre 700 et 1750 mm, se concentreront sur quelques épisodes intenses (4 à 6 jours de pluies remarquables), entrecoupés de périodes prolongées de sécheresse pouvant atteindre 238 jours de sol sec. Cette aridification progressive entraînera une augmentation significative du risque d'incendies, avec

jusqu'à 60 jours par an de sensibilité météorologique élevée.

L'augmentation des températures de l'eau de mer et de l'eau douce entraînera une réduction significative de la biodiversité, marquée par une mortalité accrue de nombreuses espèces (peuplements coralligènes, phytoplancton, etc.). Par ailleurs, l'élévation des températures favorisera la prolifération d'espèces non indigènes à caractère invasif, telles que certaines méduses, qui perturberont les équilibres écologiques existants. Dans les milieux d'eau douce, la diminution des débits moyens annuels et la précocité des étiages modifieront profondément le comportement et le cycle biologique des espèces sensibles, comme la truite, dont une partie pourrait disparaître en raison de conditions devenues défavorables. De plus, l'élévation du niveau marin

accentuera la mortalité des herbiers de Posidonie, entraînant la perte d'habitats essentiels pour de nombreuses espèces aquatiques.

Concernant la biodiversité terrestre, le dessèchement progressif des milieux affectera particulièrement les zones humides et les écosystèmes forestiers, réduisant la croissance végétale et la fécondité de la flore. Cette diminution de la production primaire limitera, d'une part la ressource alimentaire disponible pour la faune et augmentera, d'autre part le risque d'incendie. La modification des conditions environnementales privera ainsi certaines espèces de leurs milieux de développement optimaux, provoquant une hausse de la mortalité. Une élévation des températures de 2 à 3°C entraînerait un déplacement en altitude des étages de végétation, favorisant l'expansion des étages méditerranéens au détriment de l'étage alpin, dont la disparition menacerait de nombreuses espèces endémiques.

La Corse maintient une mobilisation intensive de ses ressources naturelles (eau, sites naturels, littoral), entraînant congestion, pollution et multiplication des conflits d'usage entre tourisme, agriculture, résidents et environnementalistes. Cette surexploitation, insuffisamment régulée, accentue les tensions territoriales et environnementales, avec des risques sanitaires et sociaux accrus. L'augmentation de la température des eaux favorise l'émergence de maladies tropicales (bilharziose, cyanobactéries), tandis que la baisse de la qualité de l'eau potable touche déjà des dizaines de milliers de personnes. La «double peine» (paiement des infrastructures et

achat d'eau en bouteille) alimente un sentiment d'injustice sociale. Sans régulation publique forte et gouvernance adaptée (comité de bassin, SAGE, Projet de Territoire pour la Gestion de l'Eau - PTGE, Agence de l'eau Corse), la situation risque de basculer vers une mal-adaptation, où les solutions choisies (grands barrages, dessalement, urbanisation mal maîtrisée) pérenniseront, voire aggravent, les déséquilibres existants.

La persistance de la dépendance aux énergies fossiles, accentuée par une demande énergétique mondiale en constante croissance, pourrait conduire à une augmentation de la production et de la consommation d'énergie non renouvelable. Malgré les efforts engagés en faveur de la transition énergétique, les contraintes économiques, technologiques ou géopolitiques pourraient freiner le déploiement massif des énergies renouvelables. Bien que cela pourrait permettre de répondre à court terme aux besoins énergétiques des entreprises, des transports et des ménages, cela se ferait au prix d'une augmentation des émissions de gaz à effet de serre et d'une pression accrue sur les ressources naturelles.

L'agriculture pourrait connaître un déclin significatif de sa production et de sa viabilité économique en raison de plusieurs facteurs : la crise climatique affectant les rendements agricoles, la réduction des aides de la PAC au profit de mesures environnementales, la pression accrue des espèces invasives et des maladies émergentes (comme le HLB ou la cicadelle africaine), ainsi que la concurrence à la fois de produits importés à bas coût ne respectant pas

les normes sanitaires et environnementales européennes et celle

des autres régions qui auront un climat plus propice à certaines cultures.

A.2.2 Micro-scénario 2: Résilience et adaptation face au changement climatique

Micro-scénario 2 : Résilience et adaptation face au changement climatique	Trajectoires de réchauffement	Bouleversement de la biodiversité	Pressions anthropiques sur les ressources	Production et disponibilité des ressources énergétiques	Évolution de l'agriculture
	Valeurs minimales de la trajectoire de réchauffement	Stabilité de l'état de biodiversité	Gestion planifiée des ressources	Energies renouvelables optimisées : production locale, stockage, sobriété et efficacité énergétiques	Renforcement de la résilience agricole et de la souveraineté alimentaire

À l'horizon 2050, la température moyenne mondiale devrait avoir augmenté d'environ +2°C par rapport à la période 1900-1930, tandis qu'en France, le réchauffement atteindrait environ +2,7°C, avant de se poursuivre jusqu'à +4°C d'ici 2100. Cette élévation s'accompagne d'une intensification des extrêmes climatiques : les vagues de chaleur deviennent plus fréquentes et plus longues, avec jusqu'à 6 jours par an dépassant 35°C, notamment dans les régions méridionales, et plus de 80 nuits tropicales où la température nocturne demeure supérieure à 20°C. Le régime pluviométrique, compris entre 600 et 1350 mm par an, se caractérise par une plus grande variabilité interannuelle et une concentration accrue des précipitations sur un nombre limité d'épisodes intenses, entrecoupés de périodes prolongées de sécheresse pouvant atteindre près de 192 jours. Cette aridification saisonnière s'accompagne d'un risque accru d'incendies, avec jusqu'à 40 jours par an

présentant une sensibilité météorologique élevée.

Malgré les évolutions climatiques et les pressions exercées sur les milieux naturels, la biodiversité pourrait demeurer globalement stable à moyen terme, grâce à la résilience des écosystèmes et aux mesures de gestion et de conservation mises en œuvre. Dans les milieux aquatiques et côtiers, certaines espèces pourraient s'adapter progressivement aux nouvelles conditions thermiques ou hydrologiques, limitant ainsi les pertes de diversité. De même, les programmes de restauration écologique et les aires protégées contribueraient à maintenir la fonctionnalité des habitats et à préserver les principales communautés biologiques. En milieu terrestre, bien que des variations locales de composition spécifique puissent survenir, les équilibres globaux entre habitats et espèces seraient préservés grâce à la

plasticité écologique de nombreuses espèces et à la diversité des paysages.

Face à ces changements, les autorités locales adoptent une gestion rigoureuse et planifiée des ressources, reposant sur des politiques de préservation environnementale et une régulation stricte des usages. Cette approche s'appuie sur une anticipation des effets du bouleversement climatique (allongement de l'étiage estival, hausse de la température des cours d'eau, risques sanitaires comme la bilharziose ou la prolifération du moustique tigre) et sur la prévention des tensions sociales et économiques.

Une telle gouvernance suppose un changement de paradigme (sobriété vs stockage), une réduction des pertes dans les réseaux (50% de fuite aujourd'hui), l'optimisation de l'usage agricole (50% de la ressource mobilisée), et l'accompagnement des acteurs (agriculteurs, professionnels du tourisme, collectivités) vers des pratiques adaptées : micro-aspersion, réutilisation des eaux usées traitées, retenues collinaires, bâches souples, bassines, piscines dimensionnées et alimentées en hiver. Cette stratégie permet de mieux répartir la ressource, de préserver la qualité de l'eau potable (aujourd'hui compromise pour 30 000 à 40 000 habitants de l'intérieur) et de concilier développement économique, attractivité touristique et préservation des écosystèmes insulaires.

La transition énergétique s'inscrit dans la même logique d'adaptation et de résilience. L'augmentation de la part des énergies renouvelables est rendue possible par le déploiement de systèmes

de stockage performants, capables de valoriser l'énergie excédentaire produite par les installations photovoltaïques, éoliennes et hydrauliques. Ces innovations favorisent l'émergence de micro-réseaux décentralisés et d'îlots énergétiques autonomes, réduisant la dépendance aux énergies fossiles. Parallèlement, la sobriété et l'efficacité énergétique deviennent des leviers majeurs pour maîtriser la demande : amélioration de l'isolation thermique des bâtiments, remplacement des menuiseries, optimisation des matériaux et intégration de technologies de gestion intelligente des consommations. Ces dispositifs visent à réduire le recours à la climatisation et au chauffage tout en maintenant un confort thermique acceptable. Dans le secteur des transports, la diminution de la disponibilité des ressources fossiles accélère la diffusion des véhicules électriques et à hydrogène, ce qui renforce la nécessité de développer des capacités supplémentaires de production et de stockage d'électricité.

Enfin, le secteur agricole joue un rôle essentiel dans la résilience globale du territoire. La souveraineté alimentaire se consolide grâce à la diversification des productions, à l'introduction de cultures plus résistantes à la chaleur et au stress hydrique, à la recherche agronomique et à l'innovation technique. L'essor de nouvelles filières, la structuration des marchés locaux et le développement de cultures en altitude ou d'exploitations de type fruitier de montagne constituent autant de réponses à la variabilité climatique. Ces transformations, portées par une approche intégrée de la gestion des ressources et par un

renforcement de la coopération entre acteurs, contribuent à accroître la résilience des systèmes agricoles et à

garantir une sécurité alimentaire durable.

A.2.3 Micro-scénario 3 : Vulnérabilité et tensions face au changement climatique

Micro-scénario 3 : Vulnérabilité et tensions face au changement climatique	Trajectoires de réchauffement	Bouleversement de la biodiversité	Pressions anthropiques sur les ressources	Production et disponibilité des ressources énergétiques	Évolution de l'agriculture
	Valeurs médianes de la trajectoire de réchauffement	Accélération de l'érosion de la biodiversité	Contradiction croissante entre pressions anthropiques et production de normes environnementales	Mix énergétique renouvelable et dépendance persistante aux importations énergétiques non renouvelables	Une agriculture stable mais fragile

À l'horizon 2050, la température moyenne mondiale aura augmenté d'environ +2°C par rapport à la période 1900-1930, et cette tendance devrait se poursuivre jusqu'à +3°C en 2100. En France, le réchauffement atteindrait environ +2,7°C en 2050 et pourrait culminer à +4°C d'ici la fin du siècle. Les vagues de chaleur deviendront nettement plus fréquentes et plus intenses, avec jusqu'à 11 jours dépassant 35°C et près de 100 nuits tropicales supérieures à 20°C. Les précipitations annuelles, comprises entre 640 et 1500 mm, se concentreront sur quelques épisodes intenses (3 à 4 jours de pluies remarquables), entrecoupés de périodes prolongées de sécheresse pouvant atteindre 216 jours de sol sec. Cette aridification progressive entraînera une augmentation significative du risque d'incendies, avec jusqu'à 49 jours par an de sensibilité météorologique élevée.

Les changements climatiques et les modifications progressives des conditions environnementales pourraient accentuer certaines pressions sur la biodiversité, sans pour autant entraîner une dégradation généralisée des écosystèmes. Dans les milieux aquatiques, la hausse des températures et la variation des débits pourraient modifier la répartition et la dynamique de quelques populations sensibles, notamment en eau douce ou côtière. Certaines espèces opportunistes ou non indigènes pourraient profiter de ces nouvelles conditions, modifiant localement les équilibres écologiques. En milieu terrestre, l'assèchement progressif de certains habitats et la fréquence accrue des épisodes de sécheresse pourraient réduire la vitalité de certaines formations végétales, affectant indirectement les espèces qui en dépendent. Ces évolutions se traduiraient par une dégradation modérée mais continue de

la diversité biologique, affectant surtout les écosystèmes les plus sensibles.

Le modèle de développement économique corse, fondé sur une forte consommation des ressources naturelles (urbanisation littorale, tourisme intensif, agriculture irriguée) entre de plus en plus en contradiction avec les normes nationales et européennes relatives à la préservation de l'eau et de l'environnement. Cette contradiction se manifeste par un retard infrastructurel (assainissement, traitement des eaux de surface, rendement des réseaux), une absence de maîtrise de la ressource (forte évapotranspiration, pressions agricoles et touristiques) et une qualité de l'eau dégradée (intrusions salines, pesticides, substances dangereuses, PFAS, cyanobactéries).

Ces défaillances sont accentuées par le changement climatique (perte de 30 % du débit des cours d'eau en 40 ans, réchauffement accéléré des rivières entraînant la disparition d'espèces) et fragilisent la viabilité du modèle actuel. Faute d'anticipation et d'alternative durable clairement définie, ce décalage crée des tensions sociales et territoriales, remet en cause l'avenir agricole et touristique de l'île et accroît la dépendance à des solutions coûteuses ou inadaptées (comme le dessalement de la mer entraînant une surconsommation d'énergie, un coût élevé et des problèmes environnementaux avec des rejets ou la construction de grands barrages, trop long à construire avec un coût élevé et

des risques d'évaporation et de présence de cyanobactéries).

Sur le plan énergétique, bien que le mix se diversifie progressivement vers les renouvelables, la dépendance demeure forte vis-à-vis des importations, tant pour les carburants fossiles que pour les composants technologiques nécessaires à la production d'énergie solaire ou éolienne. Cette vulnérabilité expose le territoire à des risques d'approvisionnement, notamment en cas de crises géopolitiques ou de perturbations des chaînes logistiques internationales. L'objectif d'autonomie énergétique reste donc partiel, limité par la taille du marché et la capacité de stockage encore insuffisante.

Sur la plan agricole, certaines filières dynamiques, comme la clémentine ou le vin, bénéficient de labels qui renforcent leur valorisation. La clémentine, très compétitive et disposant de nombreux débouchés devra s'adapter pour maintenir, voire accroître, son niveau de production. La filière vin, quant à elle, rencontre davantage de difficultés à l'export et reste fortement dépendante du tourisme, tout comme la charcuterie, ce qui fragilise l'équilibre en cas de recul de la fréquentation. Dans une logique de marché tournée vers l'exportation des productions à forte valeur ajoutée, les labels évoluent vers plus de souplesse pour soutenir la valorisation de ces filières. Cependant la transmission pourrait devenir plus complexe dans le cas des grandes exploitations et la concurrence d'autres régions disposant d'un climat plus favorable représentera un défi supplémentaire.

A.3 RÉSUMÉ DES MICRO-SCÉNARIOS

Changement climatique et environnement					
	Trajectoires de réchauffement	Bouleversement de la biodiversité	Pressions anthropiques sur les ressources	Production et disponibilité des ressources énergétiques	Évolution de l'agriculture
Micro-scénario 1 : Mal-adaptation et vulnérabilités environnementales	Valeurs maximales de la trajectoire de réchauffement	Dégradation de la biodiversité	Exploitation intensive des ressources et montée des conflits	Renforcement de la production et de la consommation d'énergies non renouvelables	Déclin agricole dû au climat, aux normes et à la concurrence
Micro-scénario 2 : Résilience et adaptation face au changement climatique	Valeurs minimales de la trajectoire de réchauffement	Stabilité de l'état de biodiversité	Gestion planifiée des ressources	Energies renouvelables optimisées : production locale, stockage, sobriété et efficacité énergétiques	Renforcement de la résilience agricole et de la souveraineté alimentaire
Micro-scénario 3 : Vulnérabilité et tensions face au changement climatique	Valeurs médianes de la trajectoire de réchauffement	Accélération de l'érosion de la biodiversité	Contradiction croissante entre pressions anthropiques et production de normes environnementales	Mix énergétique renouvelable et dépendance persistante aux importations énergétiques non renouvelables	Une agriculture stable mais fragile

Enjeu n°2

B. DÉVELOPPEMENT HUMAIN

Six micro-scénarios ont été élaborés pour cet enjeu.

B.1. LES HYPOTHÈSES

Variables	Hypothèse 1	Hypothèse 2	Hypothèse 3	Hypothèse 4
Dynamiques migratoires extra-insulaires	Flux d'entrées élevés avec des arrivants peu qualifiés et des réfugiés	Faible nombre d'arrivants	Nombre d'arrivants plus faible mais avec des profils plus qualifiés par des politiques d'attractivité ciblées	Arrivées importantes issues de régions françaises et retour de la diaspora
Evolutions socio-démographiques	Déclin démographique et pressions sur les systèmes sociaux	Vieillissement accéléré et fragilisation du marché du travail	Croissance démographique portée par la natalité et les migrations	
Etat de santé de la population	Prévention et coordination renforcées du système de santé autour d'un CHU	Défis structurels et organisationnels d'un CHU insulaire	Vieillissement, maladies chroniques et accès inégal aux soins	
Modes de vie et pratiques de consommation	Consommation standardisée et dépendance accrue aux importations	Frugalité et réappropriation productive du territoire	Consommation contrainte par le pouvoir d'achat et dépendance à la grande distribution	

Cohésion sociale et inégalités	Hausse générale de la pauvreté	Des inégalités encore fortes mais atténuées par des actions locales de solidarité	Réduction de la pauvreté par l'action publique forte et concertée	
Développement de l'écosystème de formation	Manque d'attractivité et fuite des talents	Anticipation des besoins et économie fondée sur la connaissance	Masse critique de capital humain et développement territorial	
Dynamiques de l'emploi	Transformation de l'emploi par la technologie et le télétravail	Tensions sur le marché du travail et adaptation par la formation et les organisations	Recomposition de l'emploi et précarité	

B.2. LES MICRO-SCÉNARIOS

Développement humain	
Micro-scénario 1	Croissance démographique et vulnérabilités sociales
Micro-scénario 2	Recul démographique et adaptation du travail
Micro-scénario 3	Renforcement des compétences et mutation productive
Micro-scénario 4	Croissance démographique et développement territorial
Micro-scénario 5	Attractivité du territoire par la cohésion, la santé et l'innovation
Micro-scénario 6	Transformation territoriale et capital humain

B.2.1 Micro-scénario 1: Croissance démographique et vulnérabilités sociales

Micro-scénario 1 : Croissance démographique et vulnérabilités sociales	Dynamiques migratoires extra-insulaires	Evolutions socio-démographiques	Etat de santé de la population	Modes de vie et pratiques de consommation	Cohésion sociale et inégalités	Développement de l'écosystème de formation	Dynamiques de l'emploi
	Flux d'entrées élevés avec des arrivants peu qualifiés et des réfugiés	Croissance démographique portée par la natalité et les migrations	Défis structurels et organisationnels d'un CHU insulaire	Consommation contrainte par le pouvoir d'achat et dépendance à la grande distribution	Hausse générale de la pauvreté	Manque d'attractivité et fuite des talents	Recomposition de l'emploi et précarité

La Corse connaît une hausse importante de la population autour de 420 000 personnes liée à des gains élevés en espérance de vie, à l'arrivée de populations extérieures et à une augmentation de la natalité (1,6 enfants par femme). La redynamisation démographique par la natalité et la jeunesse est due à une combinaison de leviers tels que l'accès au logement abordable, le développement du travail à distance dans les zones rurales et une politique active de reconstruction du lien social, visant à favoriser l'acculturation et l'émergence d'un projet commun de société. Cependant, les territoires ne connaissent pas une évolution homogène : la croissance démographique se concentre principalement dans les centres urbains et littoraux, où la natalité est plus élevée et l'attractivité économique renforcée, tandis que l'intérieur de l'île et les zones rurales continuent de se dépeupler et de vieillir, accentuant les disparités territoriales.

Le solde migratoire est relativement élevé (+4000 par an) témoignant d'un flux d'entrées important. Parmi ces nouveaux arrivants figurent des travailleurs peu

qualifiés, souvent employés dans le secteur agricole. L'île accueille également, de façon transitoire, des réfugiés climatiques ou politiques fuyant des conditions de vie devenues intenables.

La création d'un CHU en Corse marque un progrès à la fois symbolique et structurel. Ce projet, soutenu par une mobilisation nationale et régionale forte, vise à réduire la dépendance aux soins hors de l'île et à renforcer l'attractivité médicale. Cependant, sans une réorganisation et une coordination plus large du système régional, le CHU risquerait de produire des effets limités. Son impact dépend de la capacité du territoire à structurer un écosystème médical et universitaire dynamique, condition nécessaire pour attirer et retenir des praticiens expérimentés. L'offre de soins resterait par ailleurs fragmentée si les acteurs locaux poursuivaient leurs actions de manière isolée, sans outils partagés ni coordination territoriale effective. Des progrès notables sont enregistrés : quadrillage du territoire par des maisons de santé pluridisciplinaires, développement de la prévention et

éducation à la santé dès l'école, qui contribuent à réduire les effets de la sédentarité et des déséquilibres alimentaires. Malgré ces avancées, l'état de santé global demeure préoccupant. Les maladies physiques et psychiques tendent à s'aggraver, l'augmentation de l'espérance de vie accentue la dépendance et la progression du nombre de médecins ne compense que partiellement les départs à la retraite. Les tensions sur l'offre de soins persistent, particulièrement lors des pics de fréquentation touristique. Le CHU représente une opportunité de transformation systémique, mais aussi un défi financier et organisationnel dans un contexte de raréfaction des ressources publiques.

La consommation reste largement tournée vers la grande distribution : d'une part du fait de l'harmonisation de ses pratiques de consommation et, d'autre part par des politiques de compétitivité-prix permises par des rendements d'échelle. Bien que moins chère que la production locale, la grande distribution maintient des prix élevés par rapport au pouvoir d'achat de la population. Les prix plus élevés des produits locaux freinent le recours aux circuits courts et à l'approvisionnement de proximité et limitent le développement d'une production insulaire compétitive.

La pauvreté progresse en raison de la hausse du coût de la vie et de la faiblesse des revenus. Une part croissante de la population, y compris parmi les travailleurs, peine à couvrir ses besoins essentiels, tandis que les retraités modestes et les familles et en particulier les enfants voient leur situation se

dégrader. Cette évolution traduit une fragilisation générale du tissu social, marquée par le recul du pouvoir d'achat et le creusement des écarts entre les classes sociales. À terme, la persistance de niveaux de pauvreté élevés risque d'alimenter un sentiment de déclassement collectif et de renforcer les tensions sociales et générationnelles.

L'offre de formation en Corse peine à gagner en attractivité, ce qui entraîne une accentuation de la fuite des talents, en particulier parmi les meilleurs bacheliers. Cette dynamique prive le territoire d'une partie de son capital humain le plus qualifié et contribue à fragiliser ses perspectives de développement économique. Le départ massif des étudiants vers des pôles universitaires extérieurs limite la capacité de la Corse à constituer une masse critique de diplômés sur place, affaiblit le renouvellement des élites locales et accentue la dépendance vis-à-vis des compétences importées. À terme, cette situation risque de creuser davantage l'écart entre l'île et les grands centres de formation et de freiner l'émergence d'un modèle économique fondé sur la connaissance et l'innovation.

La raréfaction des ressources publiques entraîne une diminution de l'emploi public, quantitativement important dans l'économie corse. Cette évolution a engendré des situations de précarité et de sous-emploi. Les travailleurs se sont en grande partie redéployés dans d'autres secteurs eux-mêmes en tension (aide à la personne, bâtiment,...). Toutefois, ces emplois demeurent moins stables et moins rémunérateurs, ne

compensant qu'en partie le recul du secteur public.

B.2.2 Micro-scénario 2 : Recul démographique et adaptation du travail

	Dynamiques migratoires extra-insulaires	Evolutions socio-démographiques	Etat de santé de la population	Modes de vie et pratiques de consommation	Cohésion sociale et inégalités	Développement de l'écosystème de formation	Dynamiques de l'emploi
Micro-scénario 2 : Recul démographique et adaptation du travail	Faible nombre d'arrivants	Déclin démographique et pressions sur les systèmes sociaux	Vieillissement, maladies chroniques et accès inégal aux soins	Consommation standardisée et dépendance accrue aux importations	Des inégalités encore fortes mais atténuées par des actions locales de solidarité	Manque d'attractivité et fuite des talents	Tensions sur le marché du travail et adaptation par la formation et les organisations

La Corse enregistre une baisse de la population autour des 325 000 personnes. Cela est dû à une baisse de la natalité (environ 1,19 enfants par femme) accompagnée de faibles gains en espérance de vie entraînant des impacts importants : pénuries de main-d'œuvre, problématique des systèmes publics de santé et de retraites.

Le solde migratoire est relativement faible (+2000 par an), avec peu de départs et d'arrivées. On observe une diminution des arrivées de continentaux, liée à la baisse des migrations résidentielles, en partie imputable aux conditions climatiques sur l'île.

Certaines maladies tendent à s'accentuer, tandis que l'allongement, même relativement faible, de l'espérance de vie entraîne une hausse des pathologies liées à l'âge. Dans le même temps, les inégalités sociales et territoriales continuent de conditionner l'accès aux soins, l'exposition aux maladies et les comportements alimentaires. Les effets du changement

climatique risquent d'altérer la santé physique et mentale de la population, particulièrement chez les plus jeunes. En l'absence de CHU et face à des besoins croissants, l'état de santé de la population se dégrade, en particulier chez les personnes les plus précaires. Ce phénomène est aggravé par les difficultés d'accès aux soins, tant intra qu'interrégionales et par les privations sociales qui engendrent des situations de renoncement. L'arrivée, même relativement faible, de nouvelles populations et la fréquentation touristique exercent une pression supplémentaire sur un système de santé sous-dimensionné. Le vieillissement, conjugué aux départs massifs à la retraite des médecins, accroît la dépendance et limite l'accès aux soins. De plus, les comportements liés à la sédentarité et aux mauvaises habitudes alimentaires renforcent la prévalence de maladies chroniques telles que l'obésité, le diabète et les pathologies cardiovasculaires. Les infrastructures hospitalières et médico-sociales

(EHPAD, hôpitaux, maisons de santé) restent insuffisantes, faute de financements et d'aboutissement des projets structurants tels que le CHU ou la création de l'hôpital de Bastia. La Corse connaît une dégradation progressive de l'état de santé de sa population, marquée par des inégalités territoriales accrues entre zones urbaines saturées et zones rurales sous-équipées. A terme, l'île s'expose au risque d'un véritable décrochage sanitaire si aucune réforme structurelle n'est engagée.

Les modes de vie continuent de reposer majoritairement sur une économie de consommation davantage que de production, caractérisée par une forte standardisation des pratiques : recours accru à l'e-commerce, dépendance aux importations, déclin du commerce de proximité et uniformisation de l'offre.

Ce modèle, déjà bien ancré, tend à se renforcer, tandis que les initiatives visant à promouvoir des alternatives locales ou durables peinent à s'imposer, révélant une résistance au changement de ces habitudes de consommation. Par ailleurs, ces modes de vie renforcent le retard de plus en plus important dans la valorisation, le tri et le traitement des déchets avec une hausse de la production des déchets nécessitant leur exportation sur le continent.

Même si la pauvreté reste une réalité en Corse, notamment à cause du coût de la vie et de la faiblesse des revenus, des signes d'amélioration apparaissent. Les actions menées pour améliorer l'accès au logement, à l'emploi ou aux soins, ainsi que les initiatives locales de solidarité, contribuent peu à peu à réduire les inégalités et à renforcer la

cohésion sociale. Ces évolutions montrent que le territoire dispose de ressources et d'une capacité d'adaptation face aux difficultés économiques.

L'offre de formation peine à gagner en attractivité, ce qui entraîne une accentuation de la fuite des talents, en particulier parmi les meilleurs bacheliers. Cette dynamique prive le territoire d'une partie de son capital humain le plus qualifié et contribue à fragiliser ses perspectives de développement économique. Le départ massif des étudiants vers des pôles universitaires extérieurs limite la capacité de la Corse à constituer une masse critique de diplômés sur place, affaiblit le renouvellement des élites locales et accentue la dépendance vis-à-vis des compétences importées. À terme, cette situation risque de creuser davantage l'écart entre l'île et les grands centres de formation et de freiner l'émergence d'un modèle économique fondé sur la connaissance et l'innovation.

Certains secteurs connaissent une demande croissante en emplois mais peinent à recruter en raison du manque de main-d'œuvre qualifiée et d'une offre de formation insuffisante. Le vieillissement de la population accentue ces tensions avec une réduction de la part d'actifs disponibles. Près d'un tiers des actifs actuels en Corse cesseront leur activité d'ici 2030. Des transformations organisationnelles sont nécessaires pour faire face à cette raréfaction des ressources humaines. Pour pallier ce manque de main-d'œuvre, deux solutions sont exploitées. D'une part, l'adaptation de l'offre de

formation pour mieux correspondre aux besoins du marché du travail et d'autre part, le recours à l'automatisation, à la digitalisation. La réorganisation des

processus de travail passe par la polyvalence des salariés et l'optimisation des ressources disponibles.

B.2.3 Micro-scénario 3 : Renforcement des compétences et mutation productive

	Dynamiques migratoires extra-insulaires	Evolutions socio-démographiques	Etat de santé de la population	Modes de vie et pratiques de consommation	Cohésion sociale et inégalités	Développement de l'écosystème de formation	Dynamiques de l'emploi
Micro-scénario 3 : Renforcement des compétences et mutation productive	Nombre d'arrivants plus faible mais avec des profils plus qualifiés par des politiques d'attractivité ciblées	Vieillissement accéléré et fragilisation du marché du travail	Prévention et coordination renforcées du système de santé autour d'un CHU	Frugalité et réappropriation productive du territoire	Des inégalités encore fortes mais atténuées par des actions locales de solidarité	Anticipation des besoins et économie fondée sur la connaissance	Tensions sur le marché du travail et adaptation par la formation et les organisations

La Corse connaît une légère hausse de la population autour de 370 000 personnes liée à des gains en espérance de vie et à l'arrivée de populations extérieures. La natalité continue de diminuer et la population est de plus en plus vieillissante, ce qui a des impacts importants sur l'emploi. Le solde migratoire annuel est relativement modéré (environ 2 500 personnes). Les politiques de développement économique, en favorisant l'implantation ou le dynamisme de certaines activités, contribuent à attirer des travailleurs qualifiés et au retour d'une partie de la diaspora.

Le vieillissement de la population, l'accentuation de certaines maladies et les inégalités sociales et territoriales, aggravées par les effets du changement climatique, risquent de fragiliser l'état de santé en Corse. Face à ces défis, une transformation profonde du système de

soins pourrait s'opérer, marquée par un passage du curatif vers le prédictif et le préventif, grâce notamment à l'intelligence artificielle et à un renforcement de l'autonomie des individus. Cette transformation s'accompagne d'une politique ambitieuse de prévention, structurée autour d'un plan régional de santé reposant sur trois piliers (la santé publique, la santé environnementale et la santé au travail) et d'un CHU en lien avec les territoires de proximité. Cette évolution suppose une modernisation ambitieuse de son système de santé : création d'un CHU, construction d'un nouvel hôpital à Bastia, développement de nouvelles infrastructures et professionnalisation accrue de l'organisation médicale et administrative. Elle implique également de réduire les inégalités d'accès aux soins, de repenser la prise en charge des

troubles psychiques et d'organiser l'offre autour de parcours coordonnés et personnalisés. L'un des basculements majeurs pourrait venir d'un changement de logique dans l'organisation des soins. Il ne s'agirait plus d'additionner les offres ou de les mettre en concurrence, mais de favoriser la coordination entre professionnels, la transparence dans les échanges d'informations et l'élaboration de parcours de santé personnalisés. Cette approche requiert la mise en place d'outils partagés, de dispositifs de coordination efficaces et d'un pilotage centré sur les besoins réels des patients. Ces évolutions renforceraient l'attractivité de l'île pour les jeunes médecins, stabilisant ainsi les effectifs, tout en plaçant la prévention au cœur des politiques éducatives ambitieuses qui permettraient de réduire durablement l'obésité et les maladies liées à la sédentarité. Les nouvelles technologies, notamment dans le domaine du dépistage biologique et génétique, permettraient un suivi individualisé et précoce des risques sanitaires. Grâce à cette structuration et à ces innovations, la Corse parviendrait à absorber la pression démographique et touristique sur les systèmes de santé, tout en maintenant, voire en améliorant, les indicateurs de santé de sa population. Une politique de prise en charge des personnes âgées est également mise en place, visant à développer des structures d'accueil collectif et à favoriser le maintien à domicile.

Face au changement climatique et à la fragilité du modèle fondé sur l'importation, la Corse évolue vers un mode de vie plus frugal et local. Les

circuits courts et les filières locales, offrant des produits de qualité à des prix raisonnables, deviendraient des piliers de cette transition. Cette dynamique renforce la souveraineté alimentaire et encourage une réappropriation productive du territoire, notamment autour de pôles agricoles et artisanaux. Pour durer, elle nécessite une politique volontariste rendant les produits locaux moins chers et accessibles à tous.

Même si la pauvreté reste une réalité en Corse, notamment à cause du coût de la vie et de la faiblesse des revenus, des signes d'amélioration apparaissent. Les actions menées pour améliorer l'accès au logement, à l'emploi ou aux soins, ainsi que les initiatives locales de solidarité, contribuent peu à peu à réduire les inégalités et à renforcer la cohésion sociale. Ces évolutions montrent que le territoire dispose de ressources et d'une capacité d'adaptation face aux difficultés économiques.

Les formations en Corse parviennent à anticiper les besoins futurs, en particulier dans les domaines de l'intelligence artificielle, de la robotique et des compétences pluridisciplinaires. Le territoire amorce une transition vers une économie de la connaissance, moins vulnérable aux aléas externes. S'adapter uniquement aux besoins actuels des entreprises, centrés sur des secteurs traditionnels comme le tourisme et l'hôtellerie, reviendrait à répondre à court terme, sans préparer l'avenir. Or, le tourisme, pilier économique de l'île, est particulièrement exposé aux effets du changement climatique et pourrait connaître un déclin structurel. Miser sur

l'innovation et sur des compétences de demain permettrait non seulement de diversifier l'économie, mais également de renforcer son attractivité auprès des étudiants corses et extérieurs. La formation deviendrait alors un moteur central de la transition vers un modèle économique durable et compétitif.

Certains secteurs connaissent une demande croissante en emplois mais peinent à recruter en raison du manque de main-d'œuvre qualifiée et d'une offre de formation insuffisante sur le territoire. Le vieillissement de la population accentue ces tensions avec une réduction de la part d'actifs disponibles.

Près d'un tiers des actifs actuels en Corse cesseront leur activité d'ici 2030. Des transformations organisationnelles sont nécessaires pour faire face à cette raréfaction des ressources humaines. Pour pallier ce manque de main d'œuvre, deux solutions sont exploitées. D'une part, l'adaptation de l'offre de formation pour mieux correspondre aux besoins du marché du travail et d'autre part, le recours à l'automatisation, à la digitalisation. La réorganisation des processus de travail passe par polyvalence des salariés et l'optimisation des ressources disponibles.

B.2.4 Micro-scénario 4 : Croissance démographique et développement territorial

Micro-scénario 4 : Croissance démographique et développement territorial	Dynamiques migratoires extra-insulaires	Evolutions socio-démographiques	Etat de santé de la population	Modes de vie et pratiques de consommation	Cohésion sociale et inégalités	Développement de l'écosystème de formation	Dynamiques de l'emploi
	Arrivées importantes issues de régions françaises et retour de la diaspora	Croissance démographique portée par la natalité et les migrations	Prévention et coordination renforcées du système de santé autour d'un CHU	Consommation standardisée et dépendance accrue aux importations	Réduction de la pauvreté par l'action publique forte et concertée	Masse critique de capital humain et développement territorial	Transformation de l'emploi par la technologie et le télétravail

La Corse connaît une hausse importante de la population autour de 420 000 personnes liée à des gains élevés en espérance de vie, à l'arrivée de populations extérieures et à une augmentation de la natalité (1,6 enfants par femme). La redynamisation démographique par la natalité et la jeunesse est due à une combinaison de leviers tels que l'accès au logement abordable, le développement du travail à distance dans les zones rurales, et une politique active de reconstruction du lien

social, visant à favoriser l'acculturation et l'émergence d'un projet commun de société. Cependant, les territoires ne connaissent pas une évolution homogène : la croissance démographique se concentre principalement dans les centres urbains et littoraux, où la natalité est plus élevée et l'attractivité économique renforcée, tandis que l'intérieur de l'île et les zones rurales continuent de se dépeupler et de vieillir, accentuant les disparités territoriales. La Corse présente un solde

migratoire positif d'environ 3 000 à 4 000 personnes. On observe à la fois une hausse des migrations résidentielles issues de régions françaises et le retour d'une partie de la diaspora, avec des niveaux de qualification hétérogènes (à la fois des personnes qualifiées et peu qualifiées) pouvant engendrer des tensions identitaires.

Le vieillissement de la population, l'accentuation de certaines maladies et les inégalités sociales et territoriales, aggravées par les effets du changement climatique, risquent de fragiliser l'état de santé en Corse. Face à ces défis, une transformation profonde du système de soins pourrait s'opérer, marquée par un passage du curatif vers le prédictif et le préventif, grâce notamment à l'intelligence artificielle et à un renforcement de l'autonomie des individus. Cette transformation s'accompagne d'une politique ambitieuse de prévention, structurée autour d'un plan régional de santé reposant sur trois piliers (la santé publique, la santé environnementale et la santé au travail) et d'un CHU en lien avec les territoires de proximité. Cette évolution suppose une modernisation ambitieuse de son système de santé : création d'un CHU, construction d'un nouvel hôpital à Bastia, développement de nouvelles infrastructures et professionnalisation accrue de l'organisation médicale et administrative. Elle implique également de réduire les inégalités d'accès aux soins, de repenser la prise en charge des troubles psychiques et d'organiser l'offre autour de parcours coordonnés et personnalisés. L'un des basculements majeurs pourrait venir d'un changement

de logique dans l'organisation des soins. Il ne s'agirait plus d'additionner les offres ou de les mettre en concurrence, mais de favoriser la coordination entre professionnels, la transparence dans les échanges d'informations et l'élaboration de parcours de santé personnalisés. Cette approche requiert la mise en place d'outils partagés, de dispositifs de coordination efficaces et d'un pilotage centré sur les besoins réels des patients. Ces évolutions renforeraient l'attractivité de l'île pour les jeunes médecins, stabilisant ainsi les effectifs, tout en plaçant la prévention au cœur des politiques éducatives ambitieuses qui permettraient de réduire durablement l'obésité et les maladies liées à la sédentarité. Les nouvelles technologies, notamment dans le domaine du dépistage biologique et génétique, permettraient un suivi individualisé et précoce des risques sanitaires. Grâce à cette structuration et à ces innovations, la Corse parviendrait à absorber la pression démographique et touristique sur les systèmes de santé, tout en maintenant, voire en améliorant, les indicateurs de santé de sa population. Une politique de prise en charge des personnes âgées est également mise en place, visant à développer des structures d'accueil collectif et à favoriser le maintien à domicile.

Les modes de vie continuent de reposer majoritairement sur une économie de consommation davantage que de production, caractérisée par une forte standardisation des pratiques : recours accru à l'e-commerce, dépendance aux importations, déclin du commerce de proximité et uniformisation de l'offre. Ce

modèle, déjà bien ancré, tend à se renforcer, tandis que les initiatives visant à promouvoir des alternatives locales ou durables peinent à s'imposer, révélant une résistance au changement de ces habitudes de consommation. Par ailleurs, ces modes de vie renforcent le retard de plus en plus important dans la valorisation, le tri et le traitement des déchets avec une hausse de la production des déchets nécessitant leur exportation sur le continent.

L'amélioration de l'accès aux soins, au logement abordable, à l'emploi et aux biens de première nécessité, portée par des politiques publiques ciblées, participe d'une logique redistributive renforcée visant à corriger les inégalités d'accès aux ressources essentielles. En favorisant l'autonomie économique des individus et leur pleine participation à la vie sociale de leur territoire, ces mesures contribuent à réduire la pauvreté multidimensionnelle (évaluée à travers des critères tels que le logement, l'emploi, le pouvoir d'achat, l'hygiène, la sécurité, la santé et les loisirs), à renforcer la cohésion sociale et à limiter les fractures entre catégories sociales et territoriales.

La Corse parvient à constituer une masse critique de personnes hautement qualifiées grâce à la formation initiale, la formation continue et les dispositifs de reconversion professionnelle. Elle dispose des ressources nécessaires pour retenir ses forces vives, attirer de nouveaux talents et structurer une

économie plus vertueuse. L'existence de filières locales solides joue un rôle déterminant dans la rétention des diplômés, comme le montre le fait que la majorité des ingénieurs trouvent leur premier emploi à proximité de leur école. Développer des pôles de compétence dans quelques secteurs stratégiques, tels que la technologie, la santé et l'agriculture, favoriserait la création d'une base productive diversifiée et adaptée aux enjeux contemporains. Ce processus contribuerait à renforcer la souveraineté économique du territoire, à réduire la dépendance vis-à-vis du secteur public et à installer durablement la Corse dans une dynamique d'innovation et de compétitivité.

Le développement du télétravail et des nouvelles technologies (numérique, IA, etc.) redéfinit les formes d'emplois et le rapport au travail. Cette évolution favorise l'attraction de nouveaux actifs en Corse, notamment issus de la diaspora et la constitution d'un écosystème d'entreprises innovantes et de start-ups sur le territoire. Elle permet également de mobiliser une main-d'œuvre qualifiée ne résidant pas sur le territoire, contribuant ainsi à l'ouverture économique et à la diversification des compétences locales. Cette dynamique nécessite des infrastructures adaptées (réseaux de communication, coworking, réseau de transport) et risque de renforcer la concentration des emplois dans les pôles urbains.

B.2.5 Micro-scénario 5 : Attractivité du territoire par la cohésion, la santé et l'innovation

	Dynamiques migratoires extra-insulaires	Evolutions socio-démographiques	Etat de santé de la population	Modes de vie et pratiques de consommation	Cohésion sociale et inégalités	Développement de l'écosystème de formation	Dynamiques de l'emploi
Micro-scénario 5 : Attractivité du territoire par la cohésion, la santé et l'innovation	Nombre d'arrivants plus faible mais avec des profils plus qualifiés par des politiques d'attractivité ciblées	Vieillissement accéléré et fragilisation du marché du travail	Prévention et coordination renforcées du système de santé autour d'un CHU	Consommation contrainte par le pouvoir d'achat et dépendance à la grande distribution	Réduction de la pauvreté par l'action publique forte et concertée	Anticipation des besoins et économie fondée sur la connaissance	Transformation de l'emploi par la technologie et le télétravail

La Corse connaît une légère hausse de la population autour de 370 000 personnes liée à des gains en espérance de vie et à l'arrivée de populations extérieures. La natalité continue de diminuer et la population est de plus en plus vieillissante, ce qui a des impacts importants sur l'emploi. Le solde migratoire annuel est relativement modéré (environ 2 500 personnes). Les politiques de développement économique, en favorisant l'implantation ou le dynamisme de certaines activités, contribuent à attirer des travailleurs qualifiés et au retour d'une partie de la diaspora.

Le vieillissement de la population, l'accentuation de certaines maladies et les inégalités sociales et territoriales, aggravées par les effets du changement climatique, risquent de fragiliser l'état de santé en Corse. Face à ces défis, une transformation profonde du système de soins pourrait s'opérer, marquée par un passage du curatif vers le prédictif et le préventif, grâce notamment à l'intelligence artificielle et à un renforcement de l'autonomie des individus. Cette transformation

s'accompagne d'une politique ambitieuse de prévention, structurée autour d'un plan régional de santé reposant sur trois piliers (la santé publique, la santé environnementale et la santé au travail) et d'un CHU en lien avec les territoires de proximité. Cette évolution suppose une modernisation ambitieuse de son système de santé : création d'un CHU, construction d'un nouvel hôpital à Bastia, développement de nouvelles infrastructures et professionnalisation accrue de l'organisation médicale et administrative. Elle implique également de réduire les inégalités d'accès aux soins, de repenser la prise en charge des troubles psychiques et d'organiser l'offre autour de parcours coordonnés et personnalisés. L'un des basculements majeurs pourrait venir d'un changement de logique dans l'organisation des soins. Il ne s'agirait plus d'ajouter les offres ou de les mettre en concurrence, mais de favoriser la coordination entre professionnels, la transparence dans les échanges d'informations et l'élaboration de parcours de santé personnalisés. Cette approche requiert la mise en place d'outils partagés, de dispositifs de

coordination efficaces et d'un pilotage centré sur les besoins réels des patients. Ces évolutions renforceraient l'attractivité de l'île pour les jeunes médecins, stabilisant ainsi les effectifs, tout en plaçant la prévention au cœur des politiques éducatives ambitieuses qui permettraient de réduire durablement l'obésité et les maladies liées à la sédentarité. Les nouvelles technologies, notamment dans le domaine du dépistage biologique et génétique, permettraient un suivi individualisé et précoce des risques sanitaires. Grâce à cette structuration et à ces innovations, la Corse parviendrait à absorber la pression démographique et touristique, tout en maintenant, voire en améliorant, les indicateurs de santé de sa population. Une politique de prise en charge des personnes âgées est également mise en place, visant à développer des structures d'accueil collectif et à favoriser le maintien à domicile.

La consommation en Corse reste largement tournée vers la grande distribution : d'une part du fait de l'harmonisation de ses pratiques de consommation et, d'autre part par des politiques de compétitivité-prix permises par des rendements d'échelle. Bien que moins chère que la production locale, la grande distribution maintient des prix élevés par rapport au pouvoir d'achat de la population.

Les prix plus élevés des produits locaux freinent le recours aux circuits courts et à l'approvisionnement de proximité et limitent le développement d'une production insulaire compétitive.

L'amélioration de l'accès aux soins, au logement abordable, à l'emploi et aux biens de première nécessité, portée par des politiques publiques ciblées, participe d'une logique redistributive renforcée visant à corriger les inégalités d'accès aux ressources essentielles. En favorisant l'autonomie économique des individus et leur pleine participation à la vie sociale de leur région, ces mesures contribuent à réduire la pauvreté multidimensionnelle (évaluée à travers des critères tels que le logement, l'emploi, le pouvoir d'achat, l'hygiène, la sécurité, la santé et les loisirs), à renforcer la cohésion sociale et à limiter les fractures entre catégories sociales et territoriales.

Les formations en Corse parviennent à anticiper les besoins futurs, en particulier dans les domaines de l'intelligence artificielle, de la robotique et des compétences pluridisciplinaires. Le territoire amorce une transition vers une économie de la connaissance, moins vulnérable aux aléas externes. S'adapter uniquement aux besoins actuels des entreprises, centrés sur des secteurs traditionnels comme le tourisme et l'hôtellerie, reviendrait à répondre à court terme, sans préparer l'avenir. Or, le tourisme, pilier économique de l'île, est particulièrement exposé aux effets du changement climatique et pourrait connaître un déclin structurel. Miser sur l'innovation et sur des compétences de demain permettrait non seulement de diversifier l'économie, mais également de renforcer son attractivité auprès des étudiants corses et extérieurs. La formation deviendrait alors un moteur

central de la transition vers un modèle économique durable et compétitif.

Le développement du télétravail et des nouvelles technologies (numérique, IA, etc.) redéfinit les formes d'emplois et le rapport au travail. Cette évolution favorise l'attraction de nouveaux actifs en Corse, notamment issus de la diaspora et la constitution d'un écosystème d'entreprises innovantes et

de start-ups. Elle permet également de mobiliser une main-d'œuvre qualifiée ne résidant pas sur le territoire, contribuant ainsi à l'ouverture économique et à la diversification des compétences locales. Cette dynamique nécessite des infrastructures adaptées (réseaux de communication, espaces de coworking, réseau de transport) et risque de renforcer la concentration des emplois dans les pôles urbains.

B.2.6 Micro-scénario 6 : Transformation territoriale et capital humain

	Dynamiques migratoires extra-insulaires	Evolutions socio-démographiques	Etat de santé de la population	Modes de vie et pratiques de consommation	Cohésion sociale et inégalités	Développement de l'écosystème de formation	Dynamiques de l'emploi
Micro-scénario 6 : Attractivité du territoire par la cohésion, la santé et l'innovation	Nombre d'arrivants plus faible mais avec des profils plus qualifiés par des politiques d'attractivité ciblées	Vieillissement accéléré et fragilisation du marché du travail	Prévention et coordination renforcées du système de santé autour d'un CHU	Frugalité et réappropriation productive du territoire	Des inégalités encore fortes mais atténuées par des actions locales de solidarité	Massé critique de capital humain et développement territorial	Transformation de l'emploi par la technologie et le télétravail

La Corse connaît une légère hausse de la population autour de 370 000 personnes liée à des gains en espérance de vie et à l'arrivée de populations extérieures. La natalité continue de diminuer et la population est de plus en plus vieillissante, ce qui a des impacts importants sur l'emploi. Le solde migratoire annuel est relativement modéré (environ 2 500 personnes). Les politiques de développement économique, en favorisant l'implantation ou le dynamisme de certaines activités, contribuent à attirer des travailleurs qualifiés et au retour d'une partie de la diaspora.

Le vieillissement de la population, l'accentuation de certaines maladies et les inégalités sociales et territoriales, aggravées par les effets du changement climatique, risquent de fragiliser l'état de santé en Corse. Face à ces défis, une transformation profonde du système de soins pourrait s'opérer, marquée par un passage du curatif vers le prédictif et le préventif, grâce notamment à l'intelligence artificielle et à un renforcement de l'autonomie des individus. Cette transformation s'accompagne d'une politique ambitieuse de prévention, structurée autour d'un plan régional de santé

reposant sur trois piliers (la santé publique, la santé environnementale et la santé au travail) et d'un CHU en lien avec les territoires de proximité. Cette évolution suppose une modernisation ambitieuse de son système de santé : création d'un CHU, construction d'un nouvel hôpital à Bastia, développement de nouvelles infrastructures et professionnalisation accrue de l'organisation médicale et administrative. Elle implique également de réduire les inégalités d'accès aux soins, de repenser la prise en charge des troubles psychiques et d'organiser l'offre autour de parcours coordonnés et personnalisés. L'un des basculements majeurs pourrait venir d'un changement de logique dans l'organisation des soins. Il ne s'agirait plus d'additionner les offres ou de les mettre en concurrence, mais de favoriser la coordination entre professionnels, la transparence dans les échanges d'informations et l'élaboration de parcours de santé personnalisés. Cette approche requiert la mise en place d'outils partagés, de dispositifs de coordination efficaces et d'un pilotage centré sur les besoins réels des patients. Ces évolutions renforceraient l'attractivité de l'île pour les jeunes médecins, stabilisant ainsi les effectifs, tout en plaçant la prévention au cœur des politiques éducatives ambitieuses qui permettraient de réduire durablement l'obésité et les maladies liées à la sédentarité. Les nouvelles technologies, notamment dans le domaine du dépistage biologique et génétique, permettraient un suivi individualisé et précoce des risques sanitaires. Grâce à cette structuration et à ces innovations, la Corse parviendrait à absorber la pression démographique et

touristique, tout en maintenant, voire en améliorant, les indicateurs de santé de sa population. Une politique de prise en charge des personnes âgées est également mise en place, visant à développer des structures d'accueil collectif et à favoriser le maintien à domicile.

Face au changement climatique et à la fragilité du modèle fondé sur l'importation, la Corse évolue vers un mode de vie plus frugal et local. Les circuits courts et les filières locales, offrant des produits de qualité à des prix raisonnables, deviendraient des piliers de cette transition. Cette dynamique renforce la souveraineté alimentaire et encourage une réappropriation productive du territoire, notamment autour de pôles agricoles et artisanaux. Pour durer, elle nécessite une politique volontariste rendant les produits locaux moins chers et accessibles à tous.

Même si la pauvreté reste une réalité en Corse, notamment à cause du coût de la vie et de la faiblesse des revenus, des signes d'amélioration apparaissent. Les actions menées pour améliorer l'accès au logement, à l'emploi ou aux soins, ainsi que les initiatives locales de solidarité, contribuent peu à peu à réduire les inégalités et à renforcer la cohésion sociale. Ces évolutions montrent que le territoire dispose de ressources et d'une capacité d'adaptation face aux difficultés économiques.

La Corse parvient à constituer une masse critique de personnes hautement qualifiées grâce à la formation initiale, la formation continue et les dispositifs de reconversion professionnelle. Elle

dispose des ressources nécessaires pour retenir ses forces vives, attirer de nouveaux talents et structurer une économie plus vertueuse. L'existence de filières locales solides joue un rôle déterminant dans la rétention des diplômés, comme le montre le fait que la majorité des ingénieurs trouvent leur premier emploi à proximité de leur école. Développer des pôles de compétence dans quelques secteurs stratégiques, tels que la technologie, la santé et l'agriculture, favoriserait la création d'une base productive diversifiée et adaptée aux enjeux contemporains. Ce processus contribuerait à renforcer la souveraineté économique du territoire, à réduire la dépendance vis-à-vis du secteur public et à installer durablement la Corse dans une dynamique d'innovation et de compétitivité.

Le développement du télétravail et des nouvelles technologies (numérique, IA, etc.) redéfinit les formes d'emplois et le rapport au travail. Cette évolution favorise l'attraction de nouveaux actifs en Corse, notamment issus de la diaspora et la constitution d'un écosystème d'entreprises innovantes et de start-ups sur le territoire. Elle permet également de mobiliser une main-d'œuvre qualifiée ne résidant pas sur le territoire, contribuant ainsi à l'ouverture économique et à la diversification des compétences locales. Cette dynamique nécessite des infrastructures adaptées (réseaux de communication, coworking, réseau de transport) et risque de renforcer la concentration des emplois dans les pôles urbains.

B.3 RÉSUMÉ DES MICRO-SCÉNARIOS

Développement humain							
	Dynamiques migratoires extra-insulaires	Evolutions socio-démographiques	Etat de santé de la population	Modes de vie et pratiques de consommation	Cohésion sociale et inégalités	Développement de l'écosystème de formation	Dynamiques de l'emploi
Micro-scénario 1 : Croissance démographique et vulnérabilités sociales	Flux d'entrées élevés avec des arrivants peu qualifiés et des réfugiés	Croissance démographique portée par la natalité et les migrations	Défis structurels et organisationnels d'un CHU insulaire	Consommation contrainte par le pouvoir d'achat et dépendance à la grande distribution	Haute générale de la pauvreté	Manque d'attractivité et fuite des talents	Recomposition de l'emploi et précarité
Micro-scénario 2 : Recul démographique et adaptation du travail	Faible nombre d'arrivants	Déclin démographique et pressions sur les systèmes sociaux	Vieillissement, maladies chroniques et accès inégal aux soins	Consommation standardisée et dépendance accrue aux importations	Des inégalités encore fortes mais atténuées par des actions locales de solidarité	Manque d'attractivité et fuite des talents	Tensions sur le marché du travail et adaptation par la formation et les organisations
Micro-scénario 3 : Renforcement des compétences et mutation productive	Nombre d'arrivants plus faible mais avec des profils plus qualifiés par des politiques d'attractivité cibles	Vieillissement accéléré et fragilisation du marché du travail	Prévention et coordination renforcées du système de santé autour d'un CHU	Frugalité et réappropriation productive du territoire	Des inégalités encore fortes mais atténuées par des actions locales de solidarité	Anticipation des besoins et économie fondée sur la connaissance	Tensions sur le marché du travail et adaptation par la formation et les organisations
Micro-scénario 4 : Croissance démographique et développement territorial	Arrivées importantes issues de régions françaises et retour de la diaspora	Croissance démographique portée par la natalité et les migrations	Prévention et coordination renforcées du système de santé autour d'un CHU	Consommation standardisée et dépendance accrue aux importations	Réduction de la pauvreté par l'action publique forte et concertée	Masse critique de capital humain et développement territorial	Transformation de l'emploi par la technologie et le télétravail
Micro-scénario 5 : Attractivité du territoire par la cohésion, la santé et l'innovation	Nombre d'arrivants plus faible mais avec des profils plus qualifiés par des politiques d'attractivité cibles	Vieillissement accéléré et fragilisation du marché du travail	Prévention et coordination renforcées du système de santé autour d'un CHU	Consommation contrainte par le pouvoir d'achat et dépendance à la grande distribution	Réduction de la pauvreté par l'action publique forte et concertée	Anticipation des besoins et économie fondée sur la connaissance	Transformation de l'emploi par la technologie et le télétravail
Micro-scénario 6 : Transformation territoriale et capital humain	Nombre d'arrivants plus faible mais avec des profils plus qualifiés par des politiques d'attractivité cibles	Vieillissement accéléré et fragilisation du marché du travail	Prévention et coordination renforcées du système de santé autour d'un CHU	Frugalité et réappropriation productive du territoire	Des inégalités encore fortes mais atténuées par des actions locales de solidarité	Masse critique de capital humain et développement territorial	Transformation de l'emploi par la technologie et le télétravail

Enjeu n°3

C. DYNAMIQUES ECONOMIQUES, FRACTURES ET CONTINUITÉS

Cinq micro-scénarios ont été élaborés pour cet enjeu.

C.1 LES HYPOTHÈSES

Variables	Hypothèse 1	Hypothèse 2	Hypothèse 3	Hypothèse 4
Aménagement et rapport entre espaces urbains et ruraux	Déséquilibres territoriaux aggravés par l'étalement urbain et l'absence de coordination	Métropolisation institutionnalisée des villes d'Ajacciu et de Bastia	Planification territoriale stratégique coordonnée et revitalisation des villages	
Foncier et marché de l'immobilier	Hausse des prix fonciers et immobiliers et aggravation des inégalités d'accès au logement	Régulation du marché immobilier pour favoriser les logements permanents	Valorisation des espaces naturels et des terres agricoles	Captation et valorisation de la rente foncière par la puissance publique
Mutation et diversification de l'économie	Économie peu diversifiée et dépendante	Spécialisation ciblée et dynamique ascendante endogène	Diversification économique	
Développement du tourisme	Tourisme stable affaibli par un modèle vieillissant	Repositionnement vers une clientèle à fort pouvoir d'achat	Décroissance du tourisme	Croissance du tourisme

C.2 LES MICRO-SCÉNARIOS

Dynamiques économiques, fractures et continuités du territoire	
Micro-scénario 1	Aggravation des équilibres territoriaux et de la pression foncière dans une économie toujours portée par le tourisme
Micro-scénario 2	Diversification économique et décroissance du tourisme dans un contexte de métropolisation institutionnalisée
Micro-scénario 3	Planification, captation de la rente foncière et repositionnement du tourisme
Micro-scénario 4	Métropolisation, valorisation des espaces naturels et transition vers tourisme haut de gamme
Micro-scénario 5	Diversification économique dans le cadre d'une planification stratégique et d'une régulation foncière et immobilière

C.2.1 Micro-scénario 1 : Aggravation des équilibres territoriaux et de la pression foncière dans une économie toujours portée par le tourisme

Micro-scénario 1 : Aggravation des équilibres territoriaux et de la pression foncière dans une économie toujours portée par le tourisme	Aménagement et rapport entre espaces urbains et ruraux	Foncier et marché de l'immobilier	Mutation et diversification de l'économie	Développement du tourisme
	Déséquilibres territoriaux aggravés par l'étalement urbain et l'absence de coordination	Hausse des prix fonciers et immobiliers et aggravation des inégalités d'accès au logement	Économie peu diversifiée et dépendante	Croissance du tourisme

En l'absence de politiques coordonnées entre les territoires et avec des stratégies disjointes, les dynamiques actuelles de développement se poursuivent, aggravant les déséquilibres territoriaux. Les zones rurales continuent de se dépeupler en raison d'un accès insuffisant aux ressources essentielles (eau, énergie, mobilités), tandis que les zones urbaines concentrent les flux migratoires internes et climatiques, accentuant la pression sur les infrastructures et le foncier. Les

territoires entrent dans une concurrence croissante, chacun tendant à défendre ses propres intérêts au détriment d'une vision partagée et d'une complémentarité territoriale, profitant essentiellement aux deux grands pôles urbains. Face aux prix élevés de l'immobilier en centre-ville, la périurbanisation et l'étalement urbain se renforcent, générant une forte dépendance à la voiture individuelle, une hausse de la consommation énergétique, une congestion accrue et

une artificialisation continue des sols, en contradiction avec les objectifs de la loi ZAN. Dans ce contexte marqué par l'absence de stratégie énergétique et de planification territoriale intégrée, chacun agit à son échelle, sans cohérence d'ensemble, ce qui limite la mise en place de solutions durables (mobilités propres, production d'énergies renouvelables, infrastructures partagées). Les services publics et équipements deviennent des points de tension, les charges de centralité pesant sur quelques communes sans rééquilibrage fiscal adapté. La gestion reste réactive, souvent cantonnée à l'échelle communale, y compris face à des enjeux majeurs tels que le recul du trait de côte, qui nécessiteraient une anticipation à un plus grand échelon. Enfin, la pression foncière et le manque de logements adaptés renforcent la ségrégation socio-spatiale et les inégalités d'accès aux services.

La forte augmentation des prix du foncier et de l'immobilier, alimentée par la demande en résidences secondaires, les locations touristiques de type Airbnb et une préférence marquée pour l'habitat individuel, rend progressivement le logement inaccessible pour une large part de la population, tant en location qu'en accession. Cette situation freine l'installation de nouvelles populations, notamment les jeunes actifs et risque de ralentir la croissance démographique. De plus, la pression foncière s'intensifie dans les zones attractives, alors que l'offre de logements reste limitée par les contraintes réglementaires (loi Littoral, loi Montagne, PADDUC) et par l'absence de documents d'urbanisme opérationnels (comme les PLU) dans

certaines communes. Ceci pourrait contribuer, de manière indirecte, à maintenir une tension sur les prix. Cette tension ne peut être expliquée uniquement par un déséquilibre entre l'offre et la demande. La hausse des prix immobiliers pourrait se poursuivre malgré une augmentation significative de l'offre. Cela révèle l'existence de facteurs structurels plus profonds, notamment un effet générationnel lié au poids économique des générations du baby-boom, dont le fort pouvoir d'achat et le patrimoine accumulé soutiennent la demande immobilière. Ces dynamiques patrimoniales contribuent à maintenir des niveaux de prix élevés, indépendamment de l'évolution immédiate de l'offre. Toutefois, à plus long terme, le retrait progressif de ces générations du marché pourrait engendrer une stabilisation voire une baisse des prix. Dans les zones attractives, les constructions se poursuivent en continuité du bâti existant, accentuant l'étalement urbain et la consommation d'espace, dans un contexte de rareté croissante du foncier. Une logique de marché prévaut, marquée par une stratégie opportuniste plus qu'anticipatrice. Les sols sont toujours perçus comme des espaces potentiels de développement avec une volonté d'aller au maximum de ce que permet le cadre réglementaire en matière de sobriété foncière. Le faible renouvellement du parc immobilier aggrave la pénurie de logements disponibles et renforce les inégalités d'accès au logement.

L'économie corse reste faiblement diversifiée, toujours largement fondée sur le tourisme, la construction et les

services publics, avec une orientation dominante vers la consommation plutôt que vers la production. Ce modèle entraîne une forte dépendance aux importations et aux transports, fragilisant la résilience du territoire face aux chocs extérieurs (économiques, climatiques, etc.). Le poids élevé de l'emploi public compense partiellement le manque d'initiative productive privée, mais contribue aussi à rigidifier le tissu économique local. Cette configuration relève pour partie d'une économie résidentielle, alimentée par les revenus externes issus du tourisme, des retraites et de la fonction publique, qui soutiennent la consommation mais génèrent peu de valeur ajoutée locale. Cette économie entretient une dynamique de dépendance vis-à-vis des revenus importés et alimente une spécialisation dans les activités de service et de construction, souvent peu innovantes et fortement exposées à la conjoncture. En l'absence d'un changement structurel, cette configuration limite les perspectives de création de valeur, d'autonomie économique et d'adaptation aux

transitions à venir (écologique, numérique, énergétique).

La Corse connaît une croissance soutenue de la fréquentation touristique, portée par la hausse des mobilités internationales, la montée du tourisme de proximité et le regain d'intérêt pour les destinations insulaires. Cette dynamique s'inscrit toutefois dans la continuité du modèle existant, dominé par la saison estivale, le littoral et une offre centrée sur l'hébergement, la restauration et les loisirs balnéaires. L'augmentation du nombre de visiteurs profite à court terme à l'activité économique, soutenant l'emploi saisonnier et la consommation locale, mais renforce la dépendance du territoire à un secteur exposé aux aléas conjoncturels et climatiques. Les effets de cette croissance restent inégalement répartis. La massification touristique accentue les tensions sur les prix du logement, la consommation d'eau et d'énergie, ainsi que les nuisances environnementales, accentuant les tensions sociales et les débats autour de son acceptabilité.

C.2.2 Micro-scénario 2 : Diversification économique et décroissance du tourisme dans un contexte de métropolisation institutionnalisée

Micro-scénario 2 : Diversification économique et décroissance du tourisme dans un contexte de métropolisation institutionnalisée	Aménagement et rapport entre espaces urbains et ruraux	Foncier et marché de l'immobilier	Mutation et diversification de l'économie	Développement du tourisme
	Métropolisation institutionnalisée des villes d'Ajacciu et de Bastia	Régulation du marché immobilier pour favoriser les logements permanents	Diversification économique	Décroissance du tourisme

La concentration du développement (résidentiel, économique et en matière de mobilités) dans les pôles urbains d'Aiacciu et de Bastia renforce leurs poids sur les dynamiques territoriales insulaires. Elles deviennent des pôles stratégiques d'attractivité en concentrant les investissements publics et privé, l'innovation, les infrastructures de transport et les services. Cette priorisation sur les deux grands pôles d'accueil de la population et du développement traduit une volonté de structurer la croissance autour de centres dynamiques capables d'irriguer le reste du territoire. Cette stratégie cherche à organiser et à rattacher les territoires environnants à ces pôles. La métropolisation est institutionnalisée et pensée, non seulement au sens d'une concentration fonctionnelle des activités, mais aussi comme un processus d'organisation territoriale (regroupement de collectivités ou de réseaux intercommunaux) qui coopèrent. Elle dépasse les limites strictes des aires urbaines ou des bassins de vie afin de former un réseau connecté. Cependant, cette trajectoire peut accentuer les déséquilibres territoriaux avec un risque de voir certains territoires ruraux se dépeupler.

La croissance démographique pourrait ralentir sous l'effet de prix du foncier et de l'immobilier de plus en plus difficiles d'accès pour une partie croissante de la population résidente. Face à cette dynamique, des politiques volontaristes pourraient être mises en œuvre afin de réguler le marché et favoriser l'accès au logement pour les résidents permanents, en particulier des jeunes actifs et des ménages à revenus

modestes. Parmi ces mesures, la mise en place d'un dispositif combinant outils fiscaux et instruments d'aide à l'accession pourrait être explorée. Celui-ci pourrait reposer sur des critères de revenus ou de patrimoine, permettant de cibler les ménages locaux primo-accédants. Un fonds de garantie pour l'accession à la propriété, financé par exemple par une taxe sur les transactions foncières ou les résidences secondaires, pourrait faciliter l'emprunt et l'accès à la propriété. Une régulation par l'usage du bien (résidence principale, secondaire ou location touristique) pourrait être instaurée. Ainsi, des taxes majorées sur les transactions ou les propriétés destinées à un usage non résidentiel pourraient coexister avec des incitations ciblées pour les logements occupés à l'année. Sur le marché locatif, la hausse continue des loyers, tirée notamment par la location touristique de courte durée, pourrait être partiellement contenue par des mécanismes incitatifs et des réglementations ciblées. Il s'agirait, par exemple, de limiter le nombre de jours de location via les plateformes de type Airbnb, ou de rendre la location longue durée plus attractive fiscalement. Par ailleurs, une révision du zonage et une planification plus maîtrisée permettraient de libérer du foncier constructible, tout en assouplissant certaines contraintes (indivision, terrains agricoles en friche...). Couplée à une densification urbaine, cela pourrait accroître l'offre de logements, bien que la pression de la demande (résidentielle et touristique) ainsi que les stratégies des vendeurs risquent de maintenir des prix élevés. Enfin, l'amélioration des mobilités internes pourrait rendre de nouvelles

zones plus attractives pour l'habitat. Mais cette périurbanisation accrue poserait à son tour des défis environnementaux si les modes de transport n'évoluent pas, en lien avec la hausse des déplacements pendulaires et la consommation d'espace.

La Corse développe une stratégie de diversification économique fondée sur la valorisation simultanée de plusieurs filières complémentaires : agriculture, économie bleue, tourisme durable, numérique, culture, artisanat et transition énergétique. Cette approche privilégie la création de valeur et repose sur une mobilisation coordonnée des acteurs publics et privés, appuyée par des politiques de formation et d'innovation adaptées aux spécificités locales. Les ressources locales (patrimoine naturel et culturel, énergie, réseaux de proximité) deviennent ainsi de véritables leviers de développement plutôt que de simples atouts à exploiter.

Dans ce cadre, la hausse des coûts de transport, souvent perçue comme une contrainte, peut également devenir un moteur de relocalisation productive. Elle favorise le développement d'une économie de proximité fondée sur la production locale de biens de consommation courante, notamment ceux pour lesquels le coût du transport pèse fortement sur le prix final. Cette dynamique contribue à créer de la valeur ajoutée, à renforcer la résilience du tissu productif et à réduire la dépendance vis-à-vis des importations.

Cependant, pour soutenir cette économie diversifiée et relocalisée, la Corse doit relever un double défi démographique et qualitatif : attirer et retenir des profils qualifiés, renforcer le capital humain et créer un environnement favorable à l'installation de nouvelles compétences.

La Corse pourrait être confrontée à une forme de décroissance, marquée par l'effondrement des flux touristiques internationaux et nationaux (en raison de chocs exogènes : changement climatique, situation géopolitique ou sanitaire ou d'une évolution des préférences des touristes). De très nombreux acteurs du secteur, fragilisés par cette contraction brutale de la demande, seraient contraints de cesser leur activité, tandis que les autres se recentreraient sur le marché local, insuffisant pour compenser les pertes. La baisse estivale de fréquentation résulterait à la fois d'une diminution du pouvoir d'achat des ménages, d'une concurrence accrue d'autres destinations et d'une image de l'île moins compétitive. Cette situation mettrait en évidence une forte résistance des acteurs à un changement de modèle, limitant l'émergence d'alternatives économiques durables. Les infrastructures touristiques inoccupées pourraient néanmoins offrir des opportunités de reconversion, notamment vers des usages agricoles ou productifs.

C.2.3 Micro-scénario 3 : Planification, captation de la rente foncière et repositionnement du tourisme

Micro-scénario 3 : Planification, captation de la rente foncière et repositionnement du tourisme	Aménagement et rapport entre espaces urbains et ruraux	Foncier et marché de l'immobilier	Mutation et diversification de l'économie	Développement du tourisme
	Planification territoriale stratégique coordonnée et revitalisation des villages	Captation et valorisation de la rente foncière par la puissance publique	Spécialisation ciblée et dynamique ascendante endogène	Repositionnement vers une clientèle à fort pouvoir d'achat

Les acteurs territoriaux prennent progressivement conscience des limites d'un développement dispersé et engagent une coordination à toutes les échelles, de l'intercommunal au régional. La Collectivité de Corse renouvelle sa vision stratégique à travers un PADDUC révisé, devenu l'instrument central de la planification territoriale, définissant pour chaque territoire des projets cohérents, interconnectés et intégrés. À l'échelle intercommunale, cette dynamique se traduit par l'émergence de projets structurants dans les domaines des mobilités, de l'habitat et des équipements publics, tout en conciliant densification maîtrisée, respect de la loi ZAN et protection des sols agricoles et naturels. Les ressources des communes et du territoire sont mutualisées, les charges mieux réparties, et les mobilités repensées à travers un maillage de trottoirs, de pistes cyclables et d'aménagements partagés, ainsi qu'un recentrage des flux maritimes sur des ports de proximité, desservis par des navettes plus petites, plus fréquentes et moins polluantes. De plus, la revitalisation des villages devient un axe central de l'aménagement du territoire. Elle s'appuie sur la rénovation et la valorisation des coeurs bâtis, la

réhabilitation des logements et la mise en place de services essentiels, fixes ou mobiles (santé, formation, commerces, culture). Cette orientation favorise le maintien des populations, renforce l'attractivité locale et soutient une logique de décentralisation, afin de réduire la dépendance aux pôles urbains et de renforcer l'autonomie des territoires ruraux. Le développement de l'agriculture urbaine, périurbaine et insulaire s'inscrit également dans cette stratégie, en valorisant les circuits courts et en avançant vers une souveraineté alimentaire qui contribue à limiter certains besoins en transport maritime.

La réussite de cette transformation suppose de faire coïncider la planification stratégique avec l'ensemble des actions opérationnelles engagées en aval. Elle dépend de la capacité collective à traduire les orientations du PADDUC et des documents associés en projets concrets, cohérents et coordonnés. L'enjeu réside ainsi dans une répartition concertée des initiatives sur l'ensemble du territoire, afin que chaque espace, du littoral à l'intérieur, soit à la fois relié, intégré et partie prenante d'une dynamique de croissance partagée. La

coordination entre les échelles territoriales conditionne la cohérence, l'efficacité et la durabilité de la transformation engagée.

La hausse continue de la valeur foncière et immobilière bénéficie aujourd'hui largement aux acteurs privés qui captent une rente sans réelle contribution à la production de richesse collective. Cette privatisation de la rente foncière limite la capacité des collectivités à orienter le développement territorial selon des objectifs d'intérêt général. Une politique de captation partielle et de valorisation de la rente foncière pourrait être envisagée, afin de permettre aux collectivités d'en prélever une part et de la réinvestir dans différentes politiques. Des outils juridiques pourraient être mobilisés tels que les zones d'aménagement différé (ZAD), les droits de préemption, ou encore les mécanismes de participation aux plus-values. Une telle approche suppose une forte acceptabilité sociale afin que la captation publique de la rente soit perçue comme un levier de justice territoriale et non comme une mesure punitive.

Face aux limites du modèle économique actuel, la Corse décide d'une spécialisation ciblée autour d'un secteur stratégique à fort effet d'entraînement, comme la filière numérique, les industries culturelles et créatives ou les énergies renouvelables. Ce choix repose sur les ressources spécifiques du territoire et sur des politiques publiques volontaristes en matière de formation, de soutien à l'investissement et de structuration des filières. Cette trajectoire s'appuie sur une démarche ascendante qui valorise les initiatives

locales, les savoir-faire endogènes et les dynamiques de coopération entre acteurs publics, privés et associatifs. Les politiques locales favorisent l'activité économique et la prise d'initiatives à travers des dispositifs incitatifs, des infrastructures adaptées et un environnement institutionnel propice à l'expérimentation. L'objectif est aussi d'attirer des entrepreneurs innovants, parfois non conformistes, capables de porter des projets originaux. Cette spécialisation permet de développer des compétences locales de pointe, d'attirer des investissements extérieurs et d'ancrez des activités exportatrices, renforcées par des labels de qualité et des stratégies de marque territoriale. La concentration des efforts autour de cette filière clé génère des externalités positives sur d'autres secteurs (tourisme, artisanat, formation, numérique) et favorise l'émergence d'un écosystème cohérent et attractif.

Face au recul de la fréquentation et à la baisse des dépenses unitaires du tourisme, le développement d'une stratégie vers une clientèle à plus fort pouvoir d'achat s'opère. Cela nécessite des investissements pour atteindre un niveau de qualité attendu par ces segments de niche. Si une partie de la population locale accueille favorablement cette évolution, les professionnels du secteur y voient davantage de risques. Ce repositionnement entraîne également une transformation du marché de l'emploi: les postes sont moins nombreux, mais plus qualifiés et mieux rémunérés. L'offre touristique se structure de manière cohérente dans l'ensemble des filières, notamment les

transports, l'hébergement et la restauration. La baisse, plus affirmée, des flux touristiques, entraîne une

rationalisation et diminution des flux de transport, internes comme externes.

C.2.4 Micro-scénario 4 : Métropolisation, valorisation des espaces naturels et transition vers tourisme haut de gamme

Micro-scénario 4 : Métropolisation, valorisation des espaces naturels et transition vers tourisme haut de gamme	Aménagement et rapport entre espaces urbains et ruraux	Foncier et marché de l'immobilier	Mutation et diversification de l'économie	Développement du tourisme
	Métropolisation institutionnalisée des villes d'Aiacciu et de Bastia	Valorisation des espaces naturels et densification des espaces urbanisés	Spécialisation ciblée et dynamique ascendante endogène	Repositionnement vers une clientèle à fort pouvoir d'achat

La concentration du développement (résidentiel, économique et en matière de mobilités) dans les pôles urbains d'Aiacciu et de Bastia renforce leurs poids sur les dynamiques territoriales insulaires. Elles deviennent des pôles stratégiques d'attractivité en concentrant les investissements publics et privé, l'innovation, les infrastructures de transport et les services. Cette priorisation sur les deux grands pôles d'accueil de la population et du développement traduit une volonté de structurer la croissance autour de centres dynamiques capables d'irriguer le reste du territoire. Cette stratégie cherche à organiser et à rattacher les territoires environnants à ces pôles. La métropolisation est institutionnalisée et pensée, non seulement au sens d'une concentration fonctionnelle des activités, mais aussi comme un processus d'organisation territoriale (regroupement de collectivités ou de réseaux intercommunaux) qui coopèrent. Elle dépasse les limites

strictes des aires urbaines ou des bassins de vie afin de former un réseau connecté. Cependant, cette trajectoire peut accentuer les déséquilibres territoriaux avec un risque de voir certains territoires ruraux se dépeupler.

Un renversement de paradigme place la protection des terres agricoles et des espaces naturels au cœur de la stratégie de protection foncière. Ces espaces se voient attribuer une forte valeur foncière en raison des services qu'ils rendent que ce soient des fonctions écosystémiques, d'alimentation ou de contribution à l'activité touristique. Cette stratégie induit une densification des espaces déjà urbanisés. Cela pourrait risquer d'augmenter les prix du foncier et de l'immobilier dans certaines zones. Cette stratégie repose sur une approche interventionniste mobilisant des outils tels que les baux environnementaux, les préemptions, la création de réserves foncières.

Face aux limites du modèle économique actuel, la Corse décide d'une spécialisation ciblée autour d'un secteur stratégique à fort effet d'entraînement, comme la filière numérique, les industries culturelles et créatives ou les énergies renouvelables. Ce choix repose sur les ressources spécifiques du territoire et sur des politiques publiques volontaristes en matière de formation, de soutien à l'investissement et de structuration des filières. Cette trajectoire s'appuie sur une démarche ascendante qui valorise les initiatives locales, les savoir-faire endogènes et les dynamiques de coopération entre acteurs publics, privés et associatifs. Les politiques locales favorisent l'activité économique et la prise d'initiatives à travers des dispositifs incitatifs, des infrastructures adaptées et un environnement institutionnel propice à l'expérimentation. L'objectif est aussi d'attirer des entrepreneurs innovants, parfois non conformistes, capables de porter des projets originaux. Cette spécialisation permet de développer des compétences locales de pointe, d'attirer des investissements extérieurs et d'ancrer des activités exportatrices, renforcées par des labels de qualité et des stratégies de marque territoriale. La

concentration des efforts autour de cette filière clé génère des externalités positives sur d'autres secteurs (tourisme, artisanat, formation, numérique) et favorise l'émergence d'un écosystème cohérent et attractif.

Face au recul de la fréquentation et à la baisse des dépenses unitaires du tourisme, le développement d'une stratégie vers une clientèle à plus fort pouvoir d'achat s'opère. Cela nécessite des investissements pour atteindre un niveau de qualité attendu par ces segments de niche. Si une partie de la population locale accueille favorablement cette évolution, les professionnels du secteur y voient davantage de risques. Ce repositionnement entraîne également une transformation du marché de l'emploi: les postes sont moins nombreux, mais plus qualifiés et mieux rémunérés. L'offre touristique se structure de manière cohérente dans l'ensemble des filières, notamment les transports, l'hébergement et la restauration. La baisse, plus affirmée, des flux touristiques, entraîne une rationalisation et diminution des flux de transport, internes comme externes.

C.2.5 Micro-scénario 5 : Diversification économique dans le cadre d'une planification stratégique et d'une régulation foncière et immobilière

Micro-scénario 5 : Diversification économique dans le cadre d'une planification stratégique et d'une régulation foncière et immobilière	Aménagement et rapport entre espaces urbains et ruraux	Foncier et marché de l'immobilier	Mutation et diversification de l'économie	Développement du tourisme
	Planification territoriale stratégique coordonnée et revitalisation des villages	Régulation du marché immobilier pour favoriser les logements permanents Et Captation et valorisation de la rente foncière par la puissance publique	Diversification économique	Repositionnement vers une clientèle à fort pouvoir d'achat

Les acteurs territoriaux prennent progressivement conscience des limites d'un développement dispersé et engagent une coordination à toutes les échelles, de l'intercommunal au régional. La Collectivité de Corse renouvelle sa vision stratégique à travers un PADDUC révisé, devenu l'instrument central de la planification territoriale, définissant pour chaque territoire des projets cohérents, interconnectés et intégrés. À l'échelle intercommunale, cette dynamique se traduit par l'émergence de projets structurants dans les domaines des mobilités, de l'habitat et des équipements publics, tout en conciliant densification maîtrisée, respect de la loi ZAN et protection des sols agricoles et naturels. Les ressources sont mutualisées, les charges mieux réparties, et les mobilités repensées à travers un maillage de trottoirs, de pistes cyclables et d'aménagements partagés, ainsi qu'un recentrage des flux maritimes sur des ports de proximité, desservis par des navettes plus petites, plus fréquentes et moins polluantes. De plus, la revitalisation des villages devient un

axe central de l'aménagement du territoire. Elle s'appuie sur la rénovation et la valorisation des coeurs bâties, la réhabilitation des logements et la mise en place de services essentiels, fixes ou mobiles (santé, formation, commerces, culture). Cette orientation favorise le maintien des populations, renforce l'attractivité locale et soutient une logique de décentralisation, afin de réduire la dépendance aux pôles urbains et de renforcer l'autonomie des territoires ruraux. Le développement de l'agriculture urbaine, périurbaine et insulaire s'inscrit également dans cette stratégie, en valorisant les circuits courts et en avançant vers une souveraineté alimentaire qui contribue à limiter certains besoins en transport maritime.

La réussite de cette transformation suppose de faire coïncider la planification stratégique avec l'ensemble des actions opérationnelles engagées en aval. Elle dépend de la capacité collective à traduire les orientations du PADDUC et des documents associés en projets concrets, cohérents et coordonnés.

L'enjeu réside ainsi dans une répartition concertée des initiatives sur l'ensemble du territoire, afin que chaque espace, du littoral à l'intérieur, soit à la fois relié, intégré et partie prenante d'une dynamique de croissance partagée. La coordination entre les échelles territoriales conditionne la cohérence, l'efficacité et la durabilité de la transformation engagée.

La croissance démographique pourrait ralentir sous l'effet de prix du foncier et de l'immobilier de plus en plus difficiles d'accès pour une partie croissante de la population résidente. Face à cette dynamique, des politiques volontaristes pourraient être mises en œuvre afin de réguler le marché et favoriser l'accès au logement pour les résidents permanents, en particulier des jeunes actifs et des ménages à revenus modestes. Parmi ces mesures, la mise en place d'un dispositif combinant outils fiscaux et instruments d'aide à l'accession pourrait être explorée. Celui-ci pourrait reposer sur des critères de revenus ou de patrimoine, permettant de cibler les ménages locaux primo-accédants. Un fonds de garantie pour l'accession à la propriété, financé par exemple par une taxe sur les transactions foncières ou les résidences secondaires, pourrait faciliter l'emprunt et l'accès à la propriété. Une régulation par l'usage du bien (résidence principale, secondaire ou location touristique) pourrait être instaurée. Ainsi, des taxes majorées sur les transactions ou les propriétés destinées à un usage non résidentiel pourraient coexister avec des incitations ciblées pour les logements occupés à l'année. Sur le marché locatif, la hausse continue des loyers, tirée

notamment par la location touristique de courte durée, pourrait être partiellement contenue par des mécanismes incitatifs et des réglementations ciblées. Il s'agirait, par exemple, de limiter le nombre de jours de location via les plateformes de type Airbnb, ou de rendre la location longue durée plus attractive fiscalement. Par ailleurs, une révision du zonage et une planification plus maîtrisée permettraient de libérer du foncier constructible, tout en assouplissant certaines contraintes (indivision, terrains agricoles en friche...). Couplée à une densification urbaine, cela pourrait accroître l'offre de logements, bien que la pression de la demande (résidentielle et touristique) ainsi que les stratégies des vendeurs risquent de maintenir des prix élevés. Enfin, l'amélioration des mobilités internes pourrait rendre de nouvelles zones plus attractives pour l'habitat. Mais cette périurbanisation accrue poserait à son tour des défis environnementaux si les modes de transport n'évoluent pas, en lien avec la hausse des déplacements pendulaires et la consommation d'espace.

Concomitamment, une politique de captation partielle et de valorisation de la rente foncière pourrait être envisagée, afin de permettre aux collectivités d'en prélever une part et de la réinvestir dans différentes politiques. Des outils juridiques pourraient être mobilisés tels que les zones d'aménagement différencié (ZAD), les droits de préemption, ou encore les mécanismes de participation aux plus-values. Une telle approche suppose une forte acceptabilité sociale afin que la captation publique de la rente soit perçue comme un levier de justice

territoriale et non comme une mesure punitive.

La Corse développe une stratégie de diversification économique fondée sur la valorisation simultanée de plusieurs filières complémentaires : agriculture, économie bleue, tourisme durable, numérique, culture, artisanat et transition énergétique. Cette approche privilégie la création de valeur et repose sur une mobilisation coordonnée des acteurs publics et privés, appuyée par des politiques de formation et d'innovation adaptées aux spécificités locales. Les ressources locales (patrimoine naturel et culturel, énergie, réseaux de proximité) deviennent ainsi de véritables leviers de développement plutôt que de simples atouts à exploiter. Dans ce cadre, la hausse des coûts de transport, souvent perçue comme une contrainte, peut également devenir un moteur de relocalisation productive. Elle favorise le développement d'une économie de proximité fondée sur la production locale de biens de consommation courante, notamment ceux pour lesquels le coût du transport pèse fortement sur le prix final. Cette dynamique contribue à créer de la valeur ajoutée, à renforcer la résilience du tissu productif et à réduire la dépendance vis-

à-vis des importations. Cependant, pour soutenir cette économie diversifiée et relocalisée, la Corse doit relever un double défi démographique et qualitatif : attirer et retenir des profils qualifiés, renforcer le capital humain et créer un environnement favorable à l'installation de nouvelles compétences.

Face au recul de la fréquentation et à la baisse des dépenses unitaires du tourisme, le développement d'une stratégie vers une clientèle à plus fort pouvoir d'achat s'opère. Cela nécessite des investissements pour atteindre un niveau de qualité attendu par ces segments de niche. Si une partie de la population locale accueille favorablement cette évolution, les professionnels du secteur y voient davantage de risques. Ce repositionnement entraîne également une transformation du marché de l'emploi : les postes sont moins nombreux, mais plus qualifiés et mieux rémunérés. L'offre touristique se structure de manière cohérente dans l'ensemble des filières, notamment les transports, l'hébergement et la restauration. La baisse, plus affirmée, des flux touristiques, entraîne une rationalisation et diminution des flux de transport, internes comme externes.

C.3 RÉSUMÉ DES MICRO-SCÉNARIOS

Dynamiques économiques, fractures et continuités du territoire				
	Aménagement et rapport entre espaces urbains et ruraux	Foncier et marché de l'immobilier	Mutation et diversification de l'économie	Développement du tourisme
Micro-scénario 1 : Aggravation des équilibres territoriaux et de la pression foncière dans une économie toujours portée par le tourisme	Déséquilibres territoriaux aggravés par l'étalement urbain et l'absence de coordination	Hausse des prix fonciers et immobiliers et aggravation des inégalités d'accès au logement	Économie peu diversifiée et dépendante	Croissance du tourisme
Micro-scénario 2 : Diversification économique et décroissance du tourisme dans un contexte de métropolisation institutionnalisée	Métropolisation institutionnalisée des villes d'Ajaccio et de Bastia	Régulation du marché immobilier pour favoriser les logements permanents	Diversification économique	Décroissance du tourisme
Micro-scénario 3 : Planification, captation de la rente foncière et repositionnement du tourisme	Planification territoriale stratégique coordonnée et revitalisation des villages	Captation et valorisation de la rente foncière par la puissance publique	Spécialisation ciblée et dynamique ascendante endogène	Repositionnement vers une clientèle à fort pouvoir d'achat
Micro-scénario 4 : Métropolisation, valorisation des espaces naturels et transition vers tourisme haut de gamme	Métropolisation institutionnalisée des villes d'Ajaccio et de Bastia	Valorisation des espaces naturels et densification des espaces urbanisés	Spécialisation ciblée et dynamique ascendante endogène	Repositionnement vers une clientèle à fort pouvoir d'achat
Micro-scénario 5 : Diversification économique dans le cadre d'une planification stratégique et d'une régulation foncière et immobilière	Planification territoriale stratégique coordonnée et revitalisation des villages	Régulation du marché immobilier pour favoriser les logements permanents ET Captation et valorisation de la rente foncière par la puissance publique	Diversification économique	Repositionnement vers une clientèle à fort pouvoir d'achat

Enjeu n°4

D. CONNECTIVITÉS ET MOBILITÉS

Trois micro-scénarios ont été élaborés pour cet enjeu.

D.1 LES HYPOTHÈSES

Variables	Hypothèse 1	Hypothèse 2	Hypothèse 3
Transports et mobilités	Développement de l'offre externe mais dépendance accrue à la voiture	Réduction des connexions extérieures	Transition vers des mobilités durables
Développement des pratiques numériques	Retard numérique et surcoûts pour l'économie	Transition numérique et isolement social	Transformation numérique et développement local
Nouvelles technologies et innovation	Retard technologique et enjeux de souveraineté	Dépendance technologique externe et déficit de compétences locales	Tournant stratégique vers l'intelligence artificielle

D.2 LES MICRO-SCÉNARIOS

Nouvelles technologies et innovation	
Micro-scénario 1	Isolement et dépendance numérique et technologique
Micro-scénario 2	Amélioration technologique et limites structurelles
Micro-scénario 3	Souveraineté technologique et transition numérique

D.2.1 Micro-scénario 1: Isolement et dépendance numérique et technologique

Micro-scénario 1 : Isolement et dépendance numérique et technologique	Transports et mobilités	Développement des pratiques numériques	Nouvelles technologies et innovation
	Réduction des connexions extérieures	Retard numérique et surcoûts pour l'économie	Retard technologique et enjeux de souveraineté

Un manque d'anticipation dans le déploiement des infrastructures numériques avancées, notamment la 6G, combiné à un maillage territorial insuffisant et à l'absence de solutions de secours telles que les réseaux satellitaires, entraîne des défaillances critiques des réseaux de communication. Ce retard technologique limite le développement de secteurs stratégiques tels que les systèmes énergétiques, l'économie numérique ou les services liés sur l'intelligence artificielle. Par ailleurs, l'externalisation du traitement et de l'hébergement des données vers des acteurs extérieurs soulève d'importants enjeux de souveraineté, de cybersécurité et de protection des données personnelles. La localisation géographique des serveurs et des infrastructures d'hébergement devient un facteur déterminant de souveraineté technologique et territoriale. En

l'absence d'investissements suffisants en recherche, développement et formation, la Corse risque de ne pas disposer des compétences locales nécessaires pour maîtriser et valoriser ces technologies, accentuant ainsi une dépendance technologique et intellectuelle. Ce déficit fragilise à terme l'autonomie des individus et des institutions face aux grandes mutations économiques et sociétales induites par la transformation numérique.

La Corse ne parvient pas à s'approprier les nouvelles technologies et les innovations majeures qui se développent ailleurs, en raison d'un manque d'anticipation, de développement de formation et d'une diffusion insuffisante des outils numériques. Ce retard numérique se traduit par une marginalisation progressive du territoire dans l'émergence et la fourniture de nombreux services innovants. Cette

situation accroît les coûts pour les entreprises et les collectivités, tout en limitant la capacité de la Corse à participer pleinement aux transformations globales.

Au niveau des transports, en l'absence d'une stratégie territoriale claire et attractive, les opérateurs ont tendance à se détourner de la destination Corse au profit d'autres territoires, laissant

principalement les compagnies sous délégation de service public maintenir leur activité, d'autant plus que les contraintes réglementaires et fiscales pèsent fortement sur leur rentabilité. Cela engendre des déplacements internes réduits durant la saison touristique. Cette situation pourrait, cependant, permettre de faciliter la transition écologique.

D.2.2 Micro-scénario 2 : Amélioration technologique et limites structurelles

Micro-scénario 2 : Amélioration technologique et limites structurelles	Transports et mobilités	Développement des pratiques numériques	Nouvelles technologies et innovation
	Développement de l'offre externe mais dépendance accrue à la voiture	Transition numérique et isolement social	Dépendance technologique externe et déficit de compétences locales

Malgré des anticipations ayant permis la mise en place d'un réseau plus résilient, notamment grâce à un maillage territorial renforcé, des difficultés persistent dans le traitement distribué des données. La délocalisation du traitement des données, conjuguée à une connectivité encore perfectible et à des logiques de marché défavorables, génère des problèmes de souveraineté numérique et de compétitivité. Le coût du mégabit demeure élevé en Corse, à la fois en raison d'une situation quasi monopolistique qui limite la concurrence et du recours persistant à une énergie majoritairement carbonée. Malgré le développement des énergies renouvelables, notamment photovoltaïques, leur part reste insuffisante pour compenser la dépendance aux sources fossiles, ce qui renchérit le coût et limite la durabilité du

développement numérique. Sans être un obstacle majeur, le manque de data centers limite le potentiel de souveraineté numérique et d'innovation, alors que leur développement local pourrait générer des emplois qualifiés et dynamiser l'écosystème technologique insulaire. Dans le même temps, l'insuffisance des formations dans le domaine de l'intelligence artificielle accentue le retard technologique et provoque des tensions sur le marché de l'emploi, faute de compétences disponibles localement. La Corse demeure ainsi dépendante d'innovations conçues ailleurs, sans réelle dynamique de création endogène. Toutefois, le développement du réseau cellulaire, associé à la connexion future aux satellites, offre une perspective prometteuse pour la couverture des zones blanches et l'amélioration de

l'accès au numérique sur l'ensemble du territoire.

La Corse bénéficie d'une couverture en fibre optique quasi généralisée, fruit d'un important investissement dans l'aménagement numérique du territoire qui a contribué à généraliser et démocratiser des services numériques et à modifier profondément les modes de vie. Si cette transition facilite l'accès aux services et améliore la praticité au quotidien, elle s'accompagne d'un recul du lien social local. La fréquentation des commerces de proximité diminue, tout comme les interactions sociales de proximité, ce qui fragilise le tissu social en général. Cette évolution génère, par ailleurs, des risques d'isolement, notamment pour les populations non formées à ces nouveaux outils.

Dans le domaine des transports, la mise en place de dispositifs incitatifs visant à

encourager les opérateurs aériens et maritimes à développer et diversifier leur offre permettent de renforcer l'attractivité de la Corse en tant que destination touristique compétitive, notamment en s'appuyant sur l'intensification des liaisons avec le hub international de proximité, comme celui de Rome. Cette densification de la desserte aérienne pourrait impliquer une redéfinition de la DSP dans un contexte de raréfaction de la ressource publique. Cependant, cette ouverture accrue, sans modification du réseau de transport interne, renforce la dépendance à la voiture individuelle pour les déplacements internes, qu'il s'agisse du tourisme, des loisirs ou des trajets domicile-travail. Cela contribue à une congestion saisonnière persistante et à une pression environnementale croissante.

D.2.3 Micro-scénario 3 : Souveraineté technologique et transition numérique

Micro-scénario 3 : Souveraineté technologique et transition numérique	Transports et mobilités	Développement des pratiques numériques	Nouvelles technologies et innovation
	Transition vers des mobilités durables	Transformation numérique et développement local	Tournant stratégique vers l'intelligence artificielle

La Corse engage avec succès un tournant stratégique vers les nouvelles technologies et l'intelligence artificielle, soutenue par un réseau numérique fiable, la maîtrise locale des technologies d'apprentissage automatique et l'implantation de data centers garantissant la souveraineté des données. Des infrastructures de calcul

performantes et sobres énergétiquement permettent un traitement local des données, limitant les impacts environnementaux. Cependant, le coût élevé du mégabit, lié à une faible concurrence et à une dépendance persistante aux énergies fossiles, freine encore la compétitivité et l'attractivité économiques. Appuyée sur

des formations spécialisées, des investissements publics et privés en recherche et innovation, cette trajectoire fait émerger un écosystème numérique territorial dynamique, stimulant l'innovation dans les secteurs clés (mobilité autonome, transport collectif, aviation et navigation bas-carbone) et renforçant la résilience ainsi que l'autonomie stratégique de l'île.

La transition numérique de la Corse s'inscrit dans une phase d'accélération portée par l'émergence de nouveaux acteurs et par la diffusion progressive des technologies de pointe. Cette évolution repose sur la capacité du territoire à structurer un écosystème de formation et d'innovation, condition essentielle à l'appropriation du numérique par les entreprises insulaires. L'intégration croissante de l'intelligence artificielle physique, notamment dans le domaine de la santé préventive et des transports, pourrait exercer un effet structurant à l'échelle territoriale, en favorisant notamment l'accès aux services dans les zones rurales.

Cette dynamique d'innovation technologique s'accompagne d'une transformation structurelle des autres secteurs clés du territoire, à commencer

par les mobilités. La transition vers des modes de transport plus durables, tant pour les liaisons extérieures qu'intérieures, s'accélère sous l'effet combiné des attentes des visiteurs, de l'évolution des normes environnementales et d'une fiscalité écologique plus contraignante. Le recours à l'électrification des quais, le verdissement de la motorisation des navires ou des avions permet de réduire les coûts induits par cette fiscalité et d'en limiter les répercussions sur les prix du transport, mais suppose une production locale d'énergie importante. Cette évolution nécessite des investissements publics et privés massifs, appuyés sur des mécanismes incitatifs forts pour mobiliser les opérateurs. De plus, l'amélioration des transports locaux, notamment via le développement du réseau ferroviaire électrique et son interconnexion avec des navettes autonomes électriques, pourrait désenclaver certaines zones, renforcer la cohésion territoriale et favoriser un tourisme mieux réparti dans le temps et l'espace. Une telle dynamique suppose une intervention publique importante, en particulier en matière de création d'infrastructures ferroviaires et d'acquisition foncière.

D.3 RÉSUMÉ DES MICRO-SCÉNARIOS

Connectivités et mobilités			
	Transports et mobilités	Développement des pratiques numériques	Nouvelles technologies et innovation
Micro-scénario 1 : Isolement et dépendance numérique et technologique	Réduction des connexions extérieures	Retard numérique et surcoûts pour l'économie	Retard technologique et enjeux de souveraineté
Micro-scénario 2 : Amélioration technologique et limites structurelles	Développement de l'offre externe mais dépendance accrue à la voiture	Transition numérique et isolement social	Dépendance technologique externe et déficit de compétences locales
Micro-scénario 3 : Souveraineté technologique et transition numérique	Transition vers des mobilités durables	Transformation numérique et développement local	Tournant stratégique vers l'intelligence artificielle

Enjeu n°5

E. DYNAMIQUES INSTITUTIONNELLES

Cinq micro-scénarios ont été élaborés pour cet enjeu.

E.1 LES HYPOTHÈSES

Variables	Hypothèse 1	Hypothèse 2	Hypothèse 3	Hypothèse 4
Identité culturelle collective	Fragmentation identitaire et repli	Evolution vers une identité plurielle ancrée dans la mémoire et le dialogue	Uniformisation culturelle et appauvrissement du lien social	
Démocratie et citoyenneté	Renouveau démocratique par une participation citoyenne élargie	Défaillance des institutions et réponses associatives	Fragilisation de la confiance dans les institutions et déclin civique	
Gouvernance locale et organisation du territoire	Réorganisation de l'action publique et recomposition du bloc communal	Recentralisation et fragilisation de la confiance locale	Renforcement de l'autonomie et consolidation des capacités décisionnelles locales	Redistribution des compétences et gouvernance territoriale
Finances publiques locales	Raréfaction des finances publiques	Réorientation des cibles fiscales	Décentralisation fiscale	
Géopolitique et coopérations internationales	Recomposition mondiale et vulnérabilités méditerranéennes	Perte de cohésion de l'UE et isolement accru de la Corse	Diplomatie environnementale méditerranéenne	Rôle stratégique accru de la Corse dans un contexte sécuritaire tendu

E.2 LES MICRO-SCÉNARIOS

Dynamiques institutionnelles	
Micro-scénario 1	Crise de confiance et repli identitaire
Micro-scénario 2	Autonomie renforcée et identité plurielle
Micro-scénario 3	Elargissement de l'autonomie dans un cadre de tensions sécuritaires
Micro-scénario 4	Affaiblissement institutionnel et fragmentation sociale
Micro-scénario 5	Recomposition des puissances mondiales, recentralisation et affaiblissement identitaire

E.2.1 Micro-scénario 1 : Crise de confiance et repli identitaire

Micro-scénario 1 : Crise de confiance et repli identitaire	Identité culturelle collective	Démocratie et citoyenneté	Gouvernance locale et organisation du territoire	Finances publiques locales	Géopolitique et coopérations internationales
	Fragmentation et repli identitaire	Fragilisation de la confiance envers les institutions et déclin civique	Recentralisation et fragilisation de la confiance locale	Raréfaction des finances publiques	Recomposition mondiale et vulnérabilités méditerranéennes

On assiste à une recomposition progressive de la hiérarchie des puissances mondiales. La Chine tend à dépasser les États-Unis pour s'imposer comme première puissance globale, grâce à la qualité de la formation de ses élites et à ses avancées majeures dans les technologies de pointe. Sur le plan militaire, elle renforce considérablement son arsenal et développe une stratégie de déni d'accès dans les zones jugées stratégiques. De plus, la Chine et les États-Unis (entre autres pays) participent activement à la militarisation de l'espace extra-atmosphérique, notamment à travers le déploiement de satellites armés. L'absence d'un cadre juridique international strict dans ce domaine

accroît d'autant les risques d'escalade en cas de conflit. Face à cette nouvelle bipolarité, les États membres de l'Union européenne adoptent une posture de non-alignement stratégique. Cette neutralité vise à préserver leur unité interne afin de mieux affronter les défis globaux, comme le changement climatique et les migrations associées. Dans ce contexte, la Méditerranée apparaît particulièrement vulnérable face à l'intensification des déplacements de population, qu'il s'agisse des flux migratoires ou du tourisme de masse. Ces mouvements exercent une pression croissante sur des territoires déjà fragiles. En Corse et dans les îles touristiques, cette pression se

manifeste de manière spécifique, les visiteurs ne sont pas de simples passagers occasionnels, mais des populations régulières dont la présence répétée pèse durablement sur les ressources locales. Le changement climatique accentue encore cette vulnérabilité en mettant en évidence le problème de l'eau, une ressource abondante mais mal gérée, qui pourrait pourtant devenir un atout stratégique. Ainsi, sans la mise en place de coopérations à l'échelle méditerranéenne, ces dynamiques risquent de se cumuler et de provoquer une série de tensions locales et régionales. La Corse se trouverait alors dans une situation où elle subirait les évolutions plutôt que de disposer des moyens de maîtriser son propre développement.

L'incertitude fiscale s'accroît avec le populisme et est marquée par une pression fiscale en baisse et des coupes dans les dépenses publiques. Cela traduit un affaiblissement progressif de l'État, dont les marges financières se réduisent. Les choix budgétaires orientés vers des réductions d'impôt se font au détriment des investissements publics notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation ou encore de l'environnement. La baisse des ressources financières entraîne, par ailleurs, un risque inflationniste pouvant accentuer la vulnérabilité des ménages modestes et créer davantage d'inégalités sociales.

Au niveau politique, une recentralisation s'opère à travers l'imposition de normes contraignantes et la mise en place de mécanismes incitatifs tels que les labellisations et les contractualisations, renforçant ainsi l'influence directe de

l'État sur les décisions territoriales. Cette évolution traduirait également une forme d'inertie institutionnelle face à l'aggravation des déséquilibres financiers, où l'État intervient de manière compensatoire renforçant progressivement sa tutelle sur des collectivités moins autonomes financièrement et peinant à assurer seules la continuité de l'action publique. Dans ce cadre, les institutions locales pourraient être perçues comme moins efficaces, risquant d'alimenter une méfiance croissante quant à leur capacité à répondre aux enjeux locaux.

La confiance publique dans les mécanismes démocratiques se verrait fragilisée, alimentée par la perception d'une opacité croissante des décisions. Ce processus favoriserait un déclin progressif de la culture civique et des pratiques démocratiques, parallèlement à une montée de l'individualisme au sein de la société. Les dynamiques collectives tendraient alors à s'effacer au profit d'intérêts privés et de logiques consuméristes mettant en péril la citoyenneté et la confiance entre citoyens. La participation aux processus décisionnels s'en trouverait réduite, vidant progressivement de leur substance les mécanismes démocratiques et limitant la capacité des institutions à représenter véritablement l'ensemble de la société. Dans certains cas, cette érosion pourrait même s'accompagner d'une intensification de pratiques mafieuses, renforçant encore la défiance citoyenne.

La société corse s'est profondément fragmentée sous l'effet conjugué de tensions sociales, économiques et territoriales. Les clivages entre

populations locales et nouveaux arrivants, entre zones rurales et urbaines, ou encore entre groupes favorisés et marginalisés, ont nourri un sentiment de dépossession culturelle. Face à cette dislocation du tissu social, certains groupes ont adopté des replis identitaires, parfois intolérants, perçus comme les derniers refuges d'une mémoire en voie d'effacement. Ce phénomène a affaibli la cohésion sociale en entretenant des oppositions irréconciliables, nourries par une perte de sens et une instrumentalisation politique de l'identité. Dans le domaine culturel, on assisterait à une hypotrophie de la création culturelle, au profit d'un repli sur un patrimoine de plus en plus

méconnu et réduit à un simple sentiment d'appartenance. Le patrimoine et les activités religieuses deviendraient les principaux ingrédients de l'offre touristique, tandis que l'absence de politiques publiques culturelles renforcerait la folklorisation de l'identité et l'entre-soi. La langue se stabilisera dans des usages partiels : un usage symbolique, culturel et identitaire mais sans capacité à assurer un renouvellement complet des locuteurs. La langue garderait un espace d'existence sociale mais minoré et sans transmission suffisante, demeurant dans une zone intermédiaire entre résistance et effacement.

E.2.2 Micro-scénario 2 : Autonomie renforcée et identité plurielle

Micro-scénario	Identité culturelle collective	Démocratie et citoyenneté	Gouvernance locale et organisation du territoire	Finances publiques locales	Géopolitique et coopérations internationales
2 : Autonomie renforcée et identité plurielle	Evolution vers une identité plurielle ancrée dans la mémoire et le dialogue	Renouveau démocratique par une participation citoyenne élargie	Renforcement de l'autonomie et consolidation des capacités décisionnelles locales	Décentralisation fiscale	Diplomatie environnementale méditerranéenne

La hiérarchie des puissances mondiales demeure globalement stable, malgré des tensions toujours existantes. Les États-Unis conservent leur position dominante tandis que la Chine progresse grâce à ses avancées technologiques et à la formation de ses élites, au prix d'une hausse du coût de sa main-d'œuvre. La compétition sino-américaine se concentre sur les domaines technologiques et stratégiques, notamment dans l'espace extra-

atmosphérique, mais reste contenue par des mécanismes de régulation internationale qui limitent les risques d'escalade. Dans ce contexte, l'Union européenne renforce son unité en s'affirmant comme le principal acteur mondial de la transition écologique, grâce à des politiques ambitieuses (environnementales, sécuritaires, etc.) et à une diplomatie environnementale proactive. La Corse s'inscrit pleinement dans ce mouvement. Elle parvient à

mobiliser des programmes européens pour financer ses projets de développement durable, la gestion de ses ressources naturelles et la transition énergétique. Son capital environnemental constitue un avantage comparatif majeur et un levier d'influence à l'échelle méditerranéenne. En s'appuyant sur cette ressource stratégique, elle peut consolider sa marque identitaire autour de la durabilité et de la préservation du patrimoine naturel et culturel. La Corse joue ainsi un rôle moteur en matière d'environnement en Méditerranée, en tissant des coopérations renforcées avec la Toscane, la Sardaigne et d'autres territoires riverains. Ces partenariats (soutenus par des programmes européens) permettent de capter des financements à la fois publics et privés, de préserver le capital environnemental et de maintenir la qualité de vie. Plus largement, les îles méditerranéennes pourraient s'affirmer comme des acteurs stratégiques à part entière, en se spécialisant sur les enjeux propres à cet espace plutôt que de rester cantonnées à un rôle périphérique.

Au niveau politique, une plus grande autonomie permet de renforcer les marges de manœuvre des collectivités, en leur offrant une capacité accrue d'adaptation aux spécificités locales et une meilleure réactivité face aux besoins des populations. Dans ce cadre, les institutions locales gagneraient en légitimité, réduisant le risque de méfiance citoyenne et consolidant leur rôle dans la prise de décision territoriale.

La décentralisation s'étend au domaine fiscal avec des institutions disposant d'une maîtrise accrue sur les taux, les

assiettes et l'utilisation des recettes (ex : partage d'impôt). Cette évolution permet aux collectivités de mieux adapter la fiscalité aux spécificités territoriales, en orientant les ressources vers les priorités locales. Un tel transfert de compétences accroît la responsabilité budgétaire des territoires, tout en renforçant leur capacité d'actions. Il ouvre la voie à des politiques fiscales différenciées en fonction des besoins des populations locales. Cela comporte néanmoins des risques de disparités accrues entre les territoires.

Dans ce contexte, une transformation culturelle émerge, portée par de grands enjeux sociaux ou déclenchée par un événement critique. Ce basculement favoriserait une reconfiguration des modes de participation politique, ouvrant de nouveaux espaces d'expression et d'implication citoyenne. Loin de se limiter aux procédures électorales traditionnelles, il s'agirait d'un élargissement de la participation citoyenne vers davantage de co-construction des décisions publiques. Ce processus aurait pour finalité de prévenir le désengagement politique et de renforcer la légitimité des choix collectifs à travers une gouvernance plus inclusive. Il nécessiterait de reconfigurer les institutions selon une logique moins centralisée.

En réaction aux dynamiques d'uniformisation culturelle et à l'appauvrissement du sens des mots, une partie de la population corse a engagé un travail de refondation de l'identité, envisagée comme un ensemble d'identités individuelles plurielles s'inscrivant dans une mémoire et un projet partagés. Loin de rejeter la

modernité, cette voie propose une synthèse entre traditions et enjeux contemporains, fondée sur une réappropriation collective des mots, des symboles et des pratiques. L'identité n'est plus perçue comme un héritage figé ou un mot menaçant, mais comme un choix de société, nourri par la diversité, la transmission et l'exercice de la pensée. Ce processus a renforcé la capacité des habitants à « se reconnaître comme autre », à harmoniser les différences sans les effacer, et à faire société sans nier les désaccords. Une politique linguistique globale, ambitieuse et holistique est menée, dotée de moyens conséquents et appliquée dans les domaines scolaire, public, économique, sportif et culturel. Elle confère à la langue un statut juridique et une coofficialité qui organise les conditions d'un choix effectif pour la population. La promotion systémique de la langue dans tous les espaces de la vie sociale encourage son usage et sa légitimité, tandis que le déverrouillage juridique permet une véritable reconnaissance institutionnelle. Cette politique, soutenue par une prise de conscience collective et une volonté politique

durable, favorise la transmission intergénérationnelle et amorce un changement de mentalité qui, sur 20 à 30 ans, transforme le rapport des locuteurs à leur langue. Par ailleurs, la culture serait envisagée comme un levier stratégique, permettant d'éviter une forme de récupération identitaire politique. Des politiques culturelles différencieront seraient mises en place pour valoriser à la fois la culture corse et la culture en Corse, afin de dépasser l'entre-soi. La culture deviendrait alors un facteur de compétitivité et d'attractivité grâce aux industries culturelles et créatives, renforçant à la fois la cohésion sociale et le dynamisme économique. Ce modèle permettrait de préserver des repères identitaires sans repli, en privilégiant la création, la coopération internationale et l'inclusion sociétale. La diversification des pratiques culturelles (technologies immersives, jeux vidéo, etc.) ouvrirait la culture à de nouveaux publics. Enfin, le développement d'outils de formation artistique et de filières professionnelles structurerait durablement le secteur autour du triptyque art/science/société/international.

E.2.3 Micro-scénario 3 : Elargissement de l'autonomie dans un cadre de tensions sécuritaires

Micro-scénario 3 : Elargissement de l'autonomie dans un cadre de tensions sécuritaires	Identité culturelle collective	Démocratie et citoyenneté	Gouvernance locale et organisation du territoire	Finances publiques locales	Géopolitique et coopérations internationales
	Evolution vers une identité plurielle ancrée dans la mémoire et le dialogue	Renouveau démocratique par une participation citoyenne élargie	Redistribution des compétences et gouvernance territoriale	Décentralisation fiscale	Rôle stratégique accru de la Corse dans un contexte sécuritaire tendu

En Europe, le retour des tensions sécuritaires et la résurgence de conflits (russo-ukrainien, israélo-palestinien, etc.) favorisent la montée de politiques étatiques volontaristes. Dans ce contexte, une fragmentation de l'Union Européenne n'apparaît pas envisageable, les interdépendances entre États membres restant trop fortes. Un élargissement post-conflit demeure même possible. Conscients de leurs limites à agir seuls, les États membres seraient amenés à renforcer leur coopération, en particulier dans les domaines de la sécurité maritime et de la gestion des ressources stratégiques. En Méditerranée, la demande de sûreté maritime s'intensifie tandis que les rivalités géopolitiques persistent, nourries par les conflits du Moyen-Orient, l'aggravation des inégalités Nord-Sud et l'instrumentalisation des flux migratoires. Dans ce climat instable, les routes commerciales pourraient être durablement détournées, les tensions diplomatiques se multiplier et la militarisation des îles méditerranéennes s'accentuer. Dans ce cadre, la Corse occupe une position géostratégique qui pourrait la placer au cœur des enjeux de sécurité maritime. Ses infrastructures, les bases de Solenzara et de Calvi, les sémaphores et les ports, pourraient être mobilisées pour répondre à ces besoins accrus. Plutôt que de subir ce positionnement, la Corse pourrait en tirer profit en s'inscrivant dans une logique de partenariat stratégique avec l'État et les institutions européennes. Les contraintes sécuritaires pourraient devenir des opportunités économiques : modernisation des infrastructures

portuaires et aéroportuaires, renforcement des capacités de cybersécurité et réorientation des fonds de défense vers des projets à double usage civil et militaire. En développant une stratégie pour attirer les fonds européens, la Corse pourrait à la fois renforcer son rôle au sein de l'Europe et préserver sa capacité à décider localement.

Une répartition plus équilibrée des compétences entre les différentes échelles territoriales, fondée sur le principe de subsidiarité, contribue à une gouvernance publique plus efficace et plus légitime. En confiant aux collectivités locales les responsabilités qu'elles sont les plus à même d'assumer, une plus grande autonomie renforce leurs marges de manœuvre et leur capacité d'adaptation aux spécificités territoriales. Dans cette logique, le transfert de compétences pourrait s'opérer à différents niveaux : une autonomie renforcée de la Collectivité de Corse permettrait d'adapter un certain nombre de lois aux spécificités insulaires, tandis qu'un élargissement des prérogatives des EPCI et une plus grande latitude accordée aux communes, voire une fusion de certaines d'entre elles, favoriseraient la mise en œuvre d'actions publiques mieux ancrées dans les territoires. Ce mouvement de décentralisation pourrait ainsi améliorer la coordination entre les échelles décisionnelles, accroître l'efficacité de l'action publique et renforcer la légitimité démocratique des institutions territoriales. La réussite d'un tel processus reste conditionnée par l'aboutissement du projet d'autonomie,

la capacité à surmonter les résistances locales et à clarifier les compétences partagées.

Cette décentralisation s'étend au domaine fiscal avec des institutions disposant d'une maîtrise accrue sur les taux, les assiettes et l'utilisation des recettes (ex: partage d'impôt). Cette évolution permet aux collectivités de mieux adapter la fiscalité aux spécificités territoriales, en orientant les ressources vers les priorités locales. Un tel transfert de compétences accroît la responsabilité budgétaire des territoires, tout en renforçant leur capacité d'actions. Il ouvre la voie à des politiques fiscales différencierées en fonction des besoins des populations locales. Cela comporte néanmoins des risques de disparités accrues entre les territoires.

Dans ce contexte, une transformation culturelle émerge, portée par de grands enjeux sociétaux ou déclenchée par un événement critique. Ce basculement favoriserait une reconfiguration des modes de participation politique, ouvrant de nouveaux espaces d'expression et d'implication citoyenne. Loin de se limiter aux procédures électorales traditionnelles, il s'agirait d'un élargissement de la participation citoyenne vers davantage de co-construction des décisions publiques. Ce processus aurait pour finalité de prévenir le désengagement politique et de renforcer la légitimité des choix collectifs à travers une gouvernance plus inclusive. Il nécessiterait de reconfigurer les institutions selon une logique moins centralisée.

En réaction aux dynamiques d'uniformisation culturelle et à

l'appauvrissement du sens des mots, une partie de la population corse a engagé un travail de refondation de l'identité, envisagée comme un ensemble d'identités individuelles plurielles s'inscrivant dans une mémoire et un projet partagés. Loin de rejeter la modernité, cette voie propose une synthèse entre traditions et enjeux contemporains, fondée sur une réappropriation collective des mots, des symboles et des pratiques. L'identité n'est plus perçue comme un héritage figé ou un mot menaçant, mais comme un choix de société, nourri par la diversité, la transmission et l'exercice de la pensée. Ce processus a renforcé la capacité des habitants à « se reconnaître comme autre », à harmoniser les différences sans les effacer, et à faire société sans nier les désaccords. Une politique linguistique globale, ambitieuse et holistique est menée, dotée de moyens conséquents et appliquée dans les domaines scolaire, public, économique, sportif et culturel. Elle confère à la langue un statut juridique et une coofficialité qui organise les conditions d'un choix effectif pour la population. La promotion systémique de la langue dans tous les espaces de la vie sociale encourage son usage et sa légitimité, tandis que le déverrouillage juridique permet une véritable reconnaissance institutionnelle. Cette politique, soutenue par une prise de conscience collective et une volonté politique durable, favorise la transmission intergénérationnelle et amorce un changement de mentalité qui, sur 20 à 30 ans, transforme le rapport des locuteurs à leur langue. Par ailleurs, la culture serait envisagée comme un levier stratégique, permettant d'éviter une

forme de récupération identitaire politique. Des politiques culturelles différencieront seraient mises en place pour valoriser à la fois la culture corse et la culture en Corse, afin de dépasser l'entre-soi. La culture deviendrait alors un facteur de compétitivité et d'attractivité grâce aux industries culturelles et créatives, renforçant à la fois la cohésion sociale et le dynamisme économique. Ce modèle permettrait de préserver des repères identitaires sans

repli, en privilégiant la création, la coopération internationale et l'inclusion sociétale. La diversification des pratiques culturelles (technologies immersives, jeux vidéo, etc.) ouvrirait la culture à de nouveaux publics. Enfin, le développement d'outils de formation artistique et de filières professionnelles structurerait durablement le secteur autour du triptyque art/science/société/international.

E.2.4 Micro-scénario 4 : Affaiblissement institutionnel et fragmentation sociale

Micro-scénario 4 : Affaiblissement institutionnel et fragmentation sociale	Identité culturelle collective	Démocratie et citoyenneté	Gouvernance locale et organisation du territoire	Finances publiques locales	Géopolitique et coopérations internationales
	Fragmentation et repli identitaire	Défaillances des institutions et réponses associatives	Réorganisation de l'action publique et recomposition du bloc communal	Raréfaction des finances publiques	Perte de cohésion de l'UE et isolement accru de la Corse

Dans un contexte de rivalité croissante entre les États-Unis et la Chine et un changement dans leur hiérarchie, les pays membres de l'Union Européenne voient leurs intérêts stratégiques diverger de plus en plus. Certains États, historiquement alliés des États-Unis et dépendants de leur soutien militaire choisissent de s'aligner sur les Etats-Unis. D'autres, ayant des intérêts commerciaux en Chine, se rapprochent de la position chinoise. Cette polarisation conduit à une fragmentation politique de l'Union Européenne, incapable d'avoir une position commune sur la scène internationale, notamment sur une législation concernant la militarisation de l'espace extra-

atmosphérique. La montée des mouvements populistes au sein de plusieurs États membres renforce les dynamiques de repli national et de méfiance envers les institutions européennes. Ces forces politiques fragilisent la capacité de l'Union à agir collectivement et à promouvoir des politiques communes, en matière de défense, de transition écologique ou de politique migratoire. Ainsi, l'Union Européenne perd en cohésion et en capacité d'action extérieure. Cette désunion l'empêche de répondre efficacement aux défis transnationaux, notamment aux flux migratoires liés aux changements climatiques ou aux tensions en Méditerranée. Pour la Corse,

la fragmentation de l'UE rend difficile le financement de ses projets de développement et la structuration d'un réseau des îles méditerranéennes.

L'incertitude fiscale s'accroît avec le populisme et est marquée par une pression fiscale en baisse et des coupes dans les dépenses publiques. Cela traduit un affaiblissement progressif de l'État, dont les marges financières se réduisent. Les choix budgétaires orientés vers des réductions d'impôt se font au détriment des investissements publics notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation ou encore de l'écologie. La baisse des ressources financières entraîne, par ailleurs, un risque inflationniste pouvant accentuer la vulnérabilité des ménages modestes et créer davantage d'inégalités sociales.

Dans ce cadre, une réorganisation de l'action publique autour du bloc communal, notamment à travers les fusions de communes et les logiques de mutualisation au sein des EPCI et des communautés de communes, pourrait renforcer l'efficacité locale en donnant aux collectivités une taille critique accrue et en favorisant l'émergence d'élus plus motivés et mieux formés. Toutefois, ce processus reste conditionné par la capacité à surmonter les résistances locales et les défis organisationnels qu'implique une telle transformation.

Les institutions peinent à répondre pleinement aux besoins sociaux et citoyens, alimentant un sentiment de vide démocratique. Dans ce contexte, les dynamiques associatives tentent, tant bien que mal, de pallier ces insuffisances en apportant des réponses

souvent partielles et limitées par leurs ressources. Portées par des logiques de solidarité et d'entraide, elles parviennent néanmoins à maintenir vivantes certaines dynamiques collectives et à préserver une forme de cohésion sociale. Ces initiatives deviennent ainsi, malgré leurs fragilités, des espaces privilégiés d'expérimentation démocratique et de reconstruction du lien social.

La société corse s'est profondément fragmentée sous l'effet conjugué de tensions sociales, économiques et territoriales. Les clivages entre populations locales et nouveaux arrivants, entre zones rurales et urbaines, ou encore entre groupes favorisés et marginalisés, ont nourri un sentiment de dépossession culturelle. Face à cette dislocation du tissu social, certains groupes ont adopté des replis identitaires, parfois intolérants, perçus comme les derniers refuges d'une mémoire en voie d'effacement. Ce phénomène a affaibli la cohésion sociale en entretenant des oppositions irréconciliables, nourries par une perte de sens et une instrumentalisation politique de l'identité. Dans le domaine culturel, on assisterait à une hypotrophie de la création culturelle, au profit d'un repli sur un patrimoine de plus en plus méconnu et réduit à un simple sentiment d'appartenance. Le patrimoine et les activités religieuses deviendraient les principaux ingrédients de l'offre touristique, tandis que l'absence de politiques publiques culturelles renforcerait la folklorisation de l'identité et l'entre-soi. La langue se stabiliserait dans des usages partiels : un usage symbolique, culturel et identitaire mais

sans capacité à assurer un renouvellement complet des locuteurs. La langue garderait un espace d'existence sociale mais minoré et sans

transmission suffisante, demeurant dans une zone intermédiaire entre résistance et effacement.

E.2.5 Micro-scénario 5: Recomposition des puissances mondiales, recentralisation et affaiblissement identitaire

Micro-scénario 5 : Recomposition des puissances mondiales, recentralisation et affaiblissement identitaire	Identité culturelle collective	Démocratie et citoyenneté	Gouvernance locale et organisation du territoire	Finances publiques locales	Géopolitique et coopérations internationales
	Uniformation culturelle et appauvrissement du lien social	Défaillances des institutions et réponses associatives	Recentralisation et fragilisation de la confiance locale	Réorientation des cibles fiscales	Recomposition mondiale et vulnérabilités méditerranéennes

On assiste à une recomposition progressive de la hiérarchie des puissances mondiales. La Chine tend à dépasser les États-Unis pour s'imposer comme première puissance globale, grâce à la qualité de la formation de ses élites et à ses avancées majeures dans les technologies de pointe. Sur le plan militaire, elle renforce considérablement son arsenal et développe une stratégie de déni d'accès dans les zones jugées stratégiques. De plus, la Chine et les États-Unis (entre autres pays) participent activement à la militarisation de l'espace extra-atmosphérique, notamment à travers le déploiement de satellites armés. L'absence d'un cadre juridique international strict dans ce domaine accroît d'autant les risques d'escalade en cas de conflit. Face à cette nouvelle bipolarité, les États membres de l'Union européenne adoptent une posture de non-alignement stratégique. Cette neutralité vise à préserver leur unité interne afin de mieux affronter les défis globaux, comme le changement climatique et les migrations associées.

Dans ce contexte, la Méditerranée apparaît particulièrement vulnérable face à l'intensification des déplacements de population, qu'il s'agisse des flux migratoires ou du tourisme de masse. Ces mouvements exercent une pression croissante sur des territoires déjà fragiles. En Corse et dans les îles touristiques, cette pression se manifeste de manière spécifique, les visiteurs ne sont pas de simples passagers occasionnels, mais des populations régulières dont la présence répétée pèse durablement sur les ressources locales. Le changement climatique accentue encore cette vulnérabilité en mettant en évidence le problème de l'eau, une ressource abondante mais mal gérée, qui pourrait pourtant devenir un atout stratégique. Ainsi, sans la mise en place de coopérations à l'échelle méditerranéenne, ces dynamiques risquent de se cumuler et de provoquer une série de tensions locales et régionales. La Corse se trouverait alors dans une situation où elle subirait les

évolutions plutôt que de disposer des moyens de maîtriser son propre développement.

Une recentralisation s'opère à travers l'imposition de normes contraignantes et la mise en place de mécanismes incitatifs tels que les labellisations et les contractualisations, renforçant ainsi l'influence directe de l'État sur les décisions territoriales. Cette évolution traduit également une forme d'inertie institutionnelle face à l'aggravation des déséquilibres financiers, où l'État intervient de manière compensatoire renforçant progressivement sa tutelle sur des collectivités moins autonomes financièrement et peinant à assurer seules la continuité de l'action publique. Dans ce cadre, les institutions locales pourraient être perçues comme moins efficaces, risquant d'alimenter une méfiance croissante quant à leur capacité à répondre aux enjeux locaux.

Le maintien d'une fiscalité forte, réorientée vers les foyers les plus riches et le capital, permet de garantir un niveau de dépenses publiques *a minima* constant, tout en préservant, voire en améliorant, le pouvoir d'achat des classes moyennes. Toutefois, les territoires restent dépendants des orientations nationales et leurs finances demeurent fragilisées par l'absence de prise en compte de leurs spécificités.

Dans ce contexte, les institutions locales peinent à répondre pleinement aux besoins sociaux et citoyens, alimentant un sentiment de vide démocratique. Les dynamiques associatives tentent, tant bien que mal, de pallier ces insuffisances en apportant des réponses souvent partielles et limitées par leurs

ressources. Portées par des logiques de solidarité et d'entraide, elles parviennent néanmoins à maintenir vivantes certaines dynamiques collectives et à préserver une forme de cohésion sociale. Ces initiatives deviennent ainsi, malgré leurs fragilités, des espaces privilégiés d'expérimentation démocratique et de reconstruction du lien social.

L'extension des logiques globalisées et la domination de modèles culturels standardisés ont entraîné une dilution des références culturelles propres à la Corse. La Corse développerait une politique culturelle limitée, centrée sur la langue et la culture corse, mais sans véritable dynamique créative. Les structures existantes seraient reproduites à l'identique et la culture réduite à une fonction de divertissement. Ce modèle peu productif conduirait à une uniformisation progressive. La langue corse, bien qu'elle ait mieux résisté que d'autres langues minorées, est en net recul avec de moins en moins de locuteurs, traduisant une rupture de transmission générationnelle. L'école ne suffit pas à combler le manque avec 630 heures en moyenne contre 1000 nécessaires pour « fabriquer » des locuteurs. La langue ne subsisterait que comme compétence résiduelle et mémoire collective, réduite à une valeur symbolique, après la disparition de son spectre sonore et de sa substance sociale. En matière de culture, la logique dominante serait celle d'une reproduction sociale, plutôt que celle d'une innovation ou d'une création. Le tissu associatif, autrefois moteur de vitalité collective, s'est affaibli et les traditions se sont figées ou vidées de leur

sens. La culture est devenue spectacle, perdant sa fonction première d'exercice de la pensée et de lien entre générations. Dans ce contexte, l'identité corse tend à devenir une étiquette désincarnée, déconnectée de la mémoire, de l'histoire et des ancrages concrets. L'homogénéisation, perçue à tort comme modernisation, a appauvri le vivre-ensemble en niant la richesse de la diversité, jusqu'à menacer l'équilibre fragile de la société.

E.3 RÉSUMÉ DES MICRO-SCÉNARIOS

Dynamiques institutionnelles					
	Identité culturelle collective	Démocratie et citoyenneté	Gouvernance locale et organisation du territoire	Finances publiques locales	Géopolitique et coopérations internationales
Micro-scénario 1 : Crise de confiance et repli identitaire	Fragmentation et repli identitaire	Fragilisation de la confiance envers les institutions et déclin civique	Recentralisation et fragilisation de la confiance locale	Raréfaction des finances publiques	Recomposition mondiale et vulnérabilités méditerranéennes
Micro-scénario 2 : Autonomie renforcée et identité plurielle	Evolution vers une identité plurielle ancrée dans la mémoire et le dialogue	Renouveau démocratique par une participation citoyenne élargie	Renforcement de l'autonomie et consolidation des capacités décisionnelles locales	Décentralisation fiscale	Diplomatie environnementale méditerranéenne
Micro-scénario 3 : Elargissement de l'autonomie dans un cadre de tensions sécuritaires	Evolution vers une identité plurielle ancrée dans la mémoire et le dialogue	Renouveau démocratique par une participation citoyenne élargie	Redistribution des compétences et gouvernance territoriale	Décentralisation fiscale	Rôle stratégique accru de la Corse dans un contexte sécuritaire tendu
Micro-scénario 4 : Affaiblissement institutionnel et fragmentation sociale	Fragmentation et repli identitaire	Défaillances des institutions et réponses associatives	Réorganisation de l'action publique et recomposition du bloc communal	Raréfaction des finances publiques	Perte de cohésion de l'UE et isolement accru de la Corse
Micro-scénario 5 : Recomposition des puissances mondiales, recentralisation et affaiblissement identitaire	Uniformation culturelle et appauvrissement du lien social	Défaillances des institutions et réponses associatives	Recentralisation et fragilisation de la confiance locale	Réorientation des cibles fiscales	Recomposition mondiale et vulnérabilités méditerranéennes

